

# MANUEL DE LA DÉMOCRATIE SOCIALE 2

*Simon Vaut et al.*

## Économie et Démocratie sociale



AKADEMIE  
FÜR SOZIALE  
DÉMOKRATIE

FRIEDRICH  
EBERT   
STIFTUNG

ISBN 978-3-86872-438-7



Édité par la **Fondation Friedrich Ebert**

Édition allemande : **Académie politique, Bonn (3<sup>ème</sup> édition / décembre 2009)**

Édition française : **Département de la Coopération Internationale, Berlin (septembre 2010)**

Rédaction : Jochen Dahm, Tobias Gombert, Christian Krell, Simon Vaut // Responsable : Christian Krell / Chef de  
Projet : Jochen Dahm // L'édition française a été élaborée par le Bureau Madagascar de la Fondation Friedrich Ebert.  
// Impression : Druckerei Brandt GmbH, Bonn // Mise en page et composition : DIE.PROJEKTOREN, Berlin // Traduc-  
tion : Voahanitriniaina Rabary-Andriamanday // Relecture : Cybèle Bouteiller // Photo du titre : Nyul/Hans12/Chesse

Les auteurs de chaque partie composant la présente publication sont seuls responsables des idées et positions qu'ils y ont émises. Ces idées ne représentent pas toutes obligatoirement ni entièrement des positions de la Fondation Friedrich Ebert.

# MANUEL DE LA DÉMOCRATIE SOCIALE 2

*Simon Vaut et al.*

## Économie et Dé démocratie sociale

# TABLE DES MATIÈRES

<b><i>Préface à la troisième édition</i></b>	<b>4</b>
<b>1. Introduction</b>	<b>6</b>
<b>2. Théories économiques fondamentales</b>	<b>9</b>
2.1. Adam Smith – le fondateur du libéralisme économique	12
2.2. La critique du capitalisme par Karl Marx	17
2.3. John Maynard Keynes : le capitalisme dirigé	23
2.4. Les typologies idéales de la théorie économique	28
2.5. L'économie aujourd'hui	31
<b>3. Systèmes économiques et Ordres économiques</b>	<b>42</b>
3.1. Capitalisme et démocratie	42
3.2. Capitalisme coordonné et non coordonné	47
3.3. Nouvelles conditions générales dans la globalisation	51
<b>4. Les orientations de la Démocratie sociale en matière de politique économique</b>	<b>55</b>
4.1. Valeurs fondamentales	55
4.2. Droits fondamentaux	58
4.3. Principes de politique économique	64
4.4. Digression : comment mesurer une croissance qualitative	74
<b>5. Une comparaison de la programmation économique des partis</b>	<b>76</b>
5.1. Le Programme de Hambourg – Programme fondamental du Parti social-démocrate allemand (SPD)	77
5.2. Principes pour l'Allemagne : le Programme de la CDU	81
5.3. « L'avenir est vert » – Programme fondamental de Bündnis 90/Die Grünen	83

5.4. Les « principes fondamentaux de Wiesbaden » de la FDP	86
5.5. Les « points d'ancrage programmatiques » du parti « Die Linke »	88
5.6. Évaluation des programmes par rapport aux objectifs de la Démocratie sociale	91
<b>6. Ordres économiques : modèles par pays</b>	<b>94</b>
6.1. Les États-Unis	94
6.2. La Grande-Bretagne	99
6.3. L'Allemagne	104
6.4. Japon	113
6.5. La Suède	119
<b>7. Les politiques économiques dans le concret : exemples tirés de la pratique</b>	<b>126</b>
7.1. La politique industrielle écologique : une politique de croissance pour un avenir durable	127
7.2. Politique budgétaire : ce que nous devons à l'Allemagne	132
7.3. Risques et opportunités de la privatisation	138
7.4. Travail décent et participation aux décisions : la politique du travail décent	144
7.5. Le débat sur les salaires minima	152
<b>8. Une réflexion continue</b>	<b>159</b>
Bibliographie	160
Douze mots-clés importants	163
Échos de la première édition	164
À propos des auteurs	166

# PRÉFACE À LA TROISIÈME ÉDITION

La crise économique et financière a été une césure. Il ne s'agit pas uniquement de surmonter les conséquences concrètes de la crise. Elle touche également aux fondements de notre société. Nous devons décider aujourd'hui de la manière dont nous voulons vivre et travailler dans les prochaines années et décennies. À quoi peut ressembler un ordre économique juste et solidaire ? Quel équilibre doit être trouvé entre État et marché ? Comment peut réussir une politique économique moderne de la Démocratie sociale liée à des valeurs ?

Ces questions sont cruciales pour toute personne ayant l'ambition de participer aux discussions, aux décisions et aux réalisations politiques. La foi en un marché incontrôlé a abouti à une voie de garage. Nous avons à présent l'opportunité de poser de nouveaux jalons. Mais seul celui qui sait où il va pourra motiver d'autres personnes en faveur de ses idées et atteindre ses objectifs. Il est donc de la plus grande importance de s'assurer de la pertinence de son propre parcours.

Ce manuel voudrait contribuer à tracer ce parcours plus sûr pour chacun de ses lecteurs. Des théories économiques de grande importance y seront expliquées, des ordres économiques y seront décrits, des valeurs ainsi que des axes d'orientation principaux y seront définis, et nous poserons la question de savoir ce que signifient ces valeurs dans la réalisation concrète d'une politique économique de la Démocratie sociale, tout en sachant que les réponses que nous pourrions donner ne seront pas des réponses définitives. Il faudra toujours renouveler les idées et les justifications à apporter, pour qu'une politique économique de la Démocratie sociale soit une réussite. C'est pour cela que ce manuel n'apportera jamais de réponses définitives valables une fois pour toutes : il sera surtout là pour vous inciter à des lectures et à des réflexions toujours plus approfondies.

Cet ouvrage est le second volume de la série « *Manuels de la Démocratie sociale* » et fait suite au manuel intitulé « *Fondements de la Démocratie sociale* ». On y explique les valeurs fondamentales de la Démocratie sociale ; on y compare les modèles de société des Libéraux, des Conservateurs et de la Démocratie sociale ; on y présente les différences entre la Démocratie libérale et la Démocratie sociale. Le troisième tome de la série est intitulé « *État social et Démocratie sociale* ». Lorsqu'on discute de l'économie du XXI<sup>ème</sup> siècle, on ne peut négliger les ruptures que la globalisation a apportées avec elle. Un autre volume traitant de

*Globalisation et Démocratie sociale* paraîtra également dans le cadre de cette série de manuels. Dans ce prochain volume, nous étudierons la globalisation sous l'aspect de son influence sur l'élaboration et les conditions globales de l'ordre économique. Ce volume sur la globalisation analysera ensuite les arrière-plans de la globalisation ainsi que les possibilités de son organisation politique.

Nous profitons de cette occasion pour adresser nos vifs remerciements à Simon Vaut et Tobias Gombert. Simon Vaut a été l'auteur de la plus grande partie de ce manuel. Tobias Gombert a accompagné le travail rédactionnel et didactique avec une compétence et un engagement exceptionnels. Nos remerciements vont d'autre part à Thomas Meyer et Michael Dauderstädt, pour les conseils qu'ils ont largement prodigués à la conception du présent manuel, à Wilhelm Nölling, pour ses remarques constructives, et à tous les auteurs, hommes ou femmes, pour leur collaboration éminemment fructueuse. Ce manuel n'aurait pas été une réussite sans leur contribution ; toute imperfection éventuelle est à mettre à notre compte.

Le symbole de l'Académie pour la Démocratie sociale est une boussole. À travers les séminaires que cette académie propose, la Fondation Friedrich Ebert aimerait offrir un cadre pour effectuer des mises au point sur certains points de vue et diverses orientations. Ce serait un grand plaisir pour nous de pouvoir constater que vous utilisez nos offres de formation pour définir votre voie politique. La démocratie sociale se perpétue à travers l'action des citoyennes et citoyens qui acceptent de la remettre en question en permanence et qui s'engagent pour elle.



Dr. Christian Krell

*Directeur*

*Académie de la Démocratie sociale*



Jochen Dahm

*Chef de projet*

*Manuels de la Démocratie sociale*

Bonn, en décembre 2009

# 1. INTRODUCTION

*Quelle politique économique correspond à la Démocratie sociale ?*

L'ancien Chancelier fédéral Gerhard Schröder a dit en 1998 dans sa déclaration de gouvernement que sa coalition ne prônait pas une politique économique de droite ou de gauche, mais une politique économique moderne.

Cela signifie-t-il qu'il n'y a plus, dans ce cadre de politique, de différences entre libéraux, conservateurs et sociaux-démocrates ?<sup>1</sup> Y a-t-il une théorie économique de la Démocratie sociale qui se démarque des autres courants existants ?

Ou n'existe-t-il plus, effectivement, que les qualifications « moderne » et « non modernes » ? Et qui donc se définirait comme une entité représentant une politique non moderne ? Et dans ce contexte, que signifie vraiment ce qualificatif de « moderne » ? L'entraîneur de football Otto Rehagel a dit une fois : « Celui qui est moderne dans son jeu, c'est celui qui a du succès. » En transposant cette idée dans le domaine politique, cela voudrait dire qu'une politique économique moderne est celle qui a du succès.

*À quoi mesure-t-on le succès d'une politique économique ?*

Mais à quoi donc se mesure ce succès ? Certains répondent : au plus haut degré de bien-être et de croissance. D'autres insistent particulièrement sur l'égalité et la justice/équité : c'est-à-dire qu'un ordre économique ne devrait pas mener à l'inégalité, l'exploitation ou l'injustice. Et elles sont de plus en plus écoutées et approuvées, ces voix qui prônent la durabilité, le ménagement des ressources et l'écologie comme étant les mesures du succès d'une économie : la croissance ne devrait pas mener à la déprédation.

*Équilibre entre croissance économique, équilibre social et durabilité écologique*

Les valeurs fondamentales de la Démocratie sociale s'appellent liberté, justice/équité et solidarité. En ce qui concerne le programme, il n'y a ainsi qu'une réponse à donner dans la perspective de la Démocratie sociale. Les trois principes, c'est-à-dire premièrement la croissance, deuxièmement l'équilibre social, et troisièmement la durabilité doivent être mis en harmonie.

Mais la voie à suivre pour y arriver n'est pas dessinée. Une politique économique moderne, attachée à ses valeurs, n'utilisera pas automatiquement, comme l'induit une interprétation de la citation de Gerhard Schröder, des instruments

---

<sup>1</sup> Tout le texte contient des marques du féminin et du masculin. À certains endroits où, pour des raisons stylistiques, elles n'apparaissent pas de manière spécifique, les deux genres sont cependant tous les deux sous-entendus.



de politique économique exclusivement de gauche ou de droite. Une politique économique moderne de la Démocratie sociale, attachée à ses valeurs, est avant tout tournée vers les résultats. Son objectif est la réalisation d'une société dans laquelle les valeurs fondamentales de liberté, de justice/équité, de solidarité ainsi que d'autres valeurs fondamentales politiques, sociales, économiques et culturelles, sont réalisées pour tous les êtres humains.

Le présent manuel veut donner une orientation de base aux questions suivantes : quels sont les fondements théoriques que la Démocratie sociale peut utiliser en ce sens ? Quels sont les systèmes et ordres économiques qui favoriseraient la réalisation de cet idéal ? Comment se présentent les ordres économiques dans d'autres pays ? Et quelle est l'importance de ces problèmes théoriques face aux projets politiques concrets ?

*Objectif et structure du manuel*

		Orientation de la Démocratie sociale en politique économique (chapitre 4)						
		Démocratie libérale			Démocratie libertaire			
Structure thématique du manuel	Objet du manuel «Fondement de la Démocratie sociale»	Démocratie sociale			Démocratie libertaire			
	Objet du manuel «Économie et démocratie sociale»							
	Chapitre 1	Théorie	Marx	Keynes	Smith			
	Chapitre 3-11	Système	Capitalisme					
	Chapitre 3-2	Ordres	Autoritaire	Coordonné			Non coordonné	
	Chapitre 6	Pays		Suède	Japon	RFA	GB	USA
	Chapitre 5	Comparaison des programmes de partis						
	Chapitre 7	Exemples pratiques						

Tout d'abord, sur le plan de la **théorie économique**, nous allons décrire les analyses et conclusions que présentent les économistes les plus influents de l'histoire : Adam Smith, Karl Marx et John Maynard Keynes. Ainsi, les typologies idéales que nous pourrions en tirer pour décrire le libéralisme économique, l'anticapitalisme et le capitalisme coordonné seront jugées d'après une perspective contemporaine et dans l'optique des objectifs de la Démocratie sociale (chapitre 2).

*Chapitre 2 : Théorie économique*

Sur le plan des **systèmes et ordres économiques**, nous étudierons la relation entre capitalisme et démocratie, et on présentera les deux ordres économiques qui prévalent dans les États industriels occidentaux : le capitalisme coordonné et le capitalisme non coordonné (chapitre 3).

*Chapitre 3 : Systèmes et ordres économiques*

Chapitre 4 : L'orientation de la démocratie sociale en politique économique

Sur le plan de la programmation en politique économique, nous développerons, d'une part, en combinant valeurs fondamentales, droits fondamentaux et principes économiques **l'orientation en politique économique de la Démocratie sociale** (chapitre 4).

Chapitre 5 : La programmation des partis en politique économique

D'autre part, nous comparerons **la programmation en politique économique des partis** représentés au Parlement fédéral en nous fondant sur leurs programmes fondamentaux respectifs, sur la base des critères définissant les ordres économiques coordonnés et non coordonnés, ainsi que sur l'orientation en politique économique de la démocratie sociale telle qu'elle aura été décrite au préalable (chapitre 5).

Chapitres 6 et 7 : Modèles de pays et exemples de pratiques

Pour clore le volume, nous présenterons une comparaison des différents ordres économiques tels qu'ils apparaissent aux **États-Unis**, en **Grande-Bretagne**, en **Allemagne**, au **Japon** et en **Suède** (chapitre 6) et nous terminerons par des propositions de politique concrètes, que nous pourrions prendre comme modèles dans les domaines de politique économique de la **privatisation, de la politique industrielle écologique, du travail décent, de la participation aux prises de décision et du Salaire minimum** (chapitre 7).

Ainsi, la question d'une politique économique en faveur de la Démocratie sociale touche un grand nombre de domaines différents qui sont abordés dans ce volume, et nous traiterons plus particulièrement la question de savoir ce qui caractérise la Démocratie sociale elle-même.

Le SPD amorce une première réponse à cette question dans son programme fondamental :

*« La Démocratie sociale ne garantit pas seulement les droits civiques fondamentaux, politiques et culturels, mais également les droits fondamentaux sociaux et économiques de tous les êtres humains. Elle garantit la participation sociale de tous, en toute égalité, grâce à la démocratisation de la société, en particulier à travers la participation aux prises de décision, grâce à l'État social qui se préoccupe du bien-être de tous en s'appuyant sur les droits des citoyens, et grâce à une économie de marché coordonnée, au sein de laquelle la préséance de la démocratie face aux marchés est garantie. »*

(D'après le Programme de Hambourg 2007 : 19)

## 2. LES THÉORIES ÉCONOMIQUES FONDAMENTALES

### Dans ce chapitre,

- nous présenterons les théories économiques les plus influentes de l'histoire,
- nous exposerons des réflexions sur leur signification actuelle
- et nous expliquerons quelle importance elles ont pour la Démocratie sociale.

« Les praticiens qui se croient totalement libres d'influences intellectuelles sont habituellement les esclaves d'un sombre économiste quelconque. » (D'après Keynes 1966: 323) C'est ce que John Maynard Keynes écrit, lui-même étant un des plus grands économistes de l'histoire. Dans ce chapitre, les caractéristiques fondamentales de sa théorie ainsi que celles de deux autres économistes éminents et influents, Adam Smith et Karl Marx, seront présentées et comparées entre elles. Nous venons ainsi de planter les trois piliers des théories économiques les plus importantes de l'histoire.

Mais est-il raisonnable de s'occuper des idées d'économistes qui ont écrit leurs œuvres il y a si longtemps ? Leurs explications sont-elles encore valables pour un monde en constant changement et tendant à se globaliser, ou sont-elles désormais trop poussiéreuses, incompréhensibles et réfutées par l'histoire ?

Pourquoi et de quelle manière les théories sont-elles donc si importantes pour la Démocratie sociale ? En fait, elles peuvent être utiles sur deux plans :

Premièrement, elles fournissent des « repères idéologiques » très utilisés en politique. Ainsi, les connaître peut nous aider à vérifier la part de vérité dans chaque argumentation de politique économique et nous permettre ainsi de ne pas nous soumettre « aveuglément » aux avatars idéologiques.

Deuxièmement, la Démocratie sociale n'appartient certes pas complètement à l'une des trois théories économiques : elle les intègre plutôt dans un cadre normatif qui les intégrerait toutes. Elle se sert de ces trois théories, bien que l'on sente une nette préférence pour le capitalisme coordonné tel que Keynes l'a décrit.

*Trois grands économistes : Smith, Marx et Keynes*

*Les classiques sont-ils toujours aussi actuels ?*

*« Repères idéologiques »*

*Démocratie sociale : Emprunts auprès des trois théories*

Les trois théories étaient toutes soumises aux critiques les plus virulentes. Nombreux étaient les essais visant à les contredire. On prononçait volontiers leur arrêt de mort – et pourtant, tout aussi régulièrement, tout venait prouver que ceux qui sont déclarés morts sont ceux qui vivent le plus longtemps. Nul ne pouvait ignorer les idées de Smith, Marx ou Keynes s’il voulait effectuer un travail de fond en économie.

*Le contexte historique : Smith : milieu du XVIII<sup>ème</sup> siècle*

En étudiant ces classiques, il faut prendre en compte le contexte de leur époque respective. Adam Smith a formulé ses idées vers le milieu du XVIII<sup>ème</sup> siècle, à l’époque du mercantilisme, c’est-à-dire cette théorie qui enseignait aux monarques qu’ils devaient financer leur train de vie excessif à la cour par le contrôle du commerce et un dirigisme économique. Le scepticisme d’Adam Smith vis-à-vis de l’État s’était donc développé à partir de ses expériences avec des monarchies dépensières, qui ne pensaient qu’à accroître leurs propres richesses – contrairement, par exemple, au comportement plus modeste d’un État providence.

*Marx : milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle*

La critique pleine de verve de Marx contre le capitalisme, vers le milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, essayait de trouver une réponse à la paupérisation des masses, au tout début de l’industrialisation et lors du premier élan vers la globalisation. Aujourd’hui, il est perçu d’une façon marquée par le socialisme d’État du XX<sup>ème</sup> siècle, ce qui donne parfois une image déformée de ses pensées.

*Keynes : les années 30*

Keynes, enfin, analysa dans les années 30 un libéralisme économique qui, de toute évidence, avait totalement perdu pied à cause de la crise économique mondiale. En fin de compte, sa « Théorie générale de l’Emploi, de l’Intérêt et de la Monnaie » n’était rien moins qu’un essai visant à proposer des schémas de stabilisation du système économique, pour éviter le glissement d’autres démocraties vers des dictatures radicales. Avec la crise financière mondiale qui a commencé en 2007, la pensée de Keynes connaît une nouvelle Renaissance. Les réflexions relatives à la régulation d’un marché financier mondial ainsi qu’aux programmes d’investissements étatiques sont de nouveau l’objet de vives discussions.

*Concepts atemporels et symboles de l’économie*

Outre l’avantage certain d’une bonne orientation de base, l’étude des trois grands économistes Smith, Marx et Keynes présente également un autre avantage très pratique. Plusieurs schémas et explications économiques qui nous sont habituels aujourd’hui et que nous utilisons souvent sans en connaître l’origine portent en fait la marque de ces trois économistes.

	Smith	Marx	Keynes
Quand	Milieu du XVIII <sup>ème</sup> siècle	Milieu du XIX <sup>ème</sup> siècle	Années 30 du XX <sup>ème</sup> siècle
Contexte	Mercantilisme, Absolutisme	Industrialisation et paupérisation des travailleurs	Crise économique mondiale et apparition des dictatures
Objectif principal	Libération par rapport à l'État mercantile	Amélioration de la situation des travailleurs et fin de leur exploitation	Sécurisation de la démocratie par la stabilisation de l'économie et du marché du travail
Points d'ancrage pour la Démocratie sociale	Liberté et modèle de coopération	Modèle du « travail décent » et problème de l'équilibre entre travail et capital	Modèle de l'économie coordonnée et de la politique économique active

L'image de « la main invisible du marché » par exemple a été introduite par Adam Smith. Elle était destinée à expliquer l'efficacité du marché. De nos jours, on l'utilise souvent à la manière d'un mythe qui veut faire croire que le marché pourrait tout remettre en place.

Quiconque en revanche vise à réaliser une politique qui procurerait un « bon travail » (un travail décent) ne pourrait se passer de Marx. C'est lui qui a en effet marqué de manière décisive le concept de « l'aliénation du travail ».

Et c'est de Keynes, enfin, que l'on tient cette expression si souvent citée : « À long terme, nous sommes tous morts. » Il plaidait pour la responsabilisation de l'État, pour qu'il réagisse contre l'échec du marché. Son « conseil » s'adresse en particulier contre ceux qui, justement, au lieu de demander à l'État de prendre rapidement ses responsabilités en politique économique, préfèrent attendre et compter sur les forces d'un marché qui, d'après eux, saurait se guérir tout seul, à long terme.

*Smith : la « main invisible du marché »*

*Marx : « un bon travail » (un travail décent)*

**Référence bibliographique :**  
*Nikolaus Piper (Hg.) (1996), Die großen Ökonomen: Leben und Werk der wirtschaftswissenschaftlichen Vordenker, Stuttgart. (Les grands économistes : Vie et Oeuvre des Précurseurs des Sciences de l'Economie)*

## 2.1. Adam Smith – le fondateur du libéralisme économique

*Smith : « La richesse des Nations »*

*Contexte temporel : le mercantilisme du milieu du XVIII<sup>ème</sup> siècle*

La référence fondamentale des économistes libéraux est le livre publié en 1776 par Adam Smith, intitulé « La richesse des Nations ».

La Grande-Bretagne se trouvait en ce temps-là dans une phase de transition du mercantilisme vers le capitalisme (cf. Gerstenberger 2006 : 40, 57-65, et Conert 2002 : 64).

À l'époque du mercantilisme, qui s'étendit du XVI<sup>ème</sup> au XVIII<sup>ème</sup> siècle, princes et rois mesuraient le succès de leur politique économique à l'aune de la profusion d'or et d'argent qu'ils pouvaient amasser. Le commerce était considéré comme un jeu à somme nulle : ce qu'un pays gagnait devait l'être au détriment d'un autre. Le gain réciproque n'existait pas. C'est ainsi qu'à toute importation de marchandise, on devait payer des droits de douane très élevés, et on favorisait l'importation de matières premières. Les cours essayaient de diriger l'économie. L'ordre des corps de métiers réglementait strictement qui pouvait exercer quelle activité et quelles étaient les quantités de marchandises à produire.

*Objectif de Smith : vaincre le mercantilisme*

Smith écrivit son « Manifeste capitaliste » pour briser cet ordre économique rigide. Ses idées trouvèrent un terrain propice : il contribua ainsi à la libéralisation de l'économie et du commerce.

Smith apportera un changement fondamental à la théorie sur la richesse d'une économie nationale. Il mesura la richesse sur la base exclusive du travail fourni et non comme chez les mercantilistes sur la base de leurs réserves en or.

**Adam Smith** (1723–1790) est considéré comme le père du libéralisme économique ; il vécut en tant que philosophe moral et douanier en Écosse.

Il défendait la thèse d'un mieux-être qui naîtrait d'un jeu libre des forces sur le marché, chaque être humain suivant l'impératif de ses propres besoins. En 1776, Smith publie son livre intitulé « Recherche sur la nature et les causes de la richesse des Nations », plus souvent cité sous le titre « La richesse des nations ». Cette œuvre est considérée comme étant le fondement de l'économie contemporaine. Ses idées fondamentales sont encore expliquées de nos jours dans les manuels d'économie.

Mais peu de gens savent que Smith, philosophe moraliste, a également écrit dans sa « Théorie des sentiments moraux » que l'équité, la confiance et le sens de l'honneur étaient indissociables de l'acte économique, et que l'empathie réciproque était la base fondamentale du contact social.

Smith établit trois sources censées être les éléments nécessaires pour que tous atteignent le bien-être :

- Recherche du profit personnel et de propriété
- Division du travail et spécialisation
- Commerce libre et concurrence

Il décrit à travers un exemple comment la recherche du profit personnel et de biens personnels engendre quelque chose de productif qui finit par servir le bien commun.

*« Ce n'est pas de la bonne volonté du boucher, du brasseur ou du boulanger à nous servir que nous attendons ce qu'il nous faut à manger, mais du fait qu'ils sachent reconnaître et servir leurs propres intérêts. Nous nous adressons non pas à leur amour pour autrui, mais à leur amour pour eux-mêmes, et nous leur parlons, non pas de nos propres besoins, mais de leur avantage à eux. »*  
(D'après Smith 1974 :17)

Smith décrit, dès la première phrase de son ouvrage « La richesse des Nations » la division du travail comme étant la force motrice fondamentale du développement économique :

*« La division du travail devrait appuyer et améliorer, plus que toute autre, les forces productives du travail. »* (D'après Smith 1974 : 9)

Il expliqua l'avantage de la division du travail par l'exemple d'une fabrique d'épingles : un seul ouvrier ne peut produire que quelques épingles par jour. Si la production est découpée en plusieurs étapes de travail et effectuée par plusieurs ouvriers spécialisés qui se concentrent chacun sur une seule étape de la production, plusieurs milliers d'épingles peuvent être produits quotidiennement.

Enfin, Smith se prononça pour le commerce et la concurrence libres. Tout comme pour la division du travail entre différents ouvriers, des entités qui voudraient pratiquer le commerce libre entre elles pourraient se spécialiser sur ce que chacune maîtrise le mieux. La productivité pourrait ainsi augmenter de façon globale. La distribution [des richesses, NDT] par le biais de la « main invisible du marché » serait, selon Smith, plus efficace et créerait plus d'attraits que n'importe quelle forme de planification économique centralisée. A titre d'exemple, Smith décrit le commerce entre l'Écosse et le Portugal.

*Les trois sources  
de la richesse*

*La recherche du  
profit personnel*

*La productivité à  
travers la division du  
travail*

*Le commerce et la  
concurrence libres*

*Profiter de l'avantage « comparatif » dans le commerce*

Tandis que l'Écosse peut produire une laine de qualité exceptionnelle, le Portugal produit du vin à bon prix. C'est ce que Smith appelait un avantage comparatif. Si les deux pays se concentraient chacun sur leur produit et faisaient du commerce entre eux au lieu d'essayer de produire chacun à grands frais aussi bien du vin que de la laine, tous deux tireraient profit de leur commerce.

Cette réflexion constituait une contradiction par rapport à la conception de son époque, qui considérait le commerce comme un jeu à somme zéro. Ironie du sort, Smith, en tant que douanier, a pourtant été pendant plus d'une décennie responsable du respect des règles commerciales du mercantilisme.

*Qu'est-ce que le « laissez-faire » ?*

Pour bien laisser agir les sources du bien-être – recherche du profit, division du travail, commerce et concurrence, l'État ne devrait, selon Smith, intervenir sur le marché que de manière indirecte et laisser à ce dernier le maximum de liberté. C'est à ce stade que naquit la doctrine du « laissez-faire »<sup>2</sup>. Elle préconise que l'État assure uniquement la sécurité publique, la défense du pays, la sécurité juridique, les infrastructures et l'éducation : il ne doit pas intervenir sur le marché. Ce serait donc la manière idéale d'atteindre la plus grande productivité possible.

*Libération des forces productives*

Smith créa le fondement théorique de la libéralisation de l'économie qui, au XIX<sup>ème</sup> siècle surtout, grâce à l'industrialisation, déchaîna des forces productives jusque là insoupçonnées. Smith était parti du principe qu'une économie de marché libre trouve un équilibre automatique : il n'avait prévu ni crise, ni récession.

*Les problèmes de la division du travail*

Mais tout comme Marx, qui a dans sa théorie analysé l'exploitation des travailleurs et l'aliénation du travailleur par rapport à son travail, Smith a également vu les côtés plus sombres du capitalisme. Il craignait qu'une division du travail en plusieurs tâches trop petites entraîne une dégénérescence de l'être humain, et il exigea plus d'offres et de prestations en matière d'éducation, pour rétablir l'équilibre.

*Smith : « La théorie des sentiments moraux »*

Dans son deuxième grand ouvrage, qui n'était pas aussi connu du public que le premier, « La Théorie des sentiments moraux » (1759), Smith décrit le besoin de l'être humain de se comporter de manière correcte et équitable ; en tant qu'être nécessairement social, qui a besoin de la collectivité, il a également besoin de

---

<sup>2</sup> « Laisser faire » signifie « laisser être, laisser suivre le cours « naturel » des choses ».



dépasser son égoïsme. Smith contredit ainsi ceux qui veulent l'enfermer dans l'image de l'héritier de la conception de l'être humain comme étant un *homo oeconomicus* qui ne se préoccuperait que de maximisation du profit.

Smith ne se considérait pas en premier lieu comme un économiste, mais plutôt comme un philosophe moraliste ; il insistait sur l'importance de l'équité, de la confiance et l'honnêteté dans l'acte économique et commercial.

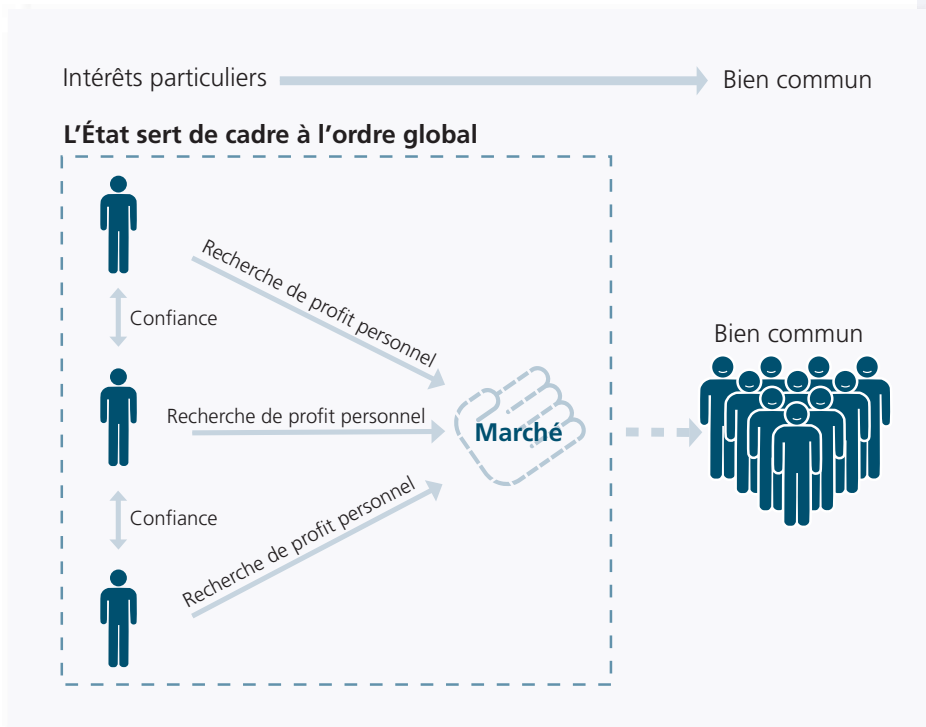


Figure 1 : Smith : le bien commun par le profit personnel

La théorie du libéralisme économique classique de Smith prévalut jusqu'à la crise économique mondiale de 1929. C'est seulement après cette crise que l'on mit en doute la thèse selon laquelle les marchés trouvaient toujours un équilibre automatique grâce à la main invisible.

La crise profonde et le taux élevé du chômage à long terme qui s'ensuivit, rendirent moins plausible les modèles de pensée du « laissez-faire ». Le libéralisme économique classique fut ébranlé jusque dans ses fondements. Le prix Nobel

Joseph E. Stiglitz fit la remarque, avec le recul, que le problème avec cette main invisible, c'est qu'elle était invisible parce qu'elle n'existait le plus souvent pas du tout (Stiglitz 2002).

Pendant plusieurs décennies, il y eut la phase du keynésianisme, décrit dans le prochain paragraphe. C'est seulement après plusieurs années passées dans l'ombre que la pensée économique libérale connut une nouvelle renaissance, à partir des années 1980, avec les néo-libéraux.

### *L'École de Chicago*

De tous les économistes qui ont repris les idées de Smith et qui ont continué à les développer et à les propager, les plus connus sont Friedrich August von Hayek et Milton Friedman. Ce dernier justifia une idéologie économique libérale que l'on appelle également « l'École de Chicago » (car Friedman enseignait comme Professeur à Chicago). Mais les néo-libéraux réduisirent les idées de Smith à ses critiques de l'État et à son plaidoyer pour le marché libre. Von Hayek et Friedman laissèrent de côté sa « Théorie des sentiments moraux ».

### *Nouvelle interprétation à travers Thatcher et Reagan*

Leur réinterprétation des ouvrages de Smith a eu une influence très importante, en particulier aux États-Unis sous la présidence de Ronald Reagan et en Grande-Bretagne sous le Premier Ministre Margaret Thatcher. Le leitmotiv de leur politique à tous les deux était : « L'État ne constitue pas une partie de la solution au problème : l'État est LE problème. » Ce qui exigerait donc dérégulation, privatisation et réduction des prestations étatiques.

### *Consensus de Washington*

Ces partisans du marché avaient aussi une grande influence sur la politique de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International. Dans le cadre de ce qu'on appelle le Consensus de Washington, ces institutions propagèrent l'idéologie économique libérale, entre autres en Amérique latine, dans les États post-communistes et, après la crise asiatique de 1997, en Asie du Sud-Est également. La dérégulation des marchés financiers a également été ravivée par cette idéologie. Ses conséquences ont été la crise la plus sévère qui ait jamais atteint l'architecture financière mondiale depuis des décennies et une récession mondiale à partir de l'année 2008. L'ampleur et la sévérité de la crise ont conduit à un changement de perspective économique et politique. En lieu et place de l'idéologie économico-libérale qui faisait aveuglément confiance au marché, deviennent à présent majoritaires ceux qui misent sur un nouvel équilibre entre État et marché et qui placent la primauté de la politique au-dessus de l'économie.

### **Référence**

#### **bibliographique :**

*Helen Winter et Thomas Rommel (1999), Adam Smith für Anfänger. Der Wohlstand der Nationen: eine Leseinführung, München. (Adam Smith pour les débutants. La richesse des nations : une introduction à la lecture)*

## 2.2. La critique du capitalisme par Karl Marx

**Karl Heinrich Marx** (1818–1883) était un philosophe et journaliste politique allemand.

Ce que les économistes libéraux considéraient comme stabilité et croissance à travers le développement continu du marché, Marx le décrivait en y voyant surtout la lutte des classes, l'exploitation, la paupérisation et un système sujet aux crises, qui aboutirait à une révolution du prolétariat.

La publication la plus importante de Marx sur le plan de la théorie économique est « Le Capital », qui a en partie paru à titre posthume ; les trois volumes qui la composent ont été publiés entre 1867 et 1894. Le « Manifeste du Parti communiste », publié en 1848, a eu une importante influence politique.

La critique du capitalisme due au philosophe allemand Karl Marx est souvent considérée comme étant le contre-projet théorique aux idées de Smith. Ce n'est vrai qu'en partie : Marx a étudié de très près l'œuvre de Smith et abouti à une analyse à peu près semblable. La force productive et la capacité d'innovation du capitalisme sont même beaucoup plus mises en exergue chez Marx que chez Smith. Par ailleurs, Marx en tire d'autres conclusions. Contrairement à Smith, Marx voit un capitalisme fondamentalement instable et destructeur ; il ne mènerait pas à la « Richesse

des Nations », mais plutôt à la paupérisation de la grande majorité des travailleurs.

Pour bien comprendre les idées de Marx, on doit se représenter les conditions de vie des travailleurs au XIX<sup>ème</sup> siècle, aux premiers temps de l'industrialisation. Un texte du Musée de la culture industrielle de Duisburg transmet une impression absolument sans équivoque (d'après Baier et al. 2002 : 18).

« Alors que les cercles de nantis se faisaient construire des villas dans des quartiers résidentiels à la périphérie des villes, on construisit, pour les ouvriers, des maisons de location laides, dans des ruelles mal famées : elles étaient bondées, peu hygiéniques et coûtaient beaucoup plus que ce qu'elles valaient. [...] Ainsi, parfois toute une famille dormait dans une chambre, avec un étranger en plus. Et on se partageait un lit à plusieurs, à tour de rôle : le rythme du sommeil était adapté aux horaires des équipes de travail. Les conditions de travail dans les usines étaient complètement adaptées aux machines, auxquelles les ouvriers qui s'en servaient devaient s'adapter. Des temps de travail de 70 heures par semaine étaient la règle ; on faisait parfois même 80 heures dans l'industrie textile. Le travail des enfants était très répandu ; la sécurité sociale existait à peine et les soins de santé étaient précaires. »

*Marx : le lien avec Smith*

*Le contexte temporel : les premiers temps de l'industrialisation, vers le milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle*

Voilà une description qui ressemble sûrement encore plus ou moins, de nos jours, aux conditions de vie et de travail dans beaucoup de pays pauvres.

*L'exploitation est  
une conséquence  
du capitalisme*

Marx voyait dans ces conditions de vie et de travail inhumaines, non pas un malheureux hasard, mais plutôt une conséquence obligatoire du capitalisme. Son analyse explique que le libre marché mène nécessairement à la misère et à l'exploitation, puisque le profit des capitalistes résulterait de l'exploitation des travailleurs.

Le point focal de la théorie de Marx est le concept de « plus-value », qu'il a exposé dans le premier volume de son œuvre intitulée « Le Capital », parue en 1867, ainsi que dans les volumes ultérieurs publiés à titre posthume. La plus-value est la valeur qu'un entrepreneur peut réaliser comme profit, à travers l'échange effectué sur la base et en plus du capital investi : c'est-à-dire lorsqu'il a, par exemple, investi 100 Euros dans la production (le coût de la marchandise et de tous les moyens de production), mais réalisé 110 Euros sur le marché. D'après Marx, cette plus-value ne peut s'obtenir que par le travail des êtres humains, qui crée systématiquement de la valeur. Autrement dit : lorsque le travailleur crée plus de valeur que le salaire qu'il reçoit en contrepartie de son travail.

**La plus-value** s'obtient, d'après la théorie de Marx sur la valeur du travail, par le profit que l'entrepreneur tire de la prestation des travailleurs, après soustraction des coûts salariaux et des dépenses relatives aux moyens de production. La plus-value est donc directement synonyme d'exploitation des travailleurs. Mais Marx fait encore la différence entre la plus-value absolue, générée par un simple surplus de travail (c'est-à-dire un temps de travail plus long), et la plus-value relative, que l'on peut obtenir à travers des progrès en matière de productivité. (Das Wirtschaftslexikon 2009)

*Le concept de  
« plus-value »*

### **Référence bibliographique :**

*Volker Happe,  
Gustav Horn, Kim  
Otto (2009), Das  
Wirtschaftslexikon.  
Begriffe. Zahlen.  
Zusammenhänge,  
Bonn. <sup>3</sup> (Le lexique  
de l'économie :  
notions, chiffres,  
contextes)*

Marx décrivait que les travailleurs recevaient tout juste le salaire qui leur permettait de faire face à leurs besoins existentiels de base. Les capitalistes, par contre, s'enrichissaient grâce à la différence entre ce salaire et la plus-value qui a été créée par le travail.

Il partait du principe que le capitaliste – poussé par une concurrence toujours plus accrue – essaierait de toujours augmenter cette plus-value. Il continuerait à baisser les salaires, à rallonger les temps de travail et à renforcer encore plus l'utilisation des machines. La conséquence en serait une hausse du chômage. Et en même temps, les concurrents seraient peu à peu évincés du marché. Et finalement, la société continue-

<sup>3</sup> Nous remercions les Éditions J.H.W. Dietz Fils de Bonn de nous avoir permis d'utiliser d'ores et déjà dans ce manuel différents concepts tirés du Lexique économique.

rait à se diviser en deux groupes distincts : les personnes dépourvues de tout bien et un petit groupe de personnes entre les mains desquelles se concentrerait le capital.

Parallèlement au concept de « plus-value », Marx précisa encore un autre concept dans ses « Manuscrits philosophico-économiques » écrits en 1844 : « l'aliénation du travail ». Marx y découvrit, tout comme Smith, les inconvénients et les dangers d'une division du travail productive. Dans la production de masse, le travailleur ne participerait plus qu'à des étapes de production de plus en plus petites et monotones. Le contact avec le produit final serait rompu et la satisfaction habituellement recherchée par le travailleur d'avoir pleinement participé à sa production serait incomplète.

Concurrence et division du travail étaient, pour Smith, les sources du progrès. Marx, par contre, considérait la concurrence et la division du travail comme le mal fondamental du capitalisme et comme l'origine de l'exploitation et de l'aliénation. Il avait vu que les progrès en matière de production, en ce temps-là, ne profitaient qu'aux propriétaires de capital ; les travailleurs, de leur côté, continuaient à s'appauvrir de manière extrême.

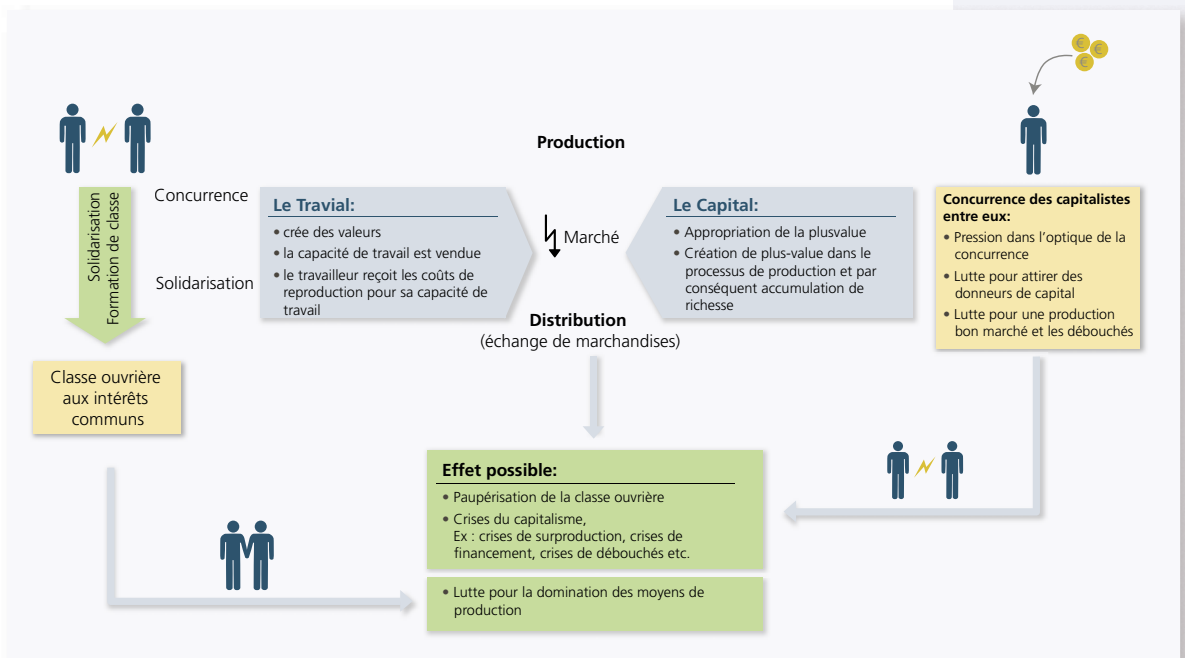


Figure 2 : Structure de base de l'argumentation marxiste

Un ordre économique axé sur le profit était, selon Marx, instable et sujet aux crises. De son point de vue, il pourrait finir par une révolution des exploités.<sup>4</sup>

*« La centralisation des moyens de production et la socialisation du travail atteignent un point où ils deviennent insupportables, à cause de leur enveloppe capitaliste. On la fait sauter. L'heure de la propriété privée capitaliste a sonné. »*  
(D'après Marx 1991 : 684)

Un dernier concept essentiel de la théorie de Karl Marx, qu'il étudie surtout dans le « Manifeste du Parti communiste » de 1848, est le concept de « propriété », compris dans ce contexte dans le sens de propriété privée des moyens de production.

La propriété privée des moyens de production est, pour Marx, une caractéristique essentielle de la société de classes du capitalisme. À son avis, après la révolution prolétarienne qu'il avait pronostiquée dans ses tout premiers écrits, cette propriété privée serait abolie. Compte tenu des salaires qui peuvent à peine assurer les besoins existentiels de base, la classe ouvrière n'aurait aucune possibilité d'acquérir des biens personnels de valeur. Les capitalistes, par contre, auraient la possibilité d'acquérir leurs biens personnels à travers l'exploitation des ouvriers.

C'est pour cela que Marx exigea, entre autres choses, dans le « Manifeste du Parti communiste » :

- la centralisation du crédit entre les mains de l'État, par le biais d'une Banque Nationale, avec un capital d'État et un monopole exclusif
- la centralisation des transports entre les mains de l'État
- la multiplication des usines nationales, des instruments de production,
- la révision de la redistribution de toutes les terres suivant un plan communautaire (cf. Marx/Engels 1987 : 54).

<sup>4</sup> Dans la recherche sur Marx, la question de savoir s'il tenait la révolution pour une issue historique obligatoire ou une simple éventualité avait différentes réponses. L'important est la perspective choisie : que l'on considère les différentes phases de son œuvre ou que l'on prenne l'œuvre dans son ensemble. Lecture recommandée : Heinrich (2004 : 169-178)

Néanmoins, Friedrich Engels, l'interprète le plus important de Marx, a aussi perçu plus tard les inconvénients de telles étatisations : « Plus il [l'État] ajoute de forces productives à ses propriétés, plus il devient un véritable capitaliste global, plus il exploite ses citoyens. [...] Le rapport problématique au capital n'est pas aboli : bien au contraire, il est poussé à l'extrême. » (D'après Engels 1988 : 553).

Dans ce même contexte, on attribue la citation suivante à l'économiste John Kenneth Galbraith : « Dans le capitalisme, l'homme exploite l'homme. Dans le communisme, c'est exactement le contraire. » Les États tels que l'Union soviétique ou la RDA, qui ont suivi les exigences du Manifeste communiste à propos de la centralisation et la collectivisation des banques, du transport et des moyens de production, ont échoué.

Marx définissait l'histoire comme une suite de luttes des classes, qui atteindraient leur plus haut point à la confrontation entre bourgeoisie et prolétariat, et finiraient par culminer dans une révolution prolétarienne. Il développa l'utopie d'une société sans classes, sans concurrence ni propriété privée des moyens de production.

Mais l'histoire a montré que la paupérisation des travailleurs décrite par Marx et la concentration toujours plus forte de la propriété privée entre les mains des propriétaires de capitaux n'est pas inévitable. Les gains en matière de bien-être ont finalement pu être redistribués de manière plus équitable à travers l'organisation et la solidarisation des travailleurs dans les syndicats et dans la création et l'établissement de l'État social.

La concentration du capital a été interrompue par ce que l'économiste autrichien Joseph Schumpeter a décrit comme étant « une destruction créatrice ». Il décrit comment des entreprises économiques se réorganisent toujours grâce à des innovations, à la concurrence, aux crises et à de nouveaux marchés commerciaux.

*Problèmes de l'étatisation*

*L'histoire est une série de luttes de classes*

*La misère n'est pas inévitable*

*Schumpeter : « une destruction créatrice »*

Les concepts de « **bourgeoisie** » et « **prolétariat** » que Marx utilisait souvent désignent les deux classes en confrontation. Le concept de « prolétaire » dérive du latin *proletarius* (« qui appartient à la plus basse couche nationale »). Le concept de « bourgeoisie » vient du français et signifie « bourgeoisie économique ».

« L'ouverture de nouveaux marchés, étrangers ou locaux, et le développement organisationnel de l'entreprise artisanale et de la manufacture vers de tels « Konzerns » (groupes d'entreprises) [...] illustrent le même processus [...], qui révolutionne constamment la structure économique à partir de l'intérieur, qui détruit constamment l'ancienne structure, et qui en crée constamment une nouvelle. Ce processus de « destruction créatrice » est un élément essentiel du capitalisme. » (Schumpeter 1942 : 137)

L'industrie automobile prend la place du cocher, du forgeron et du palefrenier. Le fabricant de machines à écrire doit laisser sa place au producteur d'ordinateurs. Voilà des exemples de destruction créatrice qui favorise les innovations, d'une part, mais crée aussi de nouvelles sources d'insécurité, d'autre part, et exige une énorme flexibilité de la part des êtres humains.

*L'échec du  
socialisme d'État*

L'expérience du socialisme d'État, sur lequel Marx comptait, a échoué et a discrédité son théoricien. Mais cela contredit-il effectivement la théorie ? Ce qui est sûr, c'est que jusqu'ici, aucune alternative qui pourrait remplacer cet ordre économique basé sur l'efficacité du marché et la propriété privée n'a réussi le test pratique.

*État de l'analyse*

Marx était meilleur analyste que conseiller. De ses enseignements, on ne peut tirer aucune approche se traduisant par des solutions réalisables, et ses pronostics ne se sont pas avérés corrects. Mais ses analyses gardent pleinement leur intérêt. Marx sait plus que quiconque aiguïser notre regard pour détecter les dangers et les crises du capitalisme sauvage.

*Comment catégoriser  
Marx ? Willy Brandt :  
« la Recherche de la  
Liberté »*

Comment dans ce cas catégoriser Marx ? Peut-être de la manière dont Willy Brandt, en 1977, lors d'une visite à la Maison Karl Marx de Trèves, l'a expressément réclamé : « La meilleure manière de rendre justice à Marx, – dans un sens positif comme dans un sens négatif – c'est de le descendre du piédestal de l'intangibilité. Quoi que l'on ait fait ou voulu faire de Marx : le motif de sa pensée et de son action était la recherche de la liberté, la libération de l'être humain de la servitude et de toute dépendance immature. »

## Références

### **bibliographiques :**

Francis Wheen (2008),  
*Über Karl Marx. Das  
Kapital, München.*  
(Das Kapital de Marx :  
une biographie)



## 2.3. John Maynard Keynes : le capitalisme dirigé

**John Maynard Keynes** (1883–1946) était un économiste britannique qui a influencé de manière décisive la théorie économique du XX<sup>ème</sup> siècle.

Dans son ouvrage influent intitulé « Théorie générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie » (1936), il remit en question la capacité des marchés à se régénérer d'eux-mêmes et mit en place le keynésianisme, qui tend vers un capitalisme dirigé.

Keynes contribua par ailleurs à la conception du système de Bretton Woods, qui définit l'économie mondiale et les marchés financiers de la période de l'après-guerre.

L'enseignement d'Adam Smith sur le capitalisme libre, avec le minimum d'influence étatique possible, tout autant que le refus de Karl Marx d'accepter la concurrence et la propriété privée des moyens de production sont donc tous les deux également problématiques. Existe-t-il un juste milieu, c'est-à-dire un capitalisme coordonné qui utilise les forces productives du marché, mais qui équilibre et amortit ses forces destructrices ?

L'économiste britannique John Maynard Keynes a analysé les deux visages du capitalisme qui est certes efficace et productif, mais structurellement instable. Il était certes convaincu de l'opportunité d'une structure de marché, sur la base de la propriété privée et de la concurrence, mais il contesta et critiqua l'école de pensée néo-classique qui se référait aux enseignements de Smith.

Il critiqua ainsi le fait que leurs conditions implicites n'étaient que rarement, voire jamais remplies, avec pour conséquence immédiate leur incapacité à trouver des solutions aux problèmes économiques de la vie réelle. (Keynes 1966 : 319).

Face à la crise économique mondiale de 1929, Keynes remit également en question la « main invisible ». Le marché n'avait pas repris son équilibre, comme Smith l'aurait supposé : au contraire, le chômage perdura à un taux élevé et l'économie stagna de manière quasi-permanente.

Keynes nota une spirale de récession : lorsque peu de marchandises sont produites et que des personnes sont licenciées, ni les consommateurs, ni les producteurs ne sont rassurés, et on a tendance à dépenser moins (c'est l'« épargne de la peur »). La demande continue de baisser, les entreprises produisent moins et réduisent encore plus les emplois ; on épargne encore plus, etc. La crise devient

*Keynes – un juste milieu ?*

*La critique de Keynes envers l'école de pensée néo-classique*

*Le doute sur la « main invisible »*

*Le danger d'une spirale de récession économique*

de plus en plus aigüe et l'économie peut basculer dans une dépression durable. Nombreux sont ceux qui adhèrent à cette explication après la crise économique mondiale, puisque c'était justement ce qui se passait à ce moment-là. Keynes apprit non seulement à reconnaître les situations dans lesquelles le libre marché ne fonctionne pas, mais aussi à développer le concept de gestion et de contrôle anticyclique pour y remédier.

*L'intervention  
active de l'État est  
sollicitée*

*L'État doit piloter  
la conjoncture*

L'État devrait intervenir dans un marché en phase décroissante et se substituer à la demande privée insuffisante en faisant des emprunts (c'est-à-dire en s'endettant) et en dépensant plus d'argent. Il pourrait donner de l'argent directement aux citoyens : en baissant les impôts, par exemple. Mais il y a le danger de manquer l'impact souhaité pour cette mesure prise, si les gens continuaient à épargner, par sentiment d'insécurité. Il serait alors plus efficace que l'État dépense directement, par exemple en construisant des routes et des écoles. Avec ces dépenses supplémentaires, on pourrait créer des emplois pour plus de personnes qui, à leur tour, consommeraient plus, créeraient plus de demande et mettraient ainsi une spirale positive en marche. Keynes expliqua cela de la manière suivante :

*« Si nous dépensons plus de cent cinquante millions de livres, alors tous les hommes auront un meilleur revenu ; et ceux qui n'ont pas de travail n'auront plus longtemps besoin d'indemnités de chômage. De plus, ces dépenses feront travailler beaucoup d'autres personnes. L'argent circulera dans l'économie et sera dépensé pour des marchandises les plus diverses : il ne se concentrera pas uniquement sur quelques industries. »*

(D'après Keynes 1939, cité par Weinert 2008)

*« À long terme,  
nous sommes  
tous morts »*

C'est ainsi qu'il justifia le déni de la croyance voulant que le marché retrouve toujours automatiquement son équilibre, comme Smith l'avait supposé. On connaît bien l'expression de Smith déjà citée plus haut : « À long terme, nous sommes tous morts ». Il en appelait ainsi à la responsabilité du monde de la politique, pour insister sur l'importance de créer des emplois et de la croissance, plutôt que de faire vaguement confiance à un avenir meilleur et à un marché autorégulé.

Cependant, Keynes indiquait également que l'intervention sur le marché comportait des risques, car il était difficile d'évaluer le bon moment pour intervenir et dans quelle mesure. Il écrit à ce propos :

« La réalité la plus frappante est le doute énorme qui subsistera toujours quant à la solidité des bases fondamentales sur lesquelles nous sommes obligés d'établir nos calculs d'évaluation relatifs à nos futurs bénéfiques. Notre connaissance des facteurs qui vont véritablement déterminer les bénéfices tirés, après quelques années, d'un investissement, est habituellement insignifiante et sans grande valeur. »

(D'après Keynes 1966 : 126)

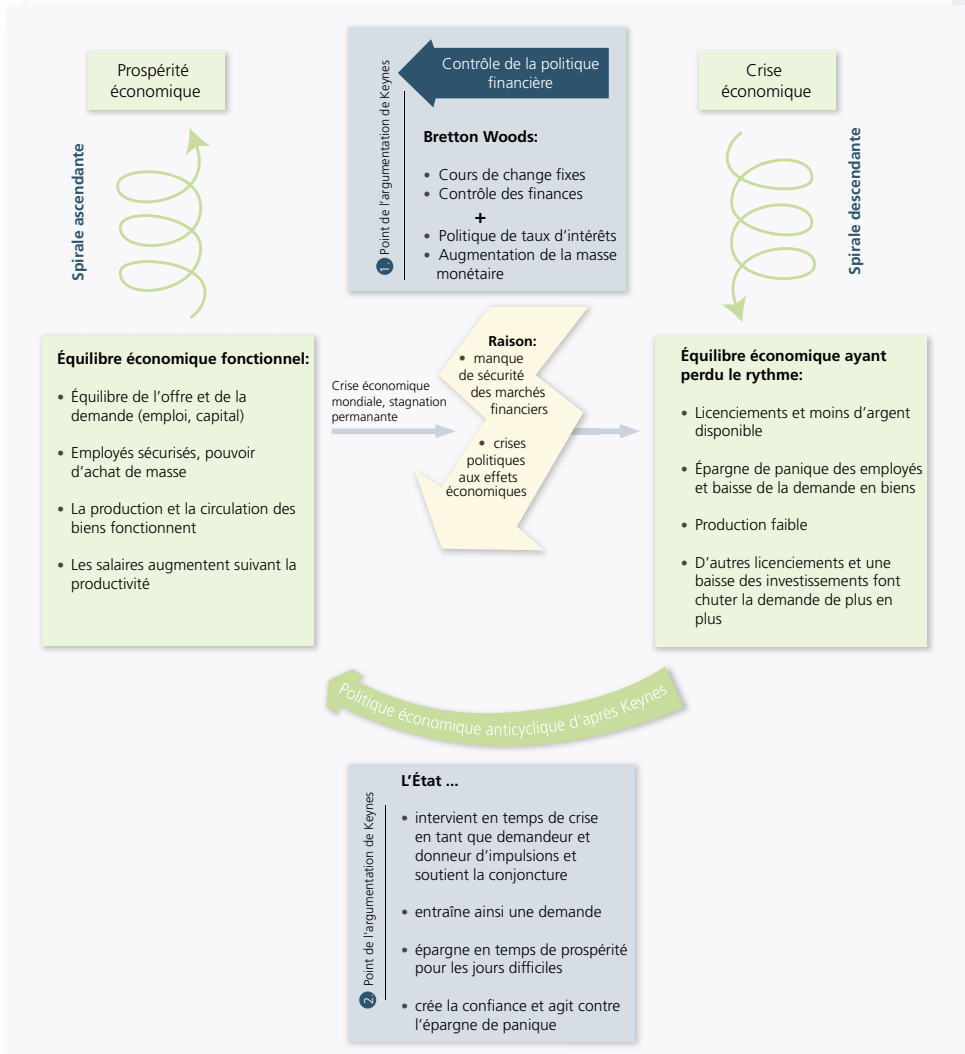


Figure 3 : structure schématique de l'argumentation de Keynes

Les analyses et recommandations de Keynes sur la nécessité de l'intervention de l'État étaient si marquantes pour son temps que l'on parla alors de « Révolution keynésienne », dans laquelle il se positionnait aussi bien contre Smith que contre Marx. Les réactions furent tout aussi virulentes : les libéraux et les conservateurs traitèrent Keynes de socialiste déguisé, tandis que les marxistes lui reprochaient d'être trop confiants envers le marché. Ce qui est sûr, c'est que Keynes s'opposait aux dictatures qui, de son temps, menaçaient de s'installer, et pas seulement en Allemagne ; il voulait à travers ses recommandations sauvegarder la démocratie.

*« Les systèmes d'États autoritaires contemporains semblent résoudre le problème du chômage, au détriment de la performance et de la liberté. Il est sûr que le monde n'acceptera pas de supporter plus longtemps le chômage qui, à part quelques courtes périodes d'activité, est à mettre sur le compte de l'individualisme capitaliste d'aujourd'hui – ce qui, à mon avis, était inévitable. Pourtant, une analyse correcte du problème devrait permettre de guérir la maladie et, en même temps, de sauvegarder la performance et la liberté. »*

(D'après Keynes 1966 : 321)

Keynes trouva par ailleurs avec la « loi de la psychologie » une raison pour laquelle la redistribution n'était pas souhaitable au niveau social uniquement, mais est aussi raisonnable au niveau économique. Une économie dynamique a besoin d'une demande suffisante. Comme avec une augmentation du revenu, le taux d'épargne augmente et la tendance à la consommation diminue, il est raisonnable de chercher à faire gagner plus ces travailleurs qui ont un revenu insuffisant, et qui ont donc un taux d'épargne insuffisant.

Keynes joua, enfin, un rôle décisif dans la construction de ce qu'on appelle le système de Bretton Woods.

Keynes a marqué le XX<sup>ème</sup> siècle comme aucun autre économiste ne l'a jamais fait. Ses recommanda-

**Le système de Bretton Woods** en 1944, une conférence à la station thermale américaine de Bretton Woods a décidé de l'architecture financière de l'après-guerre. Le noyau en était un système monétaire international dans lequel les fluctuations des cours de change étaient amorties par le biais d'un lien par rapport au dollar américain. Le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale furent créés en tant qu'institutions d'attribution de crédits internationaux et de régulation du marché financier. Le système de Bretton Woods se maintint jusqu'en 1973. Après des turbulences sur le marché monétaire, on dut abolir le taux fixe entre les cours du change et le dollar, ce qui marqua la fin de la stabilité du marché financier.

tions ont été appliquées pour la première fois aux États-Unis de manière ciblée, à travers le « New Deal » initié par le Président démocrate Franklin D. Roosevelt : premièrement, les investissements publics, par exemple concernant les infrastructures, ont été augmentés de manière conséquente. Deuxièmement, la consommation a été renforcée par une augmentation des prestations sociales, puisque les hommes qui n'ont aucun revenu ou qui ont un revenu insuffisant, ne présentent qu'un taux d'épargne insuffisant. Les enseignements de Keynes étaient la doctrine dominante jusque dans les années 1970. En Allemagne, ils ont été particulièrement représentés par l'économiste Karl Schiller qui était Ministre fédéral des Finances et de l'Économie (social-démocrate), de 1966 à 1972. En ce temps-là, même le président conservateur américain Richard Nixon avait dit : « Nous sommes tous des Keynésiens, maintenant. »

**Stagflation :** apparition simultanée, dans une même période, de la stagnation et de l'inflation. (Das Wirtschaftslexikon 2009)

Cependant, à partir de la moitié des années 1970, le keynésianisme entra en crise. D'une part, la politique budgétaire anticyclique ne

fonctionna pas telle que Keynes l'avait conçue. Certes, les dépenses avaient été augmentées dans les périodes de crise, mais les dettes budgétaires n'ont pas pu être remboursées lorsque l'économie allait mieux. Les dettes publiques s'amassèrent et la marge de manœuvre pour les dépenses déficitaires se réduisit de crise en crise. Ensuite, il y eut les deux crises pétrolières. Avec la montée faramineuse des prix du pétrole s'installa un cercle vicieux : les salaires furent augmentés, mais les coûts élevés de l'énergie rongèrent de nouveau les surplus ; les salaires furent de nouveau augmentés, ce qui entraîna une augmentation de l'inflation, remettant de nouveau la pression sur les salaires. Les programmes conjoncturels étatiques perdirent leur impact. L'économie stagna, parallèlement à une inflation galopante (stagflation). Les néo-libéraux et les néo-classiques mirent en œuvre une politique d'offres visant à favoriser et à attirer les entreprises : avantages locaux par le biais d'une diminution des coûts, consolidation budgétaire et mesures d'épargne étaient à l'ordre du jour.

Après des années de politique économique libérale, les appels à l'intervention de l'État sur un marché de plus en plus dérégulé se font de plus en plus pressants, compte tenu entre autres de la crise des marchés financiers qui a commencé en 2007. On sent une certaine nostalgie des idées de Keynes. Ce qui n'est pas étonnant, puisque ce que Keynes a écrit à propos des marchés financiers internationaux est plus actuel que jamais :

*Les problèmes du keynésianisme*

## Références

### bibliographiques :

*Reinhard Blomert (2007), John Maynard Keynes, Reinbek.*  
*Heinz-J. Bontrup (2006), Keynes wollte den Kapitalismus retten. Zum 60. Todestag von Sir John Maynard Keynes, Bonn.*  
*(Keynes voulait sauver le capitalisme : à l'occasion des 60 ans du décès de Sir John Maynard Keynes)*

*« Les spéculateurs sont peut-être aussi inoffensifs que des bulles de savon sur le flot permanent de l'envie d'entreprendre. Mais la situation devient périlleuse lorsque l'envie d'entreprendre devient la bulle de savon sur la vague de la spéculation. Lorsque l'évolution du capital d'un pays devient tributaire des activités subsidiaires d'une salle de jeux, alors on peut prévoir que le travail sera mal fait. »*  
(D'après Keynes 1966 : 134)

## 2.4. Les typologies idéales de la théorie économique

Dans nos discussions politiques au quotidien, les idées de Smith, Marx et Keynes sont omniprésentes. Lorsqu'un politicien libéral veut limiter l'État à ses rôles principaux uniquement et qu'il dit que l'État n'est pas une partie de la solution du problème, mais qu'il est lui-même le problème, cela correspond à la pensée d'Adam Smith. À notre époque de capitalisme global effréné, dans lequel les marchés deviennent de plus en plus souvent débridés, les approches de Keynes proposant des solutions pour diriger l'économie de marché sont de nouveau d'actualité. Et lorsqu'on voit des photos d'entreprises dans les pays en voie de développement, dans lesquelles des travailleurs sont exploités en assemblant des vêtements 14 heures par jour pour un salaire de misère, nous ne sommes pas loin des analyses et des idées de Marx.

Ce n'est pas étonnant, puisqu'en parlant de typologies idéales<sup>5</sup>, Smith, Marx et Keynes présentent tous les trois différents points de vue économiques qui sont toujours régulièrement repris par chacun des camps politiques existants dès qu'il est question de distribution, de relation entre marché et État et d'autres thèmes de politique économique. Nous pouvons décrire les trois typologies idéales de la manière suivante :

---

<sup>5</sup> « Typologie idéale » se rapporte ici, dans la conception de Max Weber, à la description délibérée et ciblée de la réalité, pour classer et comprendre des parties de la réalité sociale sur le plan des idées ; mais « typologie idéale » signifie aussi, dans cette introduction sommaire, qu'il ne s'agit que d'un bref aperçu qui essaie de simplifier la compréhension de ces processus complexes.

1. L'État doit se tenir en retrait des processus économiques. L'aspiration à la propriété privée est la force motrice de l'acte économique et ne devrait donc pas être remise en question (conception libertaire se basant sur Smith).
2. Le système économique capitaliste, qui est basé sur la propriété privée des moyens de production et sur la concurrence, mène à l'exploitation et à la paupérisation des masses. C'est pour cela qu'il sera aboli (conception communiste se basant sur Marx).
3. L'ordre économique est basé sur la propriété et l'économie de marché, mais l'État intervient pour la régulation, la redistribution ainsi que la gestion et le contrôle macroéconomiques, c'est-à-dire qu'il intervient dans l'économie nationale, à travers la gestion et le contrôle de la demande. La propriété privée est garantie, mais elle est en même temps liée au social et au devoir vis-à-vis de la communauté (démocratie sociale se basant sur Keynes).

On peut déduire de ces théories économiques qu'un marché débridé ainsi que les tentatives de renoncer totalement aux lois du marché engendrent l'échec. L'histoire nous enseigne que le radicalisme du marché ainsi que son abolition totale sont voués à l'échec. Le capitalisme doit être dirigé et contrôlé si l'on veut que les objectifs de la Démocratie sociale soient atteints.

Le Programme de Godesberg du SPD a résumé en 1959 les efforts préconisés par le SPD sous l'influence particulière de l'économiste Karl Schiller dans le slogan suivant : « Autant de marché que possible, autant de planification que nécessaire. »

Comme nous l'avons déjà indiqué, les théories présentées ici sont évaluées dans leur contexte historique. L'histoire a montré que le capitalisme n'a pas péri de ses contradictions internes, comme le pronostiquait Marx. Mais le capitalisme n'a pas non plus vécu dans un équilibre harmonieux, automatiquement réglé comme dans un mouvement de pendule, tel qu'Adam Smith l'avait espéré. Le XX<sup>ème</sup> siècle a apporté l'avènement d'un bien-être inconnu auparavant pour de larges couches de la population autant que des exclusions sociales et de nombreuses crises. Comment évaluer cette évolution du point de vue de la Démocratie sociale ? Matthias Platzeck, Peer Steinbrück et Frank-Walter Steinmeier présentent une réponse possible dans leur ouvrage intitulé « Auf der Höhe der Zeit » (« À la hauteur de l'époque », traduction libre), publié en 2007 :

*1. Le capitalisme pur et dur*

*2. L'anticapitalisme*

*3. Le capitalisme dirigé*

*« Autant de marché que possible, autant de planification que nécessaire »*

*Quelle réponse les sociaux-démocrates ont-ils à apporter à ces problèmes ?*

*« Des sociaux-démocrates « révisionnistes » réunis autour du théoricien Eduard Bernstein firent face d'une part à la pensée économiste étriquée des marxistes orthodoxes et d'autre part à celle des libéraux, en leur opposant aussi bien le primat de la politique que les principes de la réforme et du progrès, le compromis et l'équilibre des intérêts au-delà des différences de classes.*

*Là où d'autres faisaient confiance au cours « naturel » des forces économiques et historiques, les sociaux-démocrates misaient sur l'organisation active et pragmatique du changement.*

*Ils voulaient relier de manière offensive la dynamique des marchés avec la réforme sociale et le renouveau de la société, pour faire ainsi systématiquement profiter tous les groupes de la population du bien-être. Il s'agissait non seulement de combiner économie de marché, démocratie et solidarité sociale, mais même de les lier aux moyens politiques dans une relation de réciprocité positive ; c'était justement là que se trouvait la nouveauté de ce projet pour le progrès, établi par la Démocratie sociale au début du XX<sup>ème</sup> siècle : c'était un modèle de progrès historique complètement novateur et sans précédent. D'abord, on a pu rendre compatibles de manière concrète et avec un succès sans précédent des éléments qui ont toujours été historiquement considérés comme incompatibles et qui auparavant étaient des forces que l'on faisait plutôt jouer les unes contre les autres : une économie de marché dynamique, une démocratie vivante et une solidarité sociale. Le sociologue Ralf Dahrendorf avait tout à fait raison de vouloir marquer le concept de « XX<sup>ème</sup> siècle social-démocrate ». [...] Aujourd'hui, il faut de nouveau rappeler de manière claire et distincte à quel point il a été dur pour la social-démocratie de gagner la victoire contre ses détracteurs et à quel point les fruits de ce succès se trouvent maintenant mis en danger en ce XXI<sup>ème</sup> siècle. [...] Il est donc nécessaire et urgent qu'une social-démocratie sûre d'elle réalise l'importance de cette idée efficace qui montre la voie au monde du XXI<sup>ème</sup> siècle et qui à l'origine a été développée à partir de la confrontation avec l'orthodoxie marxiste et le laisser-faire libéral. En effet, en ces temps de globalisation, rien n'a changé de ces relations fondamentalement basées sur des tensions internes entre les marchés, la démocratie et la société. »*

*(D'après Platzeck/Steinbrück/Steinmeier 2007 : 19-21)*



## 2.5. L'économie aujourd'hui

Après la présentation des économistes les plus importants de l'histoire, la question se pose de savoir où en sont de nos jours les sciences économiques. L'histoire suivante montre à quel point il est difficile de répondre à cette question :

À l'occasion de l'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté Européenne en 1973, une déclaration signée par 154 économistes parut dans le quotidien « London Times », expliquant que l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CE lui apporterait probablement plus d'inconvénients que d'avantages sur le plan économique. Le lendemain parut une prise de position de 142 (autres) économistes, qui expliquait que cette adhésion de la Grande-Bretagne lui apporterait probablement plus d'avantages que d'inconvénients sur le plan économique. Par la suite, la lettre d'un lecteur fut publiée, expliquant que, sans doute, les économistes de la Grande-Bretagne lui apporteraient probablement plus d'inconvénients que d'avantages sur le plan économique. (D'après Wagner/Wiegard 2002 : 773).

Cette anecdote montre qu'il n'y a de toute évidence pas de position dominante dans les sciences économiques. Ceci est principalement dû à deux raisons :

Premièrement, l'économie est, comme toute science, d'après le philosophe Karl Popper, bâtie, non pas sur du roc, mais sur un marais. Ce qui signifie que les données, les faits et les observations sur lesquelles les économistes fondent leurs évaluations sont parfois flous ou peuvent même être carrément faux.

Deuxièmement, les sciences économiques sont dans une certaine mesure liées à des valeurs. Contrairement aux sciences naturelles, leurs hypothèses et théories sont déterminées par des images et des conceptions de ce qu'est un être humain et de ce qu'est une société. Un économiste qui pense que l'être humain serait un *homo oeconomicus* à la recherche du profit maximal aboutira à des évaluations différentes de l'économiste qui voit et définit l'être humain comme étant un être social et complexe.

Le journaliste économique Andreas Hoffman publia un rappel à la modestie, arguant qu'il y a aussi beaucoup d'idéologie dans ces faits soi-disant têtus sur lesquels se basent les sciences économiques, et que les recommandations des économistes doivent donc toujours être revues de manière critique.

*Où en sont les sciences économiques aujourd'hui ?*

*A question difficile, un exemple*

*Aucune position dominante : deux raisons*

*Premièrement : aucune science n'est construite sur du « roc »*

*Deuxièmement : les conclusions économiques sont liées à des valeurs*

*« Je ne peux monter dans aucun avion sans penser à des subventions. Les économistes détestent les subventions. Les subventions viennent du royaume du mal, elles paralysent l'économie. Et pourtant, sans subventions, aucun Airbus ne pourrait voler. Nous volons sur Airbus tout simplement parce que quelques chefs d'État voulaient construire des avions. Sinon, Boeing règnerait dans les airs, tout comme Bill Gates sur les ordinateurs. [...] Ou bien le pouvoir des syndicats. On prétend que les syndicats réduisent le succès des entreprises. Et pourtant : pourquoi donc est-ce que ce sont justement les constructeurs d'automobiles, les constructeurs de machines, les entreprises métallurgiques et électriques allemands qui ont autant de succès dans le monde entier ? Ils devraient pourtant échouer, puisque ce sont dans ces entreprises que les syndicats sont les plus puissants ! [...] Et, au fait, parler de la pratique ne sert pas à grand-chose, chez les vrais experts en économie : l'économiste vous lance alors un regard peu amène suivi d'une phrase qui explique doctement qu'il ne s'agit pas de réalité mais d'une « approche d'ordre politique ». [...] Mais alors, pourquoi est-ce que la direction sur cette carte du monde n'est même pas juste ? La Première guerre mondiale n'aurait jamais dû éclater, puisque les économistes avaient reconnu sa non-rentabilité. Huit jours avant le Jeudi noir, en octobre 1929, la star des économistes de ce temps, Irving Fischer, avait dit qu'il n'y aurait jamais de krach boursier. Aucun chercheur n'a jamais pu prédire une seule des cinq récessions qui ont eu lieu dans ce pays, ni le boom de l'Internet dans les années 1990. En automne 2002, les instituts ont prévu pour 2003 une croissance de 1,4 %, mais en fait, l'économie a connu une chute de 0,2 % ; et en ce moment, tous sont en train de se demander pourquoi des emplois sont en train de se créer ici maintenant et pourquoi l'économie est de nouveau en croissance. Le pétrole est trop cher et Angela Merkel gâche les réformes. »*

(paru dans la « Süddeutsche Zeitung » du 16 septembre 2006)

*L'économie n'est pas  
une science exacte*

Il est donc clair que l'économie n'est pas une science exacte comme les sciences de la nature, qui peuvent avancer des prédictions précises : elle se base plutôt sur des hypothèses pour élaborer des thèses plus ou moins plausibles, passées à l'épreuve de l'empirie.

*Conséquence : il faut  
exprimer clairement  
son point de vue*

Quelle est la conséquence à tirer de la reconnaissance de cette réalité ? Il ne s'agit certainement pas de nier la scientificité des sciences économiques ni d'interpréter ses conclusions comme on veut. Mais il est important que les économistes

expriment, pour chaque problème abordé, leurs points de départ et leurs points de vue de manière très claire. Tous ceux qui vont lire la présentation de leurs résultats et conclusions doivent pouvoir les situer dans le contexte de manière adéquate et les interpréter tout aussi correctement.

De nos jours, on fait globalement la différence entre deux camps des sciences économiques : la politique de l'offre et la politique de la demande ; mais il existe bien sûr entre ces deux domaines des liens de transition et de superposition.

### **Politique de l'offre**

La politique économique axée sur l'offre se trouve dans la tradition de la théorie néo-classique d'Adam Smith, qui a été reprise par les économistes David Ricardo, John Stuart Mill et d'autres encore. L'exigence politique qui découle de cette théorie reposant sur la critique de l'État et sur le marché libéral est la création de conditions les plus favorables pour les entreprises, pour qu'elles puissent générer de bons rendements. D'où la dénomination de « politique de l'offre » : l'offre de marchandises et de services doit ainsi être optimisée. La théorie dit que cela engendre automatiquement la demande. L'État doit intervenir le moins possible sur le marché. Les subventions, la propriété aux mains des services publics et les régulations doivent être réduites ; les impôts et taxes doivent être maintenus au plus bas. La banque centrale garantit la stabilité de la valeur monétaire mais n'intervient pas dans les cycles conjoncturels.

### **Politique de la demande**

La politique économique axée sur la demande a été fondée par John Maynard Keynes et met en place un rôle actif de l'État en vue de la promotion de l'emploi ainsi que le contrôle de la conjoncture. Ce qui est essentiel ici, c'est d'assurer une demande permanente au sein de l'économie nationale. Pour cela, les salaires doivent augmenter au moins aussi fortement que la productivité. Henry Ford, qui a introduit l'idée de production de masse dans ses ouvrages et qui a ainsi occasionné une hausse de la productivité, se prononça par exemple pour de meilleurs salaires dans l'espoir d'apporter une réponse satisfaisante au problème de la demande. On lui attribue la paternité de la citation : « Les voitures n'achètent pas de voitures. »

Lorsque la consommation privée et les investissements décroissent, alors l'État doit intervenir à travers des programmes d'investissement et des mesures prises

---

*Deux camps :  
politique de l'offre  
et politique de la  
demande*

---

*Politique de l'offre :  
Adam Smith,  
David Ricardo,  
John Stuart Mill*

---

*Politique de la  
demande : John  
Maynard Keynes*

en faveur d'une intensification de l'emploi. À travers cette demande supplémentaire, les entreprises investissent de plus belle, l'emploi augmente et la demande privée croît. La banque centrale devrait accompagner l'amélioration de la conjoncture pendant les périodes de crise en baissant les taux d'intérêt et en augmentant la masse monétaire.

### Les marques distinctives

Une caractéristique essentielle qui différencie les deux politiques économiques axées l'une sur l'offre et l'autre sur la demande concerne l'évaluation de l'importance des salaires. La première considère les salaires comme étant un facteur d'alourdissement des coûts, qui doit être diminué, surtout en temps de crise. La deuxième, en revanche, voit les salaires comme étant le facteur décisif de la demande dans une économie nationale ; il doit être renforcé en temps de crise pour que la spirale de récession n'apparaisse pas, comme ce fut le cas pendant la crise économique mondiale des années 20. Certains économistes considèrent également la demande insuffisante comme étant une raison de la stagnation en Allemagne entre 2001 et 2005. À cette époque, ce qui avait handicapé l'économie allemande, c'était la demande intérieure qui avait été interrompue à cause du gel des salaires qui s'était durablement installé sur plusieurs années, doublé d'une baisse des investissements publics. Pour sortir de la crise, les salaires ont été augmentés et des programmes conjoncturels publics ont été lancés (Horn 2005). Il y a en fait deux problèmes de la politique de la demande : premièrement, il s'est avéré difficile d'imposer dans la pratique que les dettes budgétaires publiques soient vraiment remboursées lorsque le contexte économique est devenu plus favorable. C'est entre autres pour cela que l'endettement qui pesait sur les budgets publics s'est de plus en plus alourdi. En fin de compte, la marge de manœuvre des programmes conjoncturels ainsi que la définition de la politique à suivre se réduisaient de plus en plus. Deuxièmement, par la combinaison de la stimulation de la demande et la politique de la banque centrale qui inonda le marché de monnaie, les salaires montèrent en spirale, ce qui engendra par contrecoup une inflation.

Ainsi, les salaires augmentés étaient rapidement avalés par l'inflation. En même temps, à cause de l'inflation, la crainte conduisant à l'épargne fit stagner la consommation. Le résultat logique de cette évolution fut une combinaison fatale de stagnation et d'inflation (stagflation) à la fin des années 1970.

*Différence de conception face aux salaires*

### Références

#### **bibliographiques :**

*Peter Bofinger (2007), Grundzüge der Volkswirtschaftslehre (Les fondements des sciences économiques) : cet ouvrage présente un aperçu intéressant et facile à comprendre des contextes évoqués dans ce débat.*

Laquelle des deux théories est la plus influente ? Comme nous l'avons déjà décrit, la politique keynésienne de la demande a dominé sur le plan international à partir de la crise économique mondiale des années 1920 et jusque dans les années 1970. Mais en réaction à l'économie mondiale stagnante doublée d'une inflation galopante (stagflation) à la fin des années 1970, la politique de l'offre néo-classique connut une renaissance. La politique de l'offre a été introduite à partir des années 1980 par Ronald Reagan aux États-Unis et Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, et sous une forme atténuée par Helmut Kohl en Allemagne. Dans les années 1990, cette tendance économique politique se reflétait dans la doctrine du Consensus de Washington et se répandit encore plus sur le plan international. À travers la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International essentiellement, on propagea une politique de libéralisation qui exigeait des baisses d'impôts, des privatisations, la dérégulation, le commerce libre et une abolition des subventions : le marché devait être renforcé et l'État limité dans ses champs d'action. L'ancien économiste en chef de la Banque Mondiale et Prix Nobel Joseph E. Stiglitz est devenu entre-temps un éminent critique du Consensus de Washington. Il interprète la confiance aveugle comme une idéologie n'étant pas confirmée par des preuves empiriques. Il existe des États qui s'en sont tenus aux recettes du libéralisme de marché et qui ont économiquement stagné, tandis que d'autres ont réussi sur les plans social et économique grâce à une coordination, une gestion et un contrôle plus rigoureux des marchés (Stiglitz 2002).

La plupart des économistes allemands semblent actuellement plus enclins à adhérer à la politique de l'offre. Lorsque la coalition rouge/verte s'engagea en 2005 dans des réflexions visant à relancer la demande insuffisante par des dépenses publiques et donc à pratiquer une politique keynésienne classique, plus de 250 professeurs d'économie ont exigé dans le cadre de « l'appel de Hambourg » une politique économique axée sur l'offre. Ainsi, les années précédentes, les spécialistes de l'économie qui s'étaient prononcés pour une politique économique axée sur la demande devaient rester sur la défensive, mais ils commencent maintenant à se faire de nouveau entendre.

Avec la théorie de la demande de Keynes, on comprend quelque peu pourquoi la crise du marché financier de 2008 s'est répercutée si rapidement et si profondément sur l'économie réelle, créant ainsi une récession mondiale. Beaucoup de pays ont alors réagi par une politique keynésienne classique de stimulation de la demande en augmentant les dépenses publiques et en renforçant le pouvoir d'achat de la population en général.

*Du keynésianisme des années 1970 au Consensus de Washington des années 1990*

*La plupart des économistes allemands préfèrent la politique de l'offre*

*Les réponses keynésiennes à la crise des marchés financiers de 2008*

La crise économique et financière a fortement fait évoluer les mentalités depuis 2008. Même Josef Ackermann, Président du comité directeur de la Deutsche Bank, dit à présent : « Je ne crois plus aux forces d'autoguérison du marché » (Ackermann 2008) et requiert la création d'une instance de contrôle globale des marchés financiers. Les radicaux aux marchés sont sur la défensive et les enseignements de Keynes sont redécouverts. Ses théories expliquent en effet cette crise grave et indiquent des chemins possibles de sortie de crise.

L'actualité du message de Keynes n'est pas un hasard. Son œuvre principale, la « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie », est finalement un enfant de la crise économique mondiale des années 1930, crise ressemblant en partie à la situation actuelle. À l'époque comme aujourd'hui, la conjoncture s'est effondrée en même temps dans le monde entier suite à une destruction des marchés financiers, ce qui a mis en branle une spirale négative vers le bas. À cause d'un trop faible pouvoir d'achat et par peur d'une crise encore plus profonde, la consommation des ménages chute, les entreprises diffèrent leurs investissements et les banques n'accordent pratiquement plus de crédits. La production continue à chuter, ce qui provoque des licenciements et continue à faire chuter la consommation. La crise des années 1930 ne s'est achevée que grâce à un élargissement de la régulation des marchés et à des programmes étatiques d'investissement basés sur les théories de Keynes.

Comment expliquer l'origine de la crise de 2008 sur le marché américain de l'immobilier ? S'y était formée une gigantesque bulle spéculative qui mena le système bancaire international au bord du collapsus. Hyman Minsky, un élève de Keynes, tient cela pour plausible en se basant sur les enseignements de son professeur (Minsky 1986). Lors des phases prolongées de croissance économique, l'avidité et le goût du risque augmentent. La recherche de profits plus élevés conduit à une prise de risque toujours plus élevée. La concurrence entre les banques pousse celles-ci à contourner la régulation en proposant de nouveaux produits financiers visant à financer les investissements à risque. Lorsque s'accumulent trop de risques, le château de cartes d'écroule, ce qui s'est effectivement produit par la suite. Minsky préconise comme solution une régulation effectuée par l'État, afin de protéger le marché de lui-même et d'éviter les crises financières. Dès 1926, Keynes a requis la fin des marchés financiers globaux non régulés dans son essai intitulé « La fin du laissez-faire » (Keynes 1926). Il a également collaboré activement à l'élaboration de règles pour le marché mon-

dial. Il a entre autres participé à la conférence de Bretton Woods lors de laquelle ont été esquissées de nouvelles règles pour les marchés financiers mondiaux, règles à l'origine de plusieurs décennies de stabilité. Ce thème est à nouveau à l'ordre du jour au niveau international. Le sommet du G20 des vingt pays les plus importants sur le plan économique qui s'est tenu à Londres en avril 2009 a également été qualifié de tentative de deuxième Bretton Woods. Des pas modestes mais importants y ont été accomplis dans cette direction : la régulation globale des Hedge fonds et des agences de notation y a été décidée et un forum pour la stabilité financière y a été mis en place auprès du FMI.

Quel chemin Keynes indique-t-il donc pour sortir de la crise ? Les cycles conjoncturels doivent habituellement être régulés à travers la politique sur les taux d'intérêts. En conséquence, les banques centrales ont baissé les taux d'intérêt au niveau mondial en 2008 en réaction à la crise. Face à la gravité de la crise, cette mesure n'a pas eu l'effet habituel, au contraire, l'argent fut thésaurisé comme Keynes l'avait pronostiqué dans le cas de crises particulièrement graves. Pour compenser l'absence d'investissements privés et de consommation qui y fait suite, Keynes plaide pour des investissements étatiques financés par la crise. Ainsi, de nombreux pays ont réagi en 2008 et en 2009 par une politique keynésienne classique de stimulation de la demande à travers une augmentation des dépenses publiques et un renforcement du pouvoir d'achat de la population la plus large, ceci dans des dimensions inégalées. Après que d'importants paquets conjoncturels ont été conclus aux États-Unis, en Chine et dans les pays européens, les pays économiquement les plus forts se sont mis d'accord lors du sommet du G20 d'avril 2009 pour injecter 1,1 milliard de Dollars dans l'économie afin de la relancer. Alistair Darling, à l'époque ministre social-démocrate britannique des finances s'est référé textuellement à la théorie de Keynes en proclamant l'adoption du paquet conjoncturel.

Les instituts de recherche en économie représentent souvent une tendance fondamentale particulière (axée sur l'offre ou sur la demande) dans l'enseignement des sciences économiques et s'orientent donc sur une des théories nommées. Les cinq grands instituts de recherche en économie d'Allemagne sont eux aussi catégorisés selon leur tendance « axée sur l'offre » ou « axée sur la demande ». Leurs recherches ont une influence non négligeable sur le débat de politique économique. C'est pour cela qu'il faut connaître leurs convictions économiques profondes et en tenir compte dans l'évaluation de

## Références bibliographiques :

*Michael Dauderstädt (2009),  
Krisenzeiten: Was  
Schulden vermögen  
und was Vermögen  
schulden, Friedrich-  
Ebert-Stiftung  
(Ed.), Bonn  
(Périodes de crise :  
les effets des dettes  
et la redevabilité des  
fortunes)*

*Une classification  
des instituts de  
recherche allemands  
en sciences écono-  
miques*

leurs analyses et recommandations. Mais tous les cinq collaborent également, en particulier sur l'élaboration de projections conjoncturelles qui constituent une base fondamentale pour les budgets publics et influencent la planification de nombreuses entreprises.

- Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (DIW) de Berlin, dirigé par le professeur Klaus Zimmermann, [www.diw.de](http://www.diw.de), plutôt axé sur la demande
- Institut für Wirtschaftsforschung Halle (IWH) de Halle/Saale, dirigé par le professeur Ulrich Blum, [www.iwh-halle.de](http://www.iwh-halle.de), plutôt axé sur l'offre
- Institut für Weltwirtschaft (IfW) à Kiel, dirigé par le professeur Dennis J. Snower, [www.ifw.de](http://www.ifw.de), axé sur l'offre
- Rheinisch-Westfälisches Institut für Wirtschaftsforschung (RWI) de Essen, dirigé par le professeur Christoph M. Schmidt, [www.rwi-essen.de](http://www.rwi-essen.de), axé sur l'offre
- ifo Institut für Wirtschaftsforschung e. V. (ifo) de Munich, dirigé par le professeur Hans-Werner Sinn, [www.ifo.de](http://www.ifo.de), axé sur l'offre et, de tous les cinq instituts, le plus axé sur le libéralisme de marché

Il existe en outre l'« Institut der deutschen Wirtschaft Köln » (IW, dirigé par le professeur Michael Hüther, [www.iwkoeln.de](http://www.iwkoeln.de)), proche du patronat et axé sur l'offre, ainsi que les instituts proches des syndicats, axés sur la demande : les Instituts « WSI » (Wirtschafts- und Sozialwissenschaftliches Institut, dirigé par le professeur Heide Pfarr, [www.wsi.de](http://www.wsi.de)) et l'institut qui lui est rattaché : « IMK » ou Institut de macroéconomie et de recherche conjoncturelle (Institut für Makroökonomie und Konjunkturforschung, directeur : Gustav Horn).



	Politique de l'offre	Politique de la demande
<b>Idée de base</b>	Créer les conditions les plus favorables pour les entreprises, pour qu'elles puissent donner de bons rendements.	Assurer une demande permanente dans l'économie en favorisant l'emploi ainsi que la gestion et le contrôle de la conjoncture par l'Etat.
<b>Tradition de pensée</b>	Adam Smith, David Ricardo, John Stuart Mill	John Maynard Keynes
<b>Conception de l'État</b>	État passif	État actif
<b>Vision des salaires</b>	Les salaires sont un facteur décisif quant aux coûts.	Les salaires sont un facteur de la demande et doivent augmenter avec la productivité.
<b>Rôle de la Banque centrale</b>	Doit garantir la stabilité de la valeur monétaire.	Doit garantir la stabilité de la valeur monétaire et contribuer à l'emploi et à la croissance permanente.
<b>Marquant la période</b>	Depuis les années 1980	Des années 1930 aux années 1970 ; reprise depuis 2008
<b>Instituts</b>	Institut für Wirtschaftsforschung Halle (IWH) Institut für Weltwirtschaft (IfW) Rheinisch-Westfälisches Institut für Wirtschaftsforschung (RWI) ifo Institut für Wirtschaftsforschung e. V. (ifo) Institut der deutschen Wirtschaft Köln (IW)	Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (DIW) Wirtschafts- und Sozialwissenschaftliches Institut (WSI) Institut für Makroökonomie und Konjunkturforschung (IMK)

### Les champs de tension :

#### **marché, participation aux décisions, régulation et direction politique**

Après ces réflexions sur les théories de politique économique fondamentales, on peut se poser la question de savoir comment une politique économique moderne et attachée aux valeurs de la Démocratie sociale peut reposer sur elles. Les orientations de la Démocratie sociale constituent une boussole en ce sens, comme nous allons le voir dans les deux chapitres suivants. Mais nous allons déjà présenter ici les relations de tension qui doivent être équilibrées dans le sens d'une Démocratie sociale (cf. Meyer 2005b : 67).

*Équilibre du marché, de la démocratie et de la solidarité sociale*

1. Productivité et croissance contre justice/équité et sécurité sociales  
La recherche de l'intérêt personnel et de la propriété libère une énorme quantité de forces, comme l'ont décrit Smith et Marx. Marché et concurrence font en sorte que des ressources rares sont utilisées là où elles peuvent l'être de la manière la plus productive possible. Cela s'est avéré fondamentalement plus efficace qu'une quelconque planification économique ne pourrait jamais être. Mais d'autre part, le marché crée lui aussi une distribution inégale et il est structurellement instable, avec ses fluctuations cycliques et sa vulnérabilité aux crises, comme l'a décrit Keynes. C'est pour cela que les marchés doivent être politiquement encadrés, de manière à endiguer les crises. L'État social doit protéger l'homme contre les risques du marché. Une distribution équitable doit être effectuée par le biais d'impôts progressifs sur le revenu (c'est-à-dire augmentant avec le revenu), ainsi que des impôts sur l'héritage et les biens. Et l'État doit superviser les cycles économiques par le biais d'une politique sur les dépenses, les impôts et les intérêts. Cela signifie que lors des crises conjoncturelles, les dépenses publiques doivent être augmentées pour conserver une consommation stable et inciter la population à investir grâce à des crédits abordables.

2. « Flexibilité et innovation » contre « protection du travail dépendant et sécurité sociale complète »  
Concurrence et compétition peuvent, certes, engendrer des innovations. Mais les krach et les crises, qui par ailleurs leur sont inhérents, doivent être amortis, c'est-à-dire que les employés doivent être sécurisés à travers une protection contre le licenciement et un accès à des prestations sociales. Des changements structurels profonds, comme par exemple le recul de l'industrie métallurgique dans la région de la Ruhr, ne peuvent être repensés que dans le cadre d'une politique structurelle ciblée, en vue de créer de nouveaux emplois.

3. « Propriété et concurrence » contre « intégration sociale et régulation »  
Les ordres économiques qui ont renoncé aux droits à la propriété des moyens de production ainsi qu'à la concurrence ont échoué. Tout ordre économique capable de fonctionner est basé sur la propriété privée et la concurrence. Mais cela ne libère pas un propriétaire de sa responsabilité sociale (à travers la propriété privée). L'Article 14 de la Loi Fondamentale allemande énonce : « La propriété et le droit à l'héritage sont garantis. [...] Propriété oblige. Son utilisation doit servir en même temps le bien-être de la communauté. » Pour garantir l'équité sur le marché et éviter la domination de quelques acteurs sur le marché, il faut réglementer la concurrence.

4. « Fonction autonome de l'entreprise » contre « participation aux décisions et mise en place d'un cadre politique »

Après le droit à la propriété, il y a également le droit d'entreprendre. Mais dans les décisions concernant l'entreprise, ce ne sont pas seulement les propriétaires de capitaux qui y prennent part, mais aussi ceux qui contribuent à la création de valeur à travers leur force de travail. Ainsi, la décision prise par l'entreprise est limitée par cette participation.

Quatre dimensions peuvent s'en dégager :

- La mise en place d'un cadre politique
- Le développement d'une logique de marché
- Les droits à la contribution et à la participation
- La régulation macroéconomique

Cela signifie dans l'ensemble que la logique de marché peut, dans un ordre économique basé sur les valeurs de la Démocratie sociale, être développée dans un cadre politique. La propriété oblige et est de surcroît assujettie au bien commun. Cela est, entre autres, garanti par le fait que ce ne sont pas seulement les propriétaires de capitaux, mais également les travailleurs, qui participent aux décisions d'entreprise. La stabilité économique globale est garantie à travers une régulation macroéconomique, c'est-à-dire que l'État contribue, par une politique budgétaire et une politique de taux d'intérêt, à une croissance stable et à un haut niveau d'emploi.

**Que signifie cela pour la Démocratie sociale ?**

- Quiconque s'intéresse aux questions économiques devrait connaître les différentes bases théoriques et savoir identifier les idéologies
- La Démocratie sociale se sert non pas d'une seule, mais de plusieurs approches théoriques
- Au centre se trouve le capitalisme dirigé, tel qu'il a été voulu par Keynes
- Mais la Démocratie sociale tient également compte de la critique du capitalisme due à Marx ainsi que de l'efficacité et de la productivité du marché décrites par Smith
- Un ordre social devrait donc se baser sur la concurrence et la propriété. Mais les marchés doivent être régulés ; les crises économiques doivent être activement combattues par l'État et les droits à la contribution et à la participation aux décisions doivent également être garantis.

### 3. SYSTÈMES ÉCONOMIQUES ET ORDRES ÉCONOMIQUES

#### Dans ce chapitre,

- nous parlerons de la relation entre capitalisme et démocratie, qui est d'une part une relation de tension, et qui, d'autre part, est fondée sur un appui mutuel de l'un envers l'autre ;
- nous décrivons diverses typologies du capitalisme qui diffèrent selon leur degré de coordination ;
- nous expliquerons le concept d'« économie sociale de marché » ;
- nous présenterons le point de vue de la Démocratie sociale en ce qui concerne les influences positives et les inconvénients de la globalisation.

#### 3.1. Capitalisme et démocratie

*Le « supercapitalisme » détruit-il la démocratie ?*



« Le supercapitalisme détruit-il la démocratie ? » La revue économique « manager magazin » affichait cette question sur sa page de titre en mars 2008 en y ajoutant l'image d'une sauterelle. Dans l'article principal, il est dit que « l'économie de marché globalisée<sup>6</sup> pourrait détruire la crédibilité de la démocratie ». On analyse plus loin que beaucoup de citoyens ne croient plus pouvoir être gagnants au sein de cette économie globalisée. Leur confiance en l'économie et la politique disparaît en conséquence.

L'article du « manager magazin » a ainsi choisi un thème qui traite de la relation fondamentalement tendue entre démocratie et capitalisme.

<sup>6</sup> Économie de marché ou capitalisme – existe-t-il une différence de sens ? Le contenu de ces deux concepts implique un système économique basé sur la propriété et la compétition. Dans le langage quotidien, on peut souvent constater que les partisans d'un système économique libéral parlent plutôt d'une « économie de marché », tandis que le terme « capitalisme » est plutôt utilisé par les marxistes. Mais dans le présent manuel, les deux concepts sont utilisés indifféremment sans que cela doive être pris pour une quelconque sujétion à une idéologie particulière.

Historiquement, l'apparition de la démocratie et celle du capitalisme sont étroitement liées. Les démocraties sont souvent nées dans le contexte de l'apparition de marchés libres. Dans l'Europe des XVIII<sup>ème</sup> et XIX<sup>ème</sup> siècles, c'était d'abord un appel en faveur de la liberté individuelle, avec une économie créée sur la compétition et la propriété privée (cf. chapitre 2, avec les exposés sur Adam Smith). Cette exigence évolua avec le besoin d'une sécurité juridique, de droits fondamentaux contraignants ainsi que l'exigence d'une participation politique et de la représentation du citoyen au sein de l'État. La première démocratie des temps nouveaux arriva avec l'indépendance des États-Unis d'Amérique, sous le cri de « No taxation without representation! » (pas de taxation sans représentation !): c'était donc exiger que participation économique et politique aillent de pair. Après 1989, dans les États post-communistes, libéralisation économique et démocratisation sont allées elles aussi main dans la main.

Pendant longtemps, il paraissait évident que, fondamentalement, les États démocratiques réussissaient mieux économiquement que les systèmes non démocratiques. La prospérité de l'Occident et l'échec économique du bloc de l'Est semblaient le prouver. Mais entre-temps, on a également pu remarquer qu'il existait aussi des États qui n'avaient pas de constitution démocratique et qui, pourtant, montraient un haut niveau de croissance économique au sein d'un système économique capitaliste. L'image de la Chine est la plus courante dans ce cas: ce pays a vécu un développement économique sans précédent depuis qu'il s'est transformé depuis la fin des années 1970 en pays capitaliste, mais il ne s'est pas démocratisé dans ce processus. Dans certains autres États également, on n'a pas (encore ?) pu observer ce mouvement synchrone entre libéralisation économique et politique. Ce fait a été entre autres prouvé par l'Index annuel « Economic Freedom of the World » qui classe liberté économique et politique. Les deux premières places de cette liberté économique sont détenues par Hongkong et Singapour.

Il faut surtout retenir qu'il existe (encore ?) des États dotés d'un système capitaliste autoritaire. Pourtant, tout État démocratique existant repose sur une économie de marché.

Mais la relation entre démocratie et capitalisme n'en est pas moins faite de tensions. La démocratie est basée sur l'égalité du « one man, one vote » (un homme, une voix) – chaque voix doit avoir le même poids. L'économie de marché, elle, est basée sur l'inégalité.

*Historiquement liés :  
démocratie et  
capitalisme*

*Les États démocratiques réussissent-ils mieux sur le plan économique ?*

*Relation de tension  
entre démocratie et  
capitalisme*

Dans un système économique capitaliste, le « gâteau » qui a été produit est divisé en plusieurs gros morceaux. On peut certes effectuer une redistribution, mais s'il fallait le faire jusqu'à ce que chacun reçoive un morceau de même taille, cela ne présenterait plus le même attrait.

*L'inégalité peut mener à des « démocraties défectueuses »*

L'inégalité peut entre autres permettre à de puissants acteurs économiques de développer une position de veto si puissante que le résultat obtenu pourrait bien être une « démocratie défectueuse ». Le politologue Wolfgang Merkel définit le concept ainsi : « Les démocraties défectueuses sont des systèmes de pouvoir qui se caractérisent par la présence d'un régime électoral démocratique tout à fait fonctionnel réglementant l'accès au pouvoir, mais qui perdent, à travers des incohérences dans la logique de fonction d'une ou de plusieurs parties des autres régimes, les piliers complémentaires servant à assurer, dans une démocratie fonctionnelle, liberté, égalité et contrôle, ce qui est indispensable » (D'après Merkel et al. 2003 : 66).

*Les facteurs perturbant la démocratie*

Cela signifie qu'il y a des élections et que d'autres éléments de la démocratie sont présents, mais qu'ils sont souvent escamotés par des facteurs gênants. C'est à peu près le cas lorsqu'un acteur devient si puissant dans la société qu'il peut opposer son veto à des décisions collectives. Un exemple : imaginons un investisseur qui peut mettre la pression sur la société à propos du choix d'un certain emplacement : il peut menacer de retirer son capital pour obtenir des concessions politiques comme des restrictions concernant des normes environnementales ou des normes de travail. Cela constituerait une atteinte aux principes démocratiques.

*La relation entre démocratie et capitalisme de marché, d'après la théorie de T. Meyer*

Dans le premier ouvrage de cette série de manuels, nous avons présenté, dans les pages 64 à 68, puis à partir de la page 92, en se basant sur la *Théorie de la Démocratie sociale* de Thomas Meyer, la relation de tension existant entre la démocratie et le capitalisme de marché.

*Le paradoxe de la démocratie*

La figure suivante montre le paradoxe de la démocratie : le capitalisme y est représenté d'une part comme une condition sine qua non de la démocratie. Et d'autre part, un marché qui n'est pas suffisamment régulé peut créer des conditions qui pourraient contrecarrer la participation de tous et mener ainsi à une démocratie « défectueuse ».

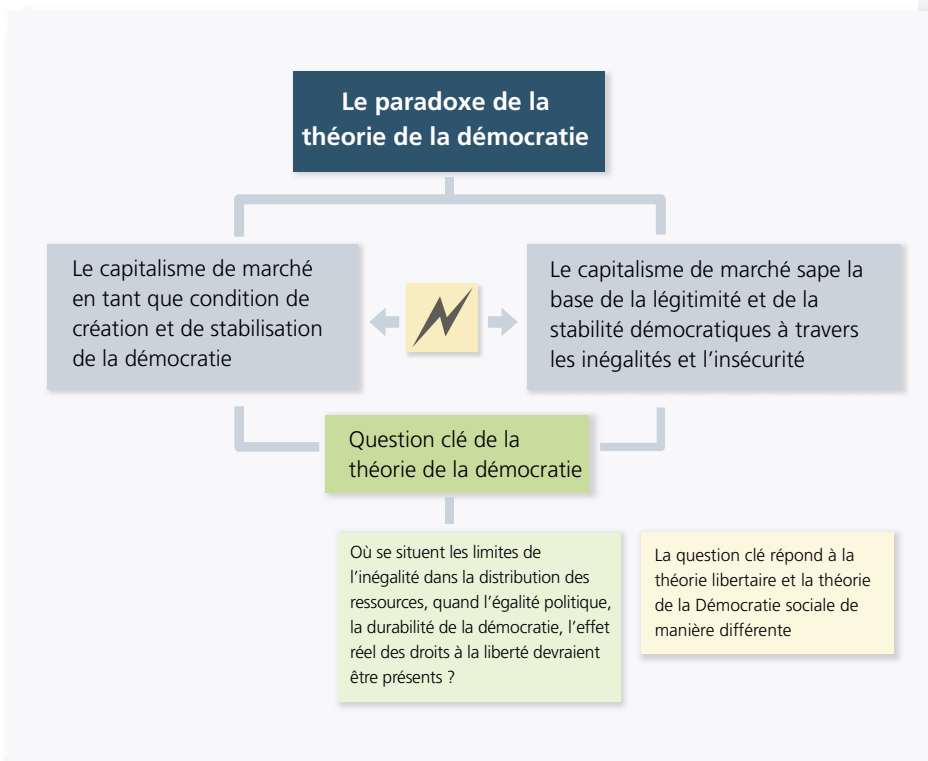


Figure 4 : Le paradoxe de la théorie de la démocratie

Par cette différenciation, et pleinement consciente des risques que représente le capitalisme pour la démocratie, la Démocratie sociale se démarque de la Démocratie libertaire. Les économistes libertaires comme Milton Friedman affirment que l'économie de marché mène aussi à la liberté politique et à la démocratie.

Friedman a lui-même donné un contre-exemple empirique. Il a été conseiller, à la grande horreur de ses collègues, de la brutale junte militaire au Chili dans les années 1970. Le dictateur Augusto Pinochet suivit les recettes de Friedman, donnant libre cours à la libéralisation extrême de l'économie. Mais contrairement à ce que les économistes libertaires espéraient, cela ne mena aucunement à plus de libertés politiques et encore moins à la démocratie, bien au contraire : la relance économique stabilisa la dictature. Le Chili est redevenu démocratique plus tard que les autres États d'Amérique latine.

*Milton Friedman :  
l'économie de  
marché mène à la  
démocratie*

*Le contre-exemple  
du Chili*

Comment se fait-il que la relation de tension entre capitalisme et démocratie recommence à intéresser les citoyens et même à être discutée dans les revues économiques ? L'économiste américain Robert Reich, qui a été Ministre du Travail du gouvernement Clinton, donne une réponse à cette question dans son livre intitulé « Supercapitalisme. Le choc entre le système économique émergent et la démocratie », dont la version originale a été publiée en 2008.

Il décrit la période de l'après-guerre jusqu'aux années 1980, qui représente presque l'âge d'or du capitalisme équilibré (presque, puisqu'il faut aussi considérer cette période d'un œil critique ; dans ce contexte, Robert Reich nous rappelle la participation insuffisante des femmes et des minorités dans l'économie). Dans les sociétés occidentales d'après-guerre, on a pu parvenir à un niveau de vie en croissance et à des minima sociaux à travers un consensus entre syndicats, patronat et gouvernements. Comparé aux années précédentes de l'économie du laissez-faire, cela représentait un énorme progrès. Mais dans le « supercapitalisme » de l'économie globalisée, les différences entre les revenus s'accroissent. Les droits des employés et les normes sociales sont en danger et la responsabilité sociale des entreprises est en régression. L'analyse de Robert Reich arrive à la même conclusion que le « manager magasin » précédemment cité et que Thomas Meyer : les forces du marché peuvent saper la démocratie. C'est pour cela que Robert Reich plaide pour une plus grande intégration du marché à travers la régulation et le renforcement des droits des travailleurs.

**Le supercapitalisme** est un slogan inventé par Robert Reich, censé décrire le développement du capitalisme dans les conditions de la globalisation.



## 3.2. Capitalisme coordonné et non coordonné

Au chapitre 2 de ce livre, des typologies idéales de systèmes économiques ont été présentées à travers les économistes Smith, Marx et Keynes. Dans la vie réelle, il existe plusieurs modèles mixtes. Peter A. Hall et David Soskice (2001) ont identifié deux modèles dans les nations industrielles. Ils les ont appelés, dans leur ouvrage intitulé « Varieties of Capitalism », capitalisme coordonné et non coordonné. Cette approche clarifie grandement l'analyse et l'évaluation des systèmes économiques. La différenciation entre ces derniers se fait selon les dimensions suivantes :

- le système financier
- les relations de travail
- le système scolaire et le système de formation
- les relations des entreprises entre elles.

### **Le capitalisme non coordonné**

Le capitalisme libéral non coordonné est caractérisé par les dimensions suivantes :

- Le système financier : le financement de l'entreprise se fait en grande partie par le biais du marché de capitaux (actions). Cela signifie que l'entreprise agit suivant le principe du « shareholder value » (valeur pour l'actionnaire). Dans ce cas, les propriétaires de capitaux sont aussi prêts à investir dans des entreprises à haut risque et spéculent ainsi pour obtenir des profits les plus rapides et les plus élevés possibles.
- Les relations de travail : les conditions d'emploi sont plutôt de courte durée (« hire and fire » ou « embauche et renvoi ») et la protection contre le licenciement est très peu marquée. Les salaires sont négociés au niveau individuel ou au niveau de l'entreprise. Les unions patronales et d'employés sont relativement faibles.
- Le système scolaire et le système de formation : on forme plutôt des généralistes. Cela veut dire que, dans les formations sont surtout transmises des qualifications globales qui ne sont pas directement adaptées aux métiers. Cela facilite certes la mobilité sur le marché du travail entre différents secteurs d'activité professionnelle, mais cela signifie aussi un déficit en connaissances professionnelles spécifiques.
- Les relations des entreprises entre elles : il y a peu d'entreprises liées entre elles (comme par exemple lorsque des entreprises possèdent des conseils de surveillance communs) et peu de coopération en dehors de l'entreprise (comme, par exemple, pour la recherche). Les associations par branche d'ac-

*Capitalisme  
coordonné et non  
coordonné*

*Système financier*

*Relations de travail*

*Système scolaire  
et système de  
formation*

*Relations des  
entreprises entre  
elles*

tivités sont plutôt des lobbyistes pour leurs entreprises et non des acteurs portant une responsabilité pour la société dans sa globalité.

Ce système peut s'adapter de manière flexible et rapide aux changements du marché. Cela signifie que ce modèle de production favorise des industries d'innovation, mais il est également moins stable et moins sûr pour les travailleurs.

### **Le capitalisme coordonné**

Le capitalisme coordonné se caractérise de la manière suivante :

#### *Système financier*

- Le système financier : le financement est généralement assuré par des crédits bancaires. C'est un capital « plus patient » que dans le cas du modèle du « shareholder value », qui permet plutôt des investissements à long terme. Mais cette forme de financement d'entreprise peut rendre l'accès au financement difficile pour les acteurs du marché non établis, comme les créateurs d'entreprise. À part le marché, le management est contrôlé et évalué par d'autres acteurs tels que les banques, les travailleurs et les acteurs étatiques (c'est le modèle du « stakeholder » ou « partie prenante »).

#### *Relations de travail*

- Les relations de travail : les salaires sont négociés de manière coordonnée et sectorielle à travers quelques firmes (conventions collectives sectorielles). Les relations de travail sont plutôt à long terme. La stabilité et l'équilibre social sont rattachés l'un à l'autre. Il existe des unions patronales et des syndicats bien organisés, ainsi que la participation des employés aux décisions concernant la vie de l'entreprise.

#### *Système scolaire et système de formation*

- Le système scolaire et le système de formation : le modèle de formation relie les qualifications spécifiques aux branches aux qualifications sectorielles ; il est supporté par les unions de travailleurs et les unions patronales (système de formation en alternance). C'est à travers ce système que sont transmis les savoir-faire spécifiques aux firmes et aux secteurs.

#### *Relations des entreprises entre elles*

- Les relations des entreprises entre elles : il existe souvent des liens étroits entre certaines entreprises à travers des participations croisées au capital. Les associations par secteur jouent un rôle politique important.

Le capitalisme coordonné se caractérise par une stabilité forte et moins de dynamique et de flexibilité que le capitalisme non coordonné. Dans ce système, les lignes de produits et les processus changent de manière plutôt continue et à petite dose. Les innovations se font de manière plutôt progressive. Le système ne s'adapte que lentement à de nouvelles situations.

Les deux systèmes ont des avantages et inconvénients spécifiques. En matière de capacité de performance et de compétition, aucun modèle n'est fondamentalement supérieur à l'autre. Mais cette différenciation nous est utile pour deux raisons :

1. Sur le plan analytique : le modèle explique facilement pourquoi différents modèles de production se forment. Les pays anglo-saxons favorisent les industries d'innovation grâce à leur marché du travail flexible et à la facilité d'accès au capital-risque : dans les technologies de l'information par exemple. Ainsi, ce n'est pas un hasard si des entreprises TIC telles que Google, Microsoft et toute une série de start-ups sont localisées aux États-Unis. Les pays qui pratiquent le capitalisme coordonné, comme la Suède et l'Allemagne, ont une industrie très concurrentielle : dans le secteur automobile, par exemple, ou la construction de machines. On y produit des biens qui peuvent être planifiés sur de très longues périodes, grâce à un investissement intensif en capital. Ces industries ne demandent pas d'innovations fondamentales mais des améliorations permanentes. Les facteurs qui viennent d'être cités favorisent certaines localités qui disposent de travailleurs bien formés, restent longtemps dans leur entreprise et donnent accès à du capital « patient ».
2. Les deux modèles diffèrent sur le plan normatif. Les valeurs de la Démocratie sociale peuvent plutôt se réaliser dans les pays qui pratiquent le capitalisme coordonné. Les relations de travail plus axées sur le long terme offrent aux travailleurs plus de sécurité qu'un marché du travail basé sur la règle du « hire and fire » (« embaucher et renvoyer »). Par ailleurs, les entreprises qui investissent à long terme et ne visent pas essentiellement des profits à court terme favorisent un monde du travail plus stable.

**Économie sociale de marché :** Pour la variante allemande du capitalisme coordonné, le concept d'« économie sociale de marché » s'est établi depuis la période de l'après-guerre, que l'on appelle également, en se référant à l'ancien siège du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le « capitalisme rhénan ». L'économie sociale de marché était une réaction aux lacunes sociales de l'industrialisation d'une part, et aux terreurs de la dictature nazie d'autre part. Elle représente l'essai d'une troisième voie entre le capitalisme débridé et l'ordre économique socialiste. Ce dernier bénéficiait d'une force irradiante non négligeable pendant la période de l'après-guerre. La Loi fondamentale que l'on venait de voter ne reposait sur aucun ordre économique particulier. Elle autorise, en l'Article 15, la socialisation des moyens de production. Même les partis critiquaient en partie le capitalisme. La fédération régionale de la CDU en Rhénanie du

Nord-Westphalie se prononça, dans son Programme d'Ahlen en 1947, pour un « socialisme chrétien », et le SPD exigea une nationalisation des industries de matières premières. L'économie sociale de marché constituait donc la tentative de gagner la population allemande à l'économie de marché et à la démocratie.

L'économiste Alfred Müller-Armack en a fortement marqué la conception et le concept ; il explique dans son livre paru en 1947 et intitulé « Wirtschaftslenkung und Marktwirtschaft » (Dirigisme économique et économie de marché) :

« Nous parlons d'économie sociale de marché pour caractériser cette troisième forme de politique économique. Cela signifie [...] que l'économie de marché nous paraît nécessaire comme support du futur ordre économique, sauf que celui-ci, justement, ne devrait pas être une économie de marché libérale, livrée à elle-même, mais une économie dirigée de manière consciente et de manière à être axée sur le social. » (D'après Müller-Armack 1947 : 88)

Cela signifiait concrètement : concurrence, libre fixation des prix et propriété privée des moyens de production d'une part, équilibre social à travers les assurances sociales et la progression des impôts d'autre part. Par ailleurs, le rôle de l'État n'était pas exactement défini. Dans les premières années de la République fédérale d'Allemagne, les interventions sur le marché étaient limitées, par exemple pour éviter la création de monopoles. À partir des années 1970, l'influence sur l'économie a été élargie entre autres grâce au contrôle de la conjoncture.

Le capitalisme rhénan reçut une reconnaissance mondiale car il réussit à combiner croissance économique et croissance de l'emploi, avec un État social en expansion. D'autres pays européens suivent ce modèle. Le Traité de Lisbonne, par exemple, définissait l'économie sociale de marché comme objectif de l'Union Européenne.

La promesse de « bien-être pour tous » de Ludwig Erhard n'a certainement pas été exaucée pour chacun, parce que de nouveaux problèmes sociaux sont apparus, en particulier sur le marché du travail, avec les crises pétrolières des années 1970 et la réunification. Mais on réussit néanmoins à créer une large couche moyenne qui stabilisa énormément la jeune démocratie.

La popularité du concept a entre-temps engendré une certaine liberté d'interprétation : comme dans un test de Rorschach, divers concepts y sont rattachés, un peu au hasard.

Le Programme fondamental du DGB (Union des syndicats allemands) désigne l'économie sociale de marché comme étant un « grand progrès historique ». Et une organisation créée par le syndicat patronal de l'industrie métallurgique « Gesamtmetall » se nomme « Initiative nouvelle économie sociale de marché ». Ainsi, presque chaque courant politique se réclame entre-temps de l'économie sociale de marché, alors que chacun interprète de manières très diverses l'équilibre à réaliser entre politique sociale, régulation et économie de marché.

### 3.3. Nouvelles conditions générales dans la globalisation

« Le monde est plat » : tel est le titre d'un livre paru en 2006. Que signifie cette métaphore ? L'auteur, Thomas Friedmann, émet l'hypothèse selon laquelle l'économie mondiale serait entrée dans une nouvelle ère à travers la globalisation, ère caractérisée par un renforcement drastique de la compétition mondiale. Les économies nationales ne peuvent plus s'en écarter que dans une certaine mesure. Le terrain de jeu de la compétition mondiale s'est aplani... et est effectivement devenu bien plat. Friedmann cite plusieurs forces motrices de cette globalisation :

- Depuis les années 1950, les barrières commerciales se sont démantelées petit à petit par le biais de traités internationaux. Par le biais du traité de l'OMC, Organisation Mondiale du Commerce (ou de son prédécesseur, le GATT), les tarifs douaniers ont été baissés et les limitations à l'importation abolies. Depuis les années 1970, les cours de change entre différentes monnaies nationales sont presque tous libres. À l'intérieur des zones régionales de libre échange de l'Union Européenne et de la NAFTA (États-Unis, Canada et Mexique), presque toutes les barrières commerciales ont été abolies. Les alliances MERCOSUR en Amérique latine et ASEAN en Asie du Sud-Est recherchent la même chose.
- Alors qu'auparavant l'Europe, les États-Unis et le Japon étaient les forces dominantes sur les marchés mondiaux, de plus en plus de pays entrent à présent dans la compétition. Depuis les années 1970, la Chine a peu à peu sorti son économie planifiée de l'isolement pour aller vers le marché mondial et l'économie de marché ; elle affiche depuis ce temps des taux de croissance élevés et est devenue le plus grand exportateur mondial. Depuis le tournant de 1989, les anciennes républiques soviétiques et l'Europe de l'Est sont passées à l'économie de marché et participent à la concurrence dans le domaine du commerce mondial. Peu de temps après, l'Inde a elle aussi commencé à libéraliser son économie auparavant protectionniste et strictement régulée. Elle est maintenant sur le point de rejoindre la Chine sur le plan de la croissance économique. Ainsi, plus de deux milliards d'êtres humains au total sont nouvellement entrés dans la concurrence mondiale.
- Les innovations techniques ont accéléré ces deux processus politiques. Les coûts des appels internationaux ont baissé sensiblement grâce à la technique de la fibre optique, ce qui a permis à des centres d'appel situés en Inde de recevoir des appels venant des États-Unis. Grâce à l'Internet, on peut passer

*Globalisation –  
« Le monde est plat »*

*Les forces motrices  
de la globalisation*

*1. Abolition des barrières  
commerciales*

*2. Émergence des  
nouveaux pays  
industrialisés*

*3. Innovations  
techniques*

des commandes en quelques secondes de Hambourg à Shanghai. Un logiciel pour une entreprise à Paris peut être développé à Bangalore, en Inde. La comptabilité peut passer de Londres à Prague. La logistique moderne permet la création de chaînes de production complexes, si bien que les différentes pièces sont produites à différents endroits du monde ; elles sont montées et peuvent finalement être vendues partout dans le monde. Les coûts du transport maritime ont baissé et les voyages en avion ne constituent plus un luxe.

*Les gagnants de la  
globalisation : les  
économies du savoir*

Qui sont les gagnants de la globalisation ? Ce sont les économies du savoir qui en profitent le plus. Ce sont les pays dont les branches économiques ont des activités de recherche intensives et pour lesquels le marché mondial constitue donc un débouché énorme. Pourquoi est-ce ainsi ? Lorsqu'un iPod a été développé une première fois à des coûts élevés, il peut ensuite être produit à des coûts unitaires relativement abordables et être vendu par millions d'unités sur le marché mondial. Sur un marché limité au niveau local, il se pourrait que les coûts de recherche et développement ne puissent être rentabilisés ou amortis. Un logiciel, une chanson ou un film de cinéma qui a été produit une fois sera encore plus rentable si les débouchés sont encore plus grands.

*Conséquences sur  
les marchandises  
industrielles de  
grande valeur*

C'est la même chose pour les biens industriels hautement développés. Un nouveau modèle d'automobile, par exemple, ne peut être développé que sur une longue période de cinq à dix ans et à des coûts élevés. Les nouvelles technologies, comme le moteur hybride par exemple, ne sont rentables que si un marché important peut accueillir les automobiles produites. Les industries automobiles japonaise et allemande, qui investissent beaucoup dans le développement, ont ainsi tiré un énorme profit de la globalisation. Dans leur ensemble, les pays ayant un haut niveau de formation et attirant les chercheurs les collaborateurs créatifs deviennent les gagnants de la globalisation.

*Conséquences sur  
les marchandises  
de masse*

La situation est tout autre pour les produits de masse. Si une usine produit des T-shirts, par exemple, les coûts montent presque autant que la quantité produite. Les avantages compétitifs générés par un meilleur niveau de formation et une meilleure infrastructure ne comptent pas beaucoup pour les biens qui sont faciles à produire et pour lesquels recherche et développement ne jouent pas un grand rôle. C'est pour cela que la production de produits de masse disparaît de plus en plus des pays à salaires élevés. Leur production est dirigée vers les pays dans lesquels les coûts de production sont les moins élevés. L'industrie textile était auparavant une des branches les plus importantes de l'économie en Europe. Maintenant, elle

s'y cantonne à quelques niches comme le stylisme (mode et habillement). La production de masse a émigré vers l'Inde, le Bangladesh ou la Chine.

Cela signifie aussi que tous peuvent profiter de la globalisation : les économies du savoir, qui proposent des produits dont la production a coûté cher (coûts de recherche et développement ou créativité), tout autant que les pays qui produisent à bon marché des produits de masse. C'est d'ailleurs ce qui se passe : l'Allemagne exporte des automobiles, des appareils et des machines de haute qualité dans le monde entier, en tant que champion de l'exportation. Les designers italiens et français dessinent des vêtements de luxe pour le monde entier. Les entreprises américaines de logiciels Google et Microsoft sont aussi connues en Chine et en Russie que dans leur pays d'origine. D'autre part, les économies du savoir profitent de l'importation de produits de masse à bas prix : grille-pain, collants, meubles IKEA. Tout ce qui est produit en Chine, en Europe de l'Est et dans d'autres économies à main d'œuvre bon marché est devenu moins cher par rapport au pouvoir d'achat ces deux dernières décennies.

Mais la globalisation comporte également des zones d'ombre :

1. Tous les membres de la société ne profitent pas de la globalisation de la même manière ; beaucoup n'en profitent pas du tout et d'autres sont véritablement perdants. Pour le travailleur d'une manufacture textile en Europe, c'est une bien faible consolation que de savoir que, tandis que son entreprise fermera pour aller produire dans un pays où les salaires sont plus bas, l'entreprise TIC d'à côté, elle, a obtenu beaucoup de commandes. La prospérité s'est globalement améliorée, aussi bien dans les pays riches que dans les pays en voie de développement. Les deux décennies depuis 1990 montrent la croissance économique mondiale la plus élevée qui ait jamais été mesurée. Rien qu'en Chine, 400 millions de personnes ont pu dépasser le seuil de la pauvreté absolue, défini par les Nations Unies, depuis les années 1970 – néanmoins parfois dans des conditions d'emploi précaires. Mais dans le même temps, la répartition de la prospérité n'a jamais été aussi inégale. Dans les pays en voie de développement, en particulier, mais également dans les pays riches, le fossé entre les revenus se creuse de plus en plus.
2. La libéralisation du commerce mondial a été un rude processus sur plusieurs décennies. Pourtant, cette globalisation « négative », où les régulations ont été abolies, a été plus rapide que le processus de globalisation « positive », c'est-à-dire que la définition de nouvelles normes, devenues nécessaires, a fait très peu de progrès. Par exemple, le protocole de Kyoto sur la protection du climat n'a pas encore été ratifié par tous les États au bout de 15 années, mais il n'est

*Avantages de la globalisation*

*Les zones d'ombre de la globalisation*

*Le fossé se creuse entre les revenus*

*Absence de normes sociales internationales*

pas respecté non plus par tous les États qui s'y sont officiellement soumis. Les normes sociales mondiales, telles que les normes pour la protection des travailleurs établies par l'Organisation Internationale du Travail, n'ont pas un caractère obligatoire. Les Pactes des Nations Unies sur les droits fondamentaux sociaux et économiques sont certes obligatoires pour le droit international, mais ils n'ont pas vraiment eu de conséquences réelles. Un long chemin reste encore à parcourir jusqu'à ce que les droits fondamentaux soient effectivement appliqués.

*La pression de la compétition exige-t-elle la négation des normes sociales et environnementales ?*

*Un contre-exemple : la Scandinavie*

Un souci qui a souvent été exprimé, et de différentes manières, à propos de la globalisation, se résume dans l'expression : « race to the bottom » (« course vers la dernière place »), c'est-à-dire une course pour arriver au plus bas des normes sociales et environnementales. Mais il existe, contre cette thèse, l'exemple des pays qui appliquent les normes sociales et environnementales les plus élevées et qui sont également les économies nationales les plus compétitives. Il s'agit surtout des pays scandinaves qui appliquent des normes environnementales exemplaires et qui ont les systèmes les plus complets au monde assurant le bien-être, financés par des impôts élevés. Des coûts élevés ne doivent donc pas être considérés comme un désavantage compétitif, lorsque, comme en Finlande, en Suède, en Norvège et au Danemark, ils permettent d'avoir des systèmes de formation et une performance dans le domaine de la recherche absolument exceptionnels, des infrastructures excellentes, une administration efficace exempte de corruption, ainsi que la paix sociale. Un État providence hautement évolué peut alors favoriser la compétitivité et la prospérité, même dans les conditions de marchés ouverts. Mais cela est soumis à certaines conditions : lorsque des pays n'offrent pas de produits de qualité supérieure à ce qu'ils coûtent, ils sont perdants dans la globalisation. Et enfin, ce n'est pas parce que ce sont les pays qui appliquent correctement les normes qui sont souvent les grands gagnants de la globalisation que ces normes-là se propagent automatiquement.

### **Que signifie cela pour la Démocratie sociale ?**

- Capitalisme et démocratie sont étroitement liés à leur origine.
- Le capitalisme peut mener à des inégalités qui mettent en danger la démocratie. La démocratie doit trouver un remède à cette situation.
- Du point de vue de la démocratie, le capitalisme coordonné présente un modèle plus avantageux. Il garantit un ordre économique plus stable grâce à un équilibre social plus élevé et des relations de travail plus durables que le capitalisme non coordonné.
- La globalisation a engendré un progrès économique mondial ainsi qu'une dynamique économique plus forte. Elle a cependant posé de nouvelles questions sociales.



## 4. LES ORIENTATIONS DE LA DÉMOCRATIE SOCIALE EN POLITIQUE ÉCONOMIQUE

par Christian Krell et Simon Vaut

### Dans ce chapitre,

- nous présenterons les orientations de politique économique de la Démocratie sociale ;
- les valeurs fondamentales de la Démocratie sociale : liberté, justice/équité et solidarité seront citées ;
- les droits fondamentaux, dont la Démocratie sociale recherche la totale reconnaissance et la réalisation au sein de la société, seront décrits ;
- les principes de durabilité, d'équilibre social et de croissance seront enfin présentés : ils doivent imprégner la politique économique de la Démocratie sociale, qui est axée sur les valeurs fondamentales et les droits fondamentaux.

Pour clarifier l'orientation de politique économique de la Démocratie sociale, nous allons sciemment sortir du cadre étroit de la politique économique et poser la question fondamentale de savoir sur quelles valeurs repose une perspective de la démocratie sociale en faveur de la société dans son ensemble. Car la programmation politique doit toujours avoir la société entière dans sa vision – même s'il ne s'agit que de quelques domaines, telles que la politique économique ou la politique sociale.

### 4.1. Valeurs fondamentales

Liberté, justice/équité et solidarité : ce sont les valeurs fondamentales essentielles de la démocratie sociale, qui cherche à former une société dans laquelle ces valeurs soient réalisées. Les valeurs de la démocratie sociale se trouvent sur un pied d'égalité, se conditionnent, s'appuient et se limitent mutuellement.

Les valeurs de la Démocratie sociale sont décrites et expliquées de manière détaillée dans le manuel intitulé « Fondements de la Démocratie sociale ».

*Liberté, justice et  
solidarité*

Nous allons donc nous contenter, pour ce second volume, d'une définition succincte.

*Liberté : une vie que  
l'on détermine  
soi-même*

- La liberté implique le fait de définir soi-même son mode de vie. On entend surtout par là une liberté à se défendre contre les interventions arbitraires de l'État ou de la société. Mais la véritable liberté ne se réalise vraiment que si l'on crée les conditions sociales et économiques adaptées à l'usage de cette liberté.

*Justice/équité : parti-  
cipation et sécurité*

- La justice/équité repose sur la dignité humaine pour tous ; elle exige non seulement l'égalité de tous devant la loi, mais aussi les mêmes opportunités de participation et de sécurité sociale, indépendamment des origines familiales et sociales, des biens ou du genre.

*Solidarité : se soute-  
nir les uns les autres*

- La solidarité est la propension des êtres humains à être là pour les autres et pour s'entraider. Le social-démocrate Johannes Rau a défini la solidarité comme étant le mortier qui réunit les membres de la société.

*Les racines  
historiques*

Ces trois valeurs fondamentales ont une histoire remarquable. Elles puisent leurs racines historiques dans le siècle des Lumières et constituaient en ce temps-là un mot d'ordre révolutionnaire. Les revendications au nom de « Liberté, Égalité, Fraternité » ont marqué la Révolution française de 1789. Depuis le milieu du XVIII<sup>ème</sup> siècle, le mouvement des travailleurs s'est toujours rattaché à ces exigences. Lorsque, sous Ferdinand Lassalle en 1863, les débuts du SPD ont été fondés, les travailleurs ont collé sur leurs fanions cette revendication de « Liberté, Égalité et Fraternité ».

Le SPD a été en fin de compte le premier parti à inscrire les valeurs fondamentales de Liberté, Égalité et Solidarité dans son programme fondamental : le « Programme de Godesberg », en 1959. Presque deux décennies plus tard (en 1978), la CDU se base elle aussi sur ces trois valeurs fondamentales dans l'élaboration de son premier programme fondamental, malgré des différences dans leur interprétation.

De nos jours, les valeurs fondamentales ne représentent plus des revendications proprement révolutionnaires : elles sont au contraire acceptées par tous les courants politiques importants. Il serait par contre erroné de parler de consensus de tous les partis si l'on parle de ces valeurs fondamentales de « liberté, justice/équité et solidarité ».

## **Références bibliographiques:**

*Tobias Gombert  
(2009), Fondements  
de la Démocratie  
sociale, Manuel de la  
Démocratie sociale,  
Volume 1, Berlin,  
pp. 11-43.*

Mais jusqu'à maintenant, en ce qui concerne ces valeurs fondamentales, il existe surtout des différences essentielles sur deux plans entre les différents courants politiques actuels.

### 1. Interprétation de chaque valeur fondamentale

Chacune de ces valeurs fondamentales peut effectivement être interprétée de diverses manières. Chacun a, par exemple, sa manière personnelle de comprendre ce qu'on entend par la liberté. Ainsi, les courants libéraux insistent plus particulièrement sur ce qu'on appelle les droits (de liberté) négatifs, c'est-à-dire les droits servant à la défense contre l'arbitraire étatique et à la protection de la propriété privée. La démocratie sociale va au-delà de cette idée et insiste sur le fait que la véritable liberté ne parle pas seulement de droits négatifs, mais aussi de droits (de liberté) positifs. Vue de la perspective de la Démocratie sociale, la véritable liberté signifierait, en matière de liberté d'expression, qu'il ne suffit pas d'octroyer ce droit à la libre expression, mais qu'il s'agit en fait de pouvoir vérifier si chacun, grâce à l'éducation, etc., devient effectivement capable d'exercer ce droit et de s'exprimer librement.

*Différentes interprétations des valeurs fondamentales*

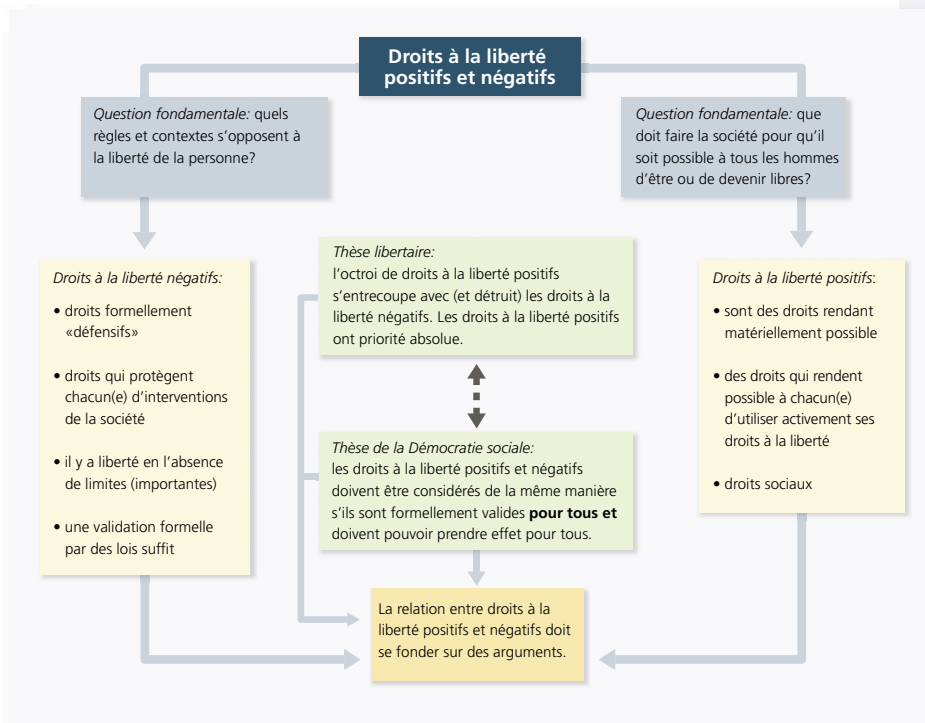


Figure 5 : Droits à la liberté négatifs et positifs

## 2. Relation entre les valeurs fondamentales

Ce n'est pas seulement l'interprétation de chacune des valeurs fondamentales qui est très importante, mais aussi leur relation entre elles. Il existe une grande différence entre le fait que ces valeurs fondamentales soient sur un pied d'égalité ou que l'on attribue à l'une d'elles une plus grande importance qu'aux autres. Nous pouvons prouver cela à l'exemple du libéralisme politique : dans la conception libérale des valeurs fondamentales, c'est la liberté qui en constitue la valeur essentielle. Ainsi, la tendance principale consiste à donner une plus grande importance à la liberté (c'est-à-dire à la liberté de concurrence ou à la liberté de propriété), qu'à la justice ou l'équité, car celle-ci pourrait limiter la liberté de la propriété. La Démocratie sociale ne prévoit pas de déséquilibrer les relations de ces valeurs fondamentales entre elles. Elle insiste sur le fait que ces dernières doivent être placées sur un pied d'égalité.

Il est clair désormais que même si tous les courants politiques importants en Allemagne se réclament de ces trois valeurs fondamentales : liberté, justice/équité et solidarité, ces conceptions en elles-mêmes sont très différemment interprétées.

## 4.2. Droits fondamentaux

Si l'on réfléchit maintenant à ce que signifient les valeurs fondamentales esquissées ci-dessus, dans le cas de l'orientation de la Démocratie sociale se pose un double problème :

Tout d'abord, les valeurs fondamentales elles-mêmes sont controversées. Différents courants politiques ainsi que différentes cultures relient des conceptions différentes à chacune de ces valeurs. Elles ne constituent donc pas un fondement largement accepté de tous en ce qui concerne l'orientation en politique économique.

Deuxièmement, les valeurs fondamentales évoluent à un niveau d'abstraction trop élevé, alors que parler d'orientation en politique économique signifie rester sur le plan concret. Si l'on se limite à une simple énumération des valeurs fondamentales, on ne peut pas définir de ligne précise ou concrète relative à cette orientation de politique économique.

*Les valeurs fondamentales comme base d'une orientation de politique économique : deux problèmes.*

- 1. Il existe une controverse sur l'interprétation des valeurs fondamentales*
- 2. Les valeurs fondamentales sont très abstraites*

Les valeurs fondamentales de la démocratie sociale constituent donc un cadre important lorsqu'il s'agit de décrire la politique économique d'une Démocratie sociale. Mais ce cadre doit encore s'étendre sur une base plus large, incluant plus d'exigences précises et concrètes.

Les précurseurs de la démocratie sociale se sont toujours préoccupés de ce défi principal. L'expert en sciences politiques Thomas Meyer a suggéré entre autres choses, pour répondre à ces exigences, que la Démocratie sociale ne se limite pas seulement aux valeurs fondamentales, mais qu'elle aborde également la question des droits fondamentaux. C'est pour cela que Meyer énonce les droits fondamentaux ancrés dans les Pactes des Droits de l'Homme des Nations Unies comme étant le point focal essentiel à l'élaboration d'une Théorie de la Démocratie sociale. Ces points de vue sont traités de manière détaillée dans le manuel intitulé « Fondements de la Démocratie sociale ».

Plusieurs arguments parlent en faveur d'une détermination d'orientations de politique économique s'appuyant sur les Pactes des Nations Unies :

- Les Pactes des Nations Unies constituent la source la plus consensuelle, juridiquement obligatoire et commune à tous les pays et cultures du monde en ce qui concerne les droits fondamentaux et donc la vie communautaire des êtres humains.
- Les Pactes des Nations Unies formulent des droits économiques très concrets et précis pour tout un chacun.

C'est pour cela que ces droits fondamentaux ancrés dans les Pactes des Nations Unies méritent d'être décrits ici de manière plus précise ; il s'agira par ailleurs de vérifier ce qu'ils signifient dans le cadre de l'élaboration d'une politique économique de la Démocratie sociale et de voir sur quels points la Démocratie sociale se différencie des autres courants politiques.

En 1966, deux pactes internationaux sur les droits de l'Homme ont été élaborés par les Nations Unies.

Le Pacte sur les droits citoyens et politiques (Pacte civil) énonce surtout ce qu'on appelle les droits (à la liberté) négatifs, c'est-à-dire les droits à la défense contre les interventions arbitraires de l'État ou de la société dans les libertés personnelles. Il s'agit par exemple du droit à la liberté et à la sécurité personnelles (Article 9), du droit à la liberté d'expression (Article 19) ou du vote libre et secret (Article 29).

---

*Point d'ancrage : les pactes des Nations Unies sur les Droits de l'Homme*

---

*Points communs aux cultures et pays du monde*

---

*Concret et précis*

---

*1966 : deux Pactes des Nations Unies*

---

*1. Le Pacte civil des Nations Unies*

*2. Le Pacte social  
des Nations Unies*

Le Pacte sur les droits économiques, sociaux et culturels (Pacte social) énonce surtout ce qu'on appelle les droits (à la liberté) positifs, c'est-à-dire les droits qui offrent des opportunités et qui, à travers les mesures prises par l'État et la société, ouvrent à tout un chacun la possibilité de jouir effectivement de ses libertés. Il s'agit par exemple du droit au travail (Article 6) ainsi que des conditions de travail justes/équitables, sécurisées et saines (Article 7), du droit à s'organiser en syndicats libres (Article 8), du droit à la sécurité sociale (Article 9) et du droit à une éducation et à une formation universitaire gratuites (Article 13).

*La prétention au  
droit et l'effectivité  
du droit inscrits  
dans les Pactes des  
Nations Unies se  
situent souvent aux  
antipodes l'un de  
l'autre*

Entre-temps, le Pacte civil a été ratifié par 151 États et le Pacte social par 148 États dans le monde. Mais, attention : les pactes ont été également signés par des États qui portent systématiquement atteinte aux droits fondamentaux à la liberté. Il est évident que la seule validité formelle des Pactes des Nations Unies ne suffit pas pour atteindre l'idéal décrit dans les Pactes de « l'Homme libre et libéré de la Peur et du Besoin ». Ainsi, l'idéal du droit et l'effectivité de ce droit se situent souvent aux antipodes l'un de l'autre.

Par ailleurs, les droits du Pacte social n'obligent pas les États à une application directe et rapide des droits fondamentaux, mais seulement à une attitude qui permettrait, peu à peu, de réaliser et de rendre effectifs ces droits fondamentaux. Ainsi, on décrit ici une obligation de l'État d'agir de manière à réaliser et à promouvoir effectivement les droits qui sont fondamentalement octroyés à tout un chacun sur le plan formel.

*Démocratie sociale :  
la réalisation  
des Pactes  
des Nations Unies*

Le but de la démocratie sociale est de réaliser effectivement partout, et non seulement de garantir sur un plan purement formel les droits fondamentaux politiques, civiques, sociaux, économiques et culturels décrits dans les Pactes des Nations Unies. La démocratie sociale, dans sa nature, est un programme de réalisation effective et conséquente des droits (à la liberté) négatifs et positifs partout dans le monde.

*Peut-on soupeser et  
évaluer les droits à  
la liberté les uns par  
rapport aux autres ?*

Mais peut-on soupeser et évaluer les droits (à la liberté) négatifs et positifs les uns par rapport aux autres ? Sont-ils vraiment aussi également importants ? Ou certains sont-ils supérieurs à d'autres ? Oskar Lafontaine a, par exemple, provoqué un débat à ce propos en posant la question, lors d'une interview, de savoir en quoi la liberté d'expression serait utile à un malade du SIDA en Afrique (cf. « Der Tagesspiegel » du 15 août 2008). Les droits à la liberté sont-ils seulement utiles aux riches

qui peuvent exprimer leur opinion à travers les médias ? Une personne qui est si pauvre qu'elle ne peut même pas se permettre d'acheter un journal profite-t-elle de la liberté de la presse ? Le philosophe et économiste Amartya Sen, qui a reçu le prix Nobel pour le travail qu'il a effectué, reconnaît qu'« il n'y a jamais eu de famine dans un pays démocratique où les médias sont libres » (D'après Sen 1999).

La raison de l'existence d'une famine dans un pays est, en général, un problème de répartitions des biens, c'est-à-dire un accès insuffisant à la nourriture disponible. Un gouvernement qui doit rendre compte à ses citoyens des responsabilités qui lui incombent et qui veut être réélu ne peut longtemps se permettre de laisser persister et d'ignorer des situations inacceptables, surtout si elles sont portées à la connaissance du public à travers les médias. D'après Sen, la liberté engendrerait un équilibre social. Il est d'avis que l'État et la société doivent créer les bases pour l'action responsable de tout un chacun, ainsi que la liberté. Cela signifie donc que la liberté n'a de valeur que s'il existe un minimum de sécurité sociale et de services d'intérêt général, par exemple à travers les soins de santé et l'éducation.

Les droits fondamentaux civiques et sociaux ainsi que les droits (à la liberté) positifs et négatifs se conditionnent donc mutuellement et ne s'excluent pas les uns les autres. Willy Brandt a lui aussi relevé ce contexte particulier dans son discours d'adieu, à l'issue de son mandat de Président du Parti : « Si je dois donc dire ce qui me serait plus important que toute autre chose, mis à part la paix, alors ma réponse est, sans hésitation aucune : la liberté. La liberté pour la grande majorité, et pas seulement pour certains. La liberté de conscience et de pensée. Et aussi, être libéré de toute misère et de toute peur » (D'après Brandt 1987 : 32). Il s'agissait donc pour Willy Brandt d'une part d'être libéré de l'arbitraire et de la domination, c'est-à-dire de jouir des droits (à la liberté) négatifs, mais aussi d'autre part, de jouir de la liberté d'avoir une vie matérielle sécurisée, c'est-à-dire de jouir des droits à la liberté positifs. C'est par cette position claire en faveur d'une réalisation effective des droits fondamentaux dans le monde que la Démocratie sociale se différencie de la démocratie libertaire.

### **Démocratie sociale et démocratie libertaire**

La Démocratie sociale et la Démocratie libertaire sont tout d'abord des typologies idéales, c'est-à-dire des schémas scientifiques que l'on ne peut en fait trouver tels quels dans la réalité. Mais il est important de se représenter ces différents modèles de démocratie pour déterminer lequel se rapproche le plus du style de démocratie que l'on « pratique » soi-même.

*Droits négatifs et positifs se conditionnent mutuellement*

*Willy Brandt : « Et être aussi libéré de la misère et de la peur »*

*Différents modèles de démocraties...*

*... avec des racines communes*

La démocratie libertaire autant que la Démocratie sociale reposent sur un modèle de démocratie libérale et ont ainsi des racines communes :

- une démocratie de l'État de droit et pluraliste
- un pouvoir politique respectueux de la Constitution
- une souveraineté nationale organisée selon le principe de la démocratie majoritaire

Mais elles se différencient nettement en ce qui concerne leur relation respective aux droits (à la liberté) négatifs et positifs. La démocratie libertaire part du principe que l'octroi de droits positifs dérange les droits négatifs et peut même les détruire, en fin de compte. La Démocratie sociale, elle, part du principe que les droits négatifs et positifs doivent être pris en compte sur un pied d'égalité si on veut les formaliser et les rendre effectifs pour tous.

*Une validité purement formelle des droits (à la liberté) positifs ne suffit pas*

Du point de vue de la démocratie sociale, une validité purement formelle des droits à la liberté, telle que le propose la démocratie libertaire, ne suffit pas, car on risquerait plutôt d'avoir :

- des relations de dépendance et de soumission,
- des relations de travail non conformes au respect de la dignité humaine
- des opportunités inégales en ce qui concerne les droits politiques des citoyens. (cf. Meyer 2005b : 15).

*L'exemple de la liberté d'opinion*

Un exemple sur la liberté d'opinion : pour les libertaires, il suffirait que l'État ne fasse rien qui limite cette liberté d'opinion : par exemple qu'il s'abstienne de censurer la presse. Mais pour la Démocratie sociale, l'État doit faire un pas de plus et promouvoir de manière active l'opportunité réelle et égale pour chacun d'exprimer son opinion : par exemple, rendre les informations également accessibles à tous et procurer à tous une éducation qui leur permette d'abord de se forger une opinion. Par ailleurs, les droits à la propriété privée de ceux qui disposent des mass media doivent être formulés de manière à ce qu'ils ne puissent pas profiter de ce pouvoir médiatique pour favoriser la publication de leurs opinions aux dépens des autres. Cela serait un abus contre le caractère social de la propriété, qui constitue une caractéristique essentielle de la Démocratie sociale. Une telle ingérence dans le droit de propriété serait impensable pour les libertaires.

*Les différences entre les objectifs de la démocratie sociale et ceux de la démocratie libertaire*

Malgré des racines communes, Démocratie sociale et démocratie libertaire reposent sur des hypothèses différentes menant, dans le cadre de l'ordre économique, à des objectifs très différents.



On constate par exemple des différences essentielles dans la conception du marché. La démocratie libertaire interprète les marchés comme l'expression de la liberté et recherche donc un marché autorégulé. La Démocratie sociale, au contraire, souligne que les marchés totalement libres peuvent engendrer des résultats sociaux indésirables sur le plan global. La crise des marchés financiers de 2008 en est un exemple. La démocratie sociale plaide donc pour l'intégration sociale des marchés à travers l'instauration de cadres politiques et d'une régulation étatique.

Il devient évident que la Démocratie sociale et la démocratie libertaire ont historiquement, certes, des points communs issus de la démocratie libérale, mais qu'elles se distinguent clairement l'une de l'autre – même du point de vue de la politique économique :

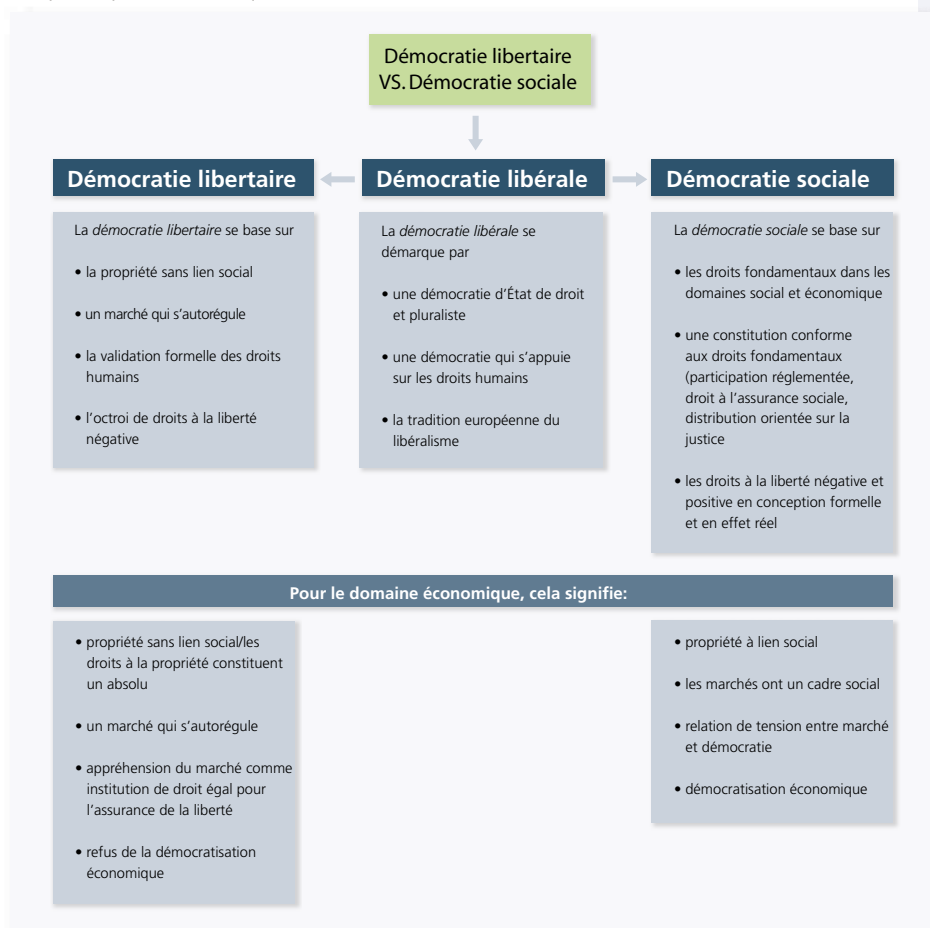


Figure 6 : Comparaison des démocraties libérale, libertaire et sociale (domaine économique inclus)

La démocratie sociale exprime également sa conception du marché dans le Programme de Hambourg du SPD :

*« Pour nous, le marché est un moyen incontournable, supérieur à toute autre forme de coordination économique. Mais un marché livré à lui-même est cependant aveugle sur le plan social et écologique. Il est incapable de présenter de par lui-même au public les produits qu'il faut en quantité nécessaire et suffisante. Pour que le marché puisse développer une efficacité positive, il a besoin des règles posées par un État capable d'appliquer des sanctions si nécessaire ; il a besoin de lois effectives et d'une structuration équitable des prix. »*  
(D'après le Programme de Hambourg 2007 : 17)

## 4.3. Principes de politique économique

### Trois principes

Que signifient donc concrètement les valeurs fondamentales et les droits fondamentaux de la Démocratie sociale dans le cadre de l'élaboration de sa politique économique ?

Nous partons ici de l'hypothèse qu'une politique de la Démocratie sociale doit être axée sur trois principes si elle veut réaliser ses valeurs fondamentales et concrétiser l'effectivité des droits fondamentaux ; ces principes sont :

- La croissance,
- L'équilibre social
- La durabilité

Du point de vue de la Démocratie sociale, ces trois principes doivent être pris en compte sur un pied d'égalité dans le cadre de l'élaboration d'une politique économique. C'est en effet cette particularité qui différencie la démocratie sociale des voix conservatrices, libertaires et populistes de gauche, qui se concentrent chacune respectivement sur l'un seulement de ces principes. Car c'est uniquement lorsque ces trois principes sont pris en compte de manière égalitaire que l'on peut espérer une croissance qualitative et, conséquemment, un progrès durable axé sur le bien commun. Chaque mesure prise dans le cadre de la politique économique peut être évaluée

Croissance, équilibre  
social et durabilité

d'après le fait qu'elle satisfait également ou non à chacun de ces principes. Ces principes constituent donc également un critère d'évaluation dans le cadre de l'élaboration d'une politique économique de la Démocratie sociale.

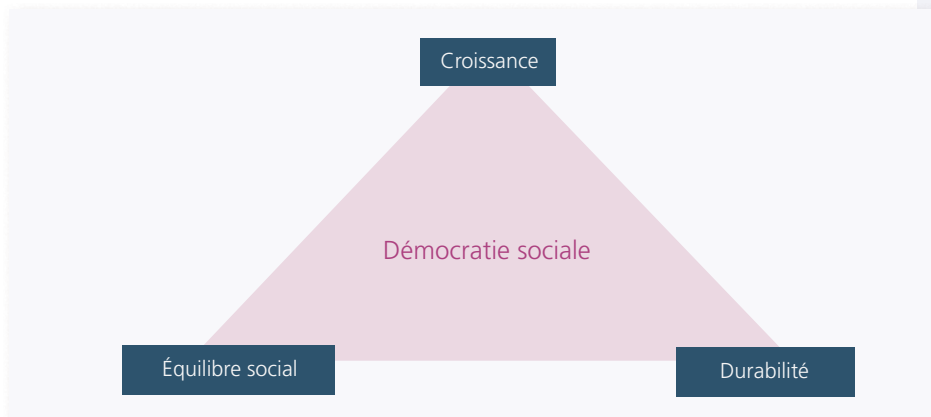


Figure 7 : Triangle des principes de politique économique de la Démocratie sociale

## Croissance

« L'être humain », comme le préconisent les Pactes de Nations Unies, doit vivre « libéré de la peur et de la misère ». On y décrit concrètement l'objectif d'« un développement économique, social et culturel continu et d'un plein emploi productif ». Le fait d'être libéré de la misère présuppose obligatoirement l'existence d'une sécurité matérielle de base. Il faut qu'il y ait un produit social qui procure un minimum de prospérité pour que chacun puisse faire valoir ses droits fondamentaux.

*Pacte social des Nations Unies : « être libéré de la peur et de la misère »*

**Croissance économique :** augmentation du Produit Intérieur Brut (PIB) ; il s'agit donc de l'augmentation des sommes des prix de toutes les marchandises et des services produits dans une économie nationale. Puisque, en règle générale, on part du concept de « croissance », une stagnation est considérée comme une « croissance nulle ». Si la production baisse, on constate une « croissance négative ». Sauf si les prix montent, on ouvre au moins un compte positif dans le cas d'une croissance économique nominale. Dans le cas d'une croissance réelle, en revanche, on en extrait la valeur de la hausse des prix. (Le lexique de l'économie 2009)

Il s'agit d'une part de la prospérité individuelle de tout un chacun, mais d'autre part également de la prospérité de la société tout entière, pour qu'il y ait suffisamment de ressources destinées à remplir les obligations publiques qui ont été préalablement définies.

*Un minimum de croissance est la condition d'une société libre, juste/équitable et solidaire*

Une société libre, juste/équitable et solidaire pose la prospérité comme condition préliminaire. Cette prospérité doit d'abord s'acquérir et être sécurisée grâce à une croissance économique. On ne peut créer de marges de manœuvre pour viser la prospérité individuelle et sociale que par le biais d'une forte productivité et d'une forte création de richesse. Historiquement, on a toujours constaté qu'en règle générale, c'est lorsque les économies nationales se maintenaient en croissance durable que la redistribution du produit social obtenu s'effectuait de manière plus juste et plus équitable, en comparaison aux périodes de récession économique. La croissance est donc une condition sine qua non de la réalisation effective des valeurs et objectifs de la Démocratie sociale cités plus haut.

*Comment interpréter le concept de « croissance » ?*

Mais quelle est la véritable signification du concept de « croissance » ? Dans la Démocratie sociale, la définition d'une véritable croissance a varié pendant les dernières décennies.

*1967, Loi sur la stabilité et la croissance : « croissance continue et adéquate »*

En 1967, sous la conduite de Karl Schiller, ministre social-démocrate de l'Économie et des Finances, une « croissance économique continue et adéquate » a été fixée comme objectif politique central de la loi sur la stabilité et la croissance. D'autres objectifs de politique économique y ont été ajoutés : un taux de chômage et un taux d'inflation peu élevés, un équilibre de la balance extérieure au sein de ce qu'on appelait « le carré magique ». Le rôle de l'État était ainsi, conformément à la théorie de Keynes, d'équilibrer les fluctuations conjoncturelles et d'éviter les récessions.

### **La « croissance » dans le Programme de Hambourg :**

*« La prospérité et une qualité de vie élevée pour tous : tels étaient et restent encore les objectifs de la politique économique de la Social-démocratie. Par le passé, le progrès était conçu comme étant surtout une croissance quantitative. De nos jours, nous subissons la pression du changement climatique rapide, de la surcharge des écosystèmes et de la croissance de la population mondiale, engendrant la nécessité de repenser un développement caractérisé par une nouvelle orientation adaptée à notre avenir. Il en découlera que notre développement pourra être qualifié de progrès ou non. Nous voulons un progrès durable qui combine une dynamique économique, une justice sociale et une responsabilité écologique. Pour cela, il faudra réussir une croissance qualitative caractérisée par une réduction de l'utilisation des ressources. Les hommes devraient pouvoir trouver un bon travail pour gagner leur vie, sans être soumis à l'exploitation et à la peur. Chaque être humain devrait recevoir une part équitable de cette richesse économiquement créée. »*

(D'après le Programme de Hambourg 2007 : 42)

Grâce entre autres choses à l'étude intitulée « Les limites de la croissance » publiée en 1972, qui a beaucoup influencé les esprits, le public est devenu de plus en plus conscient que la croissance peut aussi être liée à l'utilisation des matières premières et aux problèmes d'environnement. D'où la pertinence accrue de la question de savoir si la croissance devait vraiment être un objectif et si elle pouvait être durable.

Entre-temps, on est parti d'un concept différencié de la « croissance », concept qui essaie de lier l'innovation technologique, le renouvellement écologique et la solidarité sociale. Dans ce contexte, on a décidé en 2000, sous la conduite des chefs de gouvernement sociaux-démocrates, de mettre en place la stratégie de Lisbonne visant à faire de l'Europe l'espace économique le plus compétitif et le plus dynamique du monde en dix ans.

Ainsi, la conception de la « croissance » a subi un changement permanent. Après une euphorie de la croissance dans les années 1960, il y eut une attitude critique à partir des années 1970. Entre-temps s'est développée une vision différenciée qui utilise un concept qualitatif selon lequel, entre autres, la réduction de l'utilisation des ressources devrait servir le progrès social. Cette vision différenciée permet d'établir un équilibre entre la croissance et la durabilité ainsi que l'équilibre social.

## Équilibre social

La vision de la démocratie sociale présente l'équilibre social comme principe politico-économique. Cet équilibre social est aussi important pour l'économie.

Quiconque prend au sérieux les valeurs fondamentales et les droits fondamentaux doit chercher à mettre en place une politique économique qui mette en exergue l'équilibre social. Cela ne concerne pas seulement les valeurs fondamentales de liberté, justice/équité et solidarité, mais également les droits fondamentaux formulés dans les Pactes des Nations Unies. En ce sens, par exemple, on exige un moyen de subsistance adéquat, et que « les femmes n'aient pas de conditions de travail moins favorables que les hommes et qu'elles reçoivent le même salaire pour le même travail » ; qu'« une alimentation, un habillement et un logement suffisants » soient assurés, qu'il y ait un « droit à l'éducation » pour que « le plein épanouissement de la personne humaine » soit assuré.

*1972, « Les limites de la croissance » : critique sur l'orientation de la croissance*

*2000, la stratégie de Lisbonne : un concept différencié de la « croissance »*

*Un concept qualitatif de « croissance » combinant utilisation des ressources et progrès social*

*Pacte social des Nations Unies : « un mode de vie adéquat »*

La Démocratie sociale recherche l'instauration d'une société caractérisée par la citoyenneté sociale, dans laquelle tout un chacun se voit garantir une vie matérielle protégeant la dignité humaine, pour participer pleinement à la vie sociale et démocratique indépendamment de son succès sur le marché. C'est pour cela que, du point de vue de la Démocratie sociale, la croissance est une condition indispensable, mais non une fin en soi ; et elle doit tenir compte de l'équilibre social et de la justice/équité. Les produits d'une économie dynamique et productive doivent être redistribués de manière équitable. C'est ainsi que l'on peut garantir aux personnes un bon travail leur permettant gagner leur vie libérées de leurs peurs existentielles et également une part équitable de l'accroissement du produit social.

*L'équilibre social est ancré dans la Loi fondamentale*

En Allemagne, l'équilibre social dans le cadre de l'ordre économique est aussi ancré dans l'Article 19 de la Loi fondamentale, qui définit la République fédérale comme étant un État social. Par ailleurs, l'Article 14 définit le caractère social de la propriété privée : « propriété privée oblige. Son utilisation doit, en même temps, servir la volonté de la communauté. »

*Le caractère social de la propriété privée : exemples*

Quiconque possède des maisons d'habitation n'a pas le droit d'en faire des objets de spéculation, mais doit aussi les maintenir en bon état et les louer. Le manager porte non seulement la responsabilité des dividendes des actionnaires, mais aussi envers la société, par exemple par le maintien des emplois et en protégeant l'environnement. Celui qui profite le plus du bien-être social doit aussi rendre une plus grande part à la société. Le caractère social de la propriété est une caractéristique essentielle de la démocratie sociale.

*Y a-t-il une contradiction entre l'équilibre social et le principe de performance ?*

Mais l'équilibre social ne représente-t-il pas une contradiction vis-à-vis du principe de performance de l'économie de marché ? L'équilibre social ne constitue-t-il pas un obstacle aux attraits de la performance, qui comptent tant dans une économie dynamique et dans la croissance ? Ces questions renvoient à la relation de tension qui existe effectivement entre l'orientation à donner à la croissance et l'équilibre social.

*Rodrik : la création de valeur exige un équilibre social !*

Le contexte inverse est également à prendre en considération : le développement de la productivité et de la croissance nécessite toujours un fondement social. La création de valeur exige un minimum d'équilibre social. L'économiste américain Dani Rodrik a prouvé que les États qui ont procuré un haut niveau de sécurité

sociale ont également été des États qui ont connu un succès économique. Cela était entre autres dû au fait que la sécurité sociale améliorait la disposition individuelle à la performance.

Quiconque est socialement sécurisé serait plutôt prêt à projeter du changement, à encourir des risques et à essayer de nouvelles choses (cf. Rodrik 1997 : 178 et suiv.).

Ce contexte est peu controversé. Même le Président de l'Institut pour la recherche en économie (ifo - Munich), proche des milieux économiques, le soulignait : « Mais [la solidarité] procure aussi aux jeunes l'assurance et la confiance en soi dont ils ont besoin pour saisir les opportunités risquées et prometteuses que la vie leur présente. C'est pour cela que je ne suis pas convaincu du préjugé très répandu selon lequel appuyer l'État social nous coûte cher à tous. Au contraire, je pense qu'il est tout à fait possible que ce soit plutôt lui qui ait libéré la plus grande partie des forces de productivité qui ont permis l'accroissement économique d'après-guerre » (D'après Sinn 1986 : 566-577).

*Même les critiques l'avouent : l'État social favorise la productivité*

### **« L'équilibre social » dans le Programme de Hambourg :**

*« Revenus et biens sont répartis de manière peu équitable en Allemagne. La politique fiscale social-démocrate doit limiter l'inégalité et promouvoir l'égalité de tous devant les opportunités qui se présentent. Nous appuyons les augmentations de salaire orientées sur la croissance de la productivité et l'inflation. Nous voulons augmenter les biens et les richesses entre les mains des travailleurs. La participation des collaboratrices et collaborateurs au capital de l'entreprise comme source de revenus supplémentaires procure une participation plus efficace des employés au succès de l'entreprise. Elle favorise en outre l'innovation et la productivité. »*

(D'après le Programme de Hambourg 2007 : 43)

Ainsi, la démocratie sociale tend vers un équilibre entre l'orientation vers la croissance et l'équité sociale. Le modèle suédois en présente un exemple concret. Dans les exemples par pays présentés dans le chapitre 6, il est clair que le haut niveau d'équilibre social est une condition inhérente à l'important succès économique de la Suède.

*Équilibre entre la tendance vers la croissance et l'équilibre social*

## Durabilité

La durabilité constitue le troisième principe central d'une politique économique de la Démocratie sociale. La durabilité intègre une dimension écologique, économique et sociale.

*Les origines du concept de « durabilité » proviennent de l'économie forestière*

La notion de durabilité est surtout liée aux questions écologiques. De fait, les premières réflexions sur la durabilité proviennent des études sur les problèmes écologiques. Le concept de « durabilité » tire son origine de l'économie forestière : on ne doit jamais enlever, tout au plus, à la forêt que la quantité de bois qui en repoussera, exigeait, au XVIII<sup>ème</sup> siècle, le spécialiste en économie forestière Georg Ludwig Hartig. De nos jours, le principe de durabilité écologique veut que l'environnement soit gardé le plus intact possible puisqu'il constitue une base décisive de vie pour les générations à venir. Les ressources à ménager, la protection du climat, la protection des espèces et une pollution limitée constituent ainsi des aspects importants de la problématique d'aujourd'hui. Les droits fondamentaux qui sont également ancrés dans le Pacte social des Nations Unies soulignent, en préconisant « l'amélioration de tous les aspects de l'hygiène environnementale » (Article 13), que l'on doit d'abord protéger les bases de vie naturelles de tout un chacun. Non seulement pour éviter de priver les générations futures de leurs conditions d'existence élémentaires, mais aussi parce que, dans l'Ici et Maintenant, les êtres humains dépendent de l'eau potable et d'une atmosphère saine. Il y a longtemps déjà, les partisans de la Démocratie sociale ont marqué l'importance de la durabilité :

*1972, la notion de durabilité chez Gustav Heinemann*

*« Nous devons nous poser la question de savoir si la terre ne va pas se retrouver dans une situation catastrophique, si l'explosion démographique continue et si l'humanité va continuer à utiliser les richesses naturelles non renouvelables à un rythme aussi rapide qu'elle est en train de le faire. [...] Pour l'avenir de tous ceux qui sont nos enfants et nos petits-enfants, nous devons tous être prêts à nous arrêter et, là où c'est nécessaire, à nous retirer. » (D'après Gustav Heinemann, 1972)*

*1983, La Commission Brundtland*

En 1983, l'idée de la Commission Brundtland, instaurée au sein des Nations Unies et portant le nom de l'ancien Premier Ministre norvégien, fut retenue. Elle stipulait :



*« Un développement durable est un développement qui pourvoit à la satisfaction des besoins du présent sans courir le risque de priver les générations futures des ressources nécessaires à la satisfaction de leurs propres besoins. »*

(D'après Hauff 1987 : 46)

Mais le concept de « durabilité » inclut, outre la dimension écologique, également une dimension économique. Comme le souligne le rapport final de la Commission d'enquête du Parlement fédéral allemand déposé en 1998 et concernant « le concept de durabilité – de la conception initiale à l'application » : la durabilité économique signifie que la réalisation de la prospérité par l'économie doit aussi être possible pour les générations futures, pour maintenir l'économie sociale de marché. Pour cela, les dépenses publiques, en particulier celles de l'État social, doivent bénéficier d'un financement durable et solide, et il faut investir à long terme dans l'éducation, la recherche et les infrastructures.

L'importance de la durabilité économique devient particulièrement évidente dans la crise mondiale des marchés financiers. Viser un profit uniquement à court terme, sans prévoir la durabilité, peut non seulement mettre en danger des entreprises isolées, mais aussi déstabiliser des économies nationales tout entières.

*La dimension économique de la durabilité*

*Exemple alarmant*

*Le Programme de Hambourg : « la durabilité signifie : penser à partir du futur »*

### **« Le Principe de durabilité signifie » dans le Programme de Hambourg :**

*« Le Principe de durabilité signifie : penser à partir du futur ; résister au primat du court terme et de la domination de l'économique, de la pure logique d'économie d'entreprise ; concevoir la politique à partir de l'idée de société et comprendre le pluralisme démocratique, la durabilité écologique, l'intégration sociale et la participation culturelle comme étant les idées-forces de la politique sociale-démocrate. »*

(D'après le Programme de Hambourg 2007 : 17)

Mais la durabilité inclut également une dimension sociale : la durabilité sociale signifie une participation durable de tous les membres de la société ainsi qu'un rééquilibrage durable des tensions sociales. Il s'agit donc ici de la sécurisation durable des besoins fondamentaux et de la participation sociale.

## Croissance qualitative – la réalisation des trois principes traités sur un pied d'égalité

Y a-t-il une relation de tension entre les trois principes ?

Croissance, rééquilibrage social, durabilité – ces trois principes doivent être réalisés de manière égalitaire dans une politique économique de la Démocratie sociale. Mais cela est-il réellement possible ? L'équilibre social ne limite-t-il pas les opportunités de croissance dans une société ? La croissance ne nécessite-t-elle pas en fin de compte des matières premières, engendrant ainsi des limites au niveau de la durabilité ? Les trois principes semblent ainsi se trouver dans une relation de tension. Comment peuvent-ils être réalisés en étant traités sur un pied d'égalité ?

Willy Brandt s'exprime sur la relation entre croissance et durabilité

Willy Brandt a déjà entamé une réflexion sur la question en 1973, en prenant l'exemple des principes de croissance et de durabilité :

*« Ni le particulier, ni la communauté ne peuvent vivre aux dépens de la nature. Sinon, l'évolution de notre environnement devient inhumaine. [...] En effet, le bruit, l'insalubrité de l'air et de l'eau remettent en question les avantages de la croissance économique. Mais je veux vous prévenir de tirer une conclusion trop rapide, en pensant que la solution résiderait dans une limitation globale de la croissance et de la productivité. Il s'agit beaucoup plus de se concentrer sur les questions : où, comment et dans quel but la croissance économique ; il s'agit aussi de réaliser que croissance et principe économique doivent rester au service de l'être humain. Si nous ne voulons pas laisser les « circonstances » nous dominer, si nous voulons plutôt les maîtriser, alors il faudra réfléchir plus intelligemment, et peut-être même aussi travailler plus durement. »*

(D'après Willy Brandt, Déclaration gouvernementale – 18 janvier 1973)

Les questions principales : la croissance, où, comment et dans quel but ?

Brandt souligne ainsi qu'il ne peut s'agir d'une acceptation sans condition du principe de croissance : il faudra toujours approfondir la réflexion sur la question de savoir où, comment et dans quel but la croissance devrait être créée. À qui va-t-elle servir et qui en profite ? La Démocratie sociale ne saurait se contenter d'un concept aveugle de « croissance » ; il lui faut prendre en compte une croissance qualitative soucieuse d'équilibre social et de durabilité : des principes à traiter sur un pied d'égalité.

Si, d'après Brandt, on réfléchit plus profondément, on peut rapidement constater que les trois principes ne sont pas seulement dans une relation de tension entre eux, mais qu'ils peuvent également se conditionner mutuellement et s'appuyer les uns sur les autres. Comme nous l'avons lu plus haut dans le texte, l'équilibre social constitue une condition préalable à une économie dynamique. La durabilité écologique peut elle aussi favoriser la croissance. Aujourd'hui déjà, les secteurs qui œuvrent en Allemagne dans le domaine des énergies renouvelables comptent parmi les moteurs de croissance les plus importants de l'économie allemande. Ils assurent des emplois à grande échelle. Au chapitre 7, un exemple pratique de politique industrielle écologique décrit un contexte semblable.

On constate alors que l'idéal de traiter les trois principes de croissance, d'équilibre social et de durabilité sur un pied d'égalité constitue un énorme défi ; mais c'est en même temps une grande opportunité. Et il faut toujours revérifier et renégocier les conséquences qui dérivent de ces trois principes. Les vérités ne

sont jamais définitives en de telles circonstances. Mais si ces principes sont respectés de la même manière, alors on a une croissance qualitative dont l'ensemble de la société peut profiter.

### **La « croissance qualitative » dans le Programme de Hambourg du SPD :**

*« Nous travaillons en vue d'un progrès durable, qui allie dynamique économique, justice sociale et comportement raisonnable vis-à-vis de l'environnement. A travers la croissance qualitative, nous voulons dépasser la pauvreté et l'exploitation, offrir à tous la possibilité de connaître le bien-être et d'avoir un bon travail ; nous voulons faire face au danger du changement climatique. Nous nous devons de sécuriser les fondements de vie naturels également pour les générations futures et d'améliorer la qualité de la vie. Pour cela, nous voulons mettre les possibilités offertes par le progrès scientifique et technique au service de l'être humain. »*

(D'après le Programme de Hambourg 2007: 5)

*La durabilité peut favoriser la croissance. Exemple : la politique industrielle écologique (chapitre 7)*

*De la relation entre croissance, équilibre social et durabilité naît la croissance qualitative.*

## 4.4. Digression : comment mesurer une croissance qualitative

*Progrès écologique  
= Produit intérieur  
brut ?*

Comment peut-on appréhender le progrès économique en chiffres ? L'indicateur le plus fréquemment adopté pour mesurer le développement économique est le Produit intérieur brut (PIB). Le PIB est la valeur totale de toutes les marchandises et de tous les services qui sont produits dans un pays en l'espace d'une année. Lorsque le PIB croît, on parle d'une expansion économique ; lorsqu'il stagne ou décroît, d'une récession. L'importance du PIB est incontournable : les budgets publics, la réduction du chômage et la prospérité d'une société dépendent de la croissance économique.

*Les cases vides du  
Produit intérieur  
brut*

Le PIB montre pourtant plusieurs lacunes lors de la mesure du progrès économique. Du point de vue de la Démocratie sociale, en particulier, l'image dessinée par la seule observation du PIB est incomplète puisqu'il décrit uniquement combien a été produit au total. Le PIB reste muet à propos des questions suivantes :

*1. Répartition*

- Comment est redistribué le produit intérieur réalisé ? La répartition est-elle juste/équitable ? Est-ce une minorité qui reçoit la majeure partie des ressources ? Quels sont les critères de distribution : le besoin, la performance ou la classe sociale ?

*2. Environnement*

- Quel est le degré de compatibilité environnementale de la production ? Des ressources sont-elles investies dans la protection de l'environnement ? Ou est-ce que la croissance est acquise en contrepartie d'un pillage de la nature ?

*3. Durabilité*

- Qu'est-ce qui engendre la croissance et où vont ses produits ? Est-elle acquise par le biais de dettes de consommation et dettes étatiques ? Ou bien est-ce qu'on investit dans les infrastructures, la formation et la recherche pour assurer une croissance à long terme ?

*4. Travail non  
rémunéré*

- Comment prend-on compte des services non monétaires ? Est-ce que le PIB croît seulement parce qu'on travaille plus ? Lorsque le travail bénévole ou le travail de famille se transforme en travail salarié, pourquoi le PIB s'accroît-il alors que c'est en fait le même produit que l'on a obtenu ?

Pour répondre à ces questions, on doit développer un concept plus complexe définissant le progrès économique ainsi qu'un concept différencié de « croissance », concept qui dépasse la question de savoir quelle est la production totale d'une économie nationale.

Concept classique de « croissance »	Concept élargi de « croissance »
<ul style="list-style-type: none"> <li>Somme de la performance économique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Somme de la performance économique</li> <li>Équilibre social</li> <li>Développement durable</li> </ul>

Les approches qui expriment la croissance de manière plus complète proviennent entre autres de Herman Daly, économiste de la Banque mondiale et lauréat du Prix Nobel alternatif (Daly/Cobb 1989, Daly 1996), qui a contribué à développer une méthode de calcul du progrès véritable, l'« indicateur de progrès véritable ». Cette méthode de calcul complète le calcul du PIB à l'aide de facteurs devant représenter les frais réels et l'utilité de l'activité économique (Lawn 2003). Les facteurs entrant en plus du PIB dans le calcul de l'indicateur sont entre autres la répartition sociale des revenus, le travail non rémunéré, le bénévolat, l'accroissement en termes d'éducation, de criminalité, de loisirs, de consommation des ressources, de pollution environnementale et d'investissements dans les infrastructures publiques. Le calcul du GPI et d'indicateurs équivalents est certes très complexe et leur composition exacte ainsi que leur évaluation controversées. Malgré des critiques justifiées, de tels calculs apportent néanmoins une contribution importante en mettant en valeur les faiblesses des méthodes de calcul habituelles et du PIB.

L'ONG « Redefining Progress » publie régulièrement sur le site [www.rprogress.org](http://www.rprogress.org) le GPI des pays de l'OCDE. Celui-ci montre que le progrès mesuré à l'aide du GPI peut être bien moindre que ne le laisse présumer l'accroissement du PIB. En particulier à travers la prise en compte de la pollution environnementale et des injustices sociales, le GPI est même à la baisse dans certains pays.

Les efforts visant à trouver des alternatives au PIB continuent : le président français Nicolas Sarkozy a convoqué une commission d'experts de haut rang devant développer des indicateurs prenant en compte la qualité de vie, le progrès social et les aspects écologiques. Les résultats des travaux de cette commission doivent être intégrés aux travaux gouvernementaux futurs.

Un concept de « croissance » différencié...

... l'« indicateur de progrès véritable » (GPI)

**Références bibliographiques :**  
*Michael Dauderstädt (2007), Soziale Produktivität oder Umverteilung? Herausforderungen für eine neue Politik der Wertschöpfung, Berliner Republik 3/2007 (Productivité sociale ou redistribution ? Défis pour une nouvelle politique de création de plus-values)*  
*Hagen Krämer (2009), Wen beglückt das BIP?, Wiso direkt, Friedrich-Ebert-Stiftung (éd.), Bonn (Le PIB porte-t-il bonheur, et à qui ?)*

## 5. COMPARAISON DE LA PROGRAMMATIQUE ÉCONOMIQUE DES PARTIS

*par Tobias Gombert*

### **Dans ce chapitre,**

- les programmes des cinq partis représentés au Parlement seront comparés entre eux à partir de leur politique économique ;
- leur objectif sera analysé à partir du modèle des économies coordonnées et non coordonnées ;
- et ces programmes seront classés d'après leur position en matière de croissance qualitative, comme le prévoit la Démocratie sociale dans son modèle.

Quel parti est considéré comme étant le plus compétent en politique économique ? Quel parti règlera au mieux les problèmes du marché du travail ? Qui détient les meilleurs concepts dans le domaine de la politique sociale ? Ces questions sont présentées dans chaque analyse le soir des élections du Parlement fédéral allemand. À part quelques exceptions, on attribue régulièrement la compétence économique aux partis bourgeois, tandis que la compétence sociopolitique est plutôt attribuée au camp de la gauche. Cette localisation fondamentale des partis reste relativement stable et atteste d'une orientation généralement adoptée par tous en ce qui concerne l'évaluation des partis. Mais cela est-il vrai ? La réponse est : oui et non.

Cette interprétation reflète dans une certaine mesure chaque idée-force ou le point focal de chaque parti. Mais les questions sont tout aussi trompeuses : elles ne définissent pas la compétence en politique économique ou en politique sociale et les compétences ne sont pas reliées entre elles. Mais une idée-force en politique économique ne se limite pas à argumenter dans des cercles fermés en faveur de telle ou telle action à entreprendre, mais aussi à s'efforcer de créer un réseau aussi étendu que possible concernant la politique sociale, ainsi que d'autres champs d'action politique. La politique économique est une politique de société – une économie fonctionnelle est toujours intégrée dans un système social qu'il faut aussi prendre en compte. Si l'on veut donc faire des recherches sur la « programmation de politique économique » des partis, on est obligé de garder à l'œil l'ensemble de toute la programmation et ensuite d'expliquer le

rôle que l'économie doit avoir, dans le cadre du système économique que l'on s'est représenté et que l'on s'efforce de réaliser.

C'est là que le symbole de la boussole nous aide encore une fois : ce n'est pas seulement l'objectif visé en économie, mais aussi le point de départ, qui doit être décrit pour mieux s'orienter (comme on l'a déjà fait dans les chapitres précédents). Et effectivement, les partis se différencient bien clairement entre eux dans leurs analyses respectives de l'existant et leurs conceptions de l'objectif à atteindre – comme on peut le voir dans chacun des programmes. Dans le chapitre suivant, les programmes des partis présenteront en particulier leurs politiques économiques respectives, selon les catégories, suivant la description des économies coordonnées et non coordonnées.<sup>7</sup>

## 5.1. Le Programme de Hambourg – Programme fondamental du Parti social-démocrate allemand (SPD)

Le SPD a conclu le Programme de Hambourg en 2007. Ce dernier se présente comme la continuité de la ligne des programmes exécutés jusqu'alors. Le point focal de la politique économique s'y est maintenu, à quelques variantes près, depuis le Programme de Godesberg (1959) : « Notre devise est : autant de compétition que possible, autant de régulation étatique que nécessaire » (p. 43).

La conception fondamentale est donc d'abord une économie de marché coordonnée voyant surtout dans la relation entre l'État et le marché non pas celle de deux entités côte à côte, mais le primat de la politique. À l'évidence, cette position de politique économique part effectivement du principe qu'un « État régulateur » ne devrait intervenir que si cela est « nécessaire » – la notion de « nécessité » doit donc précéder l'intervention politique. Pourquoi « un État régulateur » est-il nécessaire ?

Deux aspects essentiels définissent la nécessité et les limites de la présence d'un État régulateur : d'une part, on essaie de rechercher les défauts d'un marché non régulé ou insuffisamment régulé.

---

7 On a résumé les catégories présentées ci-dessus : la catégorie « relations des entreprises entre elles » est à peine présente dans les programmes des partis ; c'est pour cela que l'on n'en a pas parlé ici.

D'autre part, on essaie de réaliser l'idée de socialisme démocratique (p. 16 et suiv.), dont le garant ne peut être qu'une société active et démocratique dotée d'un État régulé. Défauts et objectifs englobent dans une vue d'ensemble aussi bien les lacunes que le devoir sociopolitique que le SPD s'est donné dans son programme.

L'impact, mais aussi les défauts du marché sont résumés de manière très claire dans le Programme de Hambourg : « Pour nous, le marché est un moyen nécessaire et supérieur aux autres formes de coordination économiques. Cependant, le marché livré à lui-même est socialement et écologiquement aveugle. Il n'est pas capable par lui-même de mettre à disposition les biens publics en quantité adéquate. » (p. 17). Les responsabilités sociale, économique et écologique peuvent donc être remplies non pas à travers le marché, mais sur les plans social et politique. Et justement, les impacts d'un marché globalisé, du fossé profond qui existe de par le monde entre la pauvreté et la richesse, ainsi que la crise écologique ne sont pas réglés, mais plutôt renforcés par le marché. Régulation, négociation et contrôle sociaux sont urgents et nécessaires si l'on veut que la création de valeur économique soit utile à tous.

« Le socialisme démocratique reste pour nous la vision d'une société libre, juste et solidaire, dont la réalisation est notre devoir permanent. Le principe de notre action est la Démocratie sociale » (p.16 et suiv.). On confronte ainsi à l'existant un objectif axé sur les valeurs fondamentales, ainsi que la validité et l'impact illimité de ces valeurs sur chaque être humain, non seulement en Allemagne, mais aussi partout dans le monde. L'objectif est ici porté par une conception du développement selon laquelle le but ne peut pas être atteint par décret étatique, mais seulement si l'État et les acteurs de la société civile agissent ensemble : « Parce que nous tenons à ce but, nous insistons sur le primat de la politique démocratique et nous nous opposons à toute sujétion du politique, qui ne doit pas se réduire à l'État, mais inclure également les alliances et réseaux de la

### **Objectif « égalité »**

*« Nous voulons une participation équitable et juste, plaçant hommes et femmes sur un pied d'égalité concernant l'accès au travail visant à assurer la sécurité existentielle. En effet, le travail habituellement exécuté par les femmes est souvent moins bien payé. Pourtant, un travail de même valeur doit être payé par la même valeur salariale. [...] Des mesures légales sont nécessaires en ce qui concerne la participation équitable des femmes aux postes de dirigeants dans les entreprises, dans l'administration, l'économie et la recherche, ainsi que dans les entités de contrôle.*

(D'après le Programme de Hambourg 2007 : 41)



### **Objectif « décision participative »**

*« Là où l'État national n'est plus capable d'instaurer un cadre social et écologique au sein des marchés, l'Union Européenne doit effectuer ce travail. [...] Là où l'activité économique dépasse les frontières, les droits des travailleurs ne doivent pas s'arrêter à la limite de ces frontières. C'est pour cela que, dans les entreprises européennes, nous voulons sécuriser et élargir la participation aux processus de décision aux travailleurs. Pour renforcer et établir l'autonomie des tarifs salariaux au niveau européen, nous nous engageons en faveur d'une base juridique valable pour toute l'Europe, relative aux négociations tarifaires et aux conventions collectives dépassant ses frontières. » (D'après le Programme de Hambourg 2007 : 26, 28 et suiv.)*

société civile ainsi que l'action libre et autodéterminée de l'homme » (p. 17).

Ce sont en particulier la globalisation, l'égalité des sexes et l'importance grandissante de l'Union Européenne qui sont citées comme étant les défis d'une politique économique moderne. C'est la forme d'économie de marché coordonnée que l'on a ainsi choisi de développer, au sens des défauts du marché cités précédemment et de l'objectif recherché.

**Système financier :** Le Programme de Hambourg réserve un chapitre particulier à l'influence des marchés de capitaux et des marchés financiers. Cela reflète l'importance que revêtent de plus en plus le financement et la gestion des entreprises pour la société (même en Allemagne) : « Nous voulons utiliser les potentiels des marchés de capitaux en vue d'une croissance qualitative. » (pp. 46-47). Les inconvénients et l'accroissement du risque de crise sont eux aussi pris en compte : « Lorsque les marchés financiers ne recherchent que les profits à court terme, ils mettent en danger les stratégies de croissance à long terme des entreprises et détruisent ainsi des emplois. Nous voulons aussi, grâce au droit régissant les actions, renforcer les investisseurs qui visent un engagement à long terme au lieu de profits rapides. Nous avons besoin d'instaurer des règles du jeu pour les investisseurs et les fonds, pour empêcher cette orientation unique vers les profits rapides, aux dépens du maintien de la vie des entreprises sur un plus long terme. La régulation internationale des marchés de biens et des marchés financiers devient de plus en plus importante depuis l'intensification de leur mise en réseau international » (p. 47). Par ailleurs, on favorise le maintien des caisses d'épargne et des banques coopératives puisqu'elles sont axées sur les actions durables et à long terme et qu'elles constituent un facteur essentiel pour la vie des petites et moyennes entreprises ; elles peuvent également être un élément vital de l'économie régionale.

**Relations de travail :** Le SPD se considère comme appartenant à la tradition du mouvement ouvrier. Par conséquent, l'instauration et l'amélioration des droits en faveur des employé(e)s représentent un point focal de son action globale. Il s'agit par ailleurs de garder la régulation actuelle qui régit l'ordre économique de base : l'autonomie salariale et les conventions collectives sectorielles doivent être maintenues. Il faut empêcher la transposition globale des instances de décision, des parties prenantes qui négocient actuellement les salaires, vers les entreprises directement. Les salaires minima doivent appuyer l'autonomie tarifaire. Il faut, dans les entreprises elles-mêmes, réaliser l'idéal de la « démocratie interne à l'entreprise » : ainsi, la participation des comités d'entreprise aux décisions ainsi que la participation entrepreneuriale au sein des conseils de surveillance doivent être renforcées. Deux nouveaux aspects qui devraient influencer directement ou indirectement les relations de travail en faveur des employé(e)s ont été pris en compte dans le Programme de Hambourg : la participation des employé(e)s aux avoires de l'entreprise doit être augmentée par le biais de fonds communs aux groupements d'entreprises. L'assurance contre le chômage doit de plus évoluer pour devenir une assurance sécurisant le travail, et donc sécurisant ainsi financièrement les phases de formation continue et de sécurité familiale : c'est une manière de contribuer à une amélioration substantielle des relations de travail, en renforçant la position de l'employé face à son employeur.

**Système de formation professionnelle initiale et continue :** le système de formation en alternance composé de formations scolaires sous la responsabilité d'une part de l'État et d'autre part de formations au sein de l'entreprise doit être maintenu. Un système de financement solidaire pour la formation professionnelle est d'ailleurs nécessaire. Cela dépasse de toute évidence les alliances pratiquées jusqu'ici en faveur de la création de nouveaux emplois. Le premier cycle d'études doit rester (ou redevenir) gratuit. La formation continue doit bénéficier, en tant que troisième pilier de la formation professionnelle, d'un statut hautement valorisé.

**Politique industrielle :** les nouveaux marchés porteurs (tels que les énergies renouvelables, le secteur de services et de la santé, mais aussi l'artisanat local) seront reconnus comme étant les secteurs étatiques et sociaux à promouvoir en particulier. On insistera sur l'importance primordiale des investissements dans les infrastructures publiques.

Ainsi, dans l'ensemble, le Programme de Hambourg s'oriente vers la promotion d'une politique économique en faveur d'une croissance qualitative : équilibre social, durabilité écologique et croissance doivent faire l'objet d'une promotion équitable.

## 5.2. Principes pour l'Allemagne : le Programme de la CDU

La CDU (Union chrétienne-démocrate) s'est elle aussi donné un nouveau programme fondamental en 2007. Il est centré sur l'économie sociale de marché prise comme modèle de succès porteur pour l'avenir : « La CDU est le parti de l'économie sociale de marché. [...] La CDU réfute toute forme, socialiste ou autre, de collectivisme. Cela est aussi valable en ce qui concerne le capitalisme débridé, qui ne parie que sur le marché, alors qu'il ne trouve de par lui-même aucune solution adéquate aux questions sociales de notre temps. L'économie sociale de marché reste également notre modèle, dans une Allemagne réunie, à l'ère de la globalisation. » (p. 46 et suiv.).

Le refus de tout « collectivisme » s'exprime aussi dans le symbole de l'« Entrepreneuriat », qui représenterait à la fois le point focal et le point de départ de l'économie sociale de marché : « La CDU approuve l'entrepreneuriat libre et conscient de ses responsabilités sociales. Entrepreneurs et dirigeants d'entreprise sont des créateurs d'emplois sûrs et durables ; ils marquent également de leur réputation et de leur identité culturelle le prestige de l'Allemagne dans le monde. Pour réussir leurs actions, les entrepreneurs ont besoin d'une marge de liberté pour manœuvrer à leur guise, ainsi que de conditions de travail et de motivations appropriées » (p. 49).

On peut déjà voir ici à quel point l'idée centrale est différente de celle du SPD, en ce qui concerne l'objectif aussi bien que la voie à suivre. Entrepreneuriat libre et conscient de ses responsabilités sociales, doublé d'un appel à la responsabilité morale et sociale pour la CDU ; régulation et participation démocratique en vue de la réalisation effective des droits fondamentaux pour tous pour le SPD. Ainsi, la CDU tend à laisser au sens des responsabilités de chaque entrepreneur le soin de gérer sa prise de responsabilité sociale effective face à la société et aux employé(e)s.

La CDU limite de toute évidence le rôle de la politique ; ainsi, « l'économie sociale de marché est un ordre compétitif. La politique dans une économie sociale de marché est une politique de l'ordre » (p. 49). Les devoirs de l'État sont par conséquent la sécurisation de la liberté d'entreprendre et d'établir des contrats, la protection contre les barrières mises au marché et la protection contre l'abus de pouvoir de certaines entreprises qui dominent le marché, ainsi que la transparence du marché et, sur le plan international, une ouverture des marchés dans des conditions équitables de compétition (cf. pp. 49 et 52).

Ainsi, dans les grandes lignes, le rôle de l'État dans son rapport à l'économie de marché s'oriente vers une conception libérale, mais il tient également à garder certains éléments de régulation.

**Le système financier :** l'importance grandissante des marchés de capitaux et des marchés financiers internationaux est évaluée de manière positive, et on insiste sur les opportunités d'investissement en Allemagne : « les fonds qui recherchent des opportunités d'investissement, telles que les « Private Equity Funds », peuvent aussi contribuer, en Allemagne, à rendre les entreprises plus compétitives et capables d'innover » (p. 52). Le risque réside surtout dans le pouvoir des groupes d'investissements sur le marché. Mais selon la CDU, l'action des organisations internationales qui sont déjà sur place suffirait à garantir un « ordre fiable » et la transparence nécessaire (cf. p. 52).

**Relations de travail :** Pour la CDU, la représentation des relations de travail dérive de l'éthique sociale des églises chrétiennes (p. 50). On s'y rapporte aux capacités individuelles des personnes à évoluer : « Les entreprises ont besoin de collaborateurs bien formés, créatifs et motivés, pour être capables de réussir. Les travailleurs ont besoin de possibilités de participer, de responsabilités et de marges de manœuvre suffisantes pour développer leurs compétences, de manière complète, vers le succès. Éducation et formation assurent leur capacité d'être recrutés et d'effectuer des performances. Parallèlement, les travailleurs ont besoin, pour leur propre plan de carrière et de vie, d'une sécurité fondamentale en matière de droit du travail et de droits sociaux. Ils ont droit à une participation adéquate à la prospérité sociale » (p. 50). La protection collective et la détermination collective des relations de travail sont plutôt considérées de manière critique. Ainsi, on insiste sur le maintien de l'autonomie tarifaire, certes, mais on demande aux parties prenantes aux négociations salariales de s'abstenir d'établir des conventions collectives rigides dans chaque secteur d'activité ; on leur recommande de « rendre la plus grande partie de leur responsabilité au sein de leur entreprise » (p. 58). Des « alliances d'entreprise pour le travail », instaurées par des textes de loi, doivent renforcer les réglementations d'entreprise par rapport à celles relatives aux salaires. Ceci constituerait presque une véritable révolution du droit du travail – et fait déjà, actuellement, l'objet de discussions passionnées dans les cercles spécialisés en matière de droit du travail. On veut promouvoir la participation, mais celle qui concerne plutôt le renforcement de la position de l'entreprise que concernant le niveau des conventions collectives.

**Système de formation professionnelle initiale et continue** : La CDU opte également pour le système en alternance en matière de formation professionnelle, car il serait « un avantage concurrentiel dans la compétition internationale, ainsi que la meilleure prévention contre le chômage des jeunes » (p. 38). On demande aux employeurs privés et publics de créer plus d'emplois, mais dérivant de leur « sens des responsabilités et [par] des motivations ciblées », et non à cause d'une pression étatique (p. 39). Les universités d'Etat devraient prélever des « contributions aux frais d'études d'un montant adapté à la situation sociale des étudiants ».

En gros, la CDU se présente comme le gardien d'une économie sociale de marché basée sur l'image d'entrepreneurs conscients de leurs responsabilités. Sur le plan de la politique économique, on note de nombreux emprunts aux idées de la tradition libérale, prenant globalement la forme de différentes propositions de dérégulation.

### 5.3. « L'avenir est vert » – Programme fondamental de Bündnis 90/Die Grünen

Bündnis 90/Die Grünen (Alliance 90/Les Verts) ont mis en place leur programme de parti dès 2002. Avec un peu de recul, on peut constater qu'il constitue le plus long de tous les programmes de partis qui aient été comparés jusqu'ici. Son point focal concerne la transformation de la société vers une économie sociale de marché et écologique, vers l'ère de l'énergie solaire. On considère la destruction des ressources écologiques comme le problème principal de l'avenir. Mais cette transformation nécessaire de la société implique des conditions et des conséquences relatives non seulement à la politique environnementale, mais aussi à la politique sociale.

Sur le plan de la politique sociale, Bündnis 90/Die Grünen veulent se démarquer des autres partis par une forme de représentation libérale (mais non de marché libéral) : « C'est pour cela que l'économie sociale de marché qui prévalait jusqu'ici et qui était trop axée sur le profit de l'entreprise ne correspond pas à son idéal et doit donc continuer à être rapidement développée. Le social ne peut être réduit à la fonction administrative de l'État. Sans la liberté des forces sociales, sans l'autodéter-

mination des citoyennes et citoyens, sans la subsidiarité, la solidarité sociale se fige en bureaucratie. Il s'agit pour nous de promouvoir la société civile avec des moyens étatiques, tout en limitant l'action de l'État. Cela nous différencie des modèles politiques du socialisme d'État, du conservatisme et du libéralisme de marché » (p. 43). C'est pour cela qu'Bündnis 90/Die Grünen sollicitent un « ordre » dans lequel les intérêts écologiques, sociaux et culturels doivent être pris en compte (p. 46).

**Système financier :** Le système financier dans sa forme actuelle est critiqué par Bündnis 90/Die Grünen. Pour eux, il s'agit de casser le pouvoir des « global players » qui dominent le marché : « C'est pour cela que nous optons pour un ordre basé sur la démocratie d'une part et d'autre part sur l'information et l'éducation écologiques, sur les motivations économiques suscitées par des techniques et des produits favorables à l'environnement ainsi que sur des accords avec l'industrie » (p. 27 et suiv.). C'est ainsi qu'ils attachent une importance particulière à l'intégration des marchés : « Le fossé entre la globalisation économique et le manque de gestion et d'intégration politiques de ce processus doit être comblé. L'Union Européenne reste jusqu'ici l'élément capable d'exercer la plus vaste influence en vue d'une responsabilité commune des États, vu que ces derniers lui ont cédé, pour ce faire, une part de leur souveraineté. L'Union Européenne doit abandonner cette obsession néolibérale en matière de politique économique et jouer un rôle international plus actif dans la conception sociale et écologique de la globalisation » (p. 17). Et il faut d'ailleurs continuer à aller en ce sens, en matière de globalisation, c'est-à-dire continuer à développer les institutions internationales et introduire des règles et des normes minimales à suivre strictement concernant les transactions financières (S. 59). Contrairement au cas du SPD, le rôle des banques et des caisses d'épargne, qui ont une place importante auprès de la classe moyenne, n'est pas mentionné, bien que la promotion de l'économie régionale soit un point important (cf. p. 54 et suiv.).

**Relations de travail :** Le point essentiel de l'approche choisie par Bündnis 90/Die Grünen se trouve dans la détermination des relations de travail : que « le maximum de gens puissent devenir des acteurs conscients dans la vie économique » (p. 47). Pour atteindre cet objectif, il faut maintenir aussi bien l'autonomie tarifaire et le pouvoir des partenaires des négociations tarifaires que le pouvoir des comités d'entreprise. Mais on veut en même temps promouvoir, « compte tenu des différences de plus en plus marquées du développement économique et de la structuration des employés, des solutions même régionales aux questions d'ordre tarifaire, diversifiées et spécifiques aux secteurs d'activité » (p. 48), tout en continuant à considérer

les conventions collectives sectorielles comme des éléments importants. Il y aurait même une certaine propension à penser à une convention collective globale et, en complément, des conventions collectives régionales et spécifiques aux branches d'activité, plus flexibles et individuelles. Bündnis 90/Die Grünen penchent également pour une « participation de la population aux biens productifs » (p. 131). Ils laissent explicitement ouverte la question de savoir s'il s'agirait là de réglementations à instaurer au niveau de l'entreprise ou de fonds externes à l'entreprise. Ils exigent également que la participation à l'emploi et la participation aux décisions ne soient jamais discutées l'une sans l'autre, et que la participation aux décisions relatives à l'entreprise « soit adaptée aux exigences et aux besoins changeants de la société » (p. 131). Le texte n'indique pas de quels exigences ou besoins il s'agit précisément.

**Système de formation professionnelle initiale et continue :** En matière de formation professionnelle, Bündnis 90/Die Grünen insistent sur le fait que chaque être humain doit bénéficier de la possibilité, dans une société qui prône l'apprentissage, de concevoir son profil de formation de manière individuelle (p. 99). On insiste surtout sur une formation initiale courte et sur des formations professionnelles continues en complément : une sorte de « système modulaire » (p. 99). On devrait ainsi concentrer la formation initiale – en vue de la durabilité – sur des « qualifications principales de base » (professionnelles et transversales) (p. 100). Les entreprises auraient la responsabilité de mettre à la disposition des apprenants les spécificités à maîtriser pour la pratique quotidienne concrète en entreprise. En comparaison avec le SPD et la CDU, ces positions ne sont pas formulées de manière très claire : elles n'indiquent pas s'il faut maintenir le système en alternance de formation professionnelle et si les entreprises doivent rester responsables (aussi bien financièrement que sur le plan des contenus de l'apprentissage, établis en collaboration avec les institutions de formation professionnelle). On n'indique pas non plus si – et le cas échéant, comment – les opportunités d'un apprentissage permanent accompagnant le futur employé dans la formation continue doivent être assurées sur le plan financier et organisationnel ; on renvoie seulement ces questions aux parties prenantes dans les négociations tarifaires, et au souhait qu'« un équilibre entre les moyens privés et publics » puisse être établi (p. 103).

Dans l'ensemble, Bündnis 90/Die Grünen présentent un programme axé sur la durabilité. Dans la relation entre État et économie, c'est-à-dire relative à la question de savoir comment représenter concrètement une économie de marché coordonnée, le programme présente un mélange d'approches libérales (comme dans le cas de

la présentation du cadre réglementaire global, par exemple, mais aussi dans les participations individuelles au système éducatif) et d'approches sociales-démocrates. On ne sait pas s'il s'agit là d'un modèle de société complet et cohérent en soi.

## 5.4. Les « principes fondamentaux de Wiesbaden » de la FDP

Des cinq partis représentés au Parlement fédéral, la FDP (Parti libéral allemand) est celui qui présente le programme le plus ancien, mais qui reste encore en vigueur : les « principes fondamentaux de Wiesbaden » de 1997. La FDP veut marquer sa caractéristique particulière par sa foi au libéralisme : « La FDP, en tant que parti du libéralisme organisé, se différencie, par sa foi à la raison, à la diversité et à la concurrence, de tous les autres partis qui veulent atteindre le progrès grâce à l'orthodoxie d'État et à l'interventionnisme d'État » (p. 6). Le rôle de l'État constitue donc aussi bien la critique fondamentale que le point essentiel de l'approche adoptée par la FDP : une « économie d'État bureaucratique » (p. 14) gênerait, à cause des « scléroses administratives », l'épanouissement libre et flexible de l'économie et de la société : « les libéraux veulent, au lieu d'une économie d'État des meilleures intentions sociales et écologiques, l'économie de marché des meilleurs résultats sociaux et écologiques » (p. 6). La voie que les Libéraux choisissent est d'abord de créer une capacité de performance économique (en éliminant l'interventionnisme d'État et les cartels du pouvoir instaurés par les groupements d'intérêt), pour pouvoir ensuite atteindre la « capacité de performance sociale » (cf. p. 14). Cela se reflète également, ensuite, dans l'exigence que la privatisation soit intégrée dans la Loi fondamentale, par laquelle il serait stipulé que la priorité soit donnée au secteur privé à chaque fois qu'il y aurait une prestation que ce secteur serait capable de rendre de même manière [que le secteur public, NDT] (cf. p. 30). La FDP définit comme symbole de sa vision « l'économie de marché sociale et écologique ». Mais elle la définit clairement de manière différente de l'image présentée par la CDU d'une part et par Alliance 90/Les Verts d'autre part.

**Système financier :** Le système financier et le système de capitaux doivent être libre : cette formule courte résume bien la position de la FDP. Conformément à la position prépondérante du marché, il s'agit donc ici de maintenir la capacité de concurrence grâce à une Union Européenne forte ; du point de vue des



déclarations de 1997, cela signifiait pour les Libéraux : « les Libéraux veulent un peuple de propriétaires au lieu d'une propriété du peuple. La possibilité de devenir propriétaire crée de la motivation pour plus de performance, crée la sécurité sociale et encourage la prise de responsabilité. Elle constitue la condition d'une nouvelle culture caractérisée par l'audace et une nouvelle culture de l'autonomie personnelle » (p. 15). On peut en déduire que la base de financement du capital propre de chaque entrepreneur doit être maximisée autant que possible, et par le biais de fonds privés, mais aussi à travers le marché de capitaux et l'abolition des « obstacles à la concurrence ». Le rôle de l'État ne concerne que la régulation : « une monnaie stable commune à l'Europe est nécessaire pour que l'économie allemande et européenne deviennent plus compétitives sur le plan international. L'union monétaire complète le marché intérieur » (p. 25). Le point focal pour la FDP est axé sur la création de conditions favorables pour les fournisseurs de capitaux et donc sur l'augmentation de la propension à investir.

**Relations de travail :** La FDP résume ses changements de position en matière de relations de travail en une phrase significative : « Les collaborateurs doivent devenir des co-entrepreneurs » (p. 14). Le pourcentage de participation, en tant que propriétaire, au bien productif devrait en ce sens être augmenté de manière conséquente. En revanche, la FDP critique « la participation des permanents des syndicats aux décisions ». Mais le programme du parti ne permet pas de constater s'il s'agit là d'une volonté d'abolir, de limiter ou simplement de compléter d'une part la participation collective aux décisions par le biais des conseils d'entreprise et d'autre part la participation des employé(e)s aux conseils de surveillance. Mais même dans cette exigence d'une participation des collaborateurs au bien productif, il n'est pas indiqué comment représenter concrètement les manières dont les employé(e)s pourraient influencer les décisions d'entreprise et de gestion. Dans cette approche proposant la formule de co-entrepreneurs autonomes, il s'agirait plutôt d'« arrangements individuels ». En revanche, ce qui est clairement rejeté, ce sont les conventions collectives qui couvriraient les secteurs d'activité de manière globale (p.14), tandis qu'on sollicite l'instauration de clauses légales globales présentant une ouverture qui laisserait les entreprises libres de décider sous quelle forme organiser la participation de leurs collaborateurs. Les propositions de la FDP concourent globalement à une révolution dans le domaine du droit du travail en Allemagne, il n'y a pas à en douter, malgré le caractère discret des idées qui se profilent derrière ces propositions. De telles clauses légales globales d'ouverture mettent en danger l'autonomie tarifaire dans sa conception profonde. La priorité

des réglementations relatives à la gestion de l'entreprise indique également un renversement de la pyramide du droit, qui donne habituellement la priorité aux lois et aux conventions collectives face aux arrangements individuels et d'entreprise d'une part, et au principe de favoritisme du travailleur d'autre part (c'est-à-dire que « l'on applique la réglementation favorable au travailleur »). Le texte n'indique pas du tout comment contrôler cet énorme gain de pouvoir des entreprises.

**Système de formation professionnelle initiale et continue :** Les déclarations de la FDP relatives au système de formation professionnelle initiale et continue sont plutôt d'ordre général. Là aussi, « ouverture et concurrence » devraient être encouragées, « scléroses administratives et réglementations » abolies, et il s'agit également de promouvoir – ou d'autoriser – des offres privées (cf. p. 24). À part cela, on insiste seulement sur le fait qu' « une adaptation flexible et une évolution continue de la qualification professionnelle dans tous les domaines » (p. 14) seraient nécessaires.

Dans son ensemble, le programme de la FDP constitue un appel à l'économie de marché non coordonnée. Presque tous les problèmes sont mis sur le compte de la lenteur étatique et administrative et presque chaque problème peut être réglé par une plus grande attribution de liberté au marché. La liberté est définie comme étant une libération vis-à-vis de la pression (étatique). On ne saurait surpasser ce programme dans sa radicalité libéraliste.

## 5.5. Les « points d'ancrage programmatiques » du parti « Die Linke »

Le parti « Die Linke » (La Gauche), issu du PDS (Parti du socialisme démocratique) et du WASG (Alternative électorale travail et justice sociale), n'a pas encore de véritable programme de parti. Il existe néanmoins un « document de création programmatique » qui a été décidé en mars 2007, lors du congrès du WASG et du parti de gauche PDS ; il constitue le programme du parti sur le plan formel (c'est-à-dire selon la loi sur les partis). Mais le contenu de ce « document de création programmatique » n'est pas complètement cohérent en lui-même : il se présente plutôt sous la forme d'une énumération d'objectifs. Un premier brouillon d'un nouveau programme de parti a été présenté par le comité de rédaction du programme en mars 2010.

Le souci essentiel du parti « Die Linke » est de proposer une alternative viable au « capitalisme débridé » ; il s'agirait d'un « renouvellement solidaire et d'une refonte conséquente de la société en matière de démocratie » (p. 1) ; « démocratie, liberté, égalité, justice/équité, internationalisme et solidarité sont nos orientations fondamentales en matière de valeurs. [...] Liberté et sécurité sociale, démocratie et socialisme se conditionnent mutuellement » (p. 2). On devrait utiliser les possibilités offertes par la Loi fondamentale de transformer des domaines clés de l'économie en propriété collective, permettant ainsi d'aboutir à une « économie efficace et démocratique » (p. 3) sur la base de la propriété privée, mais aussi de la propriété publique.

Le parti « Die Linke » choisit de se positionner en faveur d'un changement global en matière de politique et de perspective. Mais on ne peut pas évaluer à travers le document de création jusqu'à quel point ce « changement » devrait s'effectuer, et il faut attendre de voir quelle tendance politique interne pourra s'imposer.

**Système financier :** L'impact des marchés financiers et des marchés de capitaux internationaux est considéré par le parti « Die Linke » comme étant un véritable facteur de crises et d'inégalité, dans la société contemporaine : « À travers les marchés financiers mondiaux, les opportunités réelles de profit du capital sont sans limites et s'étendent au niveau mondial. [...] La flexibilisation de la production et du marché du travail, orientée selon les besoins des capitaux, détruit la vie familiale et communautaire. [...] Le capitalisme néolibéral est synonyme de régression du processus de démocratisation. Une énorme concentration de pouvoirs se retrouve dans les fonds financiers internationaux, les groupements d'entreprise transnationaux (Konzerns) et les organisations supranationales du capitalisme global – Organisation Mondiale du Commerce, Fonds Monétaire International, Banque mondiale, etc. Ils ne sont soumis à aucun contrôle démocratique » (p. 5). D'après le parti « Die Linke », le système financier devrait être renouvelé. Pour cela, il exige un « contrôle démocratique des marchés financiers » d'une part, et d'autre part la « décentralisation du pouvoir économique privé », entre autres, par le biais du renforcement du droit sur les cartels (p. 11). Par ailleurs, le système financier devrait être complété par la promotion de formes d'économie solidaire (les coopératives, par exemple) (p. 11) et l'extension du secteur public (p. 8) ainsi que les « programmes d'investissement pour l'avenir qui visent la promotion de l'emploi » (p. 9 et suiv.).

**Les relations de travail :** « Die Linke » ne relie pas le concept de « travail » à celui de « gagne-pain » uniquement : « Nous voulons construire une société dans laquelle chaque femme et chaque homme puisse exercer un travail qui assure son existence. L'activité de subsistance, le travail en famille et en partenariat, le travail en vue de la mise en forme collective de la société, ainsi que la participation à la vie culturelle et sociale doit être possible à tous les êtres humains » (p. 7). En ce qui concerne le travail destiné à assurer la subsistance, le parti « Die Linke » se positionne en faveur d'une réglementation légale plus rigide des relations de travail, grâce aussi aux conventions collectives. On exige ainsi le maintien de l'autonomie tarifaire, un « salaire minimal légal, d'un montant qui assure effectivement l'existence », une « haute protection relative au préavis de licenciement », « des droits fortement établis de participation de tous les employés aux décisions » et la « validité globale effective des conventions collectives ». On exige la parité des voix en ce qui concerne la participation aux décisions d'entreprise (p. 13). On devrait créer le droit à la grève politique – ce qui n'est pas autorisé, jusqu'ici, par le devoir citoyen de maintenir et protéger la paix (p. 13). Ces exemples montrent que le parti « Die Linke » se préoccupe de la gestion sociale et étatique du domaine économique.

**Système de formation professionnelle initiale et continue :** Dans le domaine de la formation initiale et continue, on parle d'inégalités au sein de la société pour insister sur le devoir de transformer le système éducatif en vue d'une large participation globale. Il s'agit, entre autres, de l'exigence d'un « droit fondamental à la formation » en ce qui concerne le domaine de la formation professionnelle : « Il faut stopper la tendance qui prévaut chez les employeurs à se dégager de leurs responsabilités en matière de formation professionnelle. Nous intervenons en vue de multiplier les opportunités en matière de formation professionnelle, que ce soit du point de vue géographique ou du point de vue de la diversité des offres présentées. Nous avons besoin pour ce faire d'une base de financement juridiquement viable » (p. 17). La formation professionnelle et la formation continue doivent être subventionnées par l'État (p. 17).

En gros, le parti « Die Linke » attribue beaucoup plus de responsabilités et de rôles à l'État que tous les autres partis. Mais le fond reste – autant que possible – ancré dans la logique d'une économie de marché coordonnée, malgré l'absence de toute déclaration claire allant dans ce sens. Mais c'est surtout sur deux points particuliers que le parti « Die Linke » se démarque nettement des autres : les secteurs clés de l'économie devraient être gérés en collectivité. Cependant, rien n'indique dans quelle mesure ni sous quelle forme cette collectivisation pourrait

s'effectuer. Par ailleurs, quelques phrases seulement indiquent comment établir les finances de l'État et produire suffisamment de prospérité pour que les exigences exprimées envers l'État soient également satisfaites. Un programme de parti n'est certes pas obligé de présenter de plan de financement et de mise en œuvre, mais cela constituera cependant une question décisive lorsqu'il s'agira de parler de l'application réaliste des propositions émises.

## 5.6. Évaluation des programmes par rapport aux objectifs de la Démocratie sociale

Le concept de Démocratie sociale tel qu'il a été utilisé dans ce manuel recherche une validation formelle et un impact réel des pactes fondamentaux mis en place par les Nations Unies en 1966 et ratifiés par un très grand nombre de pays. Les différentes explications présentées dans ce manuel montrent déjà clairement que ce sont justement les économies coordonnées (telles que les économies scandinaves) qui se rapprochent le plus des normes qu'ambitionne une démocratie sociale.

En ce qui concerne la programmation en politique économique, Simon Vaut et Christian Krell ont présenté les trois objectifs de croissance, équilibre social et durabilité comme étant la direction souhaitable pour une Démocratie sociale. Ainsi, la question qui se pose est la suivante : comment les partis peuvent-ils s'investir en vue d'une continuation ou d'un changement à imprimer au sein d'une économie coordonnée ?

Les programmes des cinq partis représentés au Parlement sont des « déclarations d'intentions » qui nous renseignent sur la direction que veulent prendre ces partis pour développer le système économique et social allemand – au cas où ils détiennent effectivement le pouvoir politique. On ne doit pas prendre en considération le fait qu'ils s'en tiennent effectivement ou pas à leurs programmes. En effet, les réactions et les propositions politiques de la CDU et de la FDP suite à la crise des marchés financiers de l'automne 2008 ont bien montré que l'orientation globale de la programmation et l'action politique concrète ne vont pas toujours dans le même sens. Ainsi, la FDP exigeait il n'y a pas si longtemps un État fort, tandis que la CDU se prononçait pour des engagements financiers et des crédits importants – contre l'avis de sa faction économique-libérale.

Nous pouvons en gros résumer la situation de la manière suivante – malgré une certaine subjectivité :

- La **CDU** représente dans ce contexte une économie **coordonnée à un niveau plus bas** que celui d’aujourd’hui. On essaie de combiner des idées héritées du libéralisme économique avec celles d’un entrepreneuriat moral individuel. La tendance est à ce que les formes collectives de concertation et de gestion soient écartées, réduites ou rendues flexibles.
- La **FDP** affiche dans son programme **une économie de marché non coordonnée et libéraliste**. On ne comprend pas pourquoi ce modèle de société présenté doit être une « économie de marché sociale et écologiste ».
- **Bündnis 90/Die Grünen** se prononcent **pour une économie coordonnée** qui doit se transformer en une « société solaire ». On y a ajouté des emprunts aux idées libérales, des éléments relatifs à la société civile ainsi que des éléments de gestion collective. En tout, le programme de parti de Bündnis 90/Die Grünen est le plus long des cinq, mais il est le moins clair en ce qui concerne la représentation concrète d’une économie coordonnée.
- Le parti « **Die Linke** » recommande avec insistance une régulation de l’économie et se prononce pour un État protecteur de l’individu. Il se distingue sur le spectre d’évaluation par deux aspects : il n’y a, d’une part, que des points d’ancrage programmatiques et, d’autre part, il n’est pas clair si le parti « Die Linke » considère effectivement une « économie de marché » comme son modèle.
- Le **SPD** se prononce clairement dans son programme **en faveur d’une économie coordonnée** et de son extension. Cette extension concerne la description d’un ensemble de droits à la liberté tels qu’ils sont inscrits dans les Pactes des Nations Unies. Mais on inclut également le besoin d’adapter la gestion sociale. On garde surtout bien en vue des aspects tels que la durabilité, l’internationalisation des marchés financiers et la flexibilisation des processus économiques ainsi que leur sécurisation sociale.

D’après cette évaluation basée sur les trois objectifs de politique économique précédemment cités, les partis peuvent être analysés comme suit :

CDU et FDP montrent une affinité évidente avec l’objectif de croissance et placent les autres objectifs en position de subordination par rapport à ce dernier. On observe un refus de l’idée d’« équilibre social » ainsi qu’un scepticisme face à ce concept.

Avec leur concept de « transformation solaire » de l'économie sociale de marché et écologique, Bündnis 90/Die Grünen se tournent en particulier vers l'objectif de durabilité écologique. On prône l'« équilibre social » en tant qu'objectif, tandis que l'objectif de « croissance qualitative » peut être considéré comme secondaire.

Pour le parti « Die Linke », on observe une nette orientation vers l'objectif « équilibre social ».

Pour le SPD, on observe une orientation équitable et équilibrée des trois sphères présentant les objectifs.

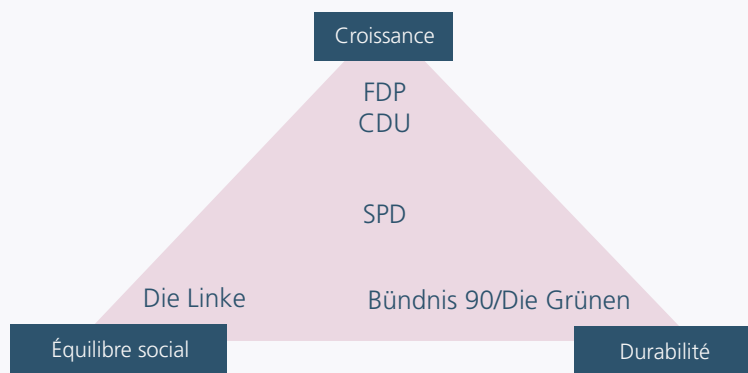


Figure 8 : Représentation schématique du positionnement des partis suivant leur préférence prioritaire en matière de définition d'objectifs de politique économique

Revenons à la problématique de départ : il est dangereux de faire une distinction trop abrupte entre la compétence économique et la compétence sociale des partis, car un tel raccourci ne présente pas vraiment de pertinence en matière de jugement sur la politique. Mais l'analyse des programmes de partis montre également que ces derniers ont des objectifs et des points de vue très différents en ce qui concerne la manière dont l'économie doit être organisée et intégrée sur le plan social. Seul un tour d'horizon du cadre plus global permet de s'orienter dans l'univers même de ces partis et de prendre une décision.

## 6. LES ORDRES ÉCONOMIQUES : DES MODÈLES PAR PAYS

### Les principaux thèmes de ce chapitre :

- Sur la base de la différenciation que nous avons effectuée précédemment entre les types de capitalisme coordonné et non coordonné, nous allons comparer différents systèmes économiques d'après la théorie présentée par David Soskice et Peter A. Hall.
- Les dimensions concernées par la recherche sont le système de financement, les relations de travail, le système éducatif et les relations des entreprises entre elles.
- Les pays sur lesquels s'est focalisée la présente étude sont les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Suède et le Japon.
- Ils couvrent une vaste palette. Et les États-Unis représentent plutôt l'image typique d'une économie non coordonnée, tandis que la Suède symbolise le type même de l'économie coordonnée.
- Ces différents modèles économiques peuvent également exister en parallèle, même à l'époque des marchés ouverts. Leurs corollaires sont distincts les uns des autres et doivent être jugés sur des critères différents, du point de vue de la Démocratie sociale.

### 6.1. Les États-Unis<sup>8</sup>

*par Simon Vaut*

*Économie de marché non coordonnée typique*

Les États-Unis sont un représentant typique de l'économie de marché non coordonnée (Meyer 2005a : pp. 279 et suiv.) et s'inscrivent dans la tradition du libéralisme de marché, du scepticisme vis-à-vis des interventions de l'État et de l'individualisme. Le système économique américain poursuit principalement les objectifs suivants : servir le consommateur et permettre la multiplication des avoirs – au détriment des droits sociaux fondamentaux (Gilpin 2001: 150).

---

<sup>8</sup> La présentation des exemples des États-Unis et de l'Allemagne est en grande partie le reflet de la présentation de Meyer (2005a : 279–282). Nous remercions l'auteur de son amicale autorisation.



Ce jugement peut être relativisé pour certaines phases. Dans les années 1930, le président Franklin D. Roosevelt avait instauré une coordination plus marquée de l'économie avec son « New Deal », un programme conjoncturel de grande envergure. De même, la politique du président Lyndon B. Johnson dans les années 1960, caractérisée par la « guerre contre la pauvreté », allait dans cette direction. Mais même durant ces phases, l'économie des États-Unis resta globalement fortement caractérisée par sa non coordination. Et la politique des présidents Ronald Reagan (dans les années 1980) et George W. Bush visait une coordination particulièrement minimale de l'économie.

### **Le système financier**

Le financement des entreprises américaines s'effectue principalement à travers le marché de capitaux. Cela accroît la transparence des ratios financiers puisque les entreprises cotées en bourse doivent publier régulièrement leurs bilans. C'est l'intérêt des actionnaires de gagner le maximum de dividendes qui déterminent de façon décisive la stratégie de l'entreprise. On appelle cela le principe du « shareholder value » (ou valeur pour les actionnaires).

L'accès au capital dépend de l'évaluation par les actionnaires des bénéfices prévisionnels de l'entreprise. Les fusions et reprises de firmes sont moins réglementées que dans d'autres pays. Ainsi, les dirigeants d'entreprises sont soumis aux États-Unis à la pression pour faire un maximum de bénéfices en un temps minimal. Un rendement trop faible peut entraîner le renvoi de la direction de l'entreprise, un retrait de capitaux par le biais de la bourse ou une reprise de la firme par des tiers.

### **Les relations de travail**

Aux États-Unis, les unions regroupant capital ou travail sont plus des organisations lobbyistes pour protéger les intérêts des diverses branches de l'économie que des acteurs responsables de la vie sociale en général. Les syndicats et unions patronales sont en général faibles par rapport aux économies de marché coordonnées et ne disposent pratiquement pas de fédérations influentes. Néanmoins, quelques secteurs présentent des syndicats forts qui représentent efficacement certains intérêts particuliers. Il existe par exemple en Californie un syndicat des gardiens de prison bien organisé qui exerce une influence politique non négligeable puisqu'il peut même influencer la réglementation sur l'application des peines. Mais ce sont les intérêts particuliers des membres organisés qui priment face aux intérêts communautaires.

---

*Financement à travers le marché de capitaux*

---

*Pression pour des bénéfices à court terme*

---

*Les unions patronales et d'employés agissent plutôt sans ambition globale*

*Peu de protection  
contre le licenciement*

Aux États-Unis, la protection légale contre le licenciement est très faiblement développée. C'est pour cela que les relations de travail sont caractérisées par des emplois à court terme et des négociations salariales menées au niveau de l'entreprise. Compte tenu de la faiblesse grandissante des syndicats aux États-Unis durant ces dernières décennies, les conventions collectives sectorielles telles qu'elles sont connues dans les économies de marché sont inexistantes. Robert Reich attribue cette régression des syndicats, qui sont passés d'une capacité d'organisation de 33 % en 1955 à 8 % en 2006, à deux facteurs : d'une part à une politique explicitement agressive des entreprises contre le syndicalisme et d'autre part à une politique également de plus en plus agressive du gouvernement contre les syndicats. En 1981, par exemple, le président Ronald Reagan a décrété une interdiction à vie d'exercer leur métier contre des pilotes en grève (Reich 2008: 108 pp.).

*Des syndicats faibles  
suite à une politique  
agressive contre le  
syndicalisme*

### **Le système scolaire et éducatif**

Par ailleurs, un marché du travail globalement flexible est appuyé par un système éducatif qui transmet plutôt des qualifications générales pouvant être utilisées dans toutes les firmes et toutes les branches. Selon la conjoncture, les travailleurs peuvent être assez facilement recrutés et renvoyés (« hire and fire » ou « embauche et renvoi ») sur le court terme. Comme le marché du travail est relativement peu réglementé et soumis à une forte fluctuation, les employés américains ont tendance à investir dans des formations générales qu'ils peuvent ensuite utiliser, à chaque fois qu'ils changent de travail. Et comme les unions patronales n'interviennent que faiblement dans la coordination, les entreprises ont des difficultés à travailler ensemble dans des programmes de formation spécifiques aux industries. Par conséquent, les employés se forment aux États-Unis plutôt à des compétences générales, ce qui est particulièrement bien adapté aux secteurs de services sensibles aux conjonctures. Pour de nombreuses entreprises et de nombreux secteurs, cela entraîne un manque de spécialistes.

*Qualifications  
générales*

*Subvention  
transversale de la  
recherche par  
l'industrie de  
l'armement*

Les déficits des sciences financées par l'État sont en partie équilibrés par une subvention transversale provenant du secteur de l'armement. De nombreuses innovations qui ont ensuite trouvé des applications dans le secteur civil proviennent de l'évolution des recherches militaires, par exemple en ce qui concerne la construction d'avions, la technique satellitaire ou la technologie de l'information (Reich 2008).

États-Unis		
<b>Produit intérieur brut par habitant en 2008</b>	38.800 €	PIB par habitant en Standard de Pouvoir d'Achat (SPA), 1 SPA est équivalent au pouvoir d'achat d'un euro dans la moyenne de l'UE des 27 (Source : Eurostat)
<b>Croissance économique moyenne 1990-2007</b>	2,0 %	Croissance économique annuelle moyenne par habitant à prix constants (Source : Human Development Index 2009, p. 195)
<b>Dettes publiques en 2008</b>	70,7 %	Dettes publiques par rapport au PIB (Source : Ministère allemand des Finances, rapport mensuel 12/2009, p. 99)
<b>Balance des comptes courants en 2008</b>	- 4,9 %	Solde de la balance entre les exportations et les importations de biens par rapport au PIB (Source : FMI. World Economic Outlook 10/2009, p. 187)
<b>Taux d'emploi en 2008</b>	70,9 % (65,5 %)	Part des personnes actives (femmes) âgées de 15 à 64 ans par rapport à la population totale (Source : Eurostat)
<b>Taux de chômage</b>	5,8 %	Pourcentage des chômeurs dans la population active (Source : Eurostat)
<b>Inégalité des revenus mesurée en coefficient GINI en 2009</b>	40,8 %	Chiffre de la distribution inégale de revenus, 100 % = inégalité maximale (Source : Human Development Report 2009, p. 195)
<b>Ratio des revenus entre hommes et femmes</b>	62 %	Pourcentage des revenus des femmes par rapport aux revenus des hommes (Source : Human Development Index 2009, p. 186)
<b>Indice de pauvreté en 2009</b>	15,2 %	L'indice de pauvreté se compose de différents indicateurs (espérance de vie, taux d'alphabétisation, accès aux soins...), 0 = pauvreté minimale, 100 = pauvreté maximale (Source : Human Development Report 2009, p. 180)
<b>Degré d'organisation syndicale en 2007</b>	11,6 %	Part de la population active organisée en syndicats (Source : OCDE)

*Une mise en réseau limitée des entreprises*

*La persistance d'une économie de marché non coordonnée*

*Coexistence d'une richesse privée et d'une pauvreté publique*

## **Les relations des entreprises entre elles**

Les entreprises américaines entretiennent entre elles beaucoup plus de compétition que les firmes dans les économies de marché coordonnées comme la Suède et l'Allemagne, qui se basent plutôt sur la coopération avec d'autres entreprises, avec l'État et avec les syndicats (Hinchmann 2006 : 350).

Les firmes ont peu de relations entre elles : ni les banques, ni d'autres firmes ne siègent au sein des conseils de surveillance. C'est l'idée de liberté d'action économique qui domine depuis toujours aux États-Unis, ce qui fait que l'État n'intervient dans les processus du marché que pour maintenir sa capacité de fonctionnement et limiter, par exemple, les formations de cartels. Les lois anti-cartels très développées sont destinées à limiter les coopérations interentreprises en ce qui concerne par exemple les accords sur les prix.

## **Résumé sur les États-Unis**

L'économie de marché des États-Unis, qui persiste à rester non coordonnée, donne la possibilité aux entreprises de réagir de manière flexible aux évolutions du marché, mais cela augmente également la pression pour une adaptation rapide, à court terme, aux changements intervenant sur le marché. Le système américain des relations de travail est donc moins efficace en ce qui concerne le développement de stratégies de production, car elles coûteraient cher et exigeraient des emplois stables à long terme. Le système américain favorise en revanche des secteurs d'innovation axés sur le capital-risque, tels que les technologies de l'information, par exemple, ainsi qu'un vaste secteur de services basé sur un profil de formation généraliste et un niveau salarial peu élevé.

Grâce à leur système économique, les États-Unis ont atteint globalement des taux de croissance plus élevés que ceux des pays européens : depuis les années 1990, l'économie américaine a en moyenne affiché une croissance de 3 %, tandis que celle des États de l'Union Européenne a augmenté de 2,2 %.

Mais ce bénéfice enregistré par les États-Unis en matière de prospérité est de plus en plus marqué par une redistribution inégale. Dans les années 1950, les salaires de la direction étaient 25 fois plus élevés que ceux des travailleurs employés dans la même entreprise alors qu'aujourd'hui, ils le sont de 350 fois plus (Reich 2008 : 144). On note aux États-Unis la coexistence d'une richesse privée et d'une pauvreté publique due à des budgets publics qui souffrent d'un sous-financement chronique. Cela entraîne entre autres des infrastructures publiques mal équipées en comparaison avec celle des autres pays (Hinchmann 2006 : 352).

L'élection de Barack Obama en 2008 s'était effectuée sous le slogan de « Change » (changement). Beaucoup d'indices montrent qu'il y aura effectivement un changement politique (Vaut 2007 et 2008). Ce qui est en tout état de cause intéressant, c'est qu'un des premiers penseurs du Parti démocratique aux États-Unis, William Galston, a dès juin 2008 publié un article qui a eu un impact important, intitulé « How Big Government Got its Groove Back ». Sa thèse : l'idéologie d'un État non fort, qui régule peu et intervient peu, serait dépassée. C'est une nouvelle ère qui commence, du « big government » (un gouvernement grand et fort), avec plus de régulation, plus de coordination et un quota étatique plus élevé (Galston 2008).

*Changer de système fiscal, après Barack Obama ?*

## 6.2. La Grande-Bretagne

*par Christian Krell*

La Grande-Bretagne est souvent décrite comme étant un pionnier du capitalisme. C'est dans ce pays que se sont développés l'industrialisation, le commerce libre et le libéralisme plus tôt que dans beaucoup d'autres États. En même temps, c'est aussi là que l'on a pu constater très tôt les côtés sombres du capitalisme sauvage. Ce n'est pas par hasard si Friedrich Engels a décrit les conditions de vie et de travail souvent inhumaines des travailleurs dépendants du milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle en partant de l'exemple de « la situation des classes travailleuses en Angleterre ».

*Pionnier du capitalisme... et de ses zones d'ombre*

Quelque chose de décisif a effectivement changé dans le capitalisme anglais depuis la parution de cette étude. Mais on peut également constater certaines continuités. L'ordre économique britannique est encore de nos jours particulièrement libéral. La recherche comparée internationale sur le capitalisme décrit ainsi la Grande-Bretagne comme étant une économie de marché non coordonnée et libérale.

*Economie de marché non coordonnée et libérale*

Le paragraphe suivant décrit les dimensions les plus importantes du type d'économie britannique.

### **Le système de financement et la structuration des propriétaires**

Dans le capitalisme britannique, la situation actualisée du rendement d'une entreprise est décisive pour son financement. Les entreprises britanniques ont besoin pour leurs investissements de l'argent « impatient » des marchés d'actions et des marchés financiers dynamiques. Cela implique qu'une rentabilité élevée constitue la condi-

*Financement à travers le marché financier et le marché des actions*

tion la plus importante pour l'accès au capital. La Grande-Bretagne diffère ainsi, par exemple, du système économique qui caractérise l'Allemagne depuis longtemps, où les banques travaillent avec une entreprise sur le long terme et, très souvent, disposent ainsi d'une vision juste et de données exactes sur une entreprise, ses stratégies ainsi que ses structures. Au Royaume-Uni, investisseurs et financiers prennent des décisions sur la base de critères d'évaluation publiquement accessibles. Le point le plus important réside dans la rentabilité de l'entreprise.

*Structuration des propriétaires : prépondérance des investisseurs financiers et des intérêts privés*

La structuration des propriétaires est en Grande-Bretagne également fondamentalement différente des conditions de propriété dans les économies de marché coordonnées. Dans ces dernières, les participations dans une firme ou une entreprise sont souvent caractérisées par des investisseurs qui lui portent des intérêts stratégiques, axés sur le long terme – par exemple d'autres entreprises, banques ou entités du secteur public –, tandis qu'en Grande-Bretagne, ces participations se présentent autrement. 80 % environ des propriétaires d'entreprises britanniques sont des investisseurs financiers et des personnes privées dont l'intérêt premier est, en règle générale, le maximum de profit pour l'entreprise.

Les OPA hostiles, même si elles visent une augmentation rapide des bénéficiaires – sont plus faciles à lancer que dans les économies de marché coordonnées, à cause du financement très étendu du marché et de la structure des marchés financiers.

*Orientation sur les résultats à court terme*

Grâce à une forte orientation sur la rentabilité – liée à une structuration interne éminemment hiérarchique, les entreprises britanniques réussissent, d'une part des restructurations rapides en direction de marchés nouveaux et profitables (et les branches moins rentables de l'entreprise sont rapidement éliminées). D'autre part, cette orientation donne un caractère systématique aux obligations de résultats à court terme (le « short-termism »), typique de l'économie britannique.

### **Relations de travail**

Il y eut des phases lors desquelles les syndicats britanniques parurent particulièrement puissants. Ce fut le cas, par exemple, de ce qu'on appelle « l'hiver du mécontentement ». En 1978/1979, l'ensemble de la vie publique en Grande-Bretagne fut paralysé par une grève qui s'étendit sur tout le pays : les ordures n'étaient plus enlevées, les transports publics locaux sont restés bloqués et les morts n'étaient plus enterrés. Mais souvent, effectivement, des phases de grève intensive ne sont pas l'expression d'un syndicat puissant. En général, les syndicats puissants et bien

*Des syndicats forts seulement en apparence*

organisés sont capables de bien représenter les intérêts des employés par le biais des négociations, sans être obligés de recourir aux grèves. Ce qui implique que « l'hiver du mécontentement » était plutôt l'expression d'une capacité de négociation insuffisante. Comparés aux autres sur le plan international, les syndicats britanniques sont faibles. Cela vient surtout du fait que le paysage des syndicats britanniques est très divisé. Dans les années 1990, il y avait encore plus de 300 syndicats. Ils ne sont pas organisés par branches, mais par corps de métiers, ce qui implique qu'un grand nombre de syndicats sont représentés au sein d'une entreprise. Une deuxième raison qui explique la faiblesse des syndicats britanniques est qu'en Grande-Bretagne (et cela est typique des économies libérales), les entreprises ne sont aucunement tenues d'intégrer les conseils d'entreprise ou d'autres formes de représentation des employés. En Grande-Bretagne, aucune forme de participation aux décisions, comme celle de l'industrie minière allemande, par exemple, n'est pratiquée. Et enfin, troisième point, les droits des syndicats en Grande-Bretagne ont été systématiquement laminés par le gouvernement conservateur de Thatcher (1979 – 1990). De même, le degré d'organisation syndicale est faible de nos jours par rapport à d'autres pays. En Grande-Bretagne, le pourcentage de la population active organisée dans des syndicats est d'environ 30 %. On constate une meilleure organisation du secteur public par rapport au privé.

Tout comme les employés, les patrons sont relativement mal organisés. Il n'y a presque pas de fédérations ni d'unions capables de s'imposer et l'importance des unions patronales régresse.

Compte tenu de ces structures, les salaires sont en général négociés au niveau de l'entreprise ou bien ils sont le résultat de processus de négociations individuelles entre employeurs et employés. Mais, depuis 1999, il existe une limite minimale au salaire se présentant sous la forme d'un salaire minimal global devant au minimum être atteint.

Les relations entre l'entreprise et chacun des travailleurs sont plus fortement définies par les forces du marché que dans les économies de marché coordonnées. Comparativement, les travailleurs ne restent pas longtemps dans l'entreprise et ne ressentent généralement qu'un faible attachement à cette dernière. Les renvois sont relativement faciles à imposer puisque les syndicats, étant faibles, ne peuvent pas les empêcher de manière efficace, et la protection contre le licenciement est faible. Mais en même temps, il est plus facile pour des travailleurs qualifiés de trouver un nouvel emploi, compte tenu de la grande flexibilité des marchés du travail.

*Grande disparité des syndicats*

*La représentation des employés n'est pas obligatoire*

*Faiblesse générale dans le degré d'organisation syndicale*

*Négociation salariale au niveau de l'entreprise, avec une limite minimale au salaire (salaire minimal)*

*Peu de protection contre le licenciement*

En général, les entreprises britanniques sont plus fortement hiérarchisées que les entreprises des économies de marché coordonnées. Outre la position dominante du CEO (Chief Executive Officer = Président Directeur Général), cela se reflète également dans l'organisation du travail. Ainsi, le travail d'équipe des travailleurs hautement qualifiés tels qu'on en voit souvent en Allemagne est plutôt rare en Grande-Bretagne. La caractéristique du pays est une division du travail conventionnelle et suivie à la lettre (Wood 2001 : 250).

### **Système de formation et de formation continue**

Sur les marchés du travail flexibles de la Grande-Bretagne, les qualifications professionnelles spécifiques ne sont pas vraiment représentées. Les raisons en sont toutes simples et faciles à concevoir, si l'on se place dans la perspective de l'employeur : Il y a d'abord, compte tenu du fait que la durée moyenne pendant laquelle les ouvriers et employés restent au sein d'une entreprise est relativement courte, le danger permanent de ne pas pouvoir rentabiliser ce que l'on a investi dans une personne en particulier, ou peut-être même le danger de l'avoir formée pour des entreprises concurrentes. Deuxièmement, compte tenu de la grande flexibilité des marchés de travail, on trouve rapidement des travailleurs qualifiés à embaucher – et à renvoyer tout aussi rapidement, si besoin est. Mais du côté des employés, il n'y a pas non plus beaucoup de motivation personnelle à acquérir des qualifications spécifiques à une firme, puisqu'au lieu de développer une certaine appartenance à une entreprise particulière, il semble plus profitable de se concentrer sur des compétences générales qui pourront toujours être utilisées dans d'autres entreprises ou d'autres branches. Le résultat de cette lacune en matière de qualification professionnelle est évident : la productivité des entreprises britanniques est, en comparaison avec celle des entreprises allemandes, par exemple, relativement peu élevée ; et les économies de marché libérales tendent généralement à se focaliser sur des produits faciles à traiter ou à transformer ainsi que sur des processus de production déjà standardisés.

### **Les relations des entreprises entre elles**

Les relations interentreprises se basent sur des relations commerciales et des relations légales empreintes de formalisme. Les entreprises sont à peine liées entre elles. Le transfert de technologie s'y effectue de préférence à travers les échanges de personnel scientifique et technique hautement qualifié. De même, le passage des scientifiques et ingénieurs des instituts de recherche vers le monde économique libre, et vice-versa, est ici plus fréquent que dans les économies de



<b>Grande-Bretagne</b>		
<b>Produit intérieur brut par habitant en 2008</b>	29.200 €	PIB par habitant en Standard de Pouvoir d'Achat (SPA), 1 SPA est équivalent au pouvoir d'achat d'un euro dans la moyenne de l'UE des 27 (Source : Eurostat)
<b>Croissance économique moyenne 1990-2007</b>	2,4 %	Croissance économique annuelle moyenne par habitant à prix constants (Source : Human Development Index 2009, p. 195)
<b>Dettes publiques en 2008</b>	52,0 %	Dettes publiques par rapport au PIB (Source : Ministère allemand des Finances, rapport mensuel 12/2009, p. 99)
<b>Balance des comptes courants en 2008</b>	- 1,7 %	Solde de la balance entre les exportations et les importations de biens par rapport au PIB (Source : FMI. World Economic Outlook 10/2009, p. 187)
<b>Taux d'emploi en 2008</b>	71,5 % (65,8 %)	Part des personnes actives (femmes) âgées de 15 à 64 ans par rapport à la population totale (Source : Eurostat)
<b>Taux de chômage</b>	5,6 %	Pourcentage des chômeurs dans la population active (Source : Eurostat)
<b>Inégalité des revenus mesurée en coefficient GINI en 2009</b>	36 %	Chiffre de la distribution inégale de revenus, 100 % = inégalité maximale (Source : Human Development Report 2009, p. 195)
<b>Ratio des revenus entre hommes et femmes</b>	67 %	Pourcentage des revenus des femmes par rapport aux revenus des hommes (Source : Human Development Index 2009, p. 186)
<b>Indice de pauvreté en 2009</b>	14,6 %	L'indice de pauvreté se compose de différents indicateurs (espérance de vie, taux d'alphabétisation, accès aux soins...), 0 = pauvreté minimale, 100 = pauvreté maximale (Source : Human Development Report 2009, p. 180)
<b>Degré d'organisation syndicale en 2007</b>	28 %	Part de la population active organisée en syndicats (Source : OCDE)

marché coordonnées classiques. Il est rare, en revanche, de trouver des groupes de recherche interentreprises ou des réseaux de coopération établis sur le plus long terme.

### Évaluation et synthèse

Le type de capitalisme britannique présente une plus grande ressemblance avec le système économique des États-Unis d'Amérique qu'avec les économies de l'Europe continentale. Les avantages du capitalisme britannique sont, par conséquent, un taux d'emploi relativement élevé et un faible taux de chômage. Les inconvénients résident dans la faible productivité des entreprises britanniques par rapport aux entreprises américaines ou allemandes, ainsi que leur orientation vers la recherche du profit à court terme. De plus, les inconvénients d'un marché du travail très flexible se font nettement sentir dans la phase actuelle de récession économique : les employés peuvent être rapidement licenciés et les chiffres du chômage augmentent rapidement.

Mais dans cette catégorisation, il faut prendre en compte le fait qu'elle ne doit jamais s'établir de manière définitive et exclusive. Le système politique de la Grande-Bretagne, avec son système électoral à la majorité simple et un système étatique centraliste, permet à chaque gouvernement d'entreprendre très rapidement et en profondeur des changements structurels.

## 6.3. L'Allemagne

*par Simon Vaut*

L'Allemagne donne l'image d'une économie de marché coordonnée typique (Meyer 2005a : 280 et suiv.) et a été pendant longtemps considérée comme un modèle de combinaison exemplaire entre dynamique économique, stabilité politique et équilibre social (Egle 2006 : 273–326). Avec un chômage en augmentation continue et une stagnation économique qui s'est installée dans les années 1990, le modèle allemand a véritablement perdu de son éclat et été considéré par le magazine « The Economist » comme l'homme malade de l'Europe. La croissance économique des années précédentes semblait démentir ce diagnostic, mais même en Allemagne, on ne connaît pas encore les suites de la crise du marché financier.

*Grande proximité  
avec le système éco-  
nomique américain*

*L'Allemagne est une  
économie de mar-  
ché coordonnée*

## Le système de financement

En Allemagne, le financement des entreprises par le biais du marché du capital ne joue globalement qu'un rôle peu important. Le management de l'entreprise est donc évalué non seulement par le marché, mais également par les banques et les autres firmes qui sont liées avec l'entreprise, ainsi que par les représentants des travailleurs et les acteurs étatiques. Tout ceci contribue à favoriser les échanges d'information personnels et la construction d'une relation de confiance. Le financement des entreprises s'effectue surtout par le biais de crédits bancaires. Pour obtenir ces crédits, la réputation et les réseaux d'une entreprise jouent aussi un rôle, en plus des données financières de l'entreprise. Et les investisseurs reçoivent les informations sur la réputation et le fonctionnement d'une entreprise par le biais du réseau relationnel étroitement lié. Cet accès au « capital patient » qui ne dépend pas du produit à court terme permet aux entreprises d'investir dans des projets à long terme et de conserver un personnel bien formé, même en temps de crise économique. Cela correspond effectivement à l'observation faite auparavant : que les managers allemands n'ont pas besoin de réagir en catastrophe par rapport aux profits immédiats ou pour protéger la valeur de leurs propres actions. Les dispositions fiscales, les lois et les réseaux d'une large imbrication d'entreprises liées entre elles ont plutôt tendance à décourager d'éventuelles reprises hostiles. Mais ce réseau imbriqué d'entreprises et de banques est par ailleurs critiqué comme étant un « cartel bancaire » (Bury/Schmidt 1996), puisqu'il rend difficile l'accès aux capitaux pour les nouveaux venus sur le marché en favorisant les initiés. Les évolutions de ces dernières années montrent cependant que les réseaux relationnels entre les industries allemandes ont tendance à se déconcentrer et que les participations étrangères augmentent, comme l'explique le paragraphe suivant.

### Digression : Est-ce la fin de la société anonyme allemande (« Deutschland AG ») ?

D'abord occulté dans la discussion politique, un énorme changement s'est instauré lentement mais sûrement en Allemagne depuis les années 1990, changement que l'on a appelé la disparition de la société par actions allemande. L'expression « Deutschland AG » signifie qu'en Allemagne, les banques et l'industrie étaient traditionnellement étroitement liées entre elles. Les origines de ces liens remontent à l'époque de l'Empire. Ce réseau étroit servait entre autres à couvrir les entreprises allemandes vers l'extérieur et à assurer la stabilité à l'intérieur. Sous la pression de la globalisation, le système des banques personnelles et des

*Financement des entreprises à travers les banques*

*Accès au « capital patient »*

*Les imbrications entre banques et industries sont-elles en train de se défaire ?*

participations croisées s'est avéré être un obstacle, particulièrement à partir du moment où les entreprises allemandes ont voulu participer au marché global des capitaux (Egle 2006 : 291).

C'est pour cela que ces participations croisées au capital entre banques et industries, ont connu une forte régression ces dernières années. Les entreprises allemandes se sont spécialisées et internationalisées.

En Allemagne, l'imbrication des entreprises entre elles, entre banques et industries en particulier, a eu tendance à disparaître ces dernières années. Ce processus montre à quel point la globalisation modifie le système économique allemand. La chronique de l'Institut Max-Planck de Cologne pour la recherche sociale le prouve : là où on trouvait en 1996 encore un réseau étroitement lié, on constate une nette régression du réseau de capitaux imbriqués et liés entre eux.

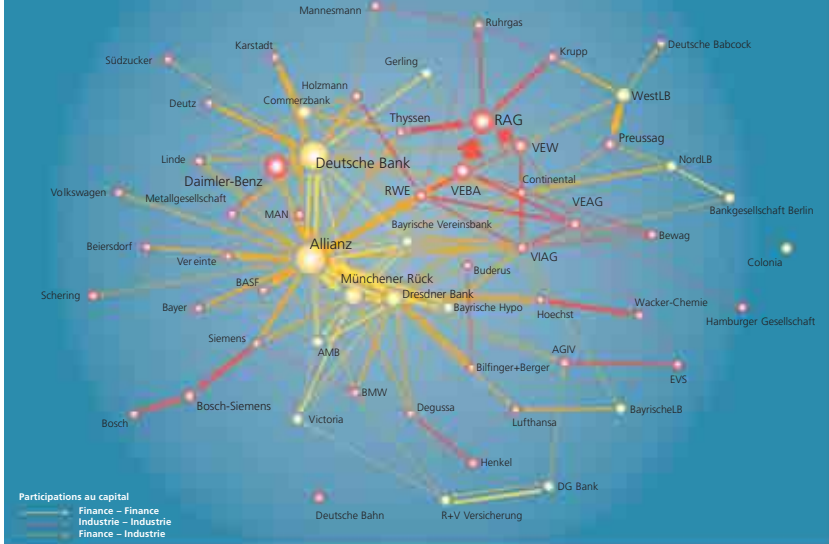
*La tendance vers  
un modèle non  
coordonné*

Les entreprises allemandes sont devenues, grâce à cette modification au niveau des relations, beaucoup plus ouvertes au marché de capitaux. L'Allemagne s'éloigne un peu de ce fait du modèle de capitalisme coordonné pour avancer vers le modèle non coordonné. La reprise de l'entreprise de grande tradition typiquement allemande Mannesmann par le groupe britannique de téléphonie mobile Vodafone en 2001 aurait été impensable auparavant : elle représente donc une césure significative dans l'économie allemande. Actuellement, huit des 30 entreprises du Dax (marché boursier allemand) se trouvent en majorité entre les mains de groupes internationaux, alors qu'elles n'étaient que trois au début du troisième millénaire. Dans la même période, l'apport en investissements directs d'origine étrangère s'est multiplié par trois, et parallèlement, les participations allemandes aux marchés internationaux ont augmenté.

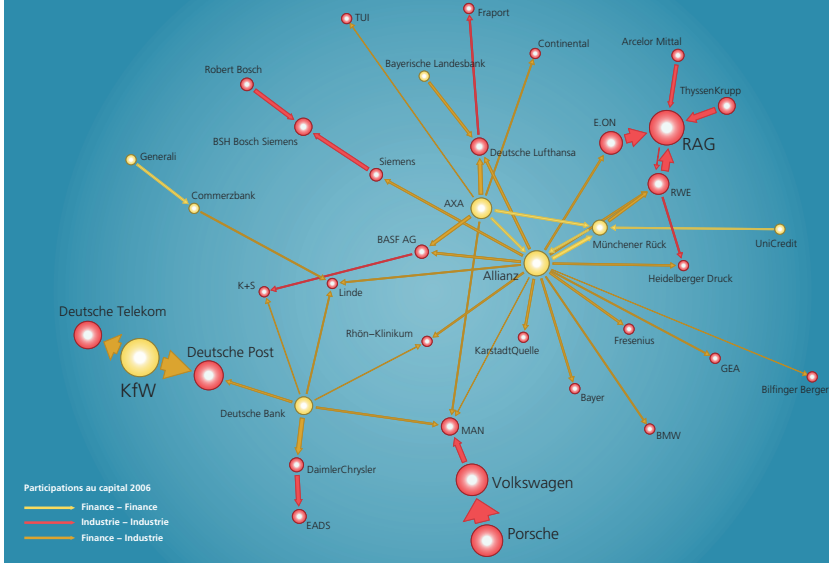
Cette décongestion relationnelle a été favorisée par une abolition pure et simple des impôts sur les cessions qui se montaient auparavant à 53 % et qui rendaient peu attractive l'idée de vendre des actions de l'entreprise, contribuant par ailleurs à l'immobilité de ces relations croisées entre les banques et l'industrie.

La tendance à l'internationalisation et à une augmentation des investissements directs d'origine étrangère se maintient. Un débat se profile par ailleurs à l'horizon sur la question de savoir si cette ouverture devrait être limitée lorsqu'il s'agit de fonds souverains et de fonds de capital investissement.

## Imbrication de capitaux en Allemagne en 1996



## Imbrication de capitaux en Allemagne en 2006



© 2008 Lothar Krempel, Institut Max-Planck pour la recherche sociale. [www.mpifg.de/people/lk](http://www.mpifg.de/people/lk). Données de la Commission Monopole <http://www.monopolkommission.de>

Le bilan de la disparition de la société anonyme typiquement allemande (« Deutschland AG ») est mitigé. D'une part, l'ouverture au capital international par les apports en investissements et en savoir-faire a contribué au fait que beaucoup d'entreprises allemandes sont restées compétitives et ont pu continuer à affirmer leur position sur les marchés mondiaux. Contrairement à tous les pays européens, les coûts par unité de travail ont baissé de manière conséquente. C'est ainsi que les exportations ont pu augmenter de 50 % en l'espace d'une décennie – c'est-à-dire beaucoup plus que dans les pays voisins (Source : Economist Intelligence Unit 2006). Mais d'autre part, la pression de la course au profit ainsi qu'une nouvelle orientation vers le court terme prennent de plus en plus d'importance, ce qui s'exprime entre autres en termes d'insécurité dans les relations de travail.

Les risques d'une augmentation des reprises des entreprises allemandes par des sociétés de fonds propres et de fonds spéculatifs à risque ont été largement discutés, en particulier dans le contexte de l'image éloquent de nuées de sauterelles. La critique formulée argumente sur le fait que ces sociétés seraient uniquement intéressées par la réussite à court terme.

Le Conseil des experts pour l'évaluation du développement global de l'économie écrivait, dans son évaluation de l'année 2005 : « À la une des débats en Allemagne : les risques encourus par les entreprises. S'est répandue la crainte voulant que les investisseurs financiers orientés sur le court terme prennent des participations dans une entreprise, la décomposent en petites unités et épuisent les réserves pour revendre ensuite leur participation et abandonner l'entreprise ainsi affaiblie. » En réaction à cette situation, une loi relative à la limitation des risques entra en vigueur en 2008. Elle oblige les investisseurs à exposer clairement l'origine de leurs moyens financiers ainsi que leurs objectifs et finalités. (Sachverständigenrat 2005 : 35)

### **Relations de travail**

En Allemagne, les syndicats ont un degré d'organisation modéré évalué à 20 % par comparaison aux critères internationaux (chiffres de 2007, cf. p. 109). Mais compte tenu de l'autonomie tarifaire, ils ont cependant une grande influence sur la configuration des salaires et des conditions de travail (Egle 2006 : 290).

Les syndicats et les unions patronales sont organisés par secteur spécifique : ainsi, par exemple, pour l'industrie métallurgique, il existe d'une part IG Metall et d'autre part Gesamtmetall. Ce qui signifie que la coordination des négocia-

tions collectives s'effectue dans les limites internes de ces secteurs et permet aux travailleurs de la même branche industrielle de s'attendre à avoir le même salaire. Grâce à ces salaires homogènes entre les entreprises, il n'existe aucune concurrence salariale entre travailleurs spécialisés bien formés (Hassel 2006 : 14).

La participation des employés à la vie de l'entreprise en matière de configuration du travail et de décisions relatives au personnel est très développée en Allemagne par comparaison aux critères internationaux. La loi sur la constitution des entreprises régleme la taille, les attributions et la libre disposition des comités d'entreprise. Les sociétés de capitaux sont soumises par la loi à cette réglementation relative à la participation des employés à la vie de l'entreprise lorsqu'elles emploient plus de 500 employés. Cela signifie que les collaborateurs au sein d'une entreprise peuvent envoyer des représentants au conseil de surveillance.

**Système de formation :** Les systèmes de production complexes qui prévalent au sein de plusieurs entreprises allemandes exigent des travailleurs bien formés. C'est ce qui fait le succès du système de formation en alternance, grâce à son haut degré de pratique et une spécialisation traitée en profondeur (Egle 2006 : 287). C'est une « institution clé du capitalisme allemand » (Hassel 2006 : 13). Les apprentis gagnent peu d'argent par comparaison à d'autres pays, mais en règle générale, en revanche, l'insertion professionnelle de jeunes bien qualifiés est garantie, ce qui place l'Allemagne parmi les États de l'OCDE présentant les plus bas taux de chômage des jeunes travailleurs (inclus dans le taux de chômage des adultes) (Hassel 2006 : 15).

Par rapport à d'autres pays qui ont des systèmes de formation plus généralistes, où les travailleurs sont plus faciles à remplacer, les travailleurs allemands sont plus hautement qualifiés et disposent, grâce au système de formation en alternance, d'une plus grande force de négociation. Mais cette production axée sur la meilleure qualité occasionne une dépendance vis-à-vis de la spécialisation du travailleur qualifié. Pour se protéger des exigences de plus en plus croissantes des employés et éviter la récupération de collaborateurs bien formés par d'autres firmes, les entreprises allemandes se sont organisées en un système de relations entre secteurs industriels pour institutionnaliser la coordination de négociations salariales entre patrons et syndicats. Il en résulte un équilibre des salaires, à compétences et savoir-faire spécifiques équivalents, dans la totalité du secteur industriel considéré. Cela rend plus difficile le débauchage des travailleurs qualifiés d'un secteur industriel spécifique.

*Participation des employés aux décisions*

*L'importance du système de formation en alternance*

Mais ce système d'apprentissage en alternance se trouve en danger pour trois raisons : Premièrement, il dépend de la conjoncture. Dans les phases d'expansion, les entreprises embauchent volontiers des apprentis, main-d'œuvre peu coûteuse et flexible. Dans les périodes de stagnation, les places pour effectuer des stages viennent à manquer. Si ce manque de places se maintient un certain temps, il en résulte un effet de renforcement de la situation, parce que ceux qui n'ont pas pu avoir de poste d'apprentissage vont encore revenir en vague et, l'année suivante, il y aura une concurrence plus forte pour l'obtention d'un apprentissage. Deuxièmement, les entreprises fuient leur responsabilité en matière de formation de la relève. Et troisièmement, le temps de validité du savoir et de l'acquis se réduit de plus en plus. Il n'existe presque pas de formation restant la même pour toute la vie. Avec la faiblesse d'une offre de formation continue, l'Allemagne n'a pas encore trouvé de réponse aux exigences d'un monde professionnel qui change de plus en plus rapidement.

### **Les relations des entreprises entre elles**

L'équipe managériale des grandes entreprises allemandes a rarement la possibilité de prendre des décisions unilatérales. Elle doit plutôt s'assurer l'aval des conseils de surveillance et des réseaux dans lesquels sont représentés, outre les banques, d'autres entreprises également, ainsi que des employés et des acteurs étatiques. Par conséquent, c'est moins l'intérêt des actionnaires pour des profits à court terme qui détermine les décisions au sein des entreprises : il s'agit beaucoup plus de l'intérêt d'un grand nombre de parties prenantes sociales.

Le rôle de l'État dans la politique économique en Allemagne après la deuxième guerre mondiale se décrit mieux comme celui d'un État qui ouvre des possibilités et encourage ses citoyens à utiliser leurs capacités. Les possibilités d'intervention directe de l'État dans les processus économiques étaient certes limitées par des structures fédérales et un certain nombre d'institutions indépendantes telles que la Banque fédérale et l'office fédéral du cartel, mais l'État a pourtant su développer une capacité à promouvoir des groupes sociaux et des acteurs corporatifs quasiment publics dans leurs efforts d'organisation, et leur procurer les moyens nécessaires, parfois constitutionnels, en vue de réguler et d'administrer certains domaines de la politique économique qui, dans d'autres pays, étaient réglés par l'État ou régulés par le marché. La Banque Centrale Européenne, avec son indépendance monétaire, ainsi que les entités européennes de supervision de la concurrence suivent des principes politico-économiques qui sont aussi valables

*Plusieurs groupes d'intérêt participent aux décisions au sein de la direction d'une entreprise*



Allemagne		
<b>Produit intérieur brut par habitant en 2008</b>	29.100 €	PIB par habitant en Standard de Pouvoir d'Achat (SPA), 1 SPA est équivalent au pouvoir d'achat d'un euro dans la moyenne de l'UE des 27 (Source : Eurostat)
<b>Croissance économique moyenne 1990-2007</b>	1,4 %	Croissance économique annuelle moyenne par habitant à prix constants (Source : Human Development Index 2009, p. 195)
<b>Dette publique en 2008</b>	65,9 %	Dette publique par rapport au PIB (Source : Ministère allemand des Finances, rapport mensuel 12/2009, p. 99)
<b>Balance des comptes courants en 2008</b>	6,4 %	Solde de la balance entre les exportations et les importations de biens par rapport au PIB (Source : FMI. World Economic Outlook 10/2009, p. 187)
<b>Taux d'emploi en 2008</b>	70,7 % (65,4 %)	Part des personnes actives (femmes) âgées de 15 à 64 ans par rapport à la population totale (Source : Eurostat)
<b>Taux de chômage</b>	7,3 %	Pourcentage des chômeurs dans la population active (Source : Eurostat)
<b>Inégalité des revenus mesurée en coefficient GINI en 2009</b>	28,3 %	Chiffre de la distribution inégale de revenus, 100 % = inégalité maximale (Source : Human Development Report 2009, p. 195)
<b>Ratio des revenus entre hommes et femmes</b>	59 %	Pourcentage des revenus des femmes par rapport aux revenus des hommes (Source : Human Development Index 2009, p. 186)
<b>Indice de pauvreté en 2009</b>	10,1 %	L'indice de pauvreté se compose de différent indicateurs (espérance de vie, taux d'alphabétisation, accès aux soins...), 0 = pauvreté minimale, 100 = pauvreté maximale (Source : Human Development Report 2009, p. 180)
<b>Degré d'organisation syndicale en 2007</b>	19,9 %	Part de la population active organisée en syndicats (Source : OCDE)

pour l'Allemagne et ne présentent donc aucune contradiction. De plus, l'État dépense une part importante du Produit National Brut en faveur des systèmes de sécurité sociale et satisfait aux exigences de la Constitution relatives aux « conditions de vie égales/équitables » dans tous les États fédérés, en développant un bon système de redistribution régionale (Streeck 1995).

## **Évaluation**

Le système économique allemand est à mi-chemin entre l'économie de marché anglo-saxonne et l'État providence scandinave (Schmidt 2000).

En Allemagne, les relations de travail s'établissent plutôt sur le long terme : les employés travaillent chez le même employeur pendant plus de dix ans, contre huit ans en Grande-Bretagne et sept ans aux États-Unis (Streeck 1995). Des relations de travail coopératives et un haut niveau de qualification des travailleurs ont engendré des hausses de productivité qui ont permis de bien payer les travailleurs qualifiés et de réduire le temps de travail (Hassel 2006).

C'est pour cela que la différence entre les salaires est relativement faible en Allemagne et, contrairement à d'autres pays, les ouvriers qualifiés appartiennent bel et bien à la couche sociale moyenne. Celle-ci constitue en Allemagne une large couche de la population : 66 % de la population allemande appartient à la couche moyenne contre 26 % chez les Britanniques et 44 % aux États-Unis (Rössel 2005). Mais le modèle allemand est également critiqué à cause de la crise économique qui sévit depuis les années 1990. La campagne électorale législative de 2005 a particulièrement été l'occasion pour les conservateurs d'initier un débat de fond en prétendant que l'Allemagne n'était plus capable d'être compétitive sur le plan international. En dépit des mauvais présages, l'Allemagne a pourtant pu démontrer régulièrement sa haute compétitivité en tant que champion du monde à l'exportation. Cela est dû entre autres à la grande qualité de biens industriels complexes, en particulier de l'industrie automobile et des travaux d'équipement. Le pourcentage des employés de l'industrie en Allemagne est resté constant autour de 10 %, au-dessus de celui des autres pays de l'OCDE (Egle 2006 : 292).

## 6.4. Japon

par Werner Pascha

Le Japon est considéré comme un cas typique d'économie de marché coordonnée. Dans l'éventail des économies de marché coordonnées, Hall/Soskice (2001 : 34) classent le pays parmi ceux qui ont tendance à former des groupes (industriels). Cela signifie que la coordination des activités économiques s'effectue à travers des groupes mixtes d'entreprises représentant plusieurs branches industrielles : au Japon, on les appelle des « keiretsu ».

Comme l'Allemagne, le Japon était considéré pendant la période d'après-guerre comme exemplaire aussi bien en matière de prospérité économique que d'équilibre social (Kevenhörster/Pascha/Shire 2003).

Mais dès le début des années 1990, au plus tard, il a perdu de son aura. La crise économique a commencé à la fin de l'économie de la « bulle » (de l'anglais « bubble »), c'est-à-dire lorsque la bulle spéculative a éclaté. D'abord avec hésitation, on entama de plus en plus de réformes vers un marché libéral, en particulier pendant les années de gouvernement du Premier Ministre Koizumi (2001-2006).

### **Système de financement**

Le système de financement du Japon d'après-guerre est axé sur la banque. Les crédits bancaires ont constitué pendant des décennies un instrument de financement important des entreprises.

Les banques elles-mêmes étaient de leur côté en grande partie tributaires des crédits de la Banque centrale, compte tenu du manque de capital qui prévalait pendant la première période d'après-guerre. L'État jouait ainsi, à travers la Banque centrale, un rôle important : vis-à-vis des banques, directement, et vis-à-vis des entreprises, indirectement.

En résumé, c'étaient les grandes entreprises qui profitaient du système. L'État leur octroyait des conditions (des intérêts) favorables si elles se soumettaient à certaines visées stratégiques. Il s'ensuivit un taux d'investissement élevé et une forte croissance dont le personnel profitait aussi (Aoki/Saxonhouse 2000).

*Le Japon : pendant longtemps, un modèle de bien-être économique et d'équilibre social*

*Financement des entreprises par les banques*

Il y eut des changements à partir des années 1970. Les entreprises et les banques ont pu, dans le courant de l'internationalisation et de la libéralisation économiques, se libérer de la relation étroite avec l'État. Les grandes entreprises, en particulier, ont accédé à un financement à travers le marché des capitaux. Une conséquence involontaire de ce changement fut ce qu'on appela l'économie de la « bulle » (« bubble-economy ») de la fin des années 1980 (Amyx 2004). En 1997, un ensemble de mesures que l'on appela « Big Bang » fut décidé. Il était censé présenter le Japon comme une place financière plus attractive, grâce à plus d'ouverture et de transparence. Mais ce n'est qu'en 2003 que l'on put finalement assainir les dernières conséquences de l'éclatement de la bulle dans le secteur bancaire.

### **Relations de travail**

Il existe au Japon depuis la période d'avant-guerre des éléments d'un système de travail basé sur des relations professionnelles tournées vers le long terme : ce système atteignit sa plénitude pendant la période d'après-guerre (Demes 1998). Des hausses de salaires régulières, des paiements de bonus semestriels en rapport avec l'évolution des affaires, des prestations sociales attractives et de belles occasions de promotion étaient censés lier les collaborateurs qualifiés à leur entreprise.

Ce système permettait aux entreprises d'embaucher de manière flexible des collaborateurs dignes de confiance, intéressés à la réussite de l'entreprise sur le long terme et appliqués à cette réalisation. Ce sont les hommes travaillant régulièrement dans les grandes entreprises qui, en premier lieu, profitaient du système, c'est-à-dire à peine le tiers environ de la population active.

Un autre inconvénient, par ailleurs, résidait dans la grande dépendance même des employés très appréciés vis-à-vis de leur entreprise. L'expérience professionnelle était très fortement liée à l'entreprise. Une mobilité très réduite entre les différentes entreprises, un nombre élevé d'heures supplémentaires et des affectations qui respectaient peu la vie de famille : telles étaient les conséquences presque obligées de ce système.

Mais ce qui était positif, c'était la différence raisonnable entre les revenus au Japon, même entre le top management et les simples ouvriers.

Des syndicats d'entreprise ont pu être instaurés au Japon pendant la période d'après-guerre. Même s'il y a toujours eu des conflits, la direction de l'entreprise et le syndicat d'entreprise trouvaient souvent une entente. Les intérêts des

*Des conditions de travail axées sur le long terme...*

*... avec des zones d'ombre*

*Syndicats d'entreprise*

employés des plus petites entreprises ou des travailleurs non réguliers n'étaient en revanche quasiment pas représentés. Dans l'ensemble, le rôle des syndicats tend à devenir de moins en moins important compte tenu des différences de plus en plus marquées dans les conditions de travail et dans les intérêts des employés.

Même le système des conditions d'emploi axées sur le long terme se trouve en régression (Haak 2006). Dans la période de crise des années 1990, les victimes étaient surtout les collaborateurs relativement âgés et très bien payés. Les conditions d'emploi non régulières, tels que le travail à mi-temps ou intérimaire, sont devenues fréquentes. Ainsi, le salaire moyen a à peine augmenté depuis 2003 malgré des années relativement prospères sur le plan économique.

### **Système scolaire et système de formation**

Depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, l'État japonais a fourni une éducation scolaire fondamentale à travers des institutions étatiques. Depuis, presque tous les jeunes suivent plus des neuf années de scolarisation obligatoires. Pendant longtemps, le but de l'éducation scolaire a été de promouvoir l'assiduité et l'endurance ainsi que le rattachement à la société ; il s'agissait également de transmettre des connaissances essentielles de base et non d'éveiller la créativité ni de travailler à l'autonomie de sa personnalité (Münch/Eswein 1998). Ainsi, les diplômés qui correspondaient le plus aux besoins des entreprises étaient ceux qui voulaient bien prendre sur eux-mêmes la charge de l'apprentissage et de la transmission de connaissances spécifiques à l'entreprise.

Différentes activités sont généralement à prendre en charge au sein de l'entreprise (la rotation au niveau des responsabilités, la formation sur le tas), et les compétences acquises sont si spécifiques à chaque firme qu'il est presque impossible de changer d'entreprise. Une autre caractéristique du système d'éducation réside dans le fait que, compte tenu de cette particularité des compétences à acquérir, il est nécessaire de « sélectionner » les jeunes travailleurs selon des critères prédéfinis. Grâce à ce système de filtre, les grandes entreprises capables de payer des salaires motivants peuvent identifier facilement les meilleurs candidats à l'emploi, tandis que les diplômés moins bien classés doivent se contenter de places moins valorisantes.

Depuis quelque temps prévaut le souci de ne pas pouvoir placer à des postes au sommet du progrès technique et organisationnel des employés assidus au travail, mais peu créatifs. De plus, cette focalisation exclusive sur les jeunes recrues n'est

*Formation générale  
publique...*

*... et spécialisation  
au sein des  
entreprises*

plus adaptée aux réalités d'une société rapidement vieillissante. Écoles et universités devraient donc à présent développer les thèmes de la créativité et de l'individualité ; elles devraient également proposer des cursus supplémentaires pour des personnes plus âgées. Par ailleurs, les entreprises essaient de se défaire des formes de pensée traditionnelles et des mesures de qualification internes héritées du passé. Cependant, l'embauche de diplômés étrangers et l'acceptation des femmes à un niveau managérial constituent encore, entre autres, des défis difficiles à relever.

### **Relations des entreprises entre elles**

Derrière les entreprises japonaises se profilent plusieurs formes de liaisons ; certains observateurs parlent d'économie de réseau (Lincoln/Gerlach 2004). Les concentrations horizontales mixtes telles que Mitsubishi ou Sumitomo se composent d'entreprises de différentes branches qui sont reliées entre elles à travers des échanges de personnel, à travers le capital et d'autres mécanismes encore. Dans la concurrence avec d'autres groupes d'entreprises, des avantages concurrentiels importants ont pu se constituer sans s'égarer dans des spécialisations par branches héritées des traditions.

Les concentrations verticales de groupes d'entreprises présentent des liaisons tout au long de la chaîne de création de valeur. Tandis que la société mère, Toyota par exemple, peut assurer la qualité du montage final et être responsable des questions stratégiques, un premier groupe de fournisseurs prend en charge les composantes centrales du système. Les niveaux inférieurs de la plupart des petits fournisseurs s'occupent des composantes autonomes. De telles pyramides de fournisseurs atteignent un haut niveau de flexibilité et de polyvalence, même si les niveaux inférieurs doivent supporter des poids importants en cas de difficultés conjoncturelles.

D'autres relations entre banques et entreprises s'effectuent également à travers un système financier axé sur le crédit. Dans la période d'après-guerre, les banques exerçaient une fonction de supervision au titre de banques personnelles de l'entreprise ; elles étaient ainsi, souvent, plus importantes que les actionnaires. Le système japonais de direction d'entreprise était d'une part caractérisé par la hiérarchie des dirigeants sur le plan interne et d'autre part par l'influence des banques sur le plan externe (Dirks/Otto 1998). Lorsqu'une entreprise se trouvait en difficulté, les banques étaient censées l'appuyer pour éviter des crises systémiques. En contrepartie, l'État prenait en charge une garantie d'existence même pour les institutions bancaires les plus faibles. Des stratégies établies sur le long terme ont pu perdurer

grâce aux relations personnelles entre les banques et les entreprises, parfois même entre les personnes responsables au sein de ces administrations. Des problèmes de connivence allant même jusqu'à la corruption pouvaient cependant se produire.

Entre-temps, le système a subi une forte pression. La dépendance accrue vis-à-vis du marché international des capitaux oblige les entreprises à présenter leurs relations et la direction de leur entreprise de manière plus transparente. Le danger qui guette cette nouvelle situation est que les entreprises japonaises, tout comme de nombreuses entreprises occidentales, devront agir sur le court terme et perdre ainsi les avantages du travail en commun axé sur le long terme et principalement basé sur des relations de confiance.

### Évaluation

Le capitalisme japonais, coordonné et axé sur les formations de groupes, était ce qui correspondait le mieux à la situation d'après-guerre pour développer les forces du secteur industriel japonais de manière optimale. Il réussit notamment à améliorer progressivement les produits industriels normés et à placer sur le marché mondial de grandes quantités de produits de bonne qualité et dont la productivité était en croissance permanente. Le financement et le contrôle bancaires permettaient d'établir des stratégies à long terme. Des groupes d'entreprises percutants procuraient les ressources nécessaires aux stratégies. Des employés assidus exécutaient les stratégies. Le système éducatif mettait ce type d'employés à disposition en grand nombre.

Ce mécanisme avait certes engendré des problèmes sociaux et politiques : ainsi, par exemple, les différences entre grandes et petites entreprises, des lacunes en matière d'opportunités de développement au niveau du personnel et une certaine propension à la corruption ; mais, au bout du compte, la majorité des citoyens profitèrent de la croissance globale de l'économie.

Mais le système a entre-temps atteint ses limites, dans le cadre de l'internationalisation et du progrès technique et organisationnel. L'équilibre social est encore insuffisant et met le gouvernement sous une forte pression : c'est une raison importante expliquant l'instabilité gouvernementale après le départ de Koizumi, réformateur du marché.

Entre-temps, la question s'est posée de savoir dans quelle mesure le système économique japonais s'orientait de plus en plus vers le modèle non coordonné

*Optimisation de  
la production  
industrielle...*

*... mais préva-  
lence de problèmes  
sociaux et politiques*

*L'avenir du modèle  
japonais ?*

<b>Japon</b>		
<b>Produit intérieur brut par habitant en 2008</b>	27.800 €	PIB par habitant en Standard de Pouvoir d'Achat (SPA), 1 SPA est équivalent au pouvoir d'achat d'un euro dans la moyenne de l'UE des 27 (Source : Eurostat)
<b>Croissance économique moyenne 1990-2007</b>	1,0 %	Croissance économique annuelle moyenne par habitant à prix constants (Source : Human Development Index 2009, p. 195)
<b>Dette publique en 2008</b>	173,1 %	Dette publique par rapport au PIB (Source : Ministère allemand des Finances, rapport mensuel 12/2009, p. 99)
<b>Balance des comptes courants en 2008</b>	3,2 %	Solde de la balance entre les exportations et les importations de biens par rapport au PIB (Source : FMI. World Economic Outlook 10/2009, p. 187)
<b>Taux d'emploi en 2008</b>	70,7 % (59,7 %)	Part des personnes actives (femmes) âgées de 15 à 64 ans par rapport à la population totale (Source : Eurostat)
<b>Taux de chômage</b>	4,0 %	Pourcentage des chômeurs dans la population active (Source : Eurostat)
<b>Inégalité des revenus mesurée en coefficient GINI en 2009</b>	24,9 %	Chiffre de la distribution inégale de revenus, 100 % = inégalité maximale (Source : Human Development Report 2009, p. 195)
<b>Ratio des revenus entre hommes et femmes</b>	45 %	Pourcentage des revenus des femmes par rapport aux revenus des hommes (Source : Human Development Index 2009, p. 186)
<b>Indice de pauvreté en 2009</b>	11,6 %	L'indice de pauvreté se compose de différent indicateurs (espérance de vie, taux d'alphabétisation, accès aux soins...), 0 = pauvreté minimale, 100 = pauvreté maximale (Source : Human Development Report 2009, p. 180)
<b>Degré d'organisation syndicale en 2007</b>	18,3 %	Part de la population active organisée en syndicats (Source : OCDE)



d'inspiration anglo-américaine (Dore 2000, Pascha 2004, Streeck/Yamamura 2003). Il apparaît cependant que le Japon ne prendra pas le chemin du capitalisme non coordonné. L'indice le plus important se trouve dans l'évolution de la direction d'entreprise. Plus particulièrement, la combinaison des trois composantes typiques au modèle non coordonné, à savoir une orientation sur le marché des capitaux, une politique de personnel axée sur le marché et une transparence des structures de direction n'est pas encore répandue ; les différentes entreprises présentent plutôt des formes intermédiaires : l'intégration d'une politique de personnel plus ouverte, par exemple, dans un modèle d'après-guerre qui, par ailleurs, présente plutôt un caractère traditionnel (Aoki/Jackson/Miyajima 2007).

On n'a pas encore trouvé de nouveau système global complet qui se suffise à lui-même.

## 6.5. La Suède

*par Erik Gurgsdies*

### **Le modèle Rehn-Meidner**

La politique économique suédoise repose sur ce qu'on appelle le modèle Rehn-Meidner. Ce dernier a hérité des noms de deux économistes spécialistes du syndicalisme : Gösta Rehn et Rudolf Meidner. Tous deux ont développé ensemble en 1951 un modèle économique global devant associer le plein emploi à une « politique salariale solidaire » sans que cela ne déclenche pour autant de processus inflationniste.

L'idée fondamentale était d'expliquer que le plein emploi permanent ne pouvait pas se réaliser par le biais d'une demande globalement élevée, sur le plan de l'économie globale, que cette dernière provienne d'une évolution favorable de l'économie mondiale ou qu'elle soit le résultat de programmes conjoncturels nationaux. Comme les différentes branches de l'économie évoluent toujours à des rythmes différents, une demande permanente élevée sur le plan de l'économie globale entraîne rapidement la formation de secteurs présentant des goulots d'étranglement. Et pour que la croissance continue, ces goulots d'étranglement essaient alors de renvoyer les employés des autres branches. Cela ne peut se faire que par le biais de propositions de salaires supérieurs aux salaires existants, dans un contexte

*Le plein emploi avec une « politique salariale solidaire »*

de plein emploi ; il en résulte des augmentations de prix dans ces secteurs. Cela entraîne ensuite, pour équilibrer les pertes de pouvoir d'achat, des hausses de salaire dans les autres branches, impliquant ainsi des hausses générales des prix et par conséquent des évolutions inflationnistes dans l'ensemble de l'économie.

### **Politique salariale solidaire**

Une autre difficulté résidait dans le fait que, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le syndicat des travailleurs suédois a poursuivi ce qu'on appelait une « politique salariale solidaire ». Cette dernière poursuit deux objectifs principaux : d'une part elle a l'ambition d'imposer le principe du « même salaire pour le même travail » en s'orientant pour ce faire sur l'évolution de la productivité moyenne du travail. D'autre part, il faut réduire globalement la différence de salaires entre les différentes tâches. La condition pour atteindre ces objectifs est de donner la priorité aux principales négociations salariales par rapport aux autres niveaux de moindre importance.

*Avantages et inconvénients du modèle Rehn-Meidner*

Pour éviter de noyer les résultats de la « politique salariale solidaire » dans l'inflation, le modèle Rehn-Meidner recommandait une politique financière publique restrictive pour limiter la demande globale grâce à des surplus budgétaires.

*Pression sur les entreprises à faible productivité*

Un tel concept de politique économique force les entreprises à faible productivité à se mettre doublement dans une position défensive : elles doivent d'une part affronter des problèmes de marché face à une demande relativement peu élevée et dans de mauvaises conditions de structure des coûts et des prix.

D'autre part, la « politique salariale solidaire » aggrave la situation déjà problématique des coûts et de la concurrence, puisque dans toutes les branches et au niveau de toutes les entreprises, elle impose des exigences salariales correspondant à l'évolution de la productivité moyenne du travail.

*Favorisation des entreprises hautement productives*

Contrastant avec cette situation, les entreprises hautement productives sont doublement favorisées : d'une part, elles répondent à une demande suffisante grâce à un bon niveau des coûts et, par conséquent, à une mise à prix favorable. D'autre part, les accords tarifaires basés sur la productivité moyenne sont sciemment établis de manière à ne pas puiser dans la marge de distribution hautement productive de ces entreprises. Ainsi, ces entreprises bénéficient d'un apport supplémentaire de capitaux pour la création de nouveaux emplois à haute productivité.

Les grands perdants de cette politique financière publique restrictive et de la « politique salariale solidaire » sont les entreprises à faible productivité ainsi que les travailleurs qui y sont employés. Le chômage qui en résulte n'a pas été considéré de manière défensive comme un problème public, mais plutôt de manière offensive, comme un devoir public d'ajustement structurel. On a ainsi pu développer par la suite une « politique sélective de marché du travail » de plus en plus évolutive et raffinée. Grâce à de multiples activités de formation et d'aides au déménagement, on essaya de qualifier des personnes mises au chômage ainsi que des personnes qui cherchaient du travail pour la première fois ou après un temps d'interruption, pour les mettre à la hauteur des tâches productives, c'est-à-dire également à la hauteur du travail bien payé.

Dans le modèle Rehn-Meidner, la politique fiscale restrictive, la « politique salariale solidaire » et la « politique sélective du marché du travail » vont donc dans le sens d'un renouvellement et d'un ajustement structurel permanents de l'économie suédoise. Ce modèle s'est imposé depuis les années 1960 – parfois un peu plus, parfois un peu moins – comme ligne directrice de la politique économique suédoise. Il a donné au modèle économique suédois dans son ensemble « une cohérence conceptionnelle [unité de pensée] et une acceptation politique qui n'ont jamais pu être atteintes, même approximativement, par aucun des pays pris en comparaison » (Scharpf 1987 : 119) : c'est une constatation faite en 1987 par Fritz W. Scharpf à l'occasion d'une comparaison des politiques socio-démocrates en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Autriche et en Suède. Ce constat reste d'actualité aujourd'hui encore. C'est ainsi que la Suède réussit, malgré un marché intérieur limité à moins de dix millions d'habitants, non seulement à maintenir une économie fortement concurrentielle sur le marché mondial, malgré toutes les difficultés de la globalisation, mais aussi à intensifier les échanges de biens de consommation, ainsi que, récemment, les échanges de services : elle a réussi entre-temps à exporter la moitié de son Produit Intérieur Brut.

### **Système de financement et structuration des propriétés**

En Suède, le financement des entreprises se compose de divers éléments. Il s'appuie en premier lieu sur un système marqué de banques d'entreprise. À cela s'ajoutent des éléments de financement par le biais du marché d'actions. Mais il faut tenir compte de la particularité de la Suède, où les entreprises disposent d'une propriété croisée d'actions. La caractéristique du financement des entreprises en Suède réside donc globalement dans une perspective de vocation

*Le chômage est considéré de manière offensive comme un devoir d'ajustement structurel*

*Haut degré d'acceptation du modèle suédois*

*Pas de dépendance vis-à-vis du marché de capitaux*

pour le long terme. Le système de financement suédois ressemble un peu au système de financement que l'Allemagne a longtemps désigné sous le concept de « capitalisme rhénan ».

### **Système de formation**

La Suède a reconnu suffisamment tôt que, dans une économie globalisée, la « matière première » la plus importante d'une économie concurrentielle forte est l'éducation. La formation professionnelle suédoise s'effectue lors du second cycle de l'enseignement secondaire. Presque tous les élèves la fréquentent volontairement. Parallèlement aux voies universitaires, ils existent 14 programmes nationaux qui offrent des formations professionnelles spécifiques.

Un principe fondamental de la politique de formation suédoise résidait et réside encore dans l'art d'éviter autant que possible les impasses éducatives. C'est pour cela que même les formations professionnelles spécifiques sont tellement enrichies de contenus généraux que la fin des études professionnelles procure en même temps l'accès aux études généralistes. En 2006, par exemple, le taux de réussite au baccalauréat était, par comparaison, de 94,6 %.

Une autre caractéristique réside par ailleurs dans la multiplicité des possibilités de retour à la formation pendant la totalité de la vie professionnelle. En effet, comme nous l'avons vu, le but de la politique économique et de la politique d'emploi en Suède ne réside pas dans la protection d'un emploi existant : il s'agit plutôt de rendre les hommes capables, dans le contexte de la concurrence internationale, de prendre là où il le faut des places productives et donc les plus aptes à faire face à la concurrence. C'est pour cela que dans le système éducatif, les contenus d'éducation généralistes et spécifiques sont liés et destinés à l'ensemble de la population.

### **Relations de travail**

Il était prévisible que les sociaux-démocrates ne pourraient plus être évincés à court terme des fonctions gouvernementales si les employeurs acceptaient les syndicats au titre de partenaires à part entière dans les négociations, comme le stipulait l'accord principal de Saltsjöbaden conclu en 1938.

À travers cet accord, l'État devait rester autant que possible en dehors des réglementations relatives au marché du travail. Cela s'est effectivement réalisé pendant 30 ans. Le marché du travail était stabilisé, la gestion de l'évolution des salaires

était centralisée à travers les conventions collectives. Il n'y avait pratiquement aucune législation relative au marché du travail.

Il y eut après la phase de coopération une phase de confrontation du début des années 1970 et jusqu'en 1998. Le système centralisé de négociations salariales se délitait de plus en plus. Les impératifs de stabilité induits par l'adhésion à l'UE, en particulier, firent réfléchir les partenaires tarifaires sur la nécessité de revoir en profondeur le système de négociation salariale. Une initiative du gouvernement social-démocrate amena les syndicats et employeurs industriels les plus importants à conclure en 1998 ce qu'il fut convenu d'appeler la convention collective de l'industrie.

La convention collective de l'industrie se base sur les points fondamentaux suivants : Premièrement, sur un ensemble de règles visant à réduire à un minimum les horaires non définis par voie de contrat et donc sujets à conflit. Il fallait pour cette raison commencer les négociations d'une nouvelle convention avant expiration de l'ancienne. Deuxièmement, la convention collective de l'industrie repose sur des facilitateurs impartiaux, mis à disposition par la partie publique, pour influencer les négociations des traités « aux normes de l'UE ». Troisièmement, enfin, on put rétablir l'idée ancienne voulant que le secteur concurrentiel orienté vers l'exportation devait avoir une fonction directrice en matière de définition du salaire. Plus tard, des composantes importantes de la convention collective de l'industrie furent reprises et appliquées dans le domaine public.

Les syndicats ont une place extrêmement forte en Suède, ainsi qu'un haut degré d'organisation se situant actuellement à plus de 70 %. Il apparaît presque naturel que même la participation du travailleur à la vie de l'entreprise s'organise à travers les syndicats. La Suède ne connaît pas la formule allemande de double représentation, incluant l'existence de comités d'entreprise propres.

Contrairement à l'Allemagne également, la participation des travailleurs à la vie de l'entreprise n'a pas été institutionnalisée par voie juridique. En Suède, on a plutôt choisi de déléguer aux syndicats les droits de négocier toutes les formes et les questions de la participation du travailleur aux décisions. Le droit de grève pendant la durée de la convention collective est aussi garanti en cas de conflits concernant la définition de cette participation.

## **Relations entre les entreprises**

En Suède, ce ne sont pas seulement les syndicats, mais aussi les unions patronales qui affichent un degré d'organisation élevé. Une des meilleures garanties qui ont conditionné la réussite des accords précédemment cités entre employeurs et syndicats était la présence de partenaires puissants des deux côtés de la table de négociation. Par ailleurs, une caractéristique de la Suède était l'imbrication étroite des capitaux entre les entreprises. Enfin, outre les relations de marché, il existe divers types de réseaux d'informations des entreprises, qu'il s'agisse de la mise à disposition d'un capital propre ou encore des perspectives d'un transfert de technologie dans le cas de coopérations interentreprises.

## **Évaluation**

De tous les pays abordés dans ce livre, la Suède est celui qui présente le plus la typologie idéale d'une économie de marché coordonnée. L'économie suédoise se caractérise par le fait que les employeurs et les employés coopèrent de manière intensive à la détermination des salaires, que les deux parties prenantes en matière de marché du travail sont liées dans le devoir public de la formation professionnelle, que le financement de l'entreprise se compose d'un mélange de système de banques d'entreprise, de propriété croisée d'actions et de réseaux d'information des entreprises, en ce qui concerne la mise à disposition de capital propre, et que ces réseaux d'informations peuvent également servir, pour le transfert de technologie, à la création de coopérations interentreprises.

La Suède présente un cas particulier remarquable par le fait que, grâce à son système d'économie coordonnée et d'un État providence effectif, elle soit capable de combiner entre elles une croissance économique élevée, une juste répartition de la prospérité et un taux de chômage peu élevé. Ainsi, par rapport aux États-Unis, à la Grande-Bretagne, à l'Allemagne et au Japon, la Suède est le pays qui correspond le plus aux ambitions de la démocratie sociale.

Suède		
<b>Produit intérieur brut par habitant en 2008</b>	30.100 €	PIB par habitant en Standard de Pouvoir d'Achat (SPA), 1 SPA est équivalent au pouvoir d'achat d'un euro dans la moyenne de l'UE des 27 (Source : Eurostat)
<b>Croissance économique moyenne 1990-2007</b>	2,3 %	Croissance économique annuelle moyenne par habitant à prix constants (Source : Human Development Index 2009, p. 195)
<b>Dettes publiques en 2008</b>	38,0 %	Dettes publiques par rapport au PIB (Source : Ministère allemand des Finances, rapport mensuel 12/2009, p. 99)
<b>Balance des comptes courants en 2008</b>	7,8 %	Solde de la balance entre les exportations et les importations de biens par rapport au PIB (Source : FMI. World Economic Outlook 10/2009, p. 187)
<b>Taux d'emploi en 2008</b>	74,3 % (71,8 %)	Part des personnes actives (femmes) âgées de 15 à 64 ans par rapport à la population totale (Source : Eurostat)
<b>Taux de chômage</b>	6,2 %	Pourcentage des chômeurs dans la population active (Source : Eurostat)
<b>Inégalité des revenus mesurée en coefficient GINI en 2009</b>	25 %	Chiffre de la distribution inégale de revenus, 100 % = inégalité maximale (Source : Human Development Report 2009, p. 195)
<b>Ratio des revenus entre hommes et femmes</b>	67 %	Pourcentage des revenus des femmes par rapport aux revenus des hommes (Source : Human Development Index 2009, p. 186)
<b>Indice de pauvreté en 2009</b>	6,0 %	L'indice de pauvreté se compose de différents indicateurs (espérance de vie, taux d'alphabétisation, accès aux soins...), 0 = pauvreté minimale, 100 = pauvreté maximale (Source : Human Development Report 2009, p. 180)
<b>Degré d'organisation syndicale en 2007</b>	70,8 %	Part de la population active organisée en syndicats (Source : OCDE)

## 7. LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES DANS LE CONCRET : EXEMPLES TIRÉS DE LA PRATIQUE

Le psychosociologue Kurt Lewin est entre autres connu pour avoir dit : « Rien n'est plus pratique qu'une bonne théorie ». Pour bien montrer la pertinence des théories relatives aux questions traitant de l'économie et de la Démocratie sociale qui ont été présentées dans les chapitres précédents, des exemples tirés de la pratique ont été intégrés à la totalité du texte présent.

Dans ce chapitre qui clôture le présent manuel, ces exemples pratiques seront complétés par quelques champs de controverse politique. Ces derniers sont censés faire comprendre dans quelle mesure les valeurs fondamentales de la Démocratie sociale se reflètent dans les projets de politique économique de la politique vécue au quotidien et dans quelle mesure ses principes de politique économique servent de base à ce quotidien.

Dans cette série de manuels, aucun volume n'est spécifiquement dédié à la politique de marché du travail puisque ce dernier représente pour la Démocratie sociale un champ politique vital qui est donc considéré, dans chacun des manuels, comme étant un thème transversal. Cependant, le présent manuel consacré au thème de « l'Économie et la Démocratie sociale » donne un poids particulier à cette politique de marché du travail. On a ainsi essayé de le montrer à travers deux exemples pratiques relatifs au « travail décent » et au « salaire minimum ». Notre collection rassemble des contributions d'auteurs très divers, présentant des perspectives différentes. Les exemples donnés ne peuvent en aucun cas présenter des réponses définitives, compte tenu des contextes qui sont toujours en pleine évolution : ils sont plutôt là pour essayer de donner des idées au lecteur, et de l'inciter à la réflexion.

### **Dans ce chapitre, des exemples pratiques montrent**

- à propos de la politique industrielle écologique, comment créer, grâce à une aide étatique, des marchés porteurs qui contribuent à l'innovation, à la croissance et à l'emploi ;
- à propos du budget de l'État, dans quelles conditions il serait opportun de contracter des crédits en faveur des budgets publics, dans le cadre d'une politique d'investissement ;



- à propos des privatisations : les avantages qu'elles peuvent amener, comment elles doivent être présentées sur le plan politique, et dans quels cas elles devraient être évitées ;
- à propos du travail décent et de la participation aux décisions : que ces deux aspects sont liés entre eux et qu'ils représentent des axes principaux pour la Démocratie sociale ;
- à propos des salaires minima : qu'il est nécessaire de les définir, en vue d'endiguer la précarité des conditions de travail, et que ce thème est justement pertinent pour les aspects liés au « genre ».

## 7.1. La politique industrielle écologique : une politique de croissance pour un avenir durable<sup>9</sup>

*par Peter Franz, Florian Meyer et Stefan Tidow*

L'écologie devient en ce XXI<sup>ème</sup> siècle un facteur de progrès pour l'économie. La demande en énergie et en matières premières a énormément augmenté ces dernières années et elle continuera à augmenter. Dans les quatre décennies futures, le nombre des habitants de la terre va passer de six (chiffre actuel) à neuf milliards d'êtres humains. Le nombre de ceux qui vivent dans les sociétés industrielles triplera, c'est-à-dire atteindra quatre milliards d'êtres humains au cours de la même période. Par conséquent, le besoin en produits de consommation de fabrication industrielle augmentera également de manière drastique. D'après certaines évaluations, rien que pour les trois années à venir, la couche moyenne qui possède un pouvoir d'achat suffisant et qui est une grande consommatrice doublera, pour ne parler que du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine. Mais les matières premières de notre planète sont tout aussi limitées que les surfaces à cultiver et à exploiter. L'air et l'eau sont des ressources précieuses. Et l'énergie, elle non plus, n'est pas intarissable : du moins celle que l'on peut tirer encore des sources conventionnelles, qui représente actuellement la plus grande partie exploitée.

9 Le premier rapport publié en 2009 sur l'Économie et l'Écologie donne de plus amples informations concernant l'étroite relation entre écologie et économie ; c'est une publication commune du Ministère fédéral pour l'Environnement et du Bureau fédéral pour l'Environnement : [www.umweltwirtschaftsbericht.de](http://www.umweltwirtschaftsbericht.de)

Bref : les défis écologiques et économiques sont de plus en plus fortement imbriqués. Les époques où l'écologie et l'économie pouvaient encore se concevoir comme des domaines contraires et contradictoires appartiennent désormais au passé. Ce qui est maintenant écologiquement recommandé est en effet de plus en plus devenu une nécessité économique, et cela non seulement du point de vue de l'économie globale, mais aussi sur le plan de l'économie d'entreprise. Sir Nicholas Stern, ancien économiste en chef de la Banque mondiale, évalue par exemple les coûts économiques d'un changement climatique effréné à presque 20 % du PIB total.

Ce changement dans les relations entre l'Écologie et l'Économie implique des conséquences directes sur la politique. On pourrait même dire que la politique environnementale devient de plus en plus une politique économique. Cette évolution est due à la stratégie de politique écologique du monde industriel et elle en tire les conséquences : les problèmes d'énergie et de ressources sont devenus des questions cruciales sur les plans économique et social ainsi que du point de vue de la politique environnementale aussi bien au niveau national que global.

➤ **Une politique durable de croissance est à l'ordre du jour pour l'innovation, la croissance et l'emploi**

Une politique industrielle écologique relie une stratégie de modernisation écológico-économique pour la durabilité à une stratégie écológico-économique de spécialisation. Elle ne donne pas de réponse d'ordre idéologique aux défis de notre époque, mais développe une voie pragmatique, tournée vers la réalisation d'objectifs définis.

Il s'agit au fond de deux choses : premièrement, de réformer notre économie en vue de respecter la durabilité. C'est un problème de structures de production : il s'agit ainsi d'efficacité en matière d'énergie et de ressources. Et on ne parle pas seulement ici d'utilisation efficace, mais d'adaptation à une démarche d'utilisation de matières premières capables de se régénérer. Ce ne sont pas seulement les carburants, mais aussi le plastique et les matériaux modernes que l'on produit à partir de la biomasse et non plus à partir du pétrole. Il s'agit naturellement aussi de mieux utiliser, en ce qui concerne la politique énergétique, ce qu'on appelle les sources d'énergie renouvelables, c'est-à-dire le soleil, le vent, l'eau, la chaleur terrestre et la biomasse ; il faut pleinement exploiter leur potentiel. Cette politique ne présente aucune alternative à long terme. C'est l'unique moyen de s'en sortir, dans le dilemme structurel entre des matières premières limitées et une demande

en constante augmentation ; c'est ce qui permettra également de défaire le lien de dépendance qui existe entre la croissance et la consommation des ressources. Mais la politique industrielle écologique ne veut pas seulement cette adaptation : elle veut, deuxièmement, mettre pleinement à profit les opportunités économiques présentes : c'est en effet au moment où, partout dans le monde, l'énergie coûte de plus en plus cher et les matières premières sont de plus en plus rares que les technologies vertes présentent un potentiel énorme. Elles deviennent de véritables leaders pour les marchés de demain. Les technologies de l'efficacité et les technologies de l'environnement sont devenues des technologies clé.

Dès maintenant, des conseillers en entreprise évaluent à 1000 milliards d'Euros la valeur des technologies environnementales calculée par rapport au volume du marché mondial. Selon les pronostics, elle aura plus que doublé jusqu'en 2020, avec un montant de plus de 2000 milliards d'Euros. Actuellement, l'Allemagne est déjà championne du monde de l'exportation de produits écologiques et leader sur le marché mondial dans plusieurs domaines technologiques. Ce sont d'excellentes conditions de départ pour pouvoir profiter à l'avenir des marchés écologiques si elle réussit à rester ainsi au top de la compétition dans le domaine des technologies. Mais comme le montre l'expérience, cela dépend en grande partie de la politique environnementale que l'on ambitionne de mener et qui peut devenir un moteur de modernisation, posant les conditions nécessaires pour instaurer des processus de production de haut niveau et obtenir des produits de haute qualité.

La politique industrielle écologique veut donc donner à ces deux dimensions un appui encore plus conséquent que ce qui a été fourni jusqu'ici. On a besoin pour cela d'un État qui formule des objectifs ambitieux et qui sache poser les conditions générales en ce sens : un État, donc, qui montre le chemin en pionnier, mais qui sache aussi faire les pas pour avancer – quand il le faut. Le marché réagit effectivement de plus en plus aux réalités changeantes, mais de manière encore trop lente à plusieurs niveaux. En tout cas, jusqu'ici, il n'a suffisamment anticipé ni les défis qui se présentaient, ni les opportunités que ces défis représentaient parfois. Et si nous prenons au sérieux les explications données par les scientifiques concernant le changement climatique, il ne nous reste plus que quelques années pour essayer de régler les points faibles porteurs de conséquences dramatiques. Trop peu de temps en tout cas pour les gaspiller en vaines discussions « de fond » sans suite concernant la démarche politique à suivre. Il faut maintenant élaborer un mélange pragmatique d'instruments et d'approches politiques et appuyer de

manière intelligente une politique environnementale doublée d'une politique d'innovation, dans le contexte créé par les tensions entre l'inefficacité du marché et celle de l'État. Pour cela, l'État doit utiliser et mettre en relation les multiples instruments politiques et économiques en vue de promouvoir les innovations, de faire appliquer les technologies éco-efficaces, de donner des impulsions pour une restructuration efficace de l'économie et de la société en matière d'utilisation et d'exploitation de l'énergie et des ressources, et pour stimuler en même temps la croissance et l'emploi.

### ➤ Les principes de la politique industrielle écologique

L'approche de la politique industrielle écologique se caractérise par le fait qu'elle relie plusieurs aspects différents :

1. Il faut combiner de manière astucieuse les instruments des deux côtés : celui de l'offre et celui de la demande. Souvent, ces deux orientations politiques sont considérées comme étant deux positions contradictoires irréconciliables. Pourtant, les recherches innovantes montrent que la meilleure condition pour promouvoir la percée des innovations technologiques et les imposer sur le marché est de combiner des conditions favorables à une politique de l'offre d'une part, et à une plus grande activation de la demande d'autre part. Ce qui n'est possible que si la politique rassemble en une seule perspective les deux côtés : celui de l'offre et celui de la demande.
2. Des conditions générales prévisibles et calculables sont tout aussi importantes que la définition et la déclaration claires d'objectifs ambitieux. Les entreprises doivent savoir où elles en sont. C'est pour cela que le monde de la politique ne doit pas agir de manière arbitraire. Mais en même temps, la sécurité d'une bonne planification ne doit pas permettre aux entreprises de « s'endormir sur leurs lauriers » ou de refuser de répondre aux « défis du futur ». En effet, la concurrence ne dort pas. Les économies émergentes asiatiques, justement, se pressent sur les marchés. Une définition et une déclaration claires d'objectifs ambitieux sur le long terme sont des composantes importantes d'une politique qui se doit de réaliser un équilibre entre la capacité de planification et le dynamisme. Un autre exemple est l'approche du « top-runner » toujours axé sur les techniques de pointe. Ainsi, les exigences envers les entreprises restent réalistes (« exécuter ce qui est faisable et adaptable »), mais sont toujours à la pointe des nouveautés.

3. La vérité des prix doit prévaloir sans pour autant miner la compétitivité. Les prix sont des instruments importants pour mesurer la rareté des produits ; ils ne doivent pas cacher longtemps la vérité écologique. L'internalisation des coûts externes, les marchés qui fonctionnent : voilà des points d'ancrage importants pour une politique industrielle écologique. Une inclusion des « coûts réels » dans les prix n'a jamais été facile dans la pratique, ni auparavant, ni maintenant ; ainsi, par exemple, le cas des coûts qui n'ont pas été considérés parce qu'ils relèvent du contexte des conditions internationales de compétition ou encore le cas de la difficulté des calculs, compte tenu des coûts qui ne seront effectifs et exactement connus que plus tard.
4. La recherche doit être ouverte à la technologie et en même temps promouvoir le progrès de manière ciblée et montrer la voie. Personne ne sait aujourd'hui quelles solutions technologiques seront à la une demain. La politique doit donc rester fondamentalement ouverte à la technologie et ne doit pas tout miser sur une seule carte. Ainsi, une politique axée sur un « forcing technologique » pose des objectifs ambitieux sans pour autant préconiser de stratégie de solutions technologiques pour atteindre ces objectifs. Et il existe par ailleurs des technologies concrètes que le marché seul ne peut développer et qui présentent pourtant un potentiel prometteur de résolution de problèmes. La politique étatique de recherche et de technologie se doit aussi de les reconnaître et de prendre ses responsabilités en s'investissant aussi bien dans des projets pilote d'expérimentation que dans des projets phare à haute valeur symbolique induisant d'importants effets d'attraction.
5. Les approches horizontales et les politiques sectorielles doivent se compléter. Les conditions générales doivent être instaurées de manière à imprimer un courant d'innovation écologique sur l'ensemble de l'économie. Ce n'est pas seulement une question de régulation de la politique environnementale, mais aussi de configuration de la compétition, de fiscalité et de politique économique. Il faut par ailleurs disposer d'infrastructures performantes, modernes et respectueuses des normes environnementales ainsi que d'employés qualifiés. Cette dimension horizontale est importante. Mais il y aura toujours de temps à autre des domaines dans lesquels le changement structurel se fera de force, dans tel ou tel secteur. Il s'agira, dans ces cas, de promouvoir des technologies clé ou des industries clé de manière très ciblée, car il serait autrement impossible de transformer des structures de marché vétustes et

divisées ou d’instaurer des évolutions technologiques rapides uniquement par le biais d’une intervention au niveau du cadre général ; cette promotion particulièrement ciblée des technologies clé et des industries clé peut également s’avérer nécessaire lorsque des intérêts stratégiques à long terme jouent également un rôle dans la compétition internationale.

Une restructuration de la société industrielle axée sur les ressources nécessite non seulement des entrepreneurs innovateurs et un État pionnier mais également des employés qui produisent un travail performant et disposent d’un travail décent ; il faut également des consommateurs actifs qui impriment d’importantes impulsions de modernisation « par le bas », influençant ainsi l’expression de leur demande. En fin de compte, il s’agit ni plus ni moins d’un « New Deal », d’une « nouvelle donne » entre tous les acteurs, pour relever les défis d’un monde en pleine mutation et imprimer une stratégie écologique et économique de modernisation.

La scène politique et économique a considérablement changé. Les conditions générales montrent que l’économie et l’écologie sont plus que jamais liées entre elles ; l’Allemagne, en tant que site économique voulant relever les défis du futur a besoin d’une production industrielle qui respecte les normes environnementales et sociales, qui fournit des produits et des services durables et qui dispose d’une qualification et d’une formation de qualité. La politique industrielle écologique veut s’investir dans ce renouveau.

## 7.2. Politique budgétaire : ce que nous devons à l’Allemagne

*par Michael Dauderstädt<sup>10</sup>*

La dette de l’État se monte à plus de 1,5 milliards d’Euros. Le service de cette dette engloutit une partie importante des impôts ou nécessite un endettement supplémentaire. On dit souvent que la dette pèse sur les générations futures qui devront la payer. C’est pour cela qu’avec la « *Schuldenbremse* », littéralement « freinage des dettes », un concept censé mettre une certaine limite à l’augmentation de cet

---

<sup>10</sup> Ce texte est une version abrégée et revue, à la lumière de la crise du marché financier de 2008, de celui qui s’intitule directement « *Was wir Deutschland schulden* » (« Ce que nous devons à l’Allemagne »), WISO, août 2007.

endettement de l'État était mis en œuvre. Ce concept coïncide avec la philosophie fondamentale du Pacte européen de stabilité et de croissance, qui part également du principe qu'à long terme, c'est-à-dire au-delà du cycle conjoncturel, il ne devrait plus y avoir de nouvel endettement. Mais parallèlement à l'effort de réduction de la dette, une politique financière intelligente qui va dans le sens de l'assainissement et de l'investissement devra tout de même s'occuper de maintenir et de ne pas entraver l'option vitale qui consiste à mener une politique conjoncturelle active.

Sur les plans politique et économique, il faut faire la différence entre deux dimensions de l'endettement de l'État : le déficit conjoncturel et l'endettement à long terme, en vue de financer les investissements axés sur les objectifs de croissance. Pour la plupart des économistes, l'existence de ces deux dimensions est indiscutable sur le fond, même si des divergences d'opinion subsistent en ce qui concerne leur étendue.

### ► Une croissance grâce aux dettes ?

Pendant la période conjoncturelle de récession, les recettes de l'État diminuent, tandis que les dépenses, en particulier pour l'assurance-chômage, augmentent. Le déficit qui en résulte généralement stabilise la demande qui, dans d'autres contextes, serait en hausse. Ces stabilisateurs automatiques sont considérés par la plupart des concepts modernes de consolidation budgétaire tels que le Pacte européen de stabilité et de croissance comme raisonnables et utiles. En Allemagne, la loi de 1967 pour la stabilité et la croissance prévoit une telle politique budgétaire anticyclique ; c'est pourtant une politique procyclique qui s'instaura *de facto*<sup>11</sup>. En cas de récession, la politique financière réagissait souvent au déficit galopant par des mesures d'épargne dictées par la panique, ce qui aggravait et prolongeait la récession. Dans les périodes de croissance, il n'y avait pas de consolidation budgétaire, ce qui engendrait une hausse de l'endettement global.

Une politique conjoncturelle active devrait définir les dépenses étatiques de manière à ce qu'elles aient un impact anticyclique. Dans le cas idéal, on devrait augmenter les dépenses en temps de récession, même si le déficit et les dettes augmentent, pour compenser la demande affaiblie de la part du secteur privé. Du point de vue conjoncturel, il est indifférent qu'il s'agisse d'investissements étatiques ou de consommation, étant entendu que l'effet de croissance est plus durable lorsqu'il s'agit d'investissements. Dans les périodes de boom de crois-

---

<sup>11</sup> Tel est le jugement négatif de Solow/Wyplosz (2007)

sance, il faut diminuer ces dépenses pour faire face à un échauffement indésirable et consolider le budget.

En Allemagne, avant l'introduction de la « *Schuldenbremse* », la Loi fondamentale (art. 115) limitait l'usage des crédits alloués à l'État au financement des investissements. Cela traduit l'idée de ne pas imputer à une seule année budgétaire le poids du financement de dépenses dont les profits ne se répartiront que sur des périodes plus longues. Plus globalement, on peut dire que ce qui profitera à des générations futures ne doit pas être exclusivement financé au détriment de la population actuelle. C'est ainsi que la logique de budget privé ou d'entreprise a été transposée au niveau du budget de l'État : on s'endette pour financer des investissements qui vont, soit porter leurs fruits dans le futur, soit épargner des coûts. (Ainsi par exemple la construction ou l'achat d'une maison qui, plus tard, occasionnera des recettes grâce aux loyers ou fera épargner des dépenses en loyer.)

Dans le cas de l'État, cette logique est plus complexe : qu'est-ce qui fera augmenter ses recettes futures ou diminuer ses dépenses ? En fin de compte, toutes les mesures qui font augmenter la croissance contribuent à une hausse des recettes. Il est clair qu'il faut y inclure beaucoup plus que ce qu'on entend habituellement par « investissements ». Des sorties d'argent effectuées pour éviter de futures dépenses devraient compter comme investissements (exemple : les programmes de vaccination).

Mais pourquoi penser que les dettes pourraient être raisonnables et sensées ? Tout processus de croissance est financé par le crédit et donc par la dette, que ce soit à travers l'État ou à travers le secteur privé. En effet, les recettes courantes ne suffisent qu'à l'achat de la production courante. Une production supplémentaire nécessite un crédit qui pourvoira au financement des investissements supplémentaires nécessaires, qui, dans le cas idéal, permettront également de vendre la production supplémentaire grâce au produit de ces investissements (c'est-à-dire sans les avoirs propres ou les épargnes des bénéficiaires du crédit). Si les ménages et les entreprises ne s'endettent pas – dans le cas, par exemple, d'un pessimisme né de la récession – alors il se peut que, dans l'intérêt général de lancement d'un processus de croissance, il devienne nécessaire que ce soit l'État qui s'endette. En revanche, il se peut qu'en cas d'optimisme exagéré – comme aux États-Unis jusqu'en 2007, par exemple – les allocations de crédit dépassent largement les opportunités économiques réelles de croissance.



Dans ce système, il incombe à la politique monétaire de limiter l'acquisition de crédit à un volume réaliste. Un endettement trop élevé (indépendamment du fait que ce soit par l'État, les entreprises ou les ménages) entraîne des gonflements des prix des actifs ou une demande inflationniste, ce qui n'induit pas de croissance de masse réelle, mais surtout des hausses de prix dans un contexte d'offre stagnante sur le marché.

### ► Quand a-t-on trop de dettes ?

Mais jusqu'à quelle hauteur la montagne de dettes peut-elle s'accumuler ? Plusieurs phases de croissance, y compris la dernière qu'ait connue l'économie mondiale, se sont terminées par des crises de l'endettement ; mais la plupart du temps, ce n'étaient pas des dettes de l'État, mais des dettes des marchés financiers excédentaires. Il a toujours été difficile de reconnaître si les prix des biens qui augmentaient en même temps (immobiliers, actions, etc.) correspondaient à des attentes d'un profit réaliste ou s'il s'agissait plutôt d'une spéculation risquée et ambitieuse. En fin de compte, l'économie réelle définit à travers l'évolution de sa productivité et des facteurs de production libres et non utilisés quelle est la marge de manœuvre qui reste à la disposition du système. L'inflation et le bilan extérieur en sont des indicateurs importants. Après coup, on est toujours plus malin (après la crise asiatique de 1997, après la bulle de dot.com en 2000 ou encore pendant la crise des marchés financiers de l'automne 2008) ; mais qui aurait eu envie d'étrangler un boom aussi juteux, qui créait des emplois et des revenus, tout simplement parce que les prix augmentaient juste un peu, tandis que le bilan des paiements virait au rouge ?

Nombreux sont ceux qui s'inquiètent actuellement de la valeur faramineuse des dettes ainsi contractées, indépendamment d'ailleurs du montant de chaque emprunt particulier et du fait qu'elles soient simplement dues à une politique conjoncturelle ou qu'elles aient servi au financement d'investissements publics. Ces dettes limitent la capacité d'action de l'État, puisqu'il doit dépenser une grande partie de ses recettes au service de la dette, ce qui peut s'avérer très onéreux en cas de hausse des taux d'intérêt. L'endettement de l'État représente en outre une redistribution en faveur des propriétaires de biens importants qui ont prêté de l'argent à l'État et dont le paiement des intérêts dépend, en majorité, des impôts payés par les employés qui, pour leur part, dépendent entièrement de leurs salaires. En fin de compte, de nombreux arguments concluent en disant que les dettes constitueraient un poids pour nos enfants, c'est-à-dire pour les générations futures.

### ► Un misérable futur contre un riche présent ?

Mais l'endettement nuit-il vraiment aux générations futures ? Bien qu'elle soit souvent évoquée, cette thèse n'est pas pertinente, dans sa globalité. En effet, la génération suivante hérite aussi bien des dettes que des créances y afférentes. L'endettement de l'État concerne non pas la somme des charges, mais plutôt sa répartition au sein de la génération suivante. Tous les contribuables qui endossent le remboursement des dettes se retrouvent aussi face aux créanciers, c'est-à-dire face aux citoyens qui ont prêté de l'argent à l'État.

L'envergure du poids que l'État et l'ensemble des contribuables doivent porter à long terme, compte tenu d'un certain niveau d'endettement, dépend en fait de la relation entre les taux d'intérêt et la croissance nominale. Si la croissance de l'économie augmente plus vite que les taux d'intérêt, alors, le poids relatif de la dette étatique (en tant que composante du PIB) diminue. De telles circonstances ont existé durant la longue phase de croissance entre 1950 et 1975, mais sont devenues rares depuis. Cela montre aussi, en revanche, qu'une politique d'intérêts élevés profite surtout aux intérêts des propriétaires de biens. Des intérêts élevés augmentent ou du moins stabilisent la valeur relative des créances.

Si la génération actuelle veut faire quelque chose pour le bien-être de la prochaine génération, alors, elle ne devrait pas accumuler de titres de valeur en argent dont la génération suivante devra encore, en héritage, chercher les moyens adéquats de tirer des produits réels. Elle devrait plutôt prendre des mesures visant à augmenter la productivité de la génération suivante. Il s'agit entre autres d'investissements en matière d'infrastructures et d'éducation, de recherche et de développement. S'il faut vraiment faire en sorte de renoncer à la consommation, alors que ce soit en vue d'une bonne gestion des ressources, puisque l'augmentation des coûts des ressources (y compris par exemple la protection contre les inondations) diminue la productivité. Lorsque les ménages plus riches épargnent – dans le contexte, justement, de la redistribution inégale – sans que s'ensuivent des investissements réels, cela peut alors entraîner des bulles spéculatives sur les biens, dangereuses et incontrôlables.

Un pays ne peut pas, au sein de sa propre économie, transférer la prospérité dans l'avenir, en accumulant des créances (des biens), ni repousser la pauvreté vers l'avenir en accumulant des dettes. Cela ne peut marcher que si nous nous endettons à l'étranger, c'est-à-dire, si nous accumulons des créances vis-à-vis de

l'étranger. Les dettes à l'étranger nous condamnent éventuellement, à l'avenir, à exporter plus que nous n'importons, pour servir les créanciers. Les créances à l'étranger telles que l'Allemagne les a accumulées ces dernières années peuvent se dissoudre dans le vent d'une crise des marchés financiers ou subir une forte dévaluation, comme de nombreux investisseurs en ont fait la douloureuse expérience en 2008. Mais des excédents à l'exportation sont cependant considérés, en Allemagne, beaucoup moins comme un poids que comme un objectif à atteindre (même dans la politique économique).

### ➤ **Tendance publique à l'épargne, mais excès privé ?**

Le fait qu'il s'agisse de dettes de l'État ou de celles des entreprises et des ménages ne joue aucun rôle. Il est vrai qu'en Allemagne, seules les dettes de l'État sont considérées comme un poids ; l'accumulation de dettes privées (des entreprises, en premier lieu) est en revanche considérée comme une vertu. La génération suivante hérite ainsi non seulement de 1,5 milliards d'Euro de dettes étatiques sans risques, mais aussi de 2,5 milliards d'Euro de dettes d'entreprises potentiellement peu sûres.

Le fait que les dettes privées aient longtemps eu la réputation d'être moins problématiques a également contribué à la vague de privatisation d'anciens secteurs publics tels que la poste, les télécommunications, les chemins de fer et les autoroutes. Ainsi, leurs crédits ne constituent plus des dettes étatiques menaçantes, mais plutôt des investissements privés dont il faut se réjouir. Là aussi, on considère que la répartition ne s'effectue qu'au sein de la génération suivante. Mais cette fois, ce ne sont pas les contribuables qui doivent payer les intérêts de la dette étatique, mais les clients et – comme on a souvent été obligé de le constater – les salariés, qui doivent augmenter la rentabilité à travers les prix (par exemple, les loyers) et le gel des salaires. Mais dans le secteur privé également, la véritable prospérité réside uniquement dans l'augmentation de la productivité réelle.

Nous devons ainsi à l'Allemagne le courage de contracter des dettes qui sont nécessaires en vue d'une croissance rentable et durable à long terme. Cette croissance est due à des investissements dans le domaine des immobilisations corporelles, de la santé, de l'éducation, de la recherche et dans le capital humain. Mais cette accumulation de prestations à l'étranger, fortement appréciée et recherchée par le biais d'excédents à l'exportation ou par le biais d'une « prévoyance » couverte par le capital, en faveur des futures générations allemandes, n'a de valeur que celle que les générations futures, dans le pays et à l'étranger,

peuvent acquérir, grâce aux investissements actuels. Mis à part une redistribution non sociale en faveur des investisseurs, leurs produits ne peuvent être supérieurs aux taux de croissance de l'économie nationale elle-même.

### 7.3. Risques et opportunités de la privatisation

*par Simon Vaut*

La privatisation de la propriété publique est un thème de politique économique qui est sujet à conflits à l'époque actuelle ; il s'agit surtout d'un débat crucial sur les relations entre l'État et l'économie privée. Le brûlant débat sur la privatisation des chemins de fer allemands montre clairement qu'il s'agit là d'un sujet qui dépasse largement les décisions politiques, c'est-à-dire que les arguments échangés tournent autour de points de vue fondamentaux concernant le bien commun, la prévoyance sociale et la sécurisation de l'existence ainsi que les devoirs et obligations de l'État. Si les avis pour ou contre une privatisation des chemins de fer s'emmêlent au sein du SPD, c'est parce qu'il est difficile pour la Démocratie sociale de répondre à la question relative à la relation entre économie privée et État : c'est en effet une question qui nécessite une analyse complexe.

Une présentation nuancée des privatisations dans le monde entier a été effectuée dans le cadre d'une recherche sous la direction de l'économiste et politicien Ernst Ulrich von Weizsäcker du Club de Rome<sup>12</sup>, dans le livre intitulé « Les limites de la privatisation ». Les explications qui suivent s'appuient surtout sur ce rapport.

Dans ce rapport, le Club de Rome présente des arguments contre les deux positions extrêmes : d'une part une idéologie peu critique, encline à la privatisation, et d'autre part une confiance aveugle envers un État qui voudrait voir le maximum de propriétés entre les mains des instances publiques.

---

<sup>12</sup> Le Club de Rome est une organisation internationale de scientifiques qui traitent de questions sociologiques et économiques. Le Club de Rome s'est fait connaître en particulier grâce à l'étude publiée en 1972 sur « Les limites de la croissance » : elle mettait à l'ordre du jour sur le plan international les questions relatives à l'accroissement de la population, à la dégradation de l'environnement et à la pollution ainsi que l'épuisement des réserves de matières premières ; le Club de Rome a ainsi influencé de manière significative le mouvement pour la protection de la nature.

Un juste milieu nuancé qui, selon les particularités inhérentes à un secteur, trace un chemin viable entre les acteurs privés, les partenariats public-privé ou une prise de responsabilité de l'État, est cependant soumis à de fortes conditionnalités. Différentes formes de privatisation et de constellation des acteurs sont possibles :

- Des entreprises étatiques se placent en concurrence avec des entreprises privées, mais restent propriété publique, comme la Deutsche Bahn (les chemins de fer allemands) qui, depuis 1994 jusqu'à sa semi-privatisation, est une société d'actions appartenant à l'État, et qui doit de plus en plus faire face à la concurrence des autres entreprises de chemins de fers.
- Délégation de pouvoirs : dans ce cas, l'État attribue des obligations à des entreprises privées et achète ces dernières. L'imprimerie fédérale (« Bundesdruckerei ») en était un exemple. Elle avait été rachetée pour des raisons de sécurité politique après quelques années d'appartenance privée.
- Partenariats public-privé (PPP) : ce sont des solutions coopératives qui présentent un travail commun entre les acteurs étatiques et les acteurs privés.
- Privatisation complète : il s'agit d'une cession complète de la propriété publique, de manière à ce que l'État ne garde plus qu'un rôle de régulation dans les divers processus du marché.

La relation entre ordre étatique et liberté économique, entre sécurité et innovation, doit toujours être reconsidérée. Les conditions générales peuvent également changer au cours du temps : la privatisation et la libéralisation du secteur des télécommunications continuent à être considérées comme un exemple positif en faveur des privatisations. Les prix ont fortement baissé grâce à la concurrence ; les innovations au sein du secteur ont augmenté et les privatisations ont amené de l'argent dans les caisses publiques. Le corollaire de cette évolution était, au sein du réseau téléphonique existant, la possibilité octroyée à différentes entreprises de proposer leurs services, ce qui n'a été techniquement possible qu'à la fin du XX<sup>ème</sup> siècle. Avant cette période, une privatisation n'aurait certainement pas mené à plus de concurrence, parce qu'on aurait tout simplement remplacé un monopole étatique par un monopole privé.

Le balancier entre État et le secteur privé continue son mouvement dans le temps. Aux XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles, les États se sont accaparés plus de responsabilités et la part de l'État a clairement augmenté presque partout. Dans le passé, les branches industrielles qui étaient entre les mains du secteur public étaient devenues partiellement ou totalement privatisées : des télécommunications aux différentes branches industrielles telles que la production d'acier et la construction automobile, en passant par l'extraction d'énergie. Mais pendant ce dernier quart de siècle, le mouvement de balancier s'est nettement accentué en direction de l'économie privée.

Qui étaient les précurseurs de ce mouvement ? Sur le plan international, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) y ont contribué de manière significative par le biais de ce qu'on appelle « le consensus de Washington ». Les lignes directrices de ce dernier en matière de politique économique exigeaient un retrait de l'État et menèrent à une vague de dérégulation et de privatisation d'envergure mondiale. « Si on avait enseigné le terme « privatisation » à un perroquet, on aurait pu se passer d'une grande partie des conseils de la Banque mondiale et du FMI, dans les années 1980 et 1990 », écrit Joseph E. Stiglitz, prix Nobel et ancien dirigeant économiste de la Banque mondiale (Stiglitz 2002 : 78-81). Le problème du Consensus de Washington résidait, d'après Stiglitz, dans le fait qu'il considérait la privatisation comme une fin en soi au lieu de vérifier plus exactement quels secteurs s'y prêtent et dans quelles conditions ; quelle constellation d'acteurs permettrait d'atteindre une croissance plus durable, doublée d'une distribution et d'un approvisionnement plus équitables. Les effets induits par la privatisation dépendent en effet du secteur économique pris en considération et des conditions générales qui le régissent. Ainsi, des privatisations qui contribuent à la réussite dans un pays pourraient, dans la même branche, être une erreur dans un autre pays.

Les facteurs suivants sont particulièrement pertinents pour ce qui est des conséquences des privatisations :

- La concurrence est-elle possible dans ce secteur ou s'agit-il simplement du remplacement d'un monopole étatique par un monopole privé ? Dans le domaine de ce qu'on appelle « industries en réseau », surtout, elle est possible dans certaines conditions uniquement : ainsi, dans le transport ferroviaire, sur la construction d'une ligne, par exemple. Il n'est plus rentable de construire des lignes ferroviaires parallèles. Et sur les mêmes rails, les trains ne peuvent pas se dépasser. Des prestataires de services orientés vers la

performance dans les domaines de l'alimentation en eau, gaz et électricité constituent d'autres exemples d'industries de réseau. Lorsqu'on en arrive à la privatisation, les prestataires doivent se soumettre à des régulations telles qu'ils ne peuvent pas profiter de leur puissance de marché.

- Y a-t-il un danger que des consommateurs soient exclus ou privés de biens et de service importants ? Y a-t-il, par exemple, des personnes privées de service postal dans des régions enclavées, ou d'autres privées de réseau d'électricité par manque de pouvoir d'achat ?
- L'État a-t-il un intérêt particulier à protéger ? L'imprimerie fédérale est revenue entre les mains de l'État après avoir été pleinement privatisée parce que les documents et les données qu'elle devait administrer avaient été jugés trop sensibles.

Le bilan des privatisations et des étatisations est très mitigé. Les résultats dépendent beaucoup du secteur et de la configuration politique. Dans le rapport intitulé « Les limites de la privatisation », des études de cas de privatisations en Allemagne et dans d'autres pays sont effectuées et évaluées. Il existe un large éventail de résultats positifs et négatifs pour les privatisations. Nous allons d'abord présenter les effets positifs qui ont pu être constatés et ensuite les risques de la privatisation, d'après l'analyse du Club de Rome.

Si la privatisation a pour conséquence l'émergence d'une concurrence au sein d'un secteur, cela entraîne généralement une meilleure approche du client. Des entreprises privées qui se trouvent dans un contexte de concurrence sont tenues de satisfaire leurs clients et de faire preuve d'innovation et d'efficacité pour pouvoir rester sur le marché. Le secteur des télécommunications constitue un exemple de branche au sein de laquelle la concurrence entre privés a mené à des innovations et à une extension du marché : chose impensable dans le cas d'un monopole étatique. Les entreprises étatiques, puisqu'elles ne sont pas obligées de subir la situation de concurrence, ont tendance à travailler sans trop faire attention aux coûts et à être moins perméable aux innovations. En effet, pour elles, réduction des coûts et meilleure qualité de service ne sont pas obligatoires. Les entreprises privées, quant à elles, ont tendance à exclure d'emblée les clients dont on ne va guère tirer de profit : elles ont tendance à « ne choisir que ce qui leur convient ». Prenons comme exemple le cas des personnes qui habitent des régions reculées, où l'on considère le service postal comme non rentable.

Les privatisations peuvent être raisonnables si l'État ne dispose pas de moyens pour investir, et que des investisseurs privés (internationaux) sont prêts à mettre du capital à disposition. C'est souvent le cas des pays relativement pauvres, où des biens importants concernant la sécurisation de l'existence, tels que l'exploitation de l'eau, sont confiés à la gestion d'investisseurs privés. Ainsi, la qualité de l'accès à ce minimum vital s'améliore en général mais devient l'apanage des clients qui peuvent se le payer : cette situation peut alors aiguïser les injustices et le manque d'équité.

Un problème qui apparaît souvent dans les cas de privatisation concerne la faiblesse au niveau des réglementations des investissements. Sous la pression de l'action, un État peu expérimenté pourrait négocier les conditions de vente à son désavantage au cours de ces processus de privatisation. Face aux groupes d'entreprises internationaux (« konzerns ») expérimentés, les anciens pays communistes, en particulier, se sont souvent laissés entraîner à des normes de prix et de qualité peu réalistes. Dans les États en plein processus de transformation de l'Europe de l'Est, par exemple, les entreprises produisant de l'énergie ont été vendues bien au-dessous de leur valeur réelle.

Les problèmes qui apparaissent quand il n'y a pas assez de concurrence et que des monopoles privés, par exemple concernant les industries en réseau où il n'y a pas d'alternatives (distribution d'eau, réseau électrique) ont été mentionnés plus haut. Ceci ne conduit à aucun avantage, ni concernant les innovations, ni concernant les prix. Les monopoles privés comportent généralement plus d'inconvénients que les monopoles d'État.

Un problème supplémentaire : l'imputation des risques et charges externes. Après la vente à un investisseur privé, il est souvent arrivé que les risques liés au chiffre d'affaires aient été finalement imputés à l'État. C'est le cas par exemple lorsque des coûts externes occasionnés à la suite de l'exploitation, telles que les conséquences écologiques, sont imputés à l'État, tandis que les gains de l'entreprise restent entre des mains privées. Les coûts occasionnés par l'exploitation de l'énergie atomique constituent un bon exemple dans ce cas.

Un autre problème concernant les investisseurs privés est leur négligence du long terme et de la qualité durable, qui aboutit parfois au délabrement d'infrastructures auparavant maintenues en bon état lorsqu'elles étaient entre des mains



publiques. Les chemins de fer britanniques constituent un exemple connu de ce genre de cas : après la privatisation, les investisseurs ont négligé le réseau ferroviaire, ce qui a occasionné de graves accidents et entraîné l'obligation de renationaliser l'exploitation du réseau.

Souvent, les privatisations sont, en premier lieu, dues à des raisons fiscales : les recettes serviraient à boucher les trous budgétaires, ce qui peut avoir par ailleurs des influences positives sur d'autres domaines politiques : la ville de Dresde a vendu un patrimoine composé de plus de 100 000 maisons d'habitation ; elle est ainsi devenue l'unique grande ville allemande libérée de toute dette. Les 80 millions d'Euro par an ainsi épargnés, et qui servaient auparavant à payer les intérêts de la dette, peuvent maintenant être utilisés et investis dans d'autres dépenses publiques, telles que l'éducation, après avoir enlevé la différence entre loyers et coûts d'entretien.

Le Club de Rome propose une liste de contrôle concernant les privatisations. Il faut d'abord en tout premier lieu que les raisons d'une privatisation soient discutées ouvertement pour éviter qu'elle ne devienne une fin en soi :

- Un cadre de régulation fiable, avec des données claires sur les objectifs à atteindre, pour l'investisseur ;
- Pas de privatisation pour des raisons idéologiques, pour les services où l'État est performant ;
- Un contrôle démocratique par des instances publiques de contrôle ;
- Là où l'État n'est plus propriétaire, il devrait prendre ses responsabilités en matière de régulation, pour bien marquer sa présence et son influence sur le marché ;
- Il faut particulièrement protéger les biens publics tels que la prévoyance sociale et les services d'intérêt général. La privatisation de ces biens doit être particulièrement bien vérifiée ;
- Une charte sociale pour la protection des nécessiteux : la ville de Dresde en est un bon exemple puisqu'elle a associé la vente de ses immobilisations avec la protection de certains droits particuliers des locataires ;
- L'appel d'offres à la privatisation doit être transparent et équitable ;
- Il faut vérifier s'il existe entre l'État et le secteur privé une troisième voie sous la forme de Partenariats Public-Privé ou de coopératives.

## 7.4. Travail décent et participation aux décisions : la politique du travail décent

par Wolfgang Schroeder

Chaque société a sa propre manière de comprendre et d'appréhender ce que signifie le travail. Et même au sein d'une même société s'affrontent différentes formes de pensée relatives au travail, c'est-à-dire ce que l'on entend effectivement par « travail décent ». Comment est organisé le travail d'aujourd'hui ? Comment allons-nous travailler à l'avenir ? Quels sont l'importance et le rôle du travail dans notre vie et pour la cohésion sociale ? La polarisation des relations de travail est-elle un phénomène passager ? Y a-t-il d'une part un dédommagement précaire<sup>13</sup> et des vécus frustrants dans le monde du travail et d'autre part, un travail très bien payé dans une ambiance de travail performante et satisfaisante ? Ou bien s'agit-il plutôt du début d'une évolution malsaine ? Ces questions sont devenues d'une actualité pressante : si on ne leur prête pas une attention suffisante, il est pratiquement impossible de développer des projets d'avenir individuels et sociaux. Les représentants de la thèse de « la fin du travail » ont péché par trop de bruit : ils avaient argumenté en affirmant que le travail de subsistance était en train de disparaître de la société moderne et que le plein emploi n'était plus possible. Cette thèse ne peut qu'être contredite au vu de l'exemple des pays scandinaves qui affichent un niveau d'emploi élevé associé à des normes sociales élevées. En Allemagne aussi, le chômage a pu être réduit après des années de stagnation. Mais en même temps, le spectre d'une « société du surtravail flexibilisé » est présent partout. Le progrès en matière de productivité a contribué à faire en sorte que, de nos jours, une grande partie de la quantité habituelle de travail, par rapport à il y a quarante ans par exemple a pu être réduite, pour produire actuellement un PIB de loin plus élevé encore qu'il y a quarante ans. Mais malgré tout, cela ne représente qu'une seule facette du débat sur les changements subis par le travail.

### ► Changement au niveau de l'organisation du travail

Bien que la configuration du travail de subsistance ne constitue l'objet des grands débats sociaux que dans certaines phases et constellations, elle imprègne pourtant en permanence le quotidien des employés. Le travail industriel était étroitement lié au travail à la chaîne ou au travail déterminé par les machines. Bien que l'organisation taylorienne du travail caractérisée par les machines, le contrôle,

---

<sup>13</sup> Le terme « précaire » nous vient du latin et signifie « obtenu à force de supplications » ou « peu sûr ».

les normes, c'est-à-dire par une certaine planification scientifique du travail, ne déterminait pas directement la réalité de tous les travailleurs, on sentait cependant non seulement son influence sur toute la société, mais également sur la vie du travailleur après le travail. Même l'histoire du mouvement ouvrier et des syndicats en particulier ne peut se comprendre sans l'organisation taylorienne du travail et les grandes manufactures.

Le **Taylorisme** nous vient de Frederick Taylor (1856-1915). Son but était d'organiser le travail de manière aussi efficiente que possible. Il était parti du principe que les travailleurs fonctionnaient comme des machines et essaya de structurer les processus industriels en un travail mécanisé, exécuté à la chaîne.

Parallèlement au taylorisme, un second modèle de production innovant, le toyotisme<sup>14</sup>, s'est développé à partir des années 1980. Ce modèle de production a été ainsi baptisé du nom du constructeur automobile japonais Toyota qui l'avait initié dans une nouvelle organisation du travail en groupe.

Ce modèle de production avait entre autres pour but d'équilibrer les inconvénients d'une division du travail trop rigide et de permettre une plus forte intégration des employés en tenant compte de toutes leurs compétences. Cela présentait un aspect qui correspondait également à un des principaux objectifs de la politique industrielle des syndicats : l'humanisation du travail de subsistance. L'objectif lié à ce but concernait l'amélioration des conditions de travail, pour combiner qualité de travail et qualité de vie, permettre de garder l'intégrité de la santé et promouvoir la richesse sociale.

Les usines de construction automobile ont souvent été de formidables sites d'innovation en matière d'organisation du travail. Ce furent les usines suédoises de Volvo qui amorcèrent un élan important en matière de nouvelles formes de travail de groupe. Cette industrie cruciale est associée à la découverte de nouvelles formes de groupes de travail autonomes ou semi-autonomes au début des années 1980 ainsi qu'à la découverte de nouveaux concepts de produits. À cette conception du travail de groupe semi-autonome s'est rattaché l'espoir d'une évolution positive de la situation de travail, la rendant plus diversifiée, plus intéressante et plus riche en possibilités de qualification : les employés y découvraient une plus grande marge de manœuvre individuelle en ce qui concernait la répartition de

14 Baptisé d'après le modèle de production institué par le constructeur automobile Toyota, qui essaya de mettre en relation la productivité de la production de masse et la qualité du produit fini au sortir de l'atelier de production.

leur tâche et la participation aux décisions importantes. Il apparaissait ainsi que le travail de groupe devenait un symbole du nouveau monde du travail, et que l'individu recevait une nouvelle valeur statutaire au sein du groupe de coopération.

À mesure que le travail standardisé à la chaîne (le taylorisme) atteignait ses limites, il y eut des discussions sur l'amélioration des conditions de travail qui trouvèrent, sur la voie vers le travail de groupe semi-autonome, des moyens de se rapprocher de l'image idéale du « travail décent ». Ce processus a trouvé en Allemagne, en comparaison internationale, une résonance telle que certains auteurs partent également d'une voie spécifiquement allemande dont les dimensions qualitatives s'appuient sur la base d'un travail professionnel qualifié basé sur l'évolution du taylorisme et sur une formation professionnelle en alternance. À partir de là, on évolua vers une certaine harmonisation de l'humanisation et de la rationalisation du travail, incluant ainsi une base productive pour le projet de « spécialisation flexible » dans l'industrie orientée vers l'exportation. Depuis le milieu des années 1990, cependant, cette caractéristique particulière du travail industriel est de nouveau à réviser, parce que des contraintes économiques et financières, d'une part, et des contradictions apparues à certaines périodes d'évolution du travail de groupe, d'autre part, ont remis en question leur efficacité et leur acceptation.

Entre-temps, on est devenu plus raisonnable. Il est vrai que le travail de groupe s'est répandu. Mais les attentes qu'il avait suscitées en matière d'humanisation profonde du monde du travail ont été jusqu'ici plutôt déçues. Ainsi, les opportunités de marge de manœuvre qui avaient été octroyées aux employés pour influencer personnellement la définition de leur propre travail leur ont été de nouveau retirées en faveur d'une plus grande standardisation. C'est ainsi que, dans le monde industriel d'aujourd'hui, différents régimes de travail se font concurrence pour atteindre la productivité la plus élevée.

Avec la disparition du travail industriel typique aux grandes industries, un autre type de travail apparaît, pour devenir peu à peu le centre des discussions sociales. Il s'agit du domaine des services flexibles et axés sur le savoir. On part souvent du principe que les individus seraient plus autonomes dans ces domaines. Ils travaillent en tout cas, non pas dans de grandes, mais dans de petites usines, et ils sont plus responsables quant aux résultats de leur travail. La fin des régimes de travail établis est en même temps reliée à cette forme de travail. Et au lieu d'une réduction du temps de travail, on parle au contraire aujourd'hui de « travailler

sans fin ». Ainsi, par exemple, en ces temps où le courriel et le téléphone mobile deviennent des moyens pour rappeler à certains collaborateurs qu'ils doivent être joignables à tout moment, après leurs heures de travail au bureau, même au-delà des dispositions légales. Dans le débat sur les opportunités et les risques d'une telle évolution, la qualification des employés joue un rôle décisif lorsqu'il s'agit plus d'indépendance. Du côté des risques, on met en place des thèmes qui traitent des nouvelles formes de stress psychique, du syndrome de « burn-out » (c'est-à-dire d'épuisement par le travail), de la sollicitation des capacités de l'être humain dans sa totalité, allant ainsi dans un sens contraire à l'amélioration de la qualité de vie.

Ces dernières années, on a beaucoup discuté sur le fait qu'il s'est peut-être créé une nouvelle typologie d'employé qui, en tant qu'« employé-entrepreneur », est responsable de sa propre « employabilité ». On veut montrer ainsi un processus d'évolution qui a fait passer le travailleur prolétaire salarié au stade d'employé-entrepreneur en entreprise, en passant par le statut d'employé professionnalisé. Les caractéristiques de l'employé-entrepreneur, qui s'organise lui-même en partie, comme dans les relations de contrat existant sur le marché, sont fixées sur trois dimensions, en particulier : qualifications individualisées, autocontrôle systématique du travail, ainsi que le danger de l'auto-exploitation dans des conditions précaires de protection sociale. Comme cette notion d'« employé-entrepreneur » est une construction sociale, qui correspondrait à une nouvelle étape de l'économie basée sur le marché, les sociologues Voss/Ponkratzt évaluent les nouvelles relations de domination au sein de l'entreprise de la manière suivante : « La contradiction entre capital et travail dans les entreprises capitalistes ne disparaît pas avec l'apparition du type de l'employé-entrepreneur : elle se transforme en contradiction structurelle entre des entreprises de styles différents (Voss/Pongratz 2003 : 32). Même si cette typologie ne détermine nullement encore le monde du travail, comme les critiques le font très justement remarquer, les caractéristiques étudiées précédemment sont déjà actuellement largement répandues.

Le plus grand défi que la politique du travail décent ait à relever de nos jours est l'augmentation drastique du nombre d'employés se trouvant dans une situation précaire. Le plus grand problème concerne le chemin qu'il faut emprunter pour sortir de ce secteur : il est devenu de plus en plus difficile. Pour le projet de la démocratie sociale, le « travail décent » est surtout important, pour deux raisons, en ce qui concerne les individus concernés : premièrement, le « mauvais travail » doit être humanisé. Et deuxièmement, ceux qui travaillent dans ce secteur doivent recevoir un appui pour pouvoir sortir de cette zone et être capable de continuer à évoluer sainement.

### » Acteurs et processus de participation aux décisions

Avec l'importance décroissante de l'organisation du travail industriel, de nouvelles exigences s'adressent aux acteurs de la politique en faveur du « travail décent ». Les acteurs du monde de l'entreprise constituent, avec les associations et l'État, le troisième pilier décisif du modèle allemand de politique négociée en faveur du « travail décent ». Jusque dans les années 1980, leur action se situait dans l'axe des questions cruciales relatives aux conditions de travail, dans le cadre des normes négociées au niveau interentreprises et au niveau de l'État. C'est ainsi qu'un ordre social entrepreneurial s'est construit en Allemagne, axé sur des modèles de réglementations interentreprises, sans pourtant les appliquer au hasard. Le modèle allemand autorise un large éventail de différentes constellations d'action et de divers modèles d'échanges entre les entreprises. Ces dernières doivent d'ailleurs être limitées par des conditions générales. Ainsi, les dirigeants d'entreprise doivent, en matière de politique de gestion des ressources humaines, prendre en considération les intérêts des employés et du comité d'entreprise ainsi que les consignes données par les instances interentreprises, c'est-à-dire celles qui sont inscrites dans les conventions collectives et « recommandées » par l'État. En revanche, le comité d'entreprise doit lier sa fonction de représentation des intérêts des employés à celle du partage des responsabilités, en ce qui concerne la productivité et la réussite économique de l'entreprise. Le modèle de participation aux décisions et de coopération entre les industries sera alors également résumé de manière claire et concise dans cette explication fondamentale incluse dans la loi sur les entreprises : « Les employés et le comité d'entreprise travaillent dans le respect des conventions collectives en vigueur, en toute confiance et en toute coopération avec les syndicats et unions de travailleurs représentés au sein de l'entreprise, aussi bien pour le bien-être des travailleurs que pour celui de l'entreprise (§2 al. 1, Loi fondamentale sur les industries) ».

Le modèle de la représentation d'intérêts en Allemagne marque de façon formelle la différence entre comité d'entreprise et syndicat, c'est-à-dire que les membres du comité d'entreprise ne sont pas obligés d'être membres d'un syndicat ; et les syndicats n'ont aucune influence directe ou automatique sur les comités d'entreprise. Compte tenu de cette séparation formelle, une des plus grandes performances du modèle allemand réside dans le fait qu'il prévaut donc, entre le comité d'entreprise et le syndicat, beaucoup moins une concurrence insurmontable qu'une imbrication dans les relations au quotidien. Depuis six décennies, plus de 70 % de tous les comités d'entreprise sont également membres

de syndicats ; ils exercent pleinement leurs importantes fonctions bénévoles au sein de ces syndicats. Tandis que le comité d'entreprise agit dans le champ de tensions créé par le personnel, la direction de l'entreprise et le syndicat présenté comme « institution-frontière » (Fürstenberg 2000 [1958]), les dirigeants de l'entreprise doivent osciller entre le personnel, le comité d'entreprise et les intérêts déterminants ou les consignes données par la direction de l'entreprise, ainsi que ceux des unions patronales. Les intérêts contradictoires entre le comité d'entreprise et les gérants de l'entreprise sont dénoués au sein de ce processus ; ainsi, le conflit direct est une exception. Là où apparaissent des conflits relatifs à la politique de distribution ou de configuration des intérêts, on implique souvent les acteurs externes à l'entreprise. Le comité d'entreprise et les dirigeants de l'entreprise sont les acteurs de base les plus importants des assemblées qui leur sont soumises ; leurs droits respectifs sont de caractères différents et leurs pouvoirs sont en général inégaux. Cela montre qu'il ne s'agit pas, la plupart du temps, d'acteurs agissant avec la même intensité dans le champ politique des relations industrielles : en matière de politique des conventions collectives, les acteurs au sein des entreprises renoncent à leurs droits de disposition en faveur des décisions de l'union ; ils suivent ainsi un modèle d'institution qui est véritablement né de l'histoire et qui faisait jusque-là la promotion d'un mode de coopération dont les composantes les plus importantes se divisent, en premier lieu, en composantes politiques et économiques.

### ➤ Les défis de la participation aux décisions

Le modèle de répartition du travail se retrouve actuellement face à de nouveaux défis, que ce soit la participation aux décisions de l'entreprise par le biais des comités d'entreprise, ou bien aussi, la participation aux affaires économiques : par le biais de propres représentants au sein de l'entreprise, ou des membres syndiqués exerçant des fonctions à temps plein, au sein des conseils de surveillance.

**1. Ébranler les forces liant les acteurs de la participation aux prises de décision.** Il ne va pas de soi qu'en matière de politique du travail, le niveau de décision interentreprise soit accepté par les instances de décision au sein de l'entreprise ; elle est aussi l'expression de comportements historiques acquis et de rapports de force politiques actuels. Les dirigeants de l'entreprise trouvent souvent des opportunités qui leur permettent de ne suivre que leurs propres décisions en matière de politique tarifaire sans que la paix au sein de l'entreprise ainsi que la capacité de performance économique en souffrent. Ce sont ces cas

qui sont habituellement pratiqués, et de plus en plus d'ailleurs depuis ces dernières années. Il est clair, en ce qui concerne le projet de la Démocratie sociale, que la participation des employés n'est pas une question d'opportunité, mais qu'il s'agit plutôt d'un droit fondamental juridiquement stipulé en faveur de la participation, étant entendu que cette dernière ne peut en aucun cas faire l'objet d'une quelconque négociation.

Il est important, pour la légitimité et l'acceptation d'une politique inter-entreprise, que les acteurs des entreprises voient leur influence et leurs intérêts suffisamment exprimés et représentés au niveau de l'union. Ceci constitue, en général, une condition à laquelle les unions doivent se sacrifier pour atteindre un niveau élevé d'envergure en matière de loyauté et d'engagement par rapport à leurs membres. La tradition a été dans ce cadre une force de liaison importante qui a fortement imprégné la dimension politique des relations industrielles. Mais elle a cependant rapidement perdu de son importance ces 20 dernières années. Pendant quelques décennies, il y eut, dans la plupart des entreprises allemandes, une répartition des tâches qui s'est maintenue et qui, dans le fond, n'était pas remise en question, devenant ainsi une tradition au fil des générations qui se succédaient. Ces forces de liaison culturelles traditionnelles entre les fédérations et les acteurs des entreprises semblent perdre de leur influence : depuis les années 1980, une tendance a pu être remarquée : il s'agit d'un affaiblissement de la force de normalisation des fédérations. Les managers et les comités d'entreprise ont de plus en plus souvent des cheminements distincts, articulent ouvertement leurs suspicions vis-à-vis des décisions de leurs fédérations et refusent de se soumettre uniquement par principe à la direction de leur(s) union(s).

**2. Le comité d'entreprise est l'interlocuteur ainsi que le représentant des intérêts de tous les employés.** Un grand défi à relever est la représentation égale des intérêts, en ce qui concerne le personnel mobile et le personnel fixe. La structure des employés dans les entreprises a fortement changé ces dernières années. Le nombre de travailleurs à contrat déterminé, d'employés à temps partiel et d'intérimaires a fortement augmenté. Cela peut générer un conflit potentiel dans les domaines où la participation aux décisions d'entreprise se trouve confrontée à des problèmes d'intermédiation et de solidarité : le comité d'entreprise représente un personnel qui change en permanence, d'où, parfois, des cas problématiques d'ordre exceptionnel pour représenter les intérêts des groupes mal sécurisés de manière aussi efficace que les intérêts du personnel fixe.



### **3. Le modèle de participation aux décisions d'entreprise est confronté à des formes de responsabilité divergentes au sein de ces entreprises :**

du temps de l'élaboration de la loi sur le statut des entreprises, les décideurs au sein de ces entités étaient en général ceux qui supportaient les risques économiques. La participation du comité d'entreprise est certes limitée aux problèmes d'organisation de l'entreprise ainsi qu'aux problèmes de personnel. Cependant, les décisions économiques pouvaient également être abordées et, le cas échéant, résolues. Mais, de plus en plus, l'internationalisation et la séparation entre propriétaires et dirigeants d'entreprise ont occasionné des décisions économiques qui vont à l'encontre du bien-être du personnel et même de l'entreprise, sans que ces décisions puissent être influencées à l'avance par les acteurs au sein des entreprises. L'équilibre des désavantages économiques ressentis par les employés peut certes, grâce aux négociations, être atténué par le comité d'entreprise ; mais il n'en reste pas moins que le développement des entreprises et leur « direction axée sur le marché financier » place le modèle de participation aux décisions devant de nouveaux défis.

### **4. L'internationalisation des entreprises exige une internationalisation de la participation aux décisions.**

La concurrence entre les sites d'implantation reste un des principaux arguments expliquant la dégradation des conditions de travail. Elle a même souvent lieu entre les entreprises d'un même groupe. On assiste ainsi par exemple à des cas de commandes de nouvelles voitures, lancées au niveau de tout le groupe, pour instaurer une concurrence entre les différents sites visant à réduire les coûts salariaux et les prestations sociales. Mais il commence cependant également à y avoir de premières expériences positives de solidarité – entre les sites européens de General Motors, par exemple, lorsque le siège social a menacé de fermer certains sites en Europe. Les comités d'entreprise européens constituent une première institution supranationale d'une grande importance, dont les compétences sont déjà en train d'être utilisées de manière efficace actuellement. Il est vrai qu'il est encore nécessaire, à ce propos, d'effectuer des améliorations juridiques pour obtenir une participation équitable, sur un pied d'égalité avec les employeurs, en faveur des employés. La société anonyme européenne constitue une autre arène de la participation aux décisions, régie par des consignes internationales. Mais il est également nécessaire pour cela de développer des stratégies et des concepts qui permettent de saisir les opportunités qui se présentent et réduisent en même temps les risques à un minimum. La logique est simple. Pour assurer les droits de participation aux décisions, une coopération européenne renforcée, impliquant les divers acteurs et les différents niveaux, est de rigueur. Mieux elle réussira, plus les résultats seront satisfaisants.

## 7.5. Le débat sur les salaires minima

par Claudia Weinkopf<sup>15</sup>

Le pourcentage des salaires peu élevés est en pleine croissance : ce fait constitue-t-il un problème signalant un besoin en matière d'action politique, ou fait-il partie intégrante d'une stratégie efficace visant une réduction du chômage ? La question a de tout temps été controversée en Allemagne. Bien que plusieurs études, ces dernières années, aient prouvé d'un commun accord que la proportion des bas salaires est déjà élevée (cf. par exemple, Schäfer 2003, Rhein/Gartner/Krug 2005, Goebel/Krause/Schupp 2005, Eichhorst et al. 2005), certains exigent encore un élargissement des catégories d'emploi rémunérées par un salaire bas, et quelques voix isolées s'élèvent encore pour exiger l'« introduction » de métiers caractérisés par des bas salaires.<sup>16</sup>

Mais globalement, le débat s'est cependant récemment un peu plus concentré sur la question de savoir s'il est du devoir de l'État (seul) de relever les bas salaires à un niveau tel que, en parlant de budget, l'on puisse être assuré d'un revenu qui garantisse l'existence : les limites minimales au niveau des tarifs et des lois qui garantissent que les entreprises ne puissent plus continuer à faire baisser les salaires sont-elles nécessaires ? La suite de notre texte se chargera de vérifier la représentativité de quelques-uns des arguments typiques, pour ou contre les bas salaires ou les salaires minima. Ils seront également commentés à travers une perspective axée sur l'aspect du « genre ».

Pour parler en faveur des métiers rétribués par de bas salaires, on argumente souvent en disant que ces derniers peuvent constituer un tremplin vers un emploi mieux payé. Cependant, les résultats de quelques études actuelles sur ce thème atténuent assez cet optimisme.

15 Cette contribution a paru dans une version presque identique sous le titre « Le débat politique sur les bas salaires et les salaires minima – commentée à partir de la perspective du genre » et tirée du chapitre « Bas salaires et salaires minima. Une analyse à partir de la perspective du genre », dans : Friederike Maier, Angela Fiedler (Ed.) (2008). *Verfestigte Schiefagen – Ökonomische Analysen zum Geschlechterverhältnis*, Berlin (Le renforcement de situations malsaines. Analyses économiques sur le rapport entre les genres). Nous remercions la société « edition sigma » ainsi que l'auteur d'avoir autorisé cet emprunt.

16 Il est difficile de trouver des références pertinentes à ce sujet. Dans la plupart des publications y afférentes, on insiste de manière plus ou moins indirecte sur l'exigence d'une plus grande création d'emplois à salaires peu élevés. On parle ainsi de la nécessité d'établir une échelle de salaires plus variée, d'autoriser l'instauration de salaires compétitifs pour le travail moins qualifié et de rétablir « la loi de la différence salariale » ou de combler « les lacunes du secteur tertiaire », comme aux États-Unis. On cite ainsi à titre d'exemple probant un extrait du rapport annuel d'expertise 2006/2007 du Conseil d'experts : « Mais le secteur des services offre de nombreuses opportunités, comme le montrent les expériences d'autres pays tels que les États-Unis, par exemple, et comme nous l'enseignent les expériences allemandes du passé : de nombreux emplois à salaires peu élevés dans le secteur des services avaient été supprimés à cause des coûts salariaux trop élevés. » (Conseil d'experts 2006 : 370).

En effet, le phénomène que l'on avait appelé « mobilité vers le haut » et qui concernait les emplois mal rémunérés a connu ces dernières années une forte régression en Allemagne (cf. Rhein/Gartner/Krug 2005). Ce fait a également été confirmé par une évaluation IAQ effectuée à partir de données émanant de l'Agence fédérale du Travail allemand, dans laquelle la question principale était de savoir quel pourcentage d'employés à temps plein avait réussi à passer du stade des salaires situés au-dessous du seuil minimal, en 1998, pour accéder aux emplois rémunérés au-delà du seuil du salaire minimal, jusqu'en 2003. Ce sont, en moyenne, 34,4 % de ceux qui avaient encore un emploi en 2003 qui ont réussi ce pas, c'est-à-dire un bon tiers de ces employés. Mais les pourcentages de ces promus variaient cependant fortement selon leur catégorie professionnelle : ce sont surtout les plus jeunes (moins de 25 ans : 62,3 %), les plus diplômés (dotés d'un diplôme de fin d'études universitaires : 53,6 %) ainsi que les hommes (50,4 %), qui ont pu accéder à un travail mieux payé. Chez les femmes, un quart seulement ont réussi à s'émanciper du secteur des bas salaires : 27,1 % (Bosch/Kalina 2007 : 45).

Une question très controversée : l'évaluation des emplois mal rémunérés, d'après une perspective de politique sociale. En effet, certains argumentent sur le fait que le revenu généré par un travail à temps complet devrait être suffisant pour subvenir aux besoins d'une existence autonome et que la pauvreté réellement vécue malgré l'exercice d'un emploi à temps complet est inacceptable. D'autres, en revanche, indiquent que l'emploi rémunéré par un bas salaire n'implique pas obligatoirement la situation de pauvreté. On véhicule même la conception que, d'une certaine manière, il s'agit le plus souvent de personnes qui ne réalisent, par le biais de ce travail « mal payé », qu'un « appoint supplémentaire » (cf. par exemple Brenke/Eichhorst 2007). Les deux positions ont ceci de commun qu'elles considèrent toutes les deux que le problème des salaires peu élevés ne se présente pas de manière aussi dramatique chez les femmes. Ainsi, même chez les partisans des salaires minima, le père de famille qui, malgré un travail à plein temps (et même, parfois, des heures supplémentaires en sus), ne gagne pas suffisamment pour subvenir aux besoins de sa famille, représente un point focal qui reste au centre de la préoccupation politique de tous. Chez les femmes, le problème serait moins grave : en effet, nombreux sont ceux qui aiment à penser que s'il y a autant de personnes qui travaillent à mi-temps ou sur la base de petits jobs, c'est qu'il s'agit sans doute surtout de « femmes exerçant un travail d'appoint » et qui ne subissent pas les contrecoups de la pauvreté, malgré des salaires peu élevés, parce que le mari ou le compagnon, qui gagne plus, est un appui en cas de problème.

Ce qu'il faut retenir de ces réflexions, c'est la conception voulant que ce ne sont pas toutes les personnes qui perçoivent un salaire peu élevé qui sont dans la pauvreté, puisque plusieurs revenus peuvent se compléter au sein du ménage et maintenir ainsi l'ensemble des revenus au-dessus du seuil de pauvreté. Effectivement, c'est surtout le chômage et le manque d'emplois qui représentent la cause principale de pauvreté, les revenus peu élevés y contribuant seulement en partie. Ceci dit, le pourcentage des pauvres qui travaillent dans le secteur des bas salaires en Allemagne était déjà de 41 % à la fin des années 1990, ce qui était supérieur à la moyenne européenne de 37 % (Marlier/Ponthieux 2000). Et même la supposition selon laquelle les femmes percevant un bas salaire au sein d'un ménage sont, de ce fait, sécurisées, semble mériter une remise en question : en effet, d'après une analyse effectuée par Becker (2006a), concernant uniquement les travailleurs à plein temps, le pourcentage des femmes percevant un salaire peu élevé et vivant au sein d'un ménage au-dessous du seuil de pauvreté est de 19 % et donc à peine moins élevé que le pourcentage d'hommes percevant un bas salaire (22 %). Une observation purement axée sur le ménage néglige par ailleurs le fait que les droits aux prestations sociales, telles que la retraite ou l'assurance-chômage, sont basés sur la valeur du revenu propre perçu. Et il faut également prendre en compte le fait que la sécurisation d'un travailleur par le biais de son conjoint n'est pas obligatoirement stable et pérenne. Le chômage, la séparation ou le divorce peuvent changer instantanément et durablement la situation.

L'argument souvent réitéré contre l'instauration d'un salaire minimal légal présente les salaires minima comme étant l'expression d'une productivité peu élevée et que des limitations salariales minimales fixées par l'État entraîneraient des pertes d'emplois. En particulier, les opportunités des travailleurs peu qualifiés sur le marché du travail seraient substantiellement réduites. Néanmoins, en Allemagne, ce ne sont pas du tout les travailleurs peu qualifiés qui sont principalement concernés par les salaires peu élevés. Au contraire, environ trois quarts des travailleurs à salaires peu élevés ont, en Allemagne, terminé une formation professionnelle ou ont même un diplôme universitaire. Par ailleurs, même les impacts de ces salaires minima sur l'emploi sont hautement controversés. En 1999, en Grande-Bretagne, l'instauration d'un salaire minimal légal avait fait craindre de grosses pertes d'emplois ; mais en réalité, malgré des hausses notables de ce salaire minimal, l'emploi y a fortement progressé ces dernières années (Bosch/Weinkopf 2006a). En 2006, aux États-Unis, plus de 650 femmes économistes (dont cinq Prix Nobel), ont exigé une hausse conséquente du salaire minimal dans leur pays (« Economy Policy Institute » – Institut de Politique économique 2006).

En Allemagne, un positionnement aussi différencié n'a encore jamais pu s'exprimer au sein des cercles économiques. La grande majorité des professeurs allemands en économie, tous genres confondus, pensent que les salaires minima en soi ont des impacts négatifs sur l'emploi. Ainsi s'exprimait, par exemple, le président du Centre pour la Recherche économique en Europe (Zentrum für Europäische Wirtschaftsforschung – ZEW), Wolfgang Franz, dans une déclaration de presse, le 12 avril 2005 : « Il n'y a, en sciences économiques, presque aucun sujet présentant une aussi grande unanimité que la reconnaissance générale des impacts négatifs des salaires minima » (d'après Schulten 2005 : 190).

C'est le même argument que présente également l'Union de l'Économie bavaroise (Vereinigung der Bayerischen Wirtschaft) (2006 : 7) concernant les expériences avec les salaires minima légaux dans plusieurs pays : « Mais il n'existe aucun rapport sur les impacts positifs sur le marché du travail. »<sup>17</sup>

Dans les faits, les effets des salaires minima sur l'emploi sont cependant théoriquement indéfinissables et les études y afférentes aboutissent à des résultats fortement différenciés (cf. Bosch/Weinkopf 2006b). On peut citer ici l'exemple d'une déclaration de la Conférence des conseillers économiques (le pendant américain du Conseil d'Experts allemand pour l'expertise du développement économique global), dans son rapport annuel au président, en 1999 : « Il semble évident que des améliorations modestes du salaire minimum ont eu peu ou pas d'effet sur l'emploi. » (d'après Schulten 2005 : 198).

Dans un rapport actuel d'expertise de Bofinger et al. (2006), on note également : « Puisque les études empiriques ne montrent aucune figure consensuelle, on ne peut pas en déduire que les salaires minima en général soient négatifs pour l'emploi. Cela restera du moins valable aussi longtemps que l'on choisira de leur choisir une valeur modérée. »

De notre point de vue, deux autres arguments importants parlent en faveur de l'instauration d'un salaire minimal légal en Allemagne : l'interdiction du dumping sur les salaires, qui s'applique de plus en plus en Allemagne, et, en étroite rela-

---

17 On y affirme également (ce qui est faux !) que le salaire minimal en Grande-Bretagne et en Irlande serait valable « justement pas pour les travailleurs peu qualifiés » (Union de l'Économie bavaroise 2006 : 8). Il existe effectivement en Grande-Bretagne, un salaire minimal assez bas, pour des phases d'adaptation allant jusqu'à six mois, pendant lesquelles le travailleur se qualifie (c'est ce qu'on appelle le « development rate » ou taux payé pour la phase d'apprentissage) (cf. Bosch/Weinkopf 2006b : pp.36). Mais il ne s'agit là aucunement d'une règle générale d'exception pour les travailleurs peu qualifiés.

tion avec cette question, le subventionnement croissant des bas salaires dans le cadre du revenu de base. Les pourcentages croissants de travailleurs percevant un bas salaire en Allemagne indiquent que le système de convention collective qui a assuré les normes salariales minimales pendant longtemps, au niveau des branches d'activité, ne présente plus de protection efficace contre les bas ou très bas salaires. La convention collective obligatoire est en recul, en Allemagne de l'Est et en Allemagne de l'Ouest, mais même les salaires tarifaires sont aussi, pour certains, très bas (cf. Parlement allemand 2004).

D'après nos calculs, environ 5,5 millions d'employés (2006) dans toute l'Allemagne gagnaient moins de 7,50 euros de taux horaire brut – ce qui correspond à l'exigence de l'époque des syndicats pour le salaire minimal légal. Environ deux tiers de ces employés sont des femmes (c'est-à-dire 19,8 % de toutes les femmes occupant un emploi en Allemagne). Environ 1,9 million d'employés ont même perçu moins de cinq euros (Kalina/Weinkopf 2008). Par rapport au taux horaire moyen appliqué en Allemagne, cela représente un pourcentage d'environ 33 %. Les employés concernés gagnent même, ainsi, moins que ce qui est autorisé aux États-Unis, où le salaire minimal avalisé par l'État – et qui est plutôt symbolique, comparé aux autres pays – se trouve à peu près à ce niveau (et qui, par ailleurs, devrait connaître sous peu une augmentation conséquente).

Dans l'Union Européenne, 20 pays-membres sur 27 ont un salaire minimum légal et les autres pays disposent de mécanismes qui permettent d'établir une convention collective obligatoire nettement supérieure à celle qui est appliquée en Allemagne. Des pays comme la France, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne, la Belgique, le Luxembourg et l'Irlande avaient, en automne 2007, des salaires minima allant de huit à plus de neuf euros.

Même dans le camp des employeurs qui, traditionnellement – à l'exception du secteur de la construction – refusait l'ingérence de l'État dans la détermination des salaires, des exigences de normes minimales se sont instaurées entre-temps dans le but de maîtriser le dumping croissant sur les salaires. Ce sont surtout les unions dans le secteur de l'entretien des bâtiments et le secteur du travail temporaire qui sont plus particulièrement actives – deux branches comportant des pourcentages très variés de femmes parmi les employés. La branche de l'entretien des bâtiments a récemment été intégrée dans la loi sur le détachement des travailleurs, ce qui signifie que les conventions collectives sont valables et

applicables dans leur globalité et qu'elles sont tout aussi applicables au cas des employeurs étrangers. Deux des trois plus importantes unions patronales dans la branche du travail temporaire exigent des réglementations sur les salaires minima qui s'étendent au niveau de toutes les branches d'activités, en vue d'endiguer le dumping sur les salaires et d'assurer que les employeurs étrangers qui pourraient à l'avenir devenir de plus en plus nombreux à se présenter sur le marché allemand, soient obligés, grâce à leur intégration dans la loi sur le détachement des employés, à respecter les normes minimales sur les salaires (cf. pour plus de détails Weinkopf 2006).

Un argument supplémentaire en faveur de l'instauration d'un salaire minimal légal concerne les bases fondamentales du financement de l'État social : jusqu'ici, en Allemagne, les entreprises ont toujours pu compter sur la prise de responsabilité de l'État envers ses citoyens, en cas de salaires exceptionnellement bas : ainsi, par exemple, à travers les prestations complémentaires incluses dans la compensation financière dénommée « Arbeitslosengeld II » (assurance-chômage II), lorsque les revenus proprement dits ne peuvent pas couvrir les besoins du ménage. D'après les données de l'Agence fédérale du Travail, en octobre 2006, parmi un total de 20,9 % de personnes nécessiteuses capables de travailler, il s'agissait déjà de travailleurs percevant un certain revenu, mais qui ont, de fait, droit à une assurance complémentaire de base (1,117 millions sur 5,339 millions). Dans leur grande majorité, ces personnes percevant diverses compensations étaient des travailleurs soumis aux réglementations de l'assurance sociale (11,3 % de toutes les personnes nécessiteuses, c'est-à-dire 601 533 personnes). 440 055 personnes (8,3 % de toutes celles qui perçoivent une assurance de base) avaient même un travail à temps plein. Le pourcentage de femmes chez les travailleurs bénéficiant de prestations sociales de base était de 48,4 % de travailleurs soumis aux réglementations de l'assurance sociale et 55,1 % de travailleurs percevant un salaire insuffisant. D'après une étude de Becker (2006b), beaucoup plus de travailleurs nécessiteux auraient encore dû bénéficier d'aides financières supplémentaires de la part de l'État, mais celui-ci n'a pas encore réagi jusqu'ici. Certes, l'instauration d'un salaire minimal légal ne rendrait de toute façon la subvention étatique des revenus précaires aucunement superflue, puisque, outre les salaires horaires précaires, les temps de travail insuffisants et la taille des ménages jouent également un rôle important ; mais elle permettra sûrement de réduire considérablement les dépenses financières liées à ce type de « combinaisons salariales » et aussi de limiter les baisses de salaires qui pèseront sur l'État.

Les bénéficiaires des revenus de base qui exercent un travail mal payé sont souvent soupçonnés d'« optimiser » la combinaison de ces transferts de prestations qui s'ajoutent à leurs revenus propres ; c'est-à-dire qu'ils gagnent en plus autant qu'il perçoivent en prestations sociales (ce qu'on appelle en Allemagne des « emplois camouflages » – cf. Grabowsky et al. 2006). Mais on n'a pas pris en considération le fait que la prolifération de « petits boulots » participe d'un changement de stratégie en matière de ressources humaines au sein des entreprises et que l'on ne peut pas tenir de raisonnement global en affirmant que ce sont les travailleurs qui ont librement décidé par eux-mêmes de se structurer ainsi. Dans le secteur de l'entretien des bâtiments, par exemple, les emplois à temps partiel et à temps plein bénéficiant du soutien de la sécurité sociale sont en majorité réservés aux cadres moyens (Hieming et al. 2005, Jaehrling/Weinkopf 2006). On peut alors se demander si ce nouvel aménagement qui consiste à ajouter au revenu effectif des prestations sociales de base ne serait pas plutôt en faveur des postes de travail se situant à un niveau de salaire plus élevé, comme le suggèrent Bofinger et al. (2006). D'après eux, il apparaît clairement que les travailleurs percevant un salaire supplémentaire peu élevé sont perdants dans cette nouvelle configuration (cf. Groupe de travail IMK-WSI sur les combinaisons salariales), les femmes lésées en constituant un pourcentage disproportionné.

En résumé, il nous semble surtout que, pour l'Allemagne, il est nécessaire d'établir des normes en matière de salaires minima. Parmi toutes les variantes possibles dont nous disposons, les femmes, de leur point de vue, pensent que c'est l'introduction d'un salaire minimal légal qui constitue la meilleure solution, parce qu'on fixerait ainsi, pour tous les domaines de l'emploi, une limite minimale à caractère obligatoire. Mais les salaires minimaux des négociations collectives ne représentent pas une alternative dans ces cas : ils ne constituent qu'une simple mesure d'accompagnement puisque les conditions nécessaires à la déclaration globale de leur caractère obligatoire ainsi que leur intégration à la loi ne sont réelles que dans quelques branches. Très souvent, les domaines typiques des salaires peu élevés et présentant un pourcentage élevé de femmes employées ne sont pas pris en compte par les solutions en matière salariale.

Il est indiscutable que l'instauration d'un salaire minimal ne suffirait pas à assurer automatiquement le minimum vital pour l'autonomie des femmes ; en effet, même un salaire de 7,50 euros de l'heure – ou 8,50 euros, l'exigence actuelle des syndicats, – reste souvent insuffisant, un pourcentage élevé de femmes allemandes travaillant dans des emplois partiels ou temporaires.



## 8. UNE RÉFLEXION CONTINUE

Les *manuels de la démocratie sociale* jouent le rôle d'une boussole sur les questions fondamentales de la Démocratie sociale et présentent les points d'orientation de divers domaines politiques. Mais ils ne peuvent ni ne veulent donner des réponses définitives et éternellement valables sur les sujets abordés. La voie de la Démocratie sociale – en tant qu'idée et action politique – doit toujours être vérifiée, adaptée et repensée en permanence si on veut la suivre pour avancer vers la réussite.

Le présent résumé rejoint également cette position et veut surtout inviter le lecteur à continuer sa réflexion : une réflexion sur la manière dont une politique économique inscrite dans le sens de la Démocratie sociale peut réussir et à quelles exigences elle doit faire face en ce XXI<sup>ème</sup> siècle.

Actuellement, le défi premier d'une politique économique de la Démocratie sociale réside dans l'effort d'instaurer, sur le plan social, un nouvel équilibre entre l'État et le marché. Le Programme de Hambourg du Parti social-démocrate allemand présente, en ce sens, un élan important :

*« Pour nous, le marché est un moyen nécessaire et supérieur aux autres formes de coordination économiques. Cependant, le marché livré à lui-même est socialement et écologiquement aveugle. Il n'est pas capable par lui-même de mettre à disposition les biens publics en quantité adéquate. Pour que le marché puisse développer une effectivité positive, il a besoin de règles établies par un État capable d'appliquer des sanctions, des règles provenant de lois effectives et d'une structuration équitable des prix. »*  
(D'après le Programme de Hambourg 2007 : 17)

Compte tenu de ces nouveaux défis, la Démocratie sociale va devoir continuer à évoluer. Et elle le pourra grâce à sa prise de conscience sur ses fondements ainsi qu'à une vision claire de la réalité.

Cela est également valable en ce qui concerne la politique économique de la Démocratie sociale. Ce livre veut expliciter la manière dont, à partir des valeurs fondamentales de la Démocratie sociale concrétisées dans les Pactes des Nations Unies sur les Droits fondamentaux, la Démocratie sociale a su se forger un profil politico-économique clair : une boussole pour une politique économique moderne, basée sur des valeurs et liée aux principes de croissance, d'équilibre social et de durabilité.

# BIBLIOGRAPHIE

(Les ouvrages sont cités dans leurs titres originaux. Une traduction de ces titres est proposée en parenthèses, mais ces traductions peuvent ne pas correspondre aux titres des traductions officielles des ouvrages, s'il y a eu traduction.)

Josef Ackermann (2008), Finanzkrise: Ackermann fordert mehr Regulierung, in : manager-magazin online vom 18.03.2008 (Crise financière : Ackermann exige une régulation accrue.)

Jennifer Amyx (2004), Japan's Financial Crisis: Institutional Rigidity and Reluctant Change, Princeton. (La crise financière du Japon : rigidité institutionnelle et réticence au changement.)

Masahiko Aoki et Gary R. Saxonhouse (2000), Finance, Governance, and Competitiveness in Japan, Oxford. (Finance, gouvernance et compétitivité au Japon.)

Masahiko Aoki, Gregory Jackson, Hideaki Miyajima (Hg.) (2007), Corporate Governance in Japan: Institutional Change and Organizational Diversity, Oxford. (Gouvernance de l'entreprise au Japon, in: Changement institutionnel et Diversité organisationnelle.)

Ernst Baier et al. (2002), Lebens- und Arbeitsbedingungen des Industrieproletariats, Duisburg. (Conditions de vie et de travail du prolétariat industriel.)

Irene Becker (2006a), Mindestlöhne – ein Instrument (auch) zur Förderung der Gender-Gerechtigkeit? in: Gabriele Sterkel, Thorsten Schulten, Jörg Wiedemuth (Hg.), Mindestlöhne gegen Sozialdumping. Rahmenbedingungen – Erfahrungen – Strategien, Hamburg, S. 61–79. (Salaires minima – un instrument (également) pour la promotion de l'équité des genres ?)

Irene Becker (2006b), Armut in Deutschland: Bevölkerungsgruppen unterhalb der ALG-II-Grenze. Johann-Wolfgang-Goethe-Universität. Arbeitspapier des Projektes „Soziale Gerechtigkeit«, Nr. 3, Frankfurt am Main. (La pauvreté en Allemagne : les couches de population sous le seuil de l'ALG-II [allocation de solidarité].)

Peter Bofinger (2007), Grundzüge der Volkswirtschaftslehre, 2. Aufl., München. (Les fondements des sciences économiques.)

Peter Bofinger, Martin Dietz, Sascha Genders, Ulrich Walwei (2006), Vorrang für das reguläre Arbeitsverhältnis: ein Konzept für die existenzsichernde Beschäftigung im Niedriglohnbereich. Gutachten für das Sächsische Ministerium für Wirtschaft und Arbeit (SWMA), o. O. (Donner la priorité aux relations de travail régulières : un concept pour un emploi assurant l'existence dans le domaine des bas salaires.)

Gerhard Bosch und Thorsten Kalina (2007), Niedriglohnbeschäftigung in Deutschland, in: Gerhard Bosch, Claudia Weinkopf (Hg.), Arbeit für wenig Geld: Niedriglohnbeschäftigung in Deutschland, Frankfurt am Main, S. 20–105. (Travailler pour peu d'argent. L'emploi des bas salaires en Allemagne.)

Gerhard Bosch und Claudia Weinkopf (2006a), Mindestlöhne in Großbritannien – ein geglücktes Realexperiment,

in: WSI-Mitteilungen, 3, S. 125–130. (Salaires minima en Grande-Bretagne – la réussite d'une expérience réelle.)

Gerhard Bosch et Claudia Weinkopf (avec la collaboration de Thorsten Kalina) (2006b), Gesetzliche Mindestlöhne auch in Deutschland? Expertise im Auftrag der Friedrich-Ebert-Stiftung, Gesprächskreis Arbeit und Qualifizierung, Bonn. (Des salaires minima légaux, en Allemagne aussi ?)

Karl Brenke und Werner Eichhorst (2007), Mindestlohn für Deutschland nicht sinnvoll, in: DIW-Wochenbericht, 9, S. 121–131. (Le salaire minimal n'est pas pertinent dans le cas de l'Allemagne.)

Bundesagentur für Arbeit (2006), Beschäftigung von erwerbsfähigen Hilfebedürftigen, Oktober 2006, Nürnberg. (Emploi pour les indigents capables de travailler.)

Bündnis 90/Die Grünen (2002), Die Zukunft ist Grün, Grundsatzprogramm von BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN, beschlossen auf der Bundesdelegiertenkonferenz am 15.–17. März 2002 in Berlin. (« L'avenir est vert », Programme fondamental d'Alliance 90/Les Verts.)

Hans Martin Bury et Thomas Schmidt (1996), Das Bankenkartell: die Verflechtung von Geld, Macht und Politik, München. (Le cartel des banques : les imbrications entre argent, pouvoir et politique.)

CDU (2007), Freiheit und Sicherheit. Grundsätze für Deutschland, Grundsatzprogramm der CDU, beschlossen auf dem 21. Parteitag am 3.–4. Dezember 2007 in Hannover. (Liberté et sécurité. Principes pour l'Allemagne, Programme fondamental de la CDU.)

Hansgeorg Conert (2002), Vom Handelskapital zur Globalisierung. Entwicklung und Kritik der kapitalistischen Ökonomie, 2. überarbeitete Aufl., Münster. (Du capital commercial à la globalisation. Développement et critique de l'économie capitaliste.)

Herman Daly (1996), Beyond Economic Growth : The Economics of Sustainable Development, Boston. (Au-delà de la croissance économique : l'économie du développement durable.)

Herman Daly et John Cobb (1989), For the Common Good, Boston. (Pour le Bien Commun.)

Alistair Darling (2008), Darling invokes Keynes as he eases spending rules to fight recession in : The Guardian, édition du 20 octobre 2008, p. 4 (Darling évoque Keynes en donnant des règles pour combattre la récession.)

Michael Dauderstadt (2009), Krisenzeiten: Was Schulden vermögen und was Vermögen schulden, Friedrich-Ebert-Stiftung (Hg.), Bonn. (Périodes de crise : les effets des dettes et la redevabilité des fortunes.)

Michael Dauderstadt (2007), Aufschwung 2007: die Verantwortung der Lohnpolitik, WISO-direkt, Analysen zur Wirtschafts- und Sozialpolitik, Bonn. (Croissance 2007 : la responsabilité de la politique salariale.)

Helmut Demes (1998), Arbeitsmarkt und Beschäftigung, in: Deutsches Institut für Japanstudien (Hg.), Die Wirtschaft Japans. Strukturen zwischen Kontinuität und Wandel, Berlin, S. 135–164. (Marché du travail et emploi, dans : L'économie japonaise. Structures entre continuité et changement.)

Deutscher Bundestag (1998), Abschlussbericht der Enquete-Kommission „Schutz des Menschen und der Umwelt – Ziele und Rahmenbedingungen einer nachhaltig zukunftsverträglichen Entwicklung«, Deutscher Bundestag; Drucksache 13/11200 vom 26. Juni 1998, Berlin. (Parlement allemand 1998, Rapport final de la Commission d'Enquête « Protection de l'homme et de l'environnement – Objectifs et conditions générales d'un développement durable et respectueux de l'avenir.)

Deutscher Bundestag (2004), Wandel der Arbeitswelt und Modernisierung des Arbeitsrechts, Deutscher Bundestag; Drucksache 15/2932, Berlin. (Parlement allemand – 2004, Évolution du monde du travail et modernisation du droit du travail.)

Die Linke (2007), Programmatische Eckpunkte. Programmatisches Gründungsdokument der Partei Die Linke, beschlossen durch die Parteitage von WASG und Linkspartei-PDS am 24. und 25. Mai 2007 in Dortmund. (Les Points d'ancrage. Document programmatique de la création du Parti « Die Linke ».)

Daniel Dirks et Silke-Susann Otto (1998), Das „japanische Unternehmen«, in: Deutsches Institut für Japanstudien (Hg.), Die Wirtschaft Japans. Strukturen zwischen Kontinuität und Wandel, Berlin, S. 211–244. (L'« entreprise japonaise« .)

Ronald Dore (2000), Stock Market Capitalism: Welfare Capitalism: Japan and Germany versus the Anglo-Saxons, Oxford. (Le capitalisme du marché des actions: le capitalisme de la prospérité: le Japon et l'Allemagne comparé les Anglo-Saxons.)

Ronald Dore, Williamazonick, Mary O'Sullivan (1999), Varieties of Capitalism in the Twentieth Century, in: Oxford Review of Economic Policy, vol. 15, S. 102–120. (Les variétés de capitalisme au XX<sup>ème</sup> siècle.)

Economic Policy Institute (2006), EPI on the Minimum Wage, EPI News, October 27, 2006, Washington, D. C. (L'Institut de Politique Économique et le salaire minimum.)

Christoph Egle (2006), Deutschland: der blockierte Musterkabe, in: Thomas Meyer (Hg.), Praxis der Sozialen Demokratie, Wiesbaden, S. 273–326. (Allemagne: l'enfant modèle bloqué.)

Werner Eichhorst, Hermann Gartner, Gerhard Krug, Thomas Rhein, Eberhard Wiedemann (2005), Niedriglohnbeschäftigung in Deutschland und im internationalen Vergleich, in: Jutta Allmendinger, Werner Eichhorst, Ulrich Walwei (Hg.), IAB Handbuch Arbeitsmarkt. Analysen, Daten, Fakten, Nürnberg, S. 107–142. (Emplois à bas salaire en Allemagne et en comparaison internationale.)

Friedrich Engels (1988), Herrn Eugen Dührings Umwälzung der Wissenschaft (Anti-Dühring), Karl Marx und Friedrich Engels Gesamtausgabe (MEGA), Band 27, Berlin. (Marx et Engels, œuvres complètes.)

Eurostat, Statistische Datenbank der Europäischen Kommission, [http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/statistics/search\\_database](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/statistics/search_database) (Eurostat, banque de données statistiques de la Commission Européenne.)

FDP (1997), Wiesbadener Grundsätze. Für die liberale Bürgergesellschaft, beschlossen auf dem Bundesparteitag der F.D.P. am 24. Mai 1997 in Wiesbaden. (Les principes de Wiesbaden. Pour une société citoyenne libérale.)

Milton Friedman (1973), Capitalism and Freedom, Chicago. (Capitalisme et Liberté.)

Thomas L. Friedman (2005), The World Is Flat: A Brief History of the Twenty-First Century, New York. (Le monde est plat: Une courte histoire du XXI<sup>ème</sup> siècle.)

Friedrich Fürstenberg (2000 [1958]), Der Betriebsrat als Grenzinstitution, in: Friedrich Fürstenberg (Hg.), Arbeitsbeziehungen im gesellschaftlichen Wandel, München/Mering. (Le Comité d'entreprise comme institution-limite.)

Sigmar Gabriel (2008), Links neu denken. Politik für die Mehrheit, München. (Repenser la gauche. Une politique pour la majorité.)

William A. Galston (2008), How Big Government Got Its Groove Back, in: American Prospect, vol. 19, no. 6, Washington, D. C., S. 23–26. (Comment le gouvernement fort est revenu à la mode.)

Heide Gerstenberger (2006), Die subjektlose Gewalt. Theorie der Entstehung bürgerlicher Staatsgewalt, 2. Aufl., Münster. (Le pouvoir sans sujet. Une théorie sur l'apparition du pouvoir civil.)

Robert Gilpin (2001), Global Political Economy: Understanding the International Economy Order, Princeton/Oxford. (Économie politique globale: comprendre l'ordre économique international.)

Jan Goebel, Peter Krause, Jürgen Schupp (2005), Mehr Armut durch steigende Arbeitslosigkeit, in: DIW-Wochenbericht, 10, S. 725–730. (Plus de pauvreté à cause de l'augmentation du chômage.)

Fabian Grabowsky, Alexander Neubacher, Michael Sauga (2006), Die große Flut. Dank Hartz-Reformen haben Hunderttausende Niedrigverdienender neuerdings Anspruch auf staatliche Hilfe – darunter auch viele Selbstständige, in: Der Spiegel, 19, S. 66–68. (La marée. Grâce aux réformes Hartz, des centaines de milliers d'employés aux bas salaires bénéficient maintenant d'une aide étatique – dont de nombreux travailleurs autonomes.)

René Haak (Hg.) (2006), The Changing Structure of Labour in Japan, London. (Le changement de la structure du travail au Japon.)

Peter A. Hall und David Soskice (Hg.) (2001), Varieties of Capitalism. The Institutional Foundations of Comparative Advantage, New York/Oxford. (Les variétés de capitalisme. Les fondements institutionnels de l'avantage comparatif.)

Hamburger Programm (2007), Grundsatzprogramm der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands, beschlossen auf dem Hamburger Bundesparteitag der SPD am 28. Oktober 2007. (Programme fondamental du Parti social-démocrate allemand.)

Volker Happe, Gustav Horn, Kim Otto (2009), Das Wirtschaftslexikon. Begriffe. Zahlen. Zusammenhänge, Verlag J.H.W. Dietz Nachf., Bonn. (Le lexique de l'économie: notions, chiffres, contextes.)

Anke Hassel (2006), Die Schwächen des deutschen Kapitalismus, in: Volker Berghahn, Sigurt Vitols (Hg.), Gibt es einen deutschen Kapitalismus? Die soziale Marktwirtschaft im Weltssystem, Frankfurt am Main, S. 200–214. (Les faiblesses du capitalisme allemand.)

## Lectures complémentaires :

*Le site internet de l'Académie pour la Démocratie Sociale présente un choix commenté de lectures complémentaires : [www.fes-soziale-demokratie.de/materialien](http://www.fes-soziale-demokratie.de/materialien)*

*Les publications du Département de politique économique et sociale de la Fondation Friedrich Ebert : [www.fes.de/wiso](http://www.fes.de/wiso), traitent d'études et d'analyses sur des thèmes actuels de politique économique.*

## Lectures

### supplémentaires :



Le module « Démocratie sociale » de l'Académie en ligne de la Fondation Friedrich Ebert offre plus d'explications fondamentales, de textes et de matériels sur les valeurs et les racines de la Démocratie sociale.

► [www.fes-online-akademie.de](http://www.fes-online-akademie.de)

« Das Wirtschaftslexikon. Begriffe. Zahlen. Zusammenhänge » (Le lexique de l'économie. Concepts. Chiffres. Contextes.) de Volker Happe, Gustav Horn et Kim Otto présente une introduction à toutes les questions importantes à partir de l'économie et les nouvelles économiques (voir p.18).

Volker Hauff (Hg.) (1987), Unsere gemeinsame Zukunft: der Brundtland-Bericht der Weltkommission für Umwelt und Entwicklung, Greven. (Notre avenir commun : le rapport Brundtland de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement.)

Gustav W. Heinemann (1972), Grußwort auf dem IG-Metall-Kongress „Qualität des Lebens« am 11. April 1972 in Oberhausen, in: IG Metall (Hg.), Aufgabe Zukunft, Band 1: Qualität des Lebens. Beiträge zur vierten internationalen Arbeitstagung der Industriegewerkschaft Metall für die Bundesrepublik Deutschland, 11. bis 14. April 1972 in Oberhausen, Frankfurt am Main, S. 14–17. (Discours d'accueil lors du Congrès de l'IG-Metall sur « la qualité de la vie ».)

Michael Heinrich (2004), Kritik der politischen Ökonomie. Eine Einführung, 1. Aufl., Stuttgart. (Critique de l'économie politique. Une introduction.)

Bettina Hieming, Karen Jaehrling, Thorsten Kalina, Achim Vanselow, Claudia Weinkopf (2005), Stellenbesetzung im Bereich „einfacher« Dienstleistungen. Abschlussbericht einer Studie im Auftrag des Bundesministeriums für Wirtschaft und Arbeit, Nr. 550, Berlin. (L'attribution de postes dans le domaine des services « simples ».)

Lew Hinchmann (2006), USA: Residual Welfare Society and Libertarian Democracy, in: Thomas Meyer (Hg.), Praxis der Sozialen Demokratie, Wiesbaden, S. 327–373. (Etats-Unis : Les résidus de la société du bien-être et la Démocratie libertaire, in : Pratique de la Démocratie sociale.)

Gustav Horn (2005), Die deutsche Krankheit: Sparwut und Sozialabbau : Thesen gegen eine verfehlete Wirtschaftspolitik, München. (La maladie allemande : rage de l'épargne et démantèlement social : Thèses contre une politique économique manquée.)

IMK-WSI-Arbeitskreis Kombilohn (2007), Was tun im Niedriglohnbereich? Eine kritische Auseinandersetzung mit einem neueren Kombilohnkonzept, IMK-Report, Nr. 18, Düsseldorf. (Que faire dans le domaine des bas salaires ? Discussion critique d'un nouveau concept de combinaison salariale.)

Thorsten Kalina und Claudia Weinkopf (2008), Neue Berechnung des IAQ zu Niedriglöhnen in Deutschland. 2006 arbeiteten 5,5 Millionen Beschäftigte für Bruttostundenlöhne unter 7,50 €, Manuskript, Gelsenkirchen. (Nouveau calcul de l'IAQ sur les bas salaires en Allemagne. En 2006, 5,5 millions d'employés ont travaillé pour des salaires horaires bruts en dessous de 7,50 Euro.)

Paul Kevenhörster, Werner Pascha, Karen Shire (2003), Japan: Wirtschaft – Gesellschaft – Politik, Wiesbaden. (Le Japon : Économie – Société – Politique.)

Friederike Maier, Angela Fiedler (Hg.) (2008): Verfestigte Schief lagen - Ökonomische Analysen zum Geschlechterverhältnis, Berlin (Le renforcement de situations malsaines. Analyses économiques sur le rapport entre les genres.)

John Maynard Keynes (1966), Allgemeine Theorie der Beschäftigung, des Zinses und des Geldes, München/Leipzig. (Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie.)

John Maynard Keynes (1926), The End of Laissez-Faire: The consequences of the Peace (nouvelle édition 2009), New York. (La fin du laissez-faire : les conséquences de la paix.)

Philip Lawn (2003), A theoretical foundation to support the Index of Sustainable Economic Welfare (ISEW), Genuine

Progress Indicator (GPI), and other related indexes, in : Ecological Economics 44, pp. 105-118 (Index)

James R. Lincoln und Michael L. Gerlach (2004), Japan's Network Economy: Structure, Persistence, and Change, Cambridge. (L'économie de réseau japonais: Structure, Persistence et Changement.)

Eric Marlier et Sophie Ponthieux (2000), Low-Wage Employees in EU Countries, European Commission, Statistical Office: Statistics in Focus/Population and Social Conditions, 11/2000, Luxemburg. (Les employés à bas salaire dans les pays de l'UE.)

Karl Marx (1991), Kritik der politischen Ökonomie, Karl Marx und Friedrich Engels Gesamtausgabe (Grande édition de Marx et d'Engels en français, la GEME), Band 10, Berlin. (Critique de l'économie politique.)

Karl Marx und Friedrich Engels (1987), Manifest der Kommunistischen Partei, Berlin (West). (Manifeste du Parti communiste.)

Donella Meadows u. a. (1972), Die Grenzen des Wachstums – Berichte des Club of Rome zur Lage der Menschheit, München. (Halte à la croissance ? Rapport sur les limites de la croissance par Le Club de Rome.)

Wolfgang Merkel et al. (2003), Defekte Demokratie, Band 1: Theorie, Opladen. (Une démocratie défectueuse.)

Thomas Meyer (Hg.) (2006), Praxis der Sozialen Demokratie, 1. Aufl., Wiesbaden. (Pratique de la démocratie sociale.)

Thomas Meyer (2005a), Theorie der Sozialen Demokratie, 1. Aufl., Wiesbaden (Théorie de la Démocratie sociale.)

Thomas Meyer et Nicole Breyer (en collaboration) (2005b), Die Zukunft der Sozialen Demokratie, Bonn. (L'avenir de la démocratie sociale.)

Hyman P. Minsky (1986), Stabilizing an Unstable Economy, New Haven. (Stabiliser une économie instable.)

Alfred Müller-Armack (1947), Wirtschaftslenkung und Marktwirtschaft, Hamburg. (Dirigisme économique et économie de marché.)

Joachim Münch et Mikiko Eswein (1998), Bildung, Öffentlichkeit und Arbeit in Japan. Mythos und Wirklichkeit, Berlin. (Éducation, opinion publique et travail au Japon. Mythe et Réalité.)

Werner Pascha (Hg.) (2004), Systemic Change in the Japanese and German Economies. Convergence and Differentiation as a Dual Challenge, London/New York. (Changement systémique dans les économies japonaise et allemande. Convergence et différenciation en tant que double défi.)

Matthias Platzbeck, Peer Steinbrück, Frank-Walter Steinmeier (2007), Auf der Höhe der Zeit, Berlin. (À la hauteur de l'époque.)

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement économiques, OECD, Stats Extracts, <http://stats.oecd.org>

Hans J. Pongratz und G. Günther Voss (2003), Arbeitskraftunternehmer: Erwerbsorientierung in entgrenzten Arbeitsformen, Berlin. (Le Travailleur-Entrepreneur : axe de travail dans les formes de travail inhabituelles.)

Le programme de Hambourg : programme politique du Parti Social Démocrate d'Allemagne (SPD) ; adopté lors du Congrès Fédéral du SPD à Hambourg, le 28 octobre 2007.

- [Electronic ed.]. - Paris : Friedrich-Ebert-Stiftung, 2008, <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/05835.pdf>

Robert Reich (2008), Supercapitalisme : le choc entre le système économique émergent et la démocratie ; traduit de l'américain par Marie-France Pavillet, Paris.

Thomas Rhein, Hermann Gartner, Gerhard Krug (2005), Niedriglohnssektor: Aufstiegschancen für Geringverdienere verschlechtert. IAB-Kurzbericht vom 10. März 2005, Nürnberg. (Le secteur des bas salaires : Les opportunités de promotion pour les détenteurs de faibles revenus se réduisent.)

Jörg Rössel (2005), The Semantic of Social Structure: An International Comparison, Köln. (La sémantique de la structure sociale : une comparaison internationale.)

Dani Rodrik (1997), Has Globalization Gone Too Far?, Washington, D. C. (La globalisation est-elle allée trop loin ?)

Sachverständigenrat (2005), Die Chance nutzen – Reformen mutig voranbringen, Sachverständigenrat zur Begutachtung der gesamtwirtschaftlichen Entwicklung, Jahresgutachten 2005/06, Wiesbaden. (Saisir l'opportunité – Promouvoir courageusement les réformes.)

Sachverständigenrat (2006), Widerstrebende Interessen, ungenutzte Chancen, Sachverständigenrat zur Begutachtung der gesamtwirtschaftlichen Entwicklung, Jahresgutachten 2006/07, Wiesbaden. (Des intérêts contradictoires et des opportunités manquées.)

Claus Schäfer (2003), Effektiv gezahlte Niedriglöhne in Deutschland, in: WSI-Mitteilungen, 56, S. 420–428. (Les bas salaires effectivement payés en Allemagne.)

Fritz W. Scharpf (1987), Sozialdemokratische Krisenpolitik in Europa, Frankfurt am Main/New York. (La sociale démocratie européenne face à la crise.)

Manfred G. Schmidt (2000), Immer noch auf dem mittleren Weg? Deutschlands politische Ökonomie am Ende des 20. Jahrhunderts, in: Roland Czada, Helmuth Wollmann (Hg.), Von der Bonner zur Berliner Republik, Wiesbaden, S. 491–513. (Toujours et encore sur la voie du milieu ? L'économie politique de l'Allemagne à la fin du XX<sup>ème</sup> siècle.)

Thomas Schulten (2005), Gesetzliche Mindestlöhne in Europa. Institutionelle Regelungen und ökonomische Konsequenzen, in: Eckhard Hein (Hg.), Löhne, Beschäftigung, Verteilung und Wachstum, Marburg, S. 185–208. (Les salaires minima légaux en Europe. Réglementations institutionnelles et conséquences économiques.)

Joseph A. Schumpeter (1950), Kapitalismus, Sozialismus und Demokratie, München. (Capitalisme, Socialisme et Démocratie.)

Amartya Sen (1999), Development as Freedom, New York. (Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté, traduit de l'anglais par Michel Bessières, Paris 2003)

Hans-Werner Sinn (1986), Risiko als Produktionsfaktor, in: Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik, München, S. 557–571. (Le risque comme facteur de production.)

Adam Smith (1774), Der Wohlstand der Nationen. Eine Untersuchung seiner Natur und seiner Ursachen, München. (La richesse des Nations. Une étude sur sa nature et ses origines.)

Robert Solow et Charles Wyplosz (2007), in: Ronald Schettkat, Jochem Langkau (Hg.), Aufschwung für Deutschland. Plädoyer international renommierter Ökonomen für eine neue Wirtschaftspolitik, Bonn, S. 35–47. (Reprise pour l'Allemagne. Plaidoyer d'économistes de renom international pour une nouvelle politique économique.)

Joseph E. Stiglitz (2002), Die Schatten der Globalisierung, Berlin. (Les zones d'ombre de la globalisation.)

Wolfgang Streeck (1995), German Capitalism. Does it exist? Can it survive?, Köln. (Le capitalisme allemand. Existe-t-il ? Peut-il survivre ?)

Wolfgang Streeck et Koza Yamamura (Hg.) (2003), The End of Diversity? Prospects for German and Japanese Capitalism, Ithaca, New York. (La fin de la diversité ? Perspectives pour les capitalismes allemand et japonais.)

Simon Vaut (2007), Hoffnung wagen, Berliner Republik 3/2007, Berlin, S. 78–83. (Oser l'espoir.)

Simon Vaut (2008), Amerikas Hoffnung, Berliner Republik 1/2008, Berlin, S. 79–81. (L'espoir de l'Amérique.)

Vereinigung der Bayerischen Wirtschaft (2006), Mindestlöhne – Gefahr für den Arbeitsmarkt. Argumentation. Die Stimme der Wirtschaft vom 14.3.2006, München. (Salaires minima – un danger pour le marché du travail. Argumentation.)

Gert G. Wagner et Wolfgang Wiegand (2002), Volkswirtschaftliche Forschung und Politikberatung, in: Irene Becker et al. (Hg.), Soziale Sicherung in einer dynamischen Gesellschaft Frankfurt am Main, S. 770–788. (Recherche en sciences économiques et conseil politique.)

Klaus Peter Weinert (2008), Auf lange Sicht sind wir alle tot. Die Wirtschaftsprognosen des John Maynard Keynes, Deutschlandradio Kultur, Radiofeuilleton Kalenderblatt, Sendung vom 5. Juni 2008, URL: <http://www.dradio.de/dkultur/sendungen/kalenderblatt/793862/> (vue en ligne le 22 novembre 2010). (À long terme, nous sommes tous morts. Les pronostics économiques de John Maynard Keynes.)

Claudia Weinkopf (2006), Mindestbedingungen für die Zeitarbeitsbranche? Expertise im Auftrag des Interessenverbandes Deutscher Zeitarbeitsunternehmen (IGZ), Institut Arbeit und Technik, Gelsenkirchen. (Des conditions minimales pour la branche du travail temporaire ?)

Ernst Ulrich von Weizsäcker (2006), Grenzen der Privatisierung, Stuttgart. (Les limites de la privatisation.)

Steward Wood (2001), Business, Government, and Patterns of Labour Market Policy in Britain and the Federal Republic of Germany, in: Peter A. Hall, David Soskice (Hg.), Varieties of Capitalism. The Institutional Foundations of Comparative Advantage, New York/Oxford, S. 247–274. (Le milieu des affaires, le Gouvernement et les modèles de politique du marché du travail en Grande-Bretagne et en République Fédérale d'Allemagne.)

## **Douze mots clés importants :**

**1. Égalité**  
(p. 78, p.152 et suiv.)

**2. Globalisation**  
(p. 51 et suiv., p. 105 et suiv.)

**3. Droits fondamentaux**  
(p. 58 et suiv.)

**4. Valeurs fondamentales**  
(p. 55 et suiv.)

**5. Travail décent**  
(p. 11, p. 144 et suiv.)

**6. Capitalisme**  
(p. 17 et suiv., 23 et suiv., p. 28 et suiv., p. 42 et suiv., p. 46 et suiv.)

**7. Économie de marché**  
(p. 42 et suiv., p. 46 et suiv., p. 49 et suiv.)

**8. Salaire minimal**  
(p. 152 et suiv.)

**9. Participation aux décisions**  
(p. 39 et suiv., p. 79, p. 144 et suiv.)

**10. Durabilité**  
(p. 70 et suiv.)

**11. Équilibre social**  
(p. 67 et suiv.)

**12. Croissance**  
(p. 65 et suiv.)

## **Dossier de la FES : la crise des marchés financiers**

Compilation de toutes les analyses, expertises et manifestations réalisées par la Fondation Friedrich Ebert au sujet de la crise des marchés financiers [www.fes.de/inhalt/in\\_finanzkrise.htm](http://www.fes.de/inhalt/in_finanzkrise.htm)

## ÉCHOS DE LA PREMIÈRE ÉDITION

*« Un livre instructif. Ce Manuel de la Démocratie sociale 2 vaut la peine d'être lu. Il n'est pas fait expressément dans ce but, mais il prend exactement sa place dans cette époque de capitalisme financier foisonnant. La politique économique liée aux valeurs est le thème et l'exigence de ce livre. Il traite d'une politique – la Démocratie sociale – dans laquelle l'Homme est situé au centre. Elle a pour but le bien-être de chacun à un haut niveau et rend cet objectif réalisable de façon durable, alliant réussite économique, raison écologique, stabilité sociale et justice. Une boussole pour aller de l'avant. »*

**Franz Müntefering, Premier secrétaire du SPD jusqu'en 2009**

*« Les Manuels de la Démocratie sociale mettent en lumière des faits complexes de façon synthétique et abordable. Qui, quoi, comment et surtout pour quelle raison : une vue d'ensemble compacte et précieuse dans l'agitation du quotidien politique. »*

**Dianne Köster, secrétaire de syndicat**

*« Le Manuel Économie et Démocratie sociale donne un aperçu intéressant et détaillé des rapports entre les processus économiques et le modèle de la Démocratie sociale. Face à la crise financière tout particulièrement, il est indispensable de connaître les différents systèmes et ordres économiques et surtout les principes économiques ainsi que les programmes des partis politiques. »*

**Thorsten Schäfer-Gümbel, secrétaire régional du SPD de Hesse et président du groupe SPD au parlement régional de Hesse**

« Le Manuel Économie et Démocratie sociale est un guide absolument réussi pour les personnes se demandant si ce qu'elles vivent dans leur « vie économique », leur profession ou en tant que consommateur concorde réellement avec ce que la Loi fondamentale comprend par « impératif de l'État social ».

**Josef Vogt, membre de longue date du SPD, du syndicat IG-Metall et d'AWO (mutualité ouvrière)**

« Tout particulièrement à l'époque de la crise financière, le volume Économie et Démocratie sociale de la FES donne des mots clés indispensables. Les auteurs analysent de façon concise et intelligible des théories économiques centrales, discutent sur la base d'exemples pratiques et se posent la question de savoir à quoi peut ressembler une politique économique moderne de la Démocratie sociale. Le manuel devient ainsi un instrument fondamental de formation sur le plan politique. En effet, réaliser la politique et participer au débat constitue le moteur de la Démocratie sociale. »

**Peter Struck, président du groupe SPD au Parlement jusqu'en 2009**

« Tout change lors des grandes crises. Les théories et instruments de contrôle et de coordination du capitalisme connaissent un renouveau. La Démocratie sociale transmet un modèle marquant également l'orientation de la politique économique. Les valeurs et droits fondamentaux gagnent en reconnaissance envers l'action économique et politique. Le Manuel Économie et Démocratie sociale est un guide solide pour quiconque souhaite comprendre ces processus de transformation et en être partie prenante. Il fournit des exemples pratiques et des bases théoriques permettant un positionnement personnel. Il incite à la réflexion et à l'engagement. L'économie ne suit pas de loi de la nature mais est réalisable par la politique et par les hommes. »

**Ulla Schmidt, députée, ancien ministre de la Santé**

## À PROPOS DES AUTEURS

**Jochen Dahm** (\*1981) est chargé de programme à l'Académie Politique de la Fondation Friedrich Ebert. Il a fait des études de sciences politiques, de sciences de la communication et de droit public à Münster et Málaga.

**Dr. Michael Dauderstädt** (\*1947) travaille depuis 1980 pour la Fondation Friedrich Ebert. Il dirige depuis 2006 le Département de Politique Économique et Sociale et a dirigé auparavant, entre autres, celui d'Analyse Politique Internationale. Il a fait des études de mathématiques, d'économie et de politique de développement à Aix-la-Chapelle, Paris et Berlin.

**Peter Franz** (\*1953) est depuis 1988 au Ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sécurité des Réacteurs. À son poste berlinois, il est depuis 1999 directeur de la division « Environnement et Économie, Innovation et Emploi, Audit environnemental ». Il a fait des études de sciences économiques et de sciences de l'administration.

**Tobias Gombert** (\*1975) travaille à l'organisation des séminaires de comités d'entreprises. Il est par ailleurs formateur en séminaires de communication et de théorie et dirige des ateliers. De 2003 à 2005, il était président fédéral adjoint de la Juso (branche des jeunes de la SPD) et de 2005 à 2007 membre du bureau fédéral de la Juso. Durant cette période, il a participé à la structuration de l'école de formation de la Juso. Depuis l'année 2007, il est formateur à l'Académie de la Démocratie sociale. Il est l'auteur principal du volume « Grundlagen der Sozialen Demokratie » (Fondements de la Démocratie sociale). Travaux scientifiques sur Jean-Jacques Rousseau, sur la théorie marxiste et sur la philosophie moraliste.

**Dr. Erik Gurgsdies** (\*1944) a été de 1993 à 2009 directeur du bureau de la Fondation Friedrich Ebert dans le Mecklembourg-Poméranie occidentale. Il a fait des études d'économie et de sociologie. Il a par la suite enseigné l'économie dans les « Heimvolkshochschulen » (Universités populaires) de Bergneustadt et Ahrensburg ainsi qu'à l'Université d'Économie et de Politique de Hambourg.



**Dr. Christian Krell** (\*1977) est responsable à la Fondation Friedrich Ebert de l'Académie pour la Démocratie Sociale. Il a fait des études de sciences politiques, d'histoire, de sciences économiques et de sociologie à l'Université de Siegen et à l'Université de York. En 2007, il a obtenu son doctorat en sciences politiques sur la politique européenne du SPD allemand, du parti travailliste britannique et du parti socialiste français.

**Dr. Florian Mayer** (\*1975) est chargé de programme au Ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sécurité des Réacteurs, à la division « Environnement et Économie, Innovation et Emploi, Audit environnemental » et chargé de cours à l'Université de Heidelberg. Il a fait des études de sciences économiques et sociales.

**Prof. Dr. Werner Pascha** (\*1957) est depuis 1992 professeur d'Économie de l'Asie orientale/Japon et Corée à l'Université de Duisburg-Essen. Il a fait des études de sciences économiques à Londres (LSE), à Nagoya (Japon) et en particulier à Fribourg en Breisgau où il a obtenu son doctorat et son habilitation à diriger des recherches.

**Prof. Dr. Wolfgang Schroeder** (\*1960) est depuis 2009 secrétaire d'État au Ministère du Travail, des Affaires sociales, des Femmes et de la Famille du land du Brandebourg et depuis 2006 professeur en « Système politique de la RFA/Étatisme en changement » à Kassel. Auparavant, il a entre autres exercé différentes fonctions au sein de la direction d'IG-Metall ; il a enseigné et mené des recherches à Francfort sur le Main, Darmstadt et Harvard. Il a fait des études de sciences politiques à Marburg, Vienne, Tübingen et Francfort sur le Main et obtenu son doctorat à Gießen.

**Stefan Tidow** travaille à la division « Environnement et Économie, Innovation et Emploi, Audit environnemental » du Ministère fédéral pour l'Environnement, la Protection de la Nature et la Sécurité des Réacteurs. Il est actuellement en disponibilité et travaille au sein du groupe parlementaire d'Alliance 90/Les Verts.

**Simon Vaut** (\*1977) travaille au Ministère du Travail, des Affaires sociales, des Femmes et de la Famille du land du Brandebourg. En tant que formateur de l'Académie pour la Démocratie sociale, il dirige les séminaires sur les thèmes de l'économie et de la mondialisation. Il a travaillé pour l'Institut de Recherche Sociale et d'Économie Sociale, pour la Hertie School of Governance ainsi que pour l'Organisation pour la Coopération Économique et le Développement (OCDE).

**Dr. Claudia Weinkopf** (\*1963) est directrice adjointe et responsable du département de recherche « Flexibilité et Sécurité » (FLEX) à l'Institut Travail et Qualification de l'Université de Duisburg-Essen. Elle a fait des études des sciences économiques option sociologie à Dortmund et y a obtenu son doctorat.

Nous aimerions vous inviter à participer au débat sur la Démocratie sociale. L'Académie pour la Démocratie sociale de la Fondation Friedrich Ebert offre un espace à cet effet. Huit modules de séminaires sont consacrés aux valeurs fondamentales et aux champs pratiques de la Démocratie sociale :

**Fondements de la Démocratie sociale**

**Économie et Démocratie sociale**

**État social et Démocratie sociale**

**Globalisation et Démocratie sociale**

**Europe et Démocratie sociale**

**Intégration, Immigration et Démocratie sociale**

**État, Société civile et Démocratie sociale**

**Paix et Démocratie sociale**

[www.fes-soziale-demokratie.de](http://www.fes-soziale-demokratie.de)

**La politique exige une orientation claire.** Seul celui qui peut clairement énoncer, sans ambiguïté, les objectifs de son action, pourra ainsi les atteindre et motiver d'autres personnes à les suivre. C'est pour cela que ce manuel intitulé « Economie et Démocratie Sociale » pose les questions suivantes : comment réussir une politique économique de la démocratie sociale, moderne et rattachée à des valeurs ? Quels en sont les principes de base ? Comment les mettre en œuvre, dans la pratique ?

Les thèmes traités dans les manuels de la démocratie sociale sont axés sur les séminaires de l'Académie pour la Démocratie Sociale. Cette Académie est une offre de conseil et de qualification de la Fondation Friedrich Ebert pour les personnes politiquement engagées et qui s'intéressent à la politique.

**Pour d'autres informations sur l'Académie, consulter :** [www.fes-soziale-demokratie.de](http://www.fes-soziale-demokratie.de)

*« Un livre instructif. Ce Manuel de la Démocratie sociale 2 vaut la peine d'être lu. »*

**Franz Müntefering, Premier secrétaire du SPD jusqu'en 2009**

*« Qui, quoi, comment et surtout pour quelle raison : une vue d'ensemble compacte et précieuse dans l'agitation du quotidien politique. »*

**Dianne Köster, secrétaire de syndicat**

*« Tout particulièrement à l'époque de la crise financière, le volume Economie et Démocratie sociale de la FES donne des mots clés indispensables. »*

**Peter Struck, président du groupe SPD au Parlement jusqu'en 2009**